



LE MASQUE

DE LA

TRAHISON LEVÉ,

DANS

La Défense du Droit Héréditaire de
la Couronne d'Angleterre, &c.

LE tems de Crise est enfin arrivé: Les jours sont passés qu'une sorte de Serpent se tenoit caché sous l'herbe; nous voici dans la saison qu'il leve la tête avec fierté, tous prêt à se lancer sur nous, & que du venin de sa queue il nous menace d'une fin funeste. Mais pour dire nuëment notre pensée, la Trahison que l'on déguisoit autrefois avec artifice, se commet aujourd'hui à découvert & le masque levé: Il ne manque plus rien à l'entier accomplissement des malheurs prédits dans une Lettre, qu'on dit avoir été écrite de *Donai*, & qui fut rendue publique il y a trois ans: La Faction qui, toujours en mouvement s'est depuis l'heureuse dernière Revolution appliquée à saper nos Loix par les fondemens, ne se sert plus, en faveur du

A

Pré-

Prétendant, de termes insinuans & ambigus. Les importantes Questions qu'on a proposées selon le tems, touchant sa Naissance legitime, sont apresents apuyées ouvertement de la *defence* de son Droit & de ses Titres, qu'on produit en Public, non pas en la maniere d'un meprisable Libelle, mais avec la Pompe & la Magnificence d'un Ouvrage in *Folio*. La Publication, & pour ainsi dire la Proclamation s'en est faite dans le monde, nonseulement par l'Ecrit particulier du *Post-Boy*; mais encore par la Gasette de *Londres* que l'Etat autorise. Que cela se soit fait par surprise, ou autrement, c'est ce que je ne sai pas. Ce qu'il y a de bien certain, est que cette insulte faite avec tant d'audace à Sa Majesté, sur le juste Titre qu'elle a indubitablement à la Couronne de ses trois Roiaumes, n'a pu échaper à la connoissance de ses fideles & vigilans Ministres; lesquels, pour la décharge de leur devoir, ont donné ordre qu'on fit la recherche de la personne qui avoit osé faire passer jusques sous la Presse des sentimens si perfides. Il n'y a pas de doute, que ceux qui sont les Gardiens de notre Constitution n'entreprennent, de la maniere la plus eclatante, la defense de Sa Majesté dans son legitime Gouvernement, & ne maintiennent la succession dans la Maison d'*Hanover*, comme l'unique moien d'où depend la sureté de notre Religion, de nos Loix aussi bien que de notre Liberté. Mais, par ce qu'il est du devoir de chaque fidele sujet & de tout bon Anglois d'épouser la defence de Sa Majesté dans son juste Titre, & de l'heureuse Domination etablie parmi nous, je tâcherai d'apliquer au mal qui se repand, un Antidote, en exposant le foible & la Mauvaise Foi de tout ce qu'on
avance

avance dans le Livre qui porte pour Titre, Défense du Droit héréditaire de la Couronne d'Angleterre, avec l'Histoire de la succession depuis Guillaume le Conquérant, & la véritable Constitution du Gouvernement Anglois, tirées du faux jour où elles ont été mises par le Docteur Hidgen, & par quelques autres Historiens; les Titres Originaux de la Maison de Suffolk qui n'avoient point encore paru en public, & une Copie autentique du Testament du Roi Henry VIII. Pour servir encore d'ornement à ce Titre Pompeux, on y a ajouté ces Vers de Virgile.

*Ille, ut Opes fracta Tencrum, & fortuna recessit,
Res Agamemnonias, Viliticia que arma secutus,
Fax omne abrupsit.* Virg. Æn. 3.

C'est à dire

..... il commit secrettement
A l'avare Tyran de la perfide Thrace
Ce jeune Rejetton de son illustre Race..
Pour les Grecs plus heureux, ces infidele Roi,
Change avec la Fortune, & parjure sa Foi,
Il trahit son Ami, massacre Polidore.

Quoi qu'on dise de l'Auteur de ce Livre, qu'on attribué à un Particulier, qui sans mettre son nom, se donne la qualité de Gentilhomme, j'ai appris qu'une Cabale de certaines Personnes, qui n'ont point preté le serment, y a travaillé de concert, à la Tête des quelles on met Mr. L.... y, Mr. N.... n. & Mr. B.... d. Et c'est le dernier qui, accompagné de deux Hommes de

4 L E M A S Q U E

Loi, Jacobites, a remis la Copie entre les mains de l'Imprimeur.

Le Titre de ce Livre, qui promet de *defendre, le Droit hereditaire de la Couronne d'Angleterre, & de tirer la veritable Censlitution du Gouvernment Anglois, du faux jour où l'a mise le Doct. Higden*, n'est que pour en colorer le veritable dessein qui est, 1. de rejeter le Titre sur le quel le veritable & legitime Droit de sa Sacrée Majesté est fondé. 2. De rompre & de dissoudre l'Union des deux Roïaumes; d'un coté, en vertu du droit, qu'on a assuré que les *Stuarts* conservent à juste Titre à la Couronne d'Ecosse en particulier, & de l'autre, par les Titres qu'on produit qui font revivre le Droit que la Maison de Suffolk a au Trône d'Angleterre. 3. D'établir une succession Testamentaire au préjudice du Droit Hereditaire & Reglé par le Parlement.

Avant que je donne au Lecteur mes Remarques sur ce Livre, il est à propos qu'il en ait une parfaite connoissance; C'est pour quoi afin de satisfaire à sa curiosité, & agir de bonne foi avec mes Adversaires, je vais commencer par un fidele Précis que je ferai de tout leur Ouvrage, qui est divisé en trois Parties, scavoir

1. L'Introduction à l'Histoire qui regarde le sujet du Livre.
2. Le Corps de l'Ouvrage.
3. Et les suplemens.

INTRODUCTION

A l'Histoire qui concerne

Le Droit Héritaire.

Nos Auteurs du *Droit Héritaire* l'exposent de la manière suivante. Ce fut (disent-ils) du tems des Usurpations, qui suivirent la mort du Roi Charles I. qu'on commença pour la première fois d'enseigner publiquement dans ce Roiaume, l'obligation de rendre Foi & Hommage aux Puissances qui se trouvoient en *Possession*. Les Princes qui dans toute les anciennes Révolutions étoient devenus Possesseurs de la Couronne, avoient toujours fondé leurs prétentions sur quelque Droit, & n'aléguèrent jamais pour Droit le Titre de Possession. Mais ce malheureux résidu du Parlement qui condamna à mort Charles I.; aussi bien que *Cromwell* & les autres Usurpateurs qui ont suivi, n'ayant pas le moindre prétexte pour se former un Droit, leurs Adherans se virent réduits à la nécessité de faire valoir la Possession comme un Droit suffisant pour recevoir les Hommages dus aux Souverains. Et afin d'en faire voir la justice, les Catholiques Romains, les Fana... & les Deïstes composèrent plusieurs Livres qu'ils rendirent publics. Cela n'empêcha pas que ce Principe ne fût alors généralement rejeté par tous les Membres de l'Eglise Anglicane, & par un grand nombre de Presbiteriens, qui soutinrent d'un commun accord, que l'obéissance étoit due au véritable Roi, qui n'étoit pas en *Possession*. D'où il est arrivé qu'après la Restauration

ration toutes les Procédures & les Actes judiciaires des Gouvernemens Précédens furent estimez de nulle valeur, à la réserve de ceux qu'on autorisa par une nouvelle Loi qu'on en fit; & il fut déclaré par un Acte de Parlement, que la Possession des sus-dites Puissances avoit été *une véritable Rebellion, une noire Trahison & une Usurpation abominable, detestée par le present Parlement*; à cause de la Raison qui suit immédiatement, *qu'elle est Souverainement opposée au Droit incontestable & très juste de Sa Sacrée Majesté, à la quelle, comme à ses Héritiers & légitimes Successeurs, la Couronne de ces Rojannes, avec leurs Dominions & Territoires, appartient de droit; outre que c'est une Couravention des justes Droits, & Privileges du Parlement.* En conséquence de quoi, nos Auteurs ajoutent, que la Constitution du Gouvernement Anglois fut rétablie sur son ancien Fondement, qui n'étoit pas la Possession dont tous les Usurpateurs s'étoient prévalus, mais le *Droit incontestable du légitime Héritier qui avoit été hors de Possession, ou des Héritiers d'icelui & de ses Légitimes Successeurs.* Que selon cette Constitution, tous les Jurisconsultes aussi bien que tous les Théologiens avoient constamment tenu, que l'Obeissance n'étoit point due aux Puissances en vertu de leur Possession.

Il est vrai, continuent ils, que la Révolution, qui est depuis arrivée, a été résolue, poursuivie, terminée & estimée juste sur ces Principes, que la Fidélité envers tous les Rois en Possession n'étoit pas d'une obligation absolue: Que le Roi Jacques avoit été légitimement déposé, & que la Possession du Roi Guillaume & de la Reine Marie étoit légitime. Mais ces Propositions

sitions ne s'accordoient pas avec les Principe de beaucoup de Docteurs tant seculiers qu'Eclesiastiques, d'ont la Constante opinion avoit été, que la Déposition d'un Roi legitime étoit absolument contraire à la Loi de Dieu, aussi bien qu'à celles de ce Royaume. C'est pourquoi pour justifier le Changement de leur Principe de *Obeïssance*, l'ancienne Opinion qui sembloit avoir été ensevelie dans l'oubli, au tems de la Restauration, revint en vogue. On assura de nouveau (selon les mêmes Auteurs) qu'on devoit obeir aux Puissances en *Possession*; & un grand nombre de Personnes considérables dans l'Eglise Anglicane, reçut cette opinion comme étant compatible avec la Doctrine de l'*Obeïssance-Passive*. Sur quoi les Gens d'Eglise aussi bien que de Robe qui mirent au jour divers Traitez; & entre les plus Célèbres, que de fameux Ecrivains & d'habiles Controversistes composèrent, ces deux-ci sont les plus considérables. *Le Frivole Motif d'une nouvelle Separation. Et le Point de l'Obeïssance due aux Puissances Souveraines, expliqué.* Tous les endroits de l'Histoire & tous les actes Publics des Parlemens, qu'on avoit alleguez dans le premier, furent diligemment recherchez par un fidele & exact Historien, qu'il refuta d'une maniere à n'y pouvoir répondre; les Argumens du dernier tirez de l'Ecriture, de la Raison, de la Doctrine de l'Eglise, & des Loix du Roïaume, eurent le même sort, par la réponse de differens Auteurs; en sorte que manquant d'une defense qui valût quelque chose, cette Controverse ne faisoit plus de bruit. C'est ici que ces Messieurs introduisent le Doct. *Hidgen* avec ces réflexions qu'ils font sur lui.

Après plusieurs années que les Esprits étoient en repos sur ce point si bien éclairci, il lui prit envie d'examiner de nouveau le sujet de la *Dispute*; & après avoir pesé les raisons contre la *Possession*, il trouva selon son jugement qu'elles étoient legeres, & que la Balance pantoit de l'autre côté. Convaincu par lui même, que les Loix tant Divines qu'Humaines nous obligeoient d'obeir aux Rois actuellement régnans, il en voulut convaincre les autres. Pour cet effet il mit en ordre l'examen qu'il avoit fait de la Constitution du Gouvernement anglois, & quelque-tems après il travailla à la Révision de ce qu'il en avoit tracé, afin de defendre cette même Constitution contre plusieurs Reponses qui y avoient été faites, & où même son nouveau Plan se trouvoit entierement réfuté. Aussi paroît il, selon toutes les apparences, à quiconque lit avec attention les deux Traitez du Docteur, que lorsqu'il a examiné nos Loix & l'Histoire de nos Rois, qu'il ne perdoit jamais de vuë son Opinion; qu'il y observoit ce qui étoit propre à son dessein, & passoit par dessus, ou faisoit un fort mauvais jugement de ce qui ne l'accommodoit pas. De sorte qu'après avoir recueilli tout ce qu'il avoit pu trouver dans les Loix & dans l'Histoire qui lui paroissoit le plus favorable à la *Possession*, il lui donna toute la force, l'adoucisement, & le tour qu'il pût par ses explications conformes à son sentiment. Cela fait, il en fit au Public ce beau Present qu'il apela, *Examen de la Constitution du Gouvernement d'Angleterre*. Mais on ne voit pas, que le Docteur, avec toute sa diligence, ait découvert quelque chose d'extraordinaire pour prouver la Constitution qu'il

qu'il avoit fabriquée, quieût été oublié par ceux qui l'avoient précédé. Les preuves qu'il nous a donnez en abrégé, ne sont toutes qu'une récapitulation de celles qui ont été appliquées à ce sujet & réponduës depuis la Revolution, de même qu'avant la Restauration : la plus part avoient été déjà mises en usage, en faveur des Possesseurs. Qu'à la vérité il tâche à se distinguer de ceux qui se rendent les Avocats de ces Usurpateurs, & singulièrement de Cromwell, dont on lui avoit souvent fait une objection. Mais une fois pour toutes, il se défait de cet incommode *Oliver* par trois raisons Meurtrières, que ces *Messieurs* ont jugé à propos d'examiner.

La premiere, qu'Oliver n'a point eu d'autorité à l'égard des Loix de ce Roiaume, & qu'aucun de nos Rois n'a reconnu qu'il l'eût eue; qu'il n'a pu par conséquent être revêtu d'une Souveraine Autorité. A quoi ils répondent, qu'il a réellement & de fait exercé cette Souveraine Autorité à tous égards; tant pour les Loix que pour leur exécution. Comme l'instrument qui devoit tenir lieu de Roi pour servir à gouverner, il avoit, avec le Peuple la Puissance suprême de faire des Loix dans le Parlement; mais le pouvoir de les faire exécuter lui étoit laissé en qualité de *Protecteur*, aussi-bien qu'au Conseil qu'il s'étoit choisi. De sa propre autorité, il réduisit l'*Ecosse* sous le même Gouvernement d'*Angleterre*: mais nos Rois n'ont jamais reconnu en lui la puissance de faire une Loi. Au contraire tous ses prétendus Actes, devinrent nuls après la Restauration. Pourquoi? parce que, selon la déclaration que la Loi en a faite en termes fort clairs, la Puissance qui avoit fait ces Actes n'é-

toit qu'une pure Ufurpation *oposée au Droit incontestable* de notre Roi & de ses légitimes Héritiers & aux *Privileges* du Parlement. La Loi en cela explique clairement qu'elle est notre véritable Constitution; que c'est un Roi légitime de même qu'un légitime Parlement qui donne à la Loi de l'Autorité, & que le défaut du premier est la primitive cause de Nullité, parce que sans Roi il ne peut y avoir de Parlement.

La seconde raison du Doct. *Higden*, dont ses Adversaires font mention, est qu'Oliver, qui n'avoit ni le Titre, ni l'Office de Roi, ne pouvoit prétendre à l'Autorité de faire des Loix pour cette Monarchie; dans laquelle, on ne peut, selon notre Constitution, en établir aucune sans un Roi, ou sans une Reine; qu'ainsi tous les Actes qu'il avoit faits, & qui n'avoient été que Nullités dès le Commencement, devinrent d'eux-mêmes à rien. Ils y répondent de la sorte. Pour ce qui est du nom de Roi, Oliver refusa de le recevoir, lorsque le Parlement le lui offrit, mais il ne laissa pas d'en prendre & d'en exercer l'Office. Le nom de Roi, ou de Monarque exprime une Autorité, dont une seule Personne est revêtuë; or Oliver l'avoit en effet, car il la porta véritablement à un plus haut point que n'avoient fait nos Rois depuis Guillaume le Conquerant. Est-ce au son d'une Parole, ou à quelques Lettres, que l'Obedissance est due? Y a-t-il aucune Loi qui annule les Actes des Rois, lorsqu'ils changent d'expression? Si le Roi d'Angleterre, dont la Couronne, selon l'expression des Anglois, est nommée Imperiale, se faisoit appeler Empereur, rendroit-il par là toutes ses Loix nulles? mériterait-il de perdre la Couronne Imperiale? Mais c'est-

c'est-ce qui lui arriveroit, s'il avoit perdu son Autorité. Le nom de *Majesté* étoit autant inconnu du tems que la Constitution de notre Gouvernement fût faite, que l'est aujourd'hui celui de *Protecteur*. Les Rois d'Angleterre étoient autrefois apellez Seigneurs d'Irlande; cependant cette expression n'empêchoit pas que leurs Actes ne fussent Valides. Et quand *Henri VIII.* prit le Titre de Roi, a-t-on pû des ce tems-là traiter ses Actes de Nullités *ab Origine*. Si *Cromwell*, eût pris le Titre de Roi, comme effectivement il en fit l'Office, son Autorité & son Droit auroient toujours été les mêmes. Un mot usurpé n'auroit pas rendu les autres Usurpations plus conformes à la Loi; & selon toutes les apparences, il est certain que la Nation n'auroit jamais reconnu son droit en matière de Loi. Que s'il en avoit fait quelqu'unes, elles seroient tombées d'elles-mêmes, comme les Loix d'un Usurpateur.

Nos Ecrivains passent à la troisième Raison du Docteur, que voici. *C'est que les seuls Rois qui ont été reconnus pour le tems présent; sont ceux qui ont été placez sur le Trône par les Etats du Roiaume & avouez du Parlement; au lieu que Cromwell n'eut pas le consentement de tous les trois. Il y avoit long-tems qu'on ne se mettoit plus en peine de l'Etat de la Noblesse, aussi-bien que de celui du Clergé; & il ne fut fait Protecteur qu'à la faveur d'une Représentation ridicule du Tiers Etat. Cette raison est accompagnée de plusieurs Réponses que ces Messieurs y font dans l'ordre qui suit. Les Loix d'Oliver ont été nulles, non pas, comme il a déjà été dit, parce que les Etats n'y ont pas eu de part & ne les ont pas autori-*
sées,

sées, mais à cause que son Usurpation étoit contraire au Droit incontestable du légitime Héritier ; qu'ainsi les trois raisons du Docteur n'en font qu'une, & une seule réponse suffiroit pour en faire la réfutation. On ne laisse pas d'y ajouter cette seconde.

Il n'y a point de Loi qui déclare, que les Rois actuellement Possesseurs doivent nécessairement avoir été placez sur le Trône & autorisez par le Parlement. L'onzième de celles que fit Henri VII., ne fait point mention de cette nécessité ; mais elle suppose seulement en général que l'Obéissance est due au Roi qui est actuellement le Possesseur : Les paroles d'elles-mêmes n'expriment que le tems qu'il est en Possession, sans signifier par quelle Cause, ou pour quel sujet. Et le Docteur n'a alegué aucune autorité tirée de la Loi, ni produit aucune raison pour justifier, ou maintenir ce qu'il avance ; au contraire il est manifeste que le Roi d'Angleterre a une autorité Roiale avant que le Parlement ait été convoqué.

En troisième lieu, la plus part des Rois que le Docteur considère dans leur actuelle Possession, avoient été quelque tems actuellement Rois avant que les trois États eussent souscrit à leur Autorité. Il est impossible de prouver que les trois États composassent un Parlement, avant le milieu, ou avant la fin du Règne de Henri III. Les Rois Henri V, Henri VI, Richard III, & Henri VII. étoient Rois de fait & exercèrent l'autorité Roiale, avant que leurs Parlements se fussent assemblez. Ainsi neuf Rois de Facto, comme les appelle le Docteur, ne furent point placez sur le Trône par les États. Edward
III.

III. fut fait Roi par une Assemblée, qu'une infame Adultere composa de gens qu'elle ramassa ensemble, dans le tems que son Mari étoit detenu en Prison. *Richard II.* étoit de même Prisonnier lorsque le Parlement convoqué en son nom le déposa & substitua en sa place *Henri I.* Tout le monde sçait qui est *Caput, Principium, & Finis Parlamenti*, le Chef du Parlement, par qui il commence & il finit. Ils proposent en cet endroit cette Question au Docteur, si une Assemblée peut être libre, lorsque son Chef est Prisonnier, ou si une Liberté parfaite n'est pas nécessaire à un Parlement légitime.

Leur 4^e. Reponse est celle-ci. Puisque les Actes passés sans une Puissance légitime, sont Nuls *ab origine*, des leur Origine; il faut que le Docteur acorde, comme il fait, que les trois Etats du Royaume ont une Puissance légitime de placer un Roi sur le Trône, aussi bien que de l'Autoriser lorsqu'il est placé. Car s'ils n'ont pas une telle Puissance, l'Action qu'ils font en plaçant ainsi un Roi ne signifie rien, & ils ne sçauroient lui donner l'autorité qu'ils n'ont pas. Mais le Docteur, disent-ils, n'entend pas de placer sur le Trône les Rois dont le droit est *Héréditaire*, mais ceux qui en sont privez. D'où ils lui font tirer cette conséquence, que les Etats ont un pouvoir légitime de déposer les légitimes & véritables Rois, pour établir ceux qui le sont *de Facto*, par l'actuelle Possession. Car ils ne peuvent élever l'un qu'ils n'abaissent l'autre. C'est ainsi qu'un Parlement fit faire place à *Edouard III.* par la deposition de son Pere, & qu'un autre installa *Henri IV.* en la place de *Richard* qu'ils rejetèrent. Sur ce pie, ces deux

Pou.

Pouvoirs de *Détrôner* & de *mettre sur le Trône*, ont toujours été en effet joints ensemble. Or si le Docteur veut maintenir que les trois Etats ont le Pouvoir de Déposer les Rois légitimes, il le peut fort librement ; il trouvera autant d'Actes & d'Exemples pour ses Depositions, que pour ses Installations. Mais s'il prétend soutenir, que les Etats ont une autorité légitime de *mettre un Roi sur le Trône* sans avoir celle d'en faire descendre celui à qui il appartient légitimement, il tombera dans une manifeste contradiction : Car si le défaut d'une juste autorité rend la déposition d'un Roi légitime, nulle & contraire à la Loi, il reste toujours aussi légitime qu'il l'étoit, avec la même autorité qu'il avoit, quoi qu'il ne l'ait pourtant pas. & qu'il cesse d'être légitime, lorsque les Etats en installent un autre en sa place, & le revêtent de l'autorité du Premier ; puisque créer un Roi, c'est détruire celui qui l'étoit : Ceux donc qui n'ont pas le pouvoir de *détruire* l'un, n'ont pas celui de *Créer* l'autre ; & au cas qu'ils le fassent, un Roi de cette façon n'est rien selon la Loi qu'une Chimere. D'ailleurs, d'autant qu'au sentiment du Docteur, le Roi *Charles II.* tout hors de Possession qu'il fut, ne laissoit pas d'être actuellement & légitimement Roi, parcequ'il n'y en avoit point en Possession, qui s'y opposât, ses ennemis lui font cette instance. Croit-il que le Roi *Charles* eût été privé du Titre Royal, quand même *Cromwell*, se le seroit attribué ? au quel cas, supposons que les Etats assemblés eussent passé une Reconnoissance à *Olivier* comme à leur Roi ; dès cet instant, il auroit eu, selon l'opinion du Docteur, l'autorité Royale, & le Roi *Charles* en auroit été demis.

Mais

Mais comment l'auroit il pû perdre dans un moment? sans doute, par le Pouvoir que les Etats avoient de le démettre, comme d'élever, & de reconnoître *Oliver*? Resister à l'un, reconnoître l'autre; détruire celui-ci, créer celui-là sont les voies par où les *Revolutions* se commencent, se soutiennent, & s'achèvent. Le consentement des Etats & du Peuple; rend tout légitime, ou tout injuste. Pour se tirer donc de ces difficultés, il faut résoudre la première question d'où elles dépendent, & examiner si la *Resistance* & la *Déposition* sont des *Actions* légitimes; après quoi, il est nécessaire de considérer si des sujets, tels que sont les trois Etats du *Royaume*, ont véritablement le pouvoir, en vertu du *Consentement* qu'ils donnent, de se décharger eux-mêmes de l'*Obéissance* qu'ils doivent à un *Roi*, & de transmettre à un autre l'autorité *Royale*. Assurez-vous que leur *Consentement* les absout de tout crime? ils ont le pouvoir de déposer; le niez-vous? le nouveau *Roi* qu'ils font est nul & illégitime; aussi-bien leur *Consentement*.

Ces Messieurs continuent à répondre & disent 5. La Loi a déclaré que ni l'une ni l'autre des deux Chambres du *Parlement*, non plus que toutes deux ensemble, n'ont le pouvoir de créer des Loix, sans un *Roi*. Comment donc peut-on concevoir que les trois Etats puissent donner cette autorité, qu'ils n'ont pas, à un *Roi* qui n'en a pas plus qu'eux? Quel moien que leur *Consentement* crée l'Auteur de la Loi, & devienne une Loi même à l'égard de tous les sujets, qui se trouvent par là obligés à la *Fidélité*. A cette réflexion ils joignent la suivante.

La

La raison pour laquelle on nie qu'Oliver fut capable de Souveraineté, c'est parce qu'il n'avoit pas le Consentement des trois Etats; d'où il n'aît une autre difficulté; car si un des Etats est exclus, comme il l'est dans un Roiaume Voisin de celui-ci, il semble selon le principe du Docteur, qu'un Roi fait avec cette exclusion, n'a point de Droit d'en devenir le Souverain, & qu'il n'est pas véritablement Roi dans le tems qu'il est en *Possession*. La Constitution du Gouvernement étoit dans l'un & l'autre de ces deux Roiaumes la même à l'égard des trois Etats: cela étant, il est difficile de donner une bonne raison pourquoi on n'en pourroit pas encore exclure un autre; si le premier l'a été légitimement, qui empêcheroit qu'on ne se passât de la Noblesse aussi-bien que du Clergé; puisque ces deux Etats ont par la Constitution le même Droit. Ces deux exclus, pourquoi n'en pourroit-on pas faire autant d'une partie du Troisième, & ensuite en rejeter encore une autre, jusques à ce que les trois Etats fussent réduits à une Poignée de gens, qu'on pourroit appeler la Queue d'un Parlement, comme il est arrivé une fois, laquelle il seroit encore libre de retrancher tout-à-fait. La définition du Docteur entraîne ainsi avec soi une Queue, dont on peut arracher tous les poils l'un après l'autre, jusques à ce qu'elle devienne à rien. Ce qu'on apuie d'une 7. Réflexion.

Quoique Oliver n'eût pas le Consentement des trois Etats dûment assemblez, tous les Etats cependant & tout le Roiaume en général demeurèrent tranquilles sous sa Protection, lui paierent les Taxes & se soumirent à l'administration de sa justice. La plus part des Chevaliers, Citoyens,

Citoyens, & Bourgeois élus par le Peuple, soucrivirent, dans les deux Parlemens de son tems, à l'Acte de Reconnoissance qu'ils passèrent en sa faveur. Son autorité étoit si bien affermie & devenue si publique, que tous les Princes & les Etats de l'Europe la reconnurent par leurs Ambassadeurs. Ne s'ensuit-il pas de là, que la voix du plus Considérable & du plus grand nombre du Peuple fut une juste compensation du défaut de Reconnoissance de la part des trois Etats. Le Tout étant plus grand que sa Partie, l'Autorité de tout le Peuple devoit aussi à proportion être plus grande que celle de ses Représentans. Au moins on ne peut nier que ce plus grand nombre ne confere autant d'Autorité, selon la Loi de Nature, que la pratique des Nations. Quant aux Loix d'*Angleterre*, on a déjà remarqué, qu'elles ne déclarent nulle part, que le consentement du Parlement puisse faire un Roi pour le tems qu'il sera en Possession, ou que les Représentans aient dans la Fabrique d'un tel Roi, plus de Pouvoir que ceux qu'ils représentent. Les Réflexions de nos Auteurs s'étendent encore plus loin par cette 8. ataque qu'ils donnent au Docteur.

Le Docteur, qui exclut *Olivier* de la Souveraineté, parce qu'il n'avoit pas le consentement des trois Etats, a employé lui même deux Chapitres dans son *Examen* & dans sa *Defense*, pour prouver que la soumission étoit due aux Puissances Souveraines qui étoient en Possession, & cela par la décision d'un Saveur au sujet du Tribut, comme aussi par la fin & le grand dessein du Gouvernement établi parmi les Hommes. Mais si cela est conforme à la Fin & au Grand dessein du Gouver-

nement, il doit de même l'être à la Loi de Nature. Je veux donc que, selon la Loi d'Angleterre, on ne fût pas obligé d'obéir à *Cromwell* : mais ne le devoit-on pas selon la Volonté de Dieu connue naturellement, ou par la Révélation ? N'y étoit-on pas obligé par le Commandement de *Jésus-Christ*, dont les Loix sont infiniment supérieures à celles d'Angleterre ? Après que la Sagesse Eternelle a parlé & décidé, à quoi bon consulter nos Loix comme des Oracles ? Puisque la Loi prescrite de tout tems pour toute sorte de Gouvernemens, impose le devoir de Fidélité envers les Possesseurs, qu'est-il nécessaire des trois Etats pour l'autoriser ? Il ne faut qu'être en Possession. C'est pourquoi, à croire le Docteur sur la Parole, il falloit rendre l'Obéissance à *Cromwell*, pour cette seule raison, qu'il étoit en Possession du Gouvernement. C'est ainsi qu'il se combat lui-même, par un Droit qu'il donne à cet Usurpateur aux Hommages dûs à un Souverain. Son Usurpation est par la deffendue contre le système du Docteur, & sert de preuve bien évidente pour le réfuter. Sur quoi, il faut confesser que les Roialistes, qui s'attachèrent au Roi Contre *Olivier* furent des Rébelles à la Volonté de Dieu, des Transgresseurs des Loix de la Nature, des Déobéissans aux Commandemens de notre Seigneur ; & qu'il n'y eut jamais d'Usurpation, ni n'y en peut avoir : Car la Possession s'y trouve toujours ; ce qui, au sentiment du Docteur, suffit pour rendre un Gouvernement de Droit Divin.

Après ces Réflexions, les Adversaires du Docteur font consister le point de leur Dispute, à sçavoir, si le Roiaume d'Angleterre est de Droit
Héré-

Héréditaire ? ou bien s'il appartient de Droit à un Chacun qui en obtient la Possession. Et pour réduire ces deux parties de la Question en une seule ; si le Roïaume appartient aux Héritiers légitimes, ou aux Possesseurs en Acte. Là-dessus, ils prétendent que la distinction des Possesseurs qui le sont devenus par la Force, & des autres qui l'ont été avec consentement, n'a aucun fondement dans l'Histoire, qui n'en produit point d'exemple. Car, selon eux, tous les Possesseurs qui ne l'étoient point de Droit Héréditaire, se sont toujours établis par la violence, avant le consentement des Etats & du Peuple, qui ne l'ont donné qu'après ; & il est moralement impossible que cela se puisse faire autrement. Ceux qui servent, & qui concourent à une Révolution, assurez qu'il y va de leur intérêt, ne manquent pas d'y consentir avec plaisir ; mais les autres le font par une dure nécessité. Ce n'est pas que lorsque la Souveraineté a été usurpée en Angleterre, la plus grande partie de la Nation ne s'y fût opposée : Mais le moindre Parti devenu le plus fort par l'autorité dont il étoit en Possession, a forcé le Consentement de la Pluralité. Le Consentement est ainsi une suite de la Possession, sans en être la Cause ; & elle ne peut être rendue valable en bonne justice, par le mauvais effet qu'elle produit, ni cesser d'être invalide, tant que l'Usurpation du Droit incontestable du légitime Héritier subsiste. Toute la Question donc (continuent ces Messieurs) est de connoître à quoi le véritable Droit à la Monarchie Angloise est attaché par notre Constitution : si c'est à l'Héritage, ou à la Possession ? Il est vrai, que le Docteur reconnoît en termes exprès, que la Cou-

ronne est Héréditaire : Mais quel sorte d'Héritage peut-il concevoir qui soit compatible avec ses Opinions ? C'est pourquoi ils les raportent, & les réfutent.

La Première, que l'*Héritage peut-être limité par le Parlement*. Mais il s'en suit, que c'est un Héritage dont on peut priver l'un, pour le donner à un autre, autant de fois que le Parlement le jugera à propos ; ce qui fait avoir une idée d'un tel Héritage, bien différente de celle qu'on a naturellement d'une Monarchie Héréditaire ; car il paroît par là qu'il est véritablement Electif, puisque le Parlement choisit, ou peut toujours choisir le Successeur. Il est même plus Electif dans ce Roïaume, que dans tous les autres où il l'est effectivement. Dans ceux-là, le Roi Elû a un droit pour la vie ; en celui-ci, on en peut élire à chaque séance de Parlement un nouveau.

La Seconde Opinion du Docteur, est que *le Roi installé sur le Trône par les Etats du Roïaume, est en ce tems-là un véritable & légitime Roi ; sur quoi les autres raisonnent ainsi*. Il n'exige pas que le Roi soit de la Famille Royale ; il a déclaré nettement, que si Cromwell avoit eu ce qu'il n'eut pas, c'est-à-dire le Consentement des trois Etats, il auroit été, ce qu'il ne fut pas, sçavoir le Roi de ce tems-là, Revêtu du Pouvoir de faire des Loix. A ce compte, les deux Chambres peuvent, sans Roi, élire dans ce Royaume Héréditaire, & mettre sur le Trône, telle Personne qu'il leur plaît.

Il se présente encore un autre sentiment attribué au Docteur par les mêmes Auteurs, que la Reine Marie, & la Reine-Elisabet étoient toutes

tes deux Illégitimes , & qu'elles eurent cependant un vrai Titre à la Souveraineté. Mais, répondent-ils, *un Enfant Naturel n'est reconnu de la Loi, du sang d'aucune Personne, Nullius Filius; c'est pourquoi il est incapable d'Hériter.* Il faut donc, selon le sentiment du Docteur, que la Couronne Héritaire de ce Royaume soit le légitime Héritage de ceux qui n'ont personne pour Pere, ni aucune Habileté pour Hériter.

Son sentiment, que l'Obéissance est due en vertu de la Possession, selon la Doctrine du Sauveur, & en faveur de la Protection, par la Loi de Nature, est encore repris par les mêmes, & répondu de ce Ton. Il arrivera donc que le Royaume qui est Héritaire pourra être possédé par une République, par un petit nombre de Personnes, par un Comité d'Assurance, ou par toute autre Puissance qui trouvera le moyen de la Possession, & dont la Protection paroîtra certaine. C'est de la sorte qu'ils expliquent les sentimens de leur adversaire touchant la Couronne Héritaire; D'où, concluent-ils, il faut confesser que c'est un Héritage sujet à une perpétuelle Election que les Deux Chambres feront toutes seules d'un Roi, & d'un Parlement. Il n'y a point de Famille où il ne puisse passer; ceux qui ne sont point les Héritiers, une République, un Chacun pourra le posséder; Ils lui font un Reproche, de ce que dans son Examen, ne pouvant fermer les yeux sur l'évidence des Preuves qui fait voir que la Couronne d'Angleterre est Héritaire, il s'est vu obligé de le reconnoître selon le terme, mais de l'avoir nié en effet, parce que cela détruisoit entièrement son Système de

la Possession. Qu'il entende, insistent-ils, les paroles comme il voudra, les Ecrivains de toutes les Nations, & la plus grande partie du Genre Humain, prennent une Couronne Hérititaire pour une *Monarchie attachée à une Famille par une Substitution perpétuelle, qui fait descendre la Couronne Successivement d'un Héritier à un autre qui se trouve dans la ligne la plus directe*. Telles sont les Monarchies de *France*, d'*Espagne*, de *Portugal*, de *Suede*, de *Dannemarc*, de *Hongrie*, & toutes les autres Souverainetés qui sont dans le Monde: telle est aussi la Monarchie *Angloise* qui a, depuis plus de neuf cens ans, été gouvernée successivement, par la même Famille Royale. D'où ils tirent cette Conséquence, que, si la Famille où la Couronne a été Hérititaire, plus long-tems qu'aucune du monde, n'a aucun Droit d'Héritage; si une Prescription de neuf cens ans n'a point de force contre une Possession nouvelle, toute sorte de Droit est certainement inutile pour le gouvernement, & il n'y a aucun Droit d'Héritage, tant Public que Particulier, qui soit Valable, quelque juste qu'il puisse être. Mais toute chose n'est pas plus à l'un qu'à l'autre, & le Droit, la Prescription, & le bien en Propre sont des termes qui font du bruit dans le monde, mais qui dans le fonds n'ont aucune signification.

Ces Messieurs tombent d'accord, que la Succession a été interrompue dans la Ligne Royale, en différentes manières; quelque fois, par la Cession du plus proche Héritier, d'autres fois en vertu des Testamens qu'on estimoit donner un Droit légitime; de plus par la voie de la Conquête, ou enfin sous un faux prétexte d'Héritage: mais,

mais , selon leur sentiment , ce n'a jamais été qu'un Droit prétendu. Toutes les fois que le Véritable a été violé , le Faux a été condamné par tout ce qu'il y avoit de Gens de bien en ce tems-là , & rejeté après de toute la Nation ; laquelle a toujours rétabli les légitimes Héritiers, aussi-tôt qu'elle a pû secouer le joug des Conque-rans ou des Intrus.

Ils nous donnent encore un détail de plusieurs changements arrivez dans la Succession d'Angle-terre. D'un côté , les Armées ont établi des Rois qui n'avoient aucun Droit d'Héritage , & les Parlements les ont confirmez ; de l'autre , Elles en ont détroné quelques uns , & de nouve-aux Parlemens ont taxé de crime ce que les Pré-cédens avoient fait , & ont déclaré leurs Substitu-tions de Nulle Valeur. D'ailleurs , ils nous par-lent aussi de diverses Constitutions , qui n'ont , pour ainsi dire , disent-ils , duré qu'un tems. On peut dire qu'il y en a eu une en faveur de la Con-quête ; une autre pour faire des Rois par Elec-tion , une troisième qui rendoit les deux Cham-bres Souveraines ; le Royaume devint Republi-que par une quatrième , & enfin la Souveraineté passa par la dernière à un Protecteur. Cha-que Puissance qui étoit en Possession , se faisoit une Constitution particulière. Mais de ces dif-férens projets de Constitution , semblables à des sémences qu'on sème sur des Rochers , on vit naître de nouvelles Productions , qui parurent tout d'un coup dans un état assez florissant , mais qui , faute de racine & de fondement , perdirent bien-tôt tout leur éclat. Aucun de ces beaux réglemens ne subsista assez pour obtenir le Titre de Prescription. Il n'y en eut qu'un , ou

deux qui produisirent quelques Fruits : mais à peine furent-ils en état de maturité, qu'on en vit la fin ; & le reste perit lorsqu'il n'étoit encore qu'en fleur. Ce qui donne à nos Auteurs sujet de dire, que l'Arbre de Genealogie, où le Droit Héréditaire est ataché, a été coupé jusques à terre ; mais que *la Souche qui y étoit cachée & y tenoit par ses Racines*, a repoussé de nouveau des Réjetons qui se sont élevés jusques aux Cieux. Le Royaume a été sauvé, & les Nations ont été convaincues, que le Ciel préside au Gouvernement des Hommes.

Descendons avec eux dans des faits particuliers qu'ils entreprennent d'exposer ainsi. Après la Conquête des Normands, & que le Royaume jouissoit, dans sa situation naturelle, d'une profonde tranquillité sous Henri I. toutes les Personnes les plus considérables du Royaume, s'engagèrent sous serment à maintenir la Succession de la Couronne en la personne de *Mathilde*, sa seule Héritière, à laquelle, (ainsi qu'un bon Historien l'assure) *la Succession étoit uniquement & légitimement due depuis plusieurs Siecles, tant du côté de son Grand-Pere, son Oncle, & son Pere, qui avoient été tous Rois, que du côté de sa Mere.* Ce fut en vertu de son droit, que son Fils *Henri II.* de qui toute la Famille Royale est descendue, lui succéda. Et lui & aussi bien que ses Successeurs ont, depuis plus de 550 ans, eu en propre, & réclamé la Couronne, par ce Droit Héréditaire. Ceux là même qui ne l'eurent point, comme *Jean, Henri IV, Richard III, & Henri VII,* ont prétendu l'avoir. Preuve évidente que notre Constitution signifie un Héritage : Puisque dans la Morale on estime, que rien n'est plus à l'avantage

tage de la justice, & ne le distingue mieux de ce qui est injuste, que le jugement qu'en font naturellement les Hommes qui sont les plus pervers, & qui la reclament de leur côté, & la préféreroient à tout autre Titre, s'il étoit en leur pouvoir de parvenir par son moyen, à l'accomplissement de leurs desirs. Voici un autre raisonnement de ces Messieurs.

Il s'est souvent vû en Pologne plusieurs Compétiteurs qui prétendoient chacun à la Royauté: ils fondoient leurs prétentions sur leur Election; ce qui fait voir que selon la Constitution du Gouvernement *Polonois*, leur Couronne est élective. De même les Rois d'*Angleterre*, qui n'avoient point de Droit Héréditaire, s'en sont cependant prévalus pendant plusieurs Siecles, par la préférence qu'ils faisoient du Droit Héréditaire à tout Titre; par conséquent la Succession, selon la Constitution du Gouvernement Anglois est un Héritage. Mais, si la Possession donne le Droit, celui de la naissance, & tous les autres ne sont que des Moqueries, ou des Fables. Ce qui a été fait à l'égard du Roi Jaques I. est un temoignage du Contraire. Tous les Titres d'Héritage, qui ont de tout tems été reconnus en cette Ile, se trouvèrent réunis en la Personne de ce Prince. Là-dessus, les trois Etats assemblez en Parlement, déclarent dans l'Acte * de Réconnoissance qu'ils lui passerent, que ceci étoit un bonheur inestimable, & qu'ils reconnoissoient le Droit indubitable du Roi, aussi bien que la fidélité inviolable, & l'Obéissance perpétuelle qu'ils devoient à sa Majesté, & à ses Descendans. De plus les mêmes Etats protestent, qu'à l'instant du décès de la Reine Elisabeth, la

Couronne Imperiale d'Angleterre avoit passé à Sa Majesté. *Que son droit à la Couronne n'est autre chose, que le Droit de naissance inséparable de sa Personne, & une Succession légitime qui lui appartient en ce qu'il est en droite ligne, justement, & légitimement le plus proche, & le seul Héritier qui soit du Sang Royal de ce Royaume.* Auquel droit ils se soumettent avec sincérité, & s'engagent d'être fideles eux, leurs Héritiers, & leur Posterité, jusques à la dernière goutte de leur Sang. Ils supplient Sa Majesté d'accepter leur Acte de Reconnoissance, comme les premiers Fruits, qu'ils lui présentent en plein Parlement, de leur Foi, & de leur Soumission à Sa Majesté, aussi-bien qu'à ceux de sa Lignée, & à toute sa future Posterité. Ils donnent par avance à tout ceci, de fortes assurances, qu'ils y sont obligez par les loix tant Divines que Humaines. Et afin qu'il ne reste aucun doute de l'intention des Législateurs sur l'Obligation perpétuelle de cette Loi, ils en font un Acte solennel, qui doit être conservé à jamais dans les Registres du Parlement, pour en faire passer la memoire à leurs Générations les plus reculées.

Sur quoi nos Associés glosent de la manière suivante. Est-il possible de trouver dans tous les Codes, & les Digestes du Monde, une Loi mieux expliquée, couchée en termes plus significatifs, & plus clairs, pour donner une parfaite intelligence du Droit ? Les Etats pouvoient-ils se lier plus fortement non seulement, eux aux Rois, mais encore leurs Héritiers à ses Héritiers, & leur Posterité à la sienne pour tous les tems à venir ? Ils rendent le Droit Hérititaire autant immuable & éternel qu'il se pouvoit faire : ils
assurent,

assurent, qu'il est établi sur les Loix Divines & Humaines: Le Droit de la Couronne, ne consiste pas dans la possession, soit que le Consentement intervienne ou n'intervienne pas: Elle échet au Roi Jaques, avant qu'il fût Possesseur, c'est à dire, au même Moment que la Reine Elisabeth décéda; ainsi doit-elle par la Loi, tomber pour toujours en Héritage à ses Héritiers. Le véritable Droit n'est pas un Droit de Possession, mais de Naissance, & de Succession inséparable du Premier de la Ligne. Il y avoit alors d'autres Personnes de la Famille Royale, qui étoient vivantes; mais le *Premier* est déclaré *le seul* Héritier. La Couronne doit échoir en propre *aux plus proches Héritiers qui se trouveront dans les tems les plus éloignez de la Maison Royale*: Les trois Etats jurent Obéissance & Fidélité au Roi, comme à ses Héritiers descendans en droite Ligne; ils s'otent la liberté à eux, & à leur Héritiers, de rendre ce devoir à d'autres: Ils protestent de sacrifier leur vie, *jusqu'à la dernière goutte de leur sang*, dans la défense de la Succession légitime, contre tous ceux qui s'y opposeront, & reconnoissent que cette obligation éternelle leur est imposée, *par les Loix de Dieu, & des Hommes*. Leur Glose s'étend encore plus loin. Les Etats, disent-ils, suposent que les Protestations, & les Actes des Peres obligent leur Postérité aux mêmes Devoirs, & qu'ils ont le pouvoir d'imposer à la leur, ceux qu'ils se sont prescrits; Ils tiennent pour certain, dans le susdit Acte de Reconnoissance, que *la Cour du Parlement*, est tout le *Royaume en Corps*; Puis donc que ce Corps politique est le même qu'il étoit alors, & que chacun de ses Membres a en effet passé cet Acte, il est d'une même obligation

gation à chaque Membre de la Société Civile, comme s'il y avoit consenti en Personne, jusques à ce qu'il soit légitimement révoqué. C'est un *Contrat fondamental* passé avec le *premier Roi de cette Ligne*, aussi-bien qu'avec sa Postérité. Toute la Nation s'engage pour jamais par ce Contrat aux Héritiers de la même Famille; quand il y auroit, en ayant cet Acte de Reconnoissance, quelques disputes touchant le Droit de Succession; par là, elles sont toutes terminées: Après cette Loi, on ne peut plus disputer avec raison, à qui le *devoir de Fidelité est*, selon toutes les Loix, la Raison, & la Conscience, véritablement, dû; car il y est déclaré que les trois Etats, & tout le Royaume sont engagez, *par les loix Divines, & Humaines*, de le rendre au légitime Héritier qui se trouve dans l'ordre de la Succession. On fait ici mention, que le Droit d'Héritage si pleinement établi dans cet Acte de Reconnoissance, est encore déclaré en termes plus concis, mais aussi formels, dans * celui qui fut passé en faveur de *Charles II.*, où il est fermement résolu, contre toutes les Usurpations, que la Couronne Imperiale de ces Royaumes appartient *de droit*, justement, & légitimement au Roi, comme aussi à ses Héritiers, & légitimes Successeurs. Ainsi, de même que le Roi *Charles* avoit un Droit incontestable, ses légitimes Héritiers doivent avoir le même après lui: Comme la Couronne lui appartenoit par la Loi, dans le tems qu'il étoit hors de Possession, il faut semblablement qu'elle soit le Propre de ses Héritiers, & légitimes Successeurs, s'il arrivoit qu'ils en fussent aussi dépossédez. Par l'Acte du Roi *Jacques*, il

* 11. Cap. 2. c. 11.

il est arrêté que le Droit de Naissance est le Droit perpetuel à la Couronne : dans celui ci de *Charles II.* il est pris pour le *Droit incontestable* ; quand même il y en auroit d'autres en Possession. Aucun de ces Actes n'a été *expressément révoqué* ; & tous les deux ensemble forment une preuve invincible , que le Droit Héréditaire a été entendu par la Loi ; pour l'unique qui fût Propre pour la Couronne d'*Angleterre*.

Pour les objections qu'on pourroit faire à tout ceci , ces Messieurs y répondent de la sorte. Il est inutile d'Objecter les raisonnemens de quelques novices dans les Loix , ni même les opinions de gens Célèbres dans la Robe , réfutées par d'autres aussi Fameux , & dont ont fait voir la Contradiction Manifeste. Mais si les Gens de Loi , contredisent les principes de la Loi même , le Droit de la Naissance , & le Devoir de Fidélité , leur contradiction est-elle capable de les détruire ? Ne faut-il pas juger de leur sentiment par la Loi , qui est la juste Regle de nos Actions tant Morales , que Civiles. Que si la Loi n'est pas une règle certaine à l'égard du Droit de Souveraineté , il n'y a pas moien de déterminer le point de cette Dispute ; & l'Opinion de tous les Juristes ne sçauroit justifier les Hommes en ce Monde , ni les garantir de la Damnation dans l'autre. Cette Question , continuent toujours les mêmes , peut être encore moins décidée par les Faits , & les Exemples , qui , tout frequens qu'ils puissent avoir été , doivent être rectifiez par la Loi. Car les Actions ne sont pas légitimes , parce qu'elles sont faites , & qu'on en conserve la Memoire dans des Registres , mais par ce que , confrontées avec la Loi , elles y sont conformes. Qu'on parcou-

re l'Histoire, il est certain qu'on y trouvera plus de celles qui ont été contre la justice, que des autres qui avoient le Droit pour les autoriser. Temoin le Roi *Etienne*, qui se conserva dans la possession du Royaume par le Parjure, la Fraude, & la Violence; *Edouard II*, qui fut déposé, & cruellement massacré; *Edouard III*, qu'on mit, dans sa minorité, sur le Trône de son Pere avant que son tems fût venu; *Henri IV*, qui nonobstant son serment, & l'engagement qu'il avoit fait avec son propre parti déposa, & fit mourir son Souverain dont il usurpa la Couronne; *Richard III*, d'ont la cruauté fut si grande, qu'outre plusieurs Meurtres qu'il commit il tua le Roi, & son Frere, après quoi il se rendit Maître de leur Héritage; *Henri VIII*, qui changea, & rechangea ses résolutions à l'égard de la Succession, selon qu'il lui paroissoit plus favorable à ses plaisirs, & à ses dérèglemens: Temoin encore un Parlement qui de sa propre autorité se rebella contre le meilleur de nos Rois, & dont une Partie le fit descendre du Trône pour être mis à mort sur un Echafaut: ce qui suscita un Etat Républicain, & après fournit l'occasion à un Officier de s'attribuer la Souveraineté, & de la transmettre à son Fils comme un Héritage. Ce sont là des Faits impies, & tragiques dont les Auteurs ont été, sont & seront toujours condamnés par toutes les Personnes de probité.

Revenons au Docteur *Higden*, dont les adversaires recommencent à Parler: voici précisément comme ils continuent. Il n'est pas possible que le Docteur approuve ces Exemples & ces Faits: il ne laisse cependant pas de s'en servir pour justifier l'Opinion qu'il a, que la Possession est un
Droit

Droit avec le Consentement; quoique la Possession ait été extrêmement criminelle, & que le consentement à de si grands Crimes, fut une iniquité très énorme: Il n'a pû trouver, assurent-ils, d'exemples, où il ne découvrit un enchaînement d'Impiétés; & que ce n'a été, que par la Rébellion, le Parjure, l'invasion, le Meurtre & la deposition, que la Possession a été obtenue. Un Theologien auroit deu faire réflexion, aux instances qu'on a souvent faites, & d'une si grande force, qu'il semble qu'on n'y peut pas répondre; sçavoir, qu'une Possession injuste est une raison qui oblige à la Répentence aussi-bien qu'à la Réstitution: Qu'un Homme ne peut pas avoir un Véritable Droit à ce qu'il est obligé de Restituer, & que les autres ne sçauroient être obligez de l'y maintenir. Sans doute que le Docteur a lu & examiné l'*Histoire véritable & exacte de la Succession* écrite par le Doct. Bradi, & imprimée l'an 1682. Que si cette Histoire n'est pas conforme à ce que son Titre promet, le Public lui seroit bien obligé de la réfuter; mais si en effet elle est *véritable & exacte*, comme la plus grande partie du Monde l'estime, son sentiment y est parfaitement bien réfuté. On y a entrepris de prouver, que ce sentiment rend légitime la plus injuste Possession, comme fut celle d'Olivier, & détruit le Droit Héréditaire, qui a si long-tems été établi par la Constitution de notre Gouvernement. Que si le Docteur n'a pas suffisamment pourvû à ses Opinions pour les defendre contre ces atakes, elles paroissent le renverser de fond en comble. Mais voici comme ils finissent leur Introduction. Parce que souvent on tire vanité d'un Livre qui n'a point été répon-

du

du en particulier; de plus que ce sera peut-être rendre service au Public, & justice à la Vérité, que d'éclaircir nos loix, & nostre Histoire en les tirant du faux jour où le Docteur les a mises. L'Auteur de l'Ouvrage suivant a pris la peine de le suivre dans tous les détours du Labyrinthe où il s'est jetté. Afin donc de s'y ouvrir un chemin plus aisé, il a examiné selon l'ordre des tems tous les Faits Historiques, que le même Docteur a produits; ensuite il a réfuté toutes ses Preuves avec les explications dont il les a accompagnées, & rectifié ses erreurs au sujet de la Constitution de notre Gouvernement. Toute la grace qu'on demande au Lecteur en faveur de cet Ouvrage, c'est de l'examiner avec un Esprit exempt de partialité. C'est ce qu'il pourra faire dans l'Extrait que nous en allons faire.

E X T R A I T

D E

L' O U V R A G E.

C'Est, comme nous l'avons dit, le travail de plusieurs Personnes qui passent pour un seul Auteur. & cet Auteur entreprend de réfuter ainsi le Docteur *Higden*. Son dessein, dit-il, est de prouver que, quiconque est actuellement Roi, ce qu'il appelle de *Faëto*, l'est aussi de Droit, de *jure*. C'est l'Opinion qu'il commence à soutenir dans le premier Chapitre de son Traité, par les Coûtumes établies, dont l'usage n'a jamais été interrompû dans ce Royaume, & que l'on nomme le Droit coutumier. Conformément à ce Droit il assure, que les Peuples d'Angleterre se sont toujours soumis, & ont prêté le serment de Fidélité aux Treize Rois qui sont depuis Guillaume le Conquerant, inclusivement, jusques à Henri VII, parvenus sur le Trône sans aucun Titre d'Héritage, aussi bien qu'ils l'ont fait à l'égard des six qui, fondez sur ce Titre, ont régné vers la fin de ce tems. Ce qui fut si universellement approuvé, que je n'ai pas de connoissance qu'il y eût sous ces Règnes personne qui refusât le serment.

A quoi l'Auteur répond, que le Docteur fait connoître évidemment qu'il prend ici les Rois Héritiers de la Couronne, pour ceux qui la portèrent à cause de la Proximité du Sang : & les autres, qu'il assure n'avoir pas eu le Droit Héréditaire, pour ceux qui se sont placez sur le Trône,

C

lors-

lorsque d'autres, qui y avoient plus de droit selon le degré de consanguinité, étoient encore vivans. Mais il auroit dû sçavoir, que le terme d'*Héritaire* a dans nos anciens Manuscrits une signification bien différente de celle qu'il lui donne. En effet *Guillaume* le Conquérant se qualifie *Héritier* du Roi *Edoüard*, & apelle la Couronne d'*Angleterre* son *Héritage*; & son Fils le Roi *Henri I.* assure, que son Pere avoit succédé par Droit d'*Héritage*; c'est encore ce que l'on peut voir dans *Guillaume de Poitiers* & *Orderic Vital*. Pourquoi donc faut-il, que *Guillaume* le Conquérant soit raïé de la Liste des Rois *Héritiers*, lors qu'avec une si bonne autorité il doit y avoir une place? Sans doute que Monsieur *Higden* sçavoit très-bien, comme les Historiens citez en cette occasion ne pignoroient pas aussi, qu'il n'étoit pas le plus proche Parent du Roi *Edoüard*; & que cependant ces mêmes Historiens n'ont pas crû que ce fût une absurdité qu'il maintînt son Titre d'*Héritage*: Il peut encore moins ignorer, que plusieurs de ses Amis ont depuis peu marqué, qu'ils s'étoient offensez, qu'il eût appliqué ce terme d'*Héritier*, à ceux-là seulement qui avoient succédé en vertu de la *Proximité du Sang*. Que la vérité du fait est, qu'un Successeur Testamentaire est, dans le langage du Droit Civil, un *Héritier*; qu'ainsi ce Prince, fondé sur le Testament du Roi *Edoüard*, pouvoit avec justice s'attribuer un Droit d'*Héritage*; mais cet aveu ne rend pas la cause de ma Partie meilleure. Pour en sçavoir la raison, il faut se souvenir, qu'il a jugé à propos de reconnoître pour sa défense, que la Question dont il s'agit entre lui & ses Adversaires, est au sujet

du

du devoir des sujets ; s'ils sont obligez de rendre obéissance à tous les Princes qui peuvent s'affermir sur le Trône , où s'ils ne le doivent seulement faire qu'à l'égard de ceux qui sont Rois légitimes , indépendamment de leur *Possession*. Ses adversaires nient le premier point de la Question , & ils n'estiment soutenable que le second. Mais ils ne tombent pas d'accord , que ce soit en conséquence de ce Principe , qu'on ne doit jamais se soumettre aux Princes , dont les Titres ne sont pas soutenus du *Droit d'Aïnesse* , ou de la *Proximité du Sang*. C'est cependant ce qu'il prend pour une vérité sans contredit , & sur quoi il se fonde dans tout le cours de cette Dispute , comme sur un Principe incontestable. De cette sorte , le véritable point de la question lui a très-malheureusement échappé dès l'entrée de son Discours. Car au lieu de faire voir que les Peuples d'*Angleterre* ont de tout tems reconnu l'Autorité des Princes qui n'avoient point d'autre Droit que celui de la Possession ; qui étoit l'unique chose qu'il étoit proprement obligé de soutenir, il a jugé à propos d'amuser le Lecteur par des preuves inutiles d'une vérité qu'on n'a jamais revuée en doute ; & qui est , que plusieurs de nos Rois ont depuis la Conquête été généralement estimez les légitimes Successeurs à la Couronne , quoi que , selon le degré de consanguinité , ils ne fussent pas les plus proches Héritiers.

Je me sens engagé , ajoute notre Auteur , de m'expliquer un peu plus au long sur cet Article , parce que ceux qui favorisent l'Hipotèse du Docteur , ont jugé qu'il étoit de conséquence. Il assure donc , que les Peuples d'*Angleterre* se

sont toujours soumis & ont prêté le serment de fidélité aux treize Rois , qui ont , depuis *Guillaume* le Conquérant jusques à *Henri VII.* occupé le Trône sans Titre d'Héritage ; c'est-à-dire , qui n'étoient pas Héritiers à raison du prochain degré ; d'où il conclut , que quiconque est sur le Trône , a pour cela seul un Droit suffisant à l'obéissance des sujets , quelque dépourvûs d'ailleurs qu'il soit de tout autre Droit ou prétension. Mais certainement cette conséquence ne peut pas passer pour juste , à moins qu'on ne montre évidemment qu'on ne peut pas , lorsque le Droit de la naissance manque , suppléer à ce défaut autrement que par la *Possession*. Car si on donne de meilleures raisons que l'Obéissance qui a été rendue aux Rois qui n'étoient point *Héritiers* , peut l'être à plus juste Titre , il sera obligé d'avouer que les siennes sont bien éloignées de son dessein. C'est pourquoi je le prie de faire ces Réflexions. La première , s'il n'y a pas eu autrefois dans cette Monarchie *Héréditaire* un Pouvoir attaché à la Couronne , d'interrompre & de limiter la Succession immédiate , par l'exclusion du véritable Héritier ? La 2. , si le Consentement & la Cession de la part des légitimes Héritiers ne suffisoient pas , pour transporter un Droit aux Princes qui n'en avoient point par la Proximité du Sang ? Et la 3. , si l'Obéissance & la soumission universellement rendues à ces treize Rois , qui , selon lui , n'ont point eu de Droit Héréditaire , n'étoient peut-être pas en conséquence des précédens motifs ?

Au sujet de la première Réflexion , le Docteur ne fait point de doute , que ce qui y est exposé n'ait été indubitablement une des Prérogatives

tives de nos derniers Rois , avec le consentement du Parlement ; & il nous assure que cette opinion a été universellement suivie de part & d'autre , sous les Règnes de *Henri VIII.* & de la Reine *Elisabet.* C'est déjà un bon fondement qui donne lieu de présumer que leurs Prédécesseurs ont eu la même Autorité ; car on a sujet de croire, que toutes les considérables propriétés de la Souveraineté , dont les derniers Rois se sont prévalus dans cette Monarchie , à la suite des tems , étoient au moins autant inséparables de leurs glorieux Ancêtres. Mais pourquoi avoir recours à des Conjectures , lorsqu'il paroît clairement par le témoignage de nos Historiens , que nos Rois , si nous remontons vers les tems de la Conquête , avoient , selon la *Loi non écrite* , le pouvoir de disposer de leurs Couronnes , sans avoir égard à la *Proximité du Sang* ; ce qu'ils mettoient en usage par la déclaration qu'ils faisoient dans leur Testament de leurs dernières volontez. Le Docteur *Prady* a montré par plusieurs exemples , que cette Opinion n'est pas sans fondement ; mais si je ne me trompe , il a omis une Autorité , qu'il n'étoit pas permis d'oublier : C'est un Passage qui se trouve dans *Guillaume de Poitiers* , qui avoit été le Chapelain de *Guillaume le Conquérant* , où il nous dit qu'au tems du débarquement de ce Prince , *Harald* lui envoya un Exprès pour l'informer que le Roi *Edouard le Confesseur* lui avoit , à l'article de la mort , légué sa Couronne ; qu'ainsi le Droit que le Duc de Normandie prétendoit y avoir , quelque bon qu'il pût être d'ailleurs , n'avoit aucun lieu , parce que ç'avoit été la constante coutume d'Angleterre , tant depuis la venue de *St. Augustin*

fin en ce País, que les Donations faites au point de la mort, fussent censées bonnes & valides. De là il paroît évidemment, que ce Pouvoir de la Couronne étoit alors universellement reconnu, puisque les deux Compétiteurs, *Harald* d'un côté & *Guillaume* de l'autre, fondonient là dessus leurs prétensions. Toute la dispute qu'il y avoit entre eux deux, étoit de sçavoir laquelle des Donations devoit avoir la Préférence, sans mettre en doute l'autorité par laquelle elles avoient été faites.

Quant à la seconde considération, si le Consentement, & la Cession de la part des légitimes Héritiers, ne suffisoient pas pour transporter un Droit aux Princes qui n'en avoient point par la Proximité du sang? C'est un point, sur lequel je ne crois pas que le Docteur veuille disputer avec beaucoup de chaleur. On n'a jamais douté que les Princes ne pussent céder leurs Droits aussi-bien que les plus vils de leurs Sujets peuvent faire, & de préférer les douceurs d'une vie privée au Poids accablant d'une Couronne. On ne peut nier aussi, que lorsque de semblables Cessions ont été faites ouvertement, & que les sujets ont eu sujet de croire qu'elles avoient été faites avec liberté & de bonne foi, soit par des Actes dans les formes, ou par une conduite qui le fait connoître implicitement, le Possesseur du Trône, qui suit après selon le degré du sang, acquiert un Pouvoir & une Autorité qui justifie assez tous les Actes de son Gouvernement. Il est vrai, qu'au sujet de *Richard* Duc d'*York* qui réclama son Droit, il fut déclaré par un jugement donné dans la Chambre des Pairs, que les Transports n'obligeoient point

point sans le consentement du Parlement ceux qui les avoient faits : mais il paroît que ç'a été la première fois qu'un tel sentiment ait été publiquement établi ; & par conséquent, on ne peut faire voir clairement que la validité de tous les précédens Actes de Transport, ait jamais été révoquée en doute, non-obstant que ces Actes n'eussent pas été passez dans le grand Conseil de ce Royaume. C'est ainsi que je me suis ouvert un chemin à la troisième considération ; si l'Obéissance & la soumission universelle rendues à ces treize Rois, qu'on dit n'avoir point eu de Droit Héréditaire, n'étoient peut-être pas en conséquence des Précédens motifs.

Je ne suis maintenant engagé, continué toujours le même Auteur, qu'à voir quelle influence les Précédentes raisons de Transport & de Cession ont pu avoir sur l'Obéissance & la soumission des Peuples, & d'en examiner simplement la possibilité ; car quand une fois on en tombera d'accord, la Constitution du Docteur restera encore à prouver ; de cette manière nous n'aurons pas encore fait un pas dans la découverte de la puissante Vertu attachée à la Possession d'un Trône, supposé même que nous approuvassions toute la Liste des Rois sans droit d'Héritage, pour laquelle il se donne si sérieusement tant de peines. Je pourrois lui renvoyer cette affaire afin de la mieux examiner, & attendre de meilleures raisons qu'il n'a données pour défendre son opinion. Mais j'ai cru qu'en attendant il valoit mieux le convaincre, que *Guillaume* le Conquerant, aussi-bien que quelques uns de ses Successeurs, n'apuoient point leur Droit sur la Possession ; mais ils avoient encore

de leur côté les deux raisons que je viens de rapporter, qui sont le Choix de leurs légitimes Pré-décesseurs & le consentement de leurs plus proches Héritiers ; & si elles ont pu être un juste fondement de leurs prétentions à la Couronne, elles suffisoient pour rendre légitime l'Obéissance des sujets. Je commence par notre fameux Conquerant, & je soutiens qu'il fut un légitime Roi. Premièrement, parce que le Roi *Edoüard*, le Confesseur l'avoit nommé son Successeur, & que la voye de disposer ainsi de l'Héritage de la Couronne étoit approuvée selon les Loix de ce tems-là. J'ai pour défendre cette vérité toutes les assurances imaginables, puisqu'elle est conforme aux témoignages unanimes de tous les Ecrivains, soit immédiatement, ou long-tems après le Regne de ce Monarque. Elle est de-plus attestée par plusieurs Auteurs dignes de foi, qui prouvent son Droit par le Choix que le Roi *Edoüard* fit de lui : outre que le Confesseur ne fit point cet Acte d'une manière inconsidérée, & du seul mouvement de son bon Plaisir ; mais avec l'avis de son propre Conseil & des plus considérables qu'il eût auprès de lui. D'une autre côté, nous trouvons qu'il fut ratifié dans les formes par le Consentement de la Noblesse & du Peuple d'*Angleterre*. C'est ce que l'Archevêque de *Canterberi*, qui lui fut envoyé pour ce sujet en Ambassade extraordinaire, lui notifia. De sorte que la Nomination d'*Edoüard*, doit-être considérée comme un Acte Public de tout le Royaume, qui avoit toute la force que la conformité des sentimens du Peuple aux desirs du Prince, après une meure délibération, pou-
voit

voit lui donner. Quiconque fera attention au recours que le Conquerant Monarque eut aux Loix d'*Angleterre*, pour la décision de la Querelle qui étoit entre lui & *Harald*, ne peut pas raisonnablement croire, qu'il eût voulu soumettre sa Cause à un tel jugement, s'il n'avoit pas été bien assuré que la Constitution du Gouvernement étoit en sa faveur. Il est vrai qu'on peut objecter que le Confesseur, qui n'avoit pas un vrai Titre, à la Couronne, n'en pouvoit pas transporter un qui fût juste au Duc de *Normandie*; c'est ce que j'accorde volontiers, si nous apelons vrai Titre, la Proximité du sang; ce dont, pour certain, il étoit privé; car les Enfans d'*Emond* surnommé *Tête de Fer*, Frere aîné de St. *Edoüard*, avoient sans doute à cet égard une plus juste prétension; quelques-uns desquels vivoient encore sous le Règne de ce Roi. Mais il faut remarquer que lorsqu'il monta sur le Trône, les Enfans d'*Emond* étoient dans un Pais éloigné, & que ce ne fût point la faute du Roi *Edoüard* qui fut lui même banni en *Normandie* par la même violence, qui obligea les autres de se retirer en *Hongrie*. Qu'auroit-on fait dans cette conjoncture, des véritables Héritiers, qui étoient à une si grande distance, & dont on ignoroit absolument les circonstances? De plus il étoit presque impossible de leur donner avis que le Trône étoit vacant, ou de recevoir assez tôt leur réponse; il auroit donc falu, que l'*Angleterre* eût resté sans Gouvernement; ou autrement il est nécessaire d'avouer, que le Roi *Edoüard* avoit un juste sujet de le prendre entre ses mains par le Droit qu'il en avoit, avant tout autre qui se trouvât

dans le Roïaume, si on ajoute, qu'il ne laissoit pas pour cela d'être un injuste Possesseur, puisqu'il auroit dû remettre la Couronne à ses Neveux, qui étoient encore en vie. Mais je réponds, que lorsque les Historiens gardent le silence sur quelque action d'un Prince, ce n'est pas à un particulier d'en juger témérairement. Les Auteurs qui nous ont informé du Règne d'*Edouard*, ne disent rien sur ce sujet, ni que les Descendans d'*Edmond*, dit *la Tête de Fer*, aient réclamé la Couronne, ou que le Roi *Edouard* ait témoigné quelque inclination de leur rendre justice, au moins jusques à la onzième année de son Règne; mais ce n'est pas une raison pour inferer de là qu'il fût un injuste Possesseur; parce qu'il peut arriver de certains cas, où les Princes, faute de pouvoir ou d'occasion de rendre justice au légitime Héritier, sont forcez de supporter le Faix de la Couronne, dont ils se déchargeroient avec plaisir, s'ils le pouvoient faire raisonnablement.

Par exemple, quand le véritable Héritier est absent dans un Roïaume fort éloigné, & peut-être à la disposition d'un Prince, de qui son retour en son Pais dépend absolument. En ce cas, j'en appelle au Juge le plus sévère des Actions des Princes, si l'exercice que le Possesseur du Trône fait de la Puissance Roïale en de pareilles circonstances, peut-être traité d'Usurpation; ou bien, si une telle Personne est seulement un Roi *de Facto*. Ce n'est pas la simple action de se saisir & de remplir un Trône, mais c'est l'intention du Possesseur, qui le qualifie d'Usurpateur. Celui-là qui envahit le Droit d'autrui, avec dessein de le lui retenir, & a résolu de ne le ren-

rendre jamais au véritable Propriétaire, est certainement coupable de la plus grande injustice : Mais s'il accepte une Couronne, avec intention seulement de la conserver plus sûrement à son légitime Maître, & pour mieux frustrer les desseins de ses Ennemis, c'est l'obliger par un trait d'amitié extraordinaire. En un mot, selon le caractère que les Historiens ont fait passer jusques à nous du Roi *Edouard*, nous savons qu'il n'avoit ni assez d'ambition pour désirer une Couronne, ni un Amour si violent de la Grandeur, que de ne vouloir pas y renoncer. Après que *Hardiknut* fut mort, les Peuples d'*Angleterre* désirèrent avec empressement que *Edouard* fût son Successeur ; mais ce ne fut pas sans importunité qu'il condescendit à devenir leur Roi. D'ailleurs il nous est représenté comme un Prince, qui fut pendant tout le cours de son Règne grand Amateur de la Justice ; & la preuve qu'il en donna, lorsqu'il mit *Malcolm* sur le Trône en la place de l'Usurpateur *Macbeth*, est trop considérable pour croire à la légère, qu'il pût être coupable du même crime qu'il punissoit si rigoureusement dans les autres. Dans la onzième année de son Règne il envoya à l'Empereur un Ambassadeur, pour lui signifier le désir qu'il avoit d'avoir en *Angleterre* ses Neveux, pour remettre entre leurs mains la Couronne ; mais cette Ambassade n'eut aucun effet, si-non que trois ans après, on lui fit connoître ouvertement que le Roi de *Hongrie* n'étoit point dans la volonté de les laisser aller, ou qu'eux-mêmes ne paroissent pas portez pour accepter l'offre d'une Couronne : Quelle autre raison pourroit-on donner de la longueur qu'ils apor-

apportèrent à déferer à une invitation que le Roi leur faisoit faire avec tant d'honnêteté? Quoi qu'il en soit, ils arrivèrent enfin heureusement en *Angleterre*, & on s'attendra peut-être de voir le *St. Roi* se démettre aussi-tôt du Roïaume. Mais quand il en auroit eu véritablement le dessein, la mort du Prince *Edoüard* qui arriva inopinément peu de jours après son débarquement, en auroit prévenu l'exécution, & ses Enfans étoient alors trop jeunes pour leur confier le Gouvernement. Toutes ces choses donc bien considérées, je ne vois aucune raison qui justifie la Sentence qu'on a passée avec tant de légèreté sur *Edoüard*, en le taxant d'Usurpation.

J'avouë, poursuit notre Ecrivain, que le Choix qu'il fit du Duc de *Normandie* pour être son Successeur, à l'exclusion de son Neveu *Edgar*, a l'apparence d'une objection plausible, contre tout ce que je viens de dire pour sa défense. Car comment eût-il pû être disposé à rendre justice à son Parent, lors qu'il le deshérit d'une manière si ouverte? Mais considérons d'abord la circonstance de ces tems, le Pouvoir & l'Ambition de *Harald*, avec l'Etat & les Qualitez d'*Edgard Atheling*; nous verrons sensiblement que son Oncle ne lui vouloit pas de mal, pour lui avoir dénié une Couronne, à laquelle il prévoyoit qu'il n'étoit pas en état de parvenir. En effet, lorsqu'il fut mort, ce Prince étoit trop jeune pour faire l'office de Roi. C'étoit une circonstance dont le Pieux *Edoüard* avoit trop grande raison de se défier pour n'y pas pourvoir & les Fils de *Godvin* n'auroient pas manqué une occasion aussi favorable que celle-là, de
se

se rendre Maîtres du Roïaume ; à quoi il sçavoit qu'ils aspireroient depuis long-tems. Il est encore évident, qu'il ne désiroit rien d'avantage que de rompre les Projets Ambitieux de cette Famille qu'il haïssoit mortellement ; c'est pour cela qu'il cherchoit toutes les occasions de l'abaisser. C'est la raison qu'on apporte, pourquoi il ne toucha jamais à la Reine son Epouse, qui de son côté ne manquoit pas de Charmes, & passoit pour un modèle de Vertu ; Mais, selon le récit de plusieurs Auteurs, son aversion pour ses Frères étoit si insurmontable, que tout le Monde croïoit qu'elle étoit la cause de la résolution qu'il avoit prise de n'avoir jamais d'Enfans de leur Sœur. Peu de tems après qu'il eut été sur le Trône, *Godvin* & ses Fils lui firent ressentir leur pouvoir, par la Composition où ils l'obligèrent d'entrer avec eux ; d'où il paroît évidemment ce qu'on devoit attendre après son décès, si un jeune Prince sans action & sans courage eût prétendu à la Couronne. Cette considération lui fit jetter les yeux sur le Duc de *Normandie*, comme l'unique personne qui fût en état de renverser les desseins de *Harald* ; mais singulièrement après la mort de son Neveu *Edouard*, Pere d'*Edgar Atheling* : car ce fut alors qu'il entra dans une étroite Alliance avec le Duc, & qu'il entreprit de lui assurer la Couronne.

Il y eut un autre motif, selon le même Auteur, qui déterminâ le Roi *Edouard* à se choisir un Successeur. Ce fut le médiocre Génie & l'incapacité qu'il observoit en son Neveu *Edgard* pour le Gouvernement ; car outre son Incapacité à raison de son âge, il avoit le malheur de ne pas avoir cette justesse d'esprit, &
de

de manquer même de ces talens les plus communs qui sont indispensablement requis dans un Roi , & qui l'étoient principalement dans ce tems-là , pour le maintenir sur le Trône ; & ces défauts de jugement l'auroient de nécessité rendu la Victime de ceux qui aspireroient à la Couronne. Ceci est autorisé d'un si bon témoignage , qu'il n'y a pas lieu d'en douter : C'est celui d'*Ingulfs* , qui assure positivement , que la principale raison qui détourna le Roi *Edouard* de nommer *Edgar* pour son Successeur fut , *qu'il ne lui parut pas avoir les qualités Nécessaires pour porter une Couronne , tant à cause de la foiblesse de son Esprit , que des défauts de son Corps.* Mais *Guillaume de Malmsburg* nous en donne le Caractère en termes plus naïfs. *Son tempérament , dit-il , lent & nonchalant , ou pour adoucir son Portrait , sa simplicité fut la cause qu'il devint méprisable.* Je ne fais pas mention de ces particularitez , comme si je croiois que ses imperfections eussent pû détruire son Droit Héréditaire , mais seulement pour montrer , qu'elles paroissent à ses Amis , qui étoient le plus dans ses intérêts , des raisons suffisantes pour le priver du Trône. Quelque juste prétension qu'il y eût , son Oncle estima qu'il ne pouvoit mieux lui témoigner son affection que de le laisser dans la Condition d'un illustre sujet , plutôt que de lui procurer le seul nom de Roi , qui étoit tout ce qu'il pouvoit espérer. Si j'ajoutois , que ce Prince reconnut lui-même qu'il étoit de son intérêt de se passer de la Couronne , & qu'il se conformât à la manière dont son Oncle en avoit disposé , je ne manquerois pas de preuve pour soutenir cette opinion. Jusqu'ici , j'ai défendu le

le choix que le Roi *Edoïard* avoit fait du Duc de *Normandie* pour remplir le Trône, sans faire difficulté d'accorder, que, par le Droit d'Héritage, il apartenoit à son Neveu *Edgard*.

Mais, en second lieu, que dira-t-on si je fais voir évidemment, que le Droit d'*Edgard* n'étoit pas si bon qu'on l'a généralement prétendu; mais que *Edoïard* étoit le véritable Propriétaire de la Couronne qu'il possédoit, & qu'il en pouvoit disposer de la manière qu'il lui plaisoit? J'espère qu'après cela on m'accordera, qu'on n'a pas fait d'injustice à *Edgar*. Je prie seulement, qu'on considère, que ses prétentions n'étoient fondées que sur le droit qu'il avoit du côté d'*Edmond*, dit *Tête de Fer* son grand Père. *Edmond* réduit à de grandes extremitez consentit, de l'avis & avec l'approbation de ses Peuples, à un Traité de Partage, par lequel tout le Royaume fut partagé entre lui & *Canut*; & après la mort du premier toute la Noblesse avec les Evêques du Royaume déclarerent sous serment, qu'en vertu dudit Traité, le Roi *Canut* avoit un juste Titre à la Possession de tout le Royaume d'*Angleterre*; sur quoi, ils jurèrent de lui-êtré Fidèles, comme à leur Prince légitime, sans avoir égard aux Enfants d'*Emond*, qu'ils exclurent de la Royauté. Je sçai que plusieurs Historiens se sont fort récriez contre ce procédé de leurs Compatriotes; & nous assûrent positivement, qu'ils se parjurèrent par un faux énoncé qu'ils firent du susdit Traité. Mais comment ont-ils pû faire cette découverte? & sur quelle autorité fondent-ils leur accusation? Certainement ils n'en sçauroient produire aucune. Qu'il me soit donc permis de considérer l'accord passé entre les deux Rois *E-*

mond

mond & Canut, & soutenu du témoignage de toute la Nation, pour être une bonne Preuve du Droit que le dernier avoit, jusques à ce qu'on fasse voir le contraire avec évidence : En attendant, j'inférerai, que puisque le Roi *Edmond* avoit fait Donation de ce Royaume au Roi *Canut*, par un Acte dans les Formes qui devoit avoir lieu après sa mort, il avoit par là privé ses Enfans, & leurs Descendans de leur Droit à la Succession; & par conséquent *Edgar Atheling* ne pouvoit avoir de justes Prétentions à la Couronne d'Angleterre. Que si on demande, comment-il se pouvoit faire que *St. Edouard* prétendit y avoir droit de la part du Roi *Canut*? Il faut sçavoir qu'il étoit Frère de Mère du Roi *Hardiknut*, Fils de *Canut*, & que ce Roi, qui avoit beaucoup de considération pour lui, le choisit pour son Héritier & son Successeur; ce fut par cette voie qu'il obtint la Couronne, dont il avoit un plein-pouvoir de disposer selon son bon Plaisir; sans que la Loi l'obligeât de la donner à son Neveu *Edgar*, plutôt qu'au Duc de Normandie.

Après avoir ainsi défendu la Donation que *Edouard* fit de son Royaume au Duc de Normandie, je vais mettre le Droit du Duc dans tout son jour, par l'éclaircissement des difficultés qu'on forme sur ce sujet. Car on prétend que le Roi *Edouard* étant au lit de la mort, déclara *Harald* pour son Successeur; par quoi le Testament qu'il avoit fait en faveur du Duc devoit être révoqué, selon la Susdite Loi d'Angleterre, qui porte que toutes les Donations faites à l'Article de la mort, sont censées bonnes & valides; pour cette raison, dit-on, *Harald*, ré-
clama

clama la Couronne en vertu de cette prétendue Déclaration: Mais l'autorité de *Willaupe Malmshury*, qui aprochoit de ces tems-là, suffit pour nous la rendre suspecte. Il confesse à la vérité, que les Anglois firent courir le bruit que le St. Roi avoit nommé *Harald* pour son Successeur: mais il nous dit aussi, qu'il ne lui paroissoit pas probable, qu'*Edouard* eut transporté le Droit d'Héritage à une Personne, dont la Puissance lui avoit toujours donné de l'ombrage & de la crainte. Par là on voit que dès ce tems-là on n'avoit aucune assurance du Fait en Question. Que si une pareille chose étoit effectivement arrivée, elle auroit dû être accompagnée de bons Témoignages, afin de ne pas laisser lieu d'en douter. Il n'en fut pas ainsi de la Donation faite au Duc de *Normandie*. Elle fut faite solennellement; l'Archevêque de *Cantorbery* fut Député pour la notifier au Duc; la Noblesse & le Peuple la ratifièrent d'un commun consentement; & enfin *Harald* reconnut sous serment son Droit de Succession; aussi-bien que tous les plus considérables du Roïaume; en sorte qu'il n'y avoit personne en *Angleterre* qui pût prétendre cause d'ignorance d'une Transaction si publique. Quelle raison pouvons-nous nous imaginer capable d'avoir porté *Edouard* à révoquer la première Donation, & nommer *Harald* pour son Successeur en la place du Duc de *Normandie*. Est-ce que *Harald* lui étoit allié de plus près? Tout le Monde fait le contraire. Le Duc l'avoit-il offensé en quelque chose? L'Histoire n'en fait aucune mention. Peut-être que c'étoit qu'il convenoit mieux d'en agir ainsi, pour l'intérêt & la tranquillité du Roïaume. Mais ce seroit vouloir assurer une

D

chose

chose incompatible, avec le Serment que *Harald* avoit fait au Duc de *Normandie* ; car en vertu de ce Serment le Duc avoit un juste sujet de lui déclarer la Guerre, en cas qu'il présomât de se mettre en possession du Trône. Pour le dire en un mot, plus les motifs de changer la Succession étoient d'importance, plus aussi étoit-il raisonnable de faire ce changement de la manière la plus authentique & la plus solennelle : or, nous avons toutes les assurances imaginables qu'il a été fait en faveur de *Guillaume* le Conquérant avec éclat, au lieu que nous n'en avons que des preuves très-légères à l'égard d'*Harald*.

Si après tout ce que j'ai dit au sujet d'*Edgard*, on pensoit encore que ses prétentions fussent bonnes, je supplie le Lecteur d'observer, qu'après la mort du Roi *Edouard*, il s'abstint de Réclamer la Couronne comme son Droit, ou bien qu'il en fit une Cession dans les formes. Car lorsque *Harald* prit possession du Trône, nous ne trouvons point qu'il ait fait la moindre démarche, pour faire connoître qu'on lui faisoit une injustice, & nous ne lisons point qu'il y eût aucun Anglois qui se formalisât de son Exclusion. Pouvons-nous donc nous imaginer qu'on crût en ce tems-là que son Droit étoit incontestable ? Ou y a-t-il apparence de croire que toute la Nation ait concouru d'un même accord à l'en priver ? Sur ce pié, ce fût son Peuple qui lui fit cette injustice, & non pas le Conquérant, qui déposséda seulement *Harald*, lequel n'avoit point de Droit, & qui d'un autre côté ne devoit pas mettre sur le Trône une Personne qui en avoit été rejetée. Il est vrai, lors qu'après la Bataille de *Hastings*, la Noblesse Sa-

xonne

fils, à qui j'essaierai de rendre le même service. La difficulté ne sera pas grande, si les Rois d'*Angleterre* avoient le pouvoir de nommer leurs Successeurs, comme il est raisonnable de le croire selon les Autoritez que j'ai produites. Personne ne sauroit disputer que son Pere ne l'ait déclaré pour son Successeur à la Couronne d'*Angleterre*, pour peu qu'on soit verlé dans l'Histoire de nos Rois, où il n'y a aucun Fait qui soit rapporté avec plus de conformité que fait celui-là. Il faut tomber d'accord que *Robert* Duc de *Normandie*, son Frere aîné, prétendit que l'*Angleterre* lui appartenoit par Droit d'Héritage; ce qui fut la cause, que secondé de plusieurs Seigneurs Normands, qui étoient établis dans ce Roïaume, suscita quelques troubles à *Guillaume le Roux* pendant 2 ou 3 ans. Mais il paroît que le Droit du dernier sembloit plus juste aux Anglois, qui se piquoient d'une plus grande fidélité envers leur Prince, & qui par ce motif s'attachèrent inviolablement à sa Personne; en sorte que *Robert* crut que le meilleur parti qu'il y avoit à prendre, étoit d'entrer en accommodement avec son Frere, à qui il céda entièrement le Roïaume. La Guerre ne tarda pas à recommencer entre les deux Freres, au sujet de quelques Articles que *Guillaume* avoit violez; mais leurs différens furent bien-tôt accommodés à l'amiable par la Médiation de *Philippe* Roi de *France*. Après quoi nous ne trouvons pas que *Robert* ait davantage traversé le Règne de son Frere. Bien au contraire, cinq ou six ans avant la mort du Roi *Guillaume*, *Robert* lui hipotéqua pour 10000 Marcs son Duché de *Normandie*, dont il le laissa en Possession, pendant ses expéditions

dans

dans la Terre Sainte. Et qui ne sçait que le Roi son Frère le garda aussi long-tems qu'il fit le Roïaume d'*Angleterre*? De manière que quand on disputeroit à *Guillaume* le Conquerant, d'avoir eu le pouvoir de disposer de la Couronne, son Fils *Guillaume II.* n'auroit pas laissé d'être pendant la plus grande partie de son Règne un Roi légitime, à cause du Consentement & la Cession de son Frère. Quant à ce qui regarde *Edgard Atheling*, il est évident qu'il ne forma plus aucune Prétension pour recouvrer la Couronne après le Décès du Conquerant, ni que personne ne s'intéressa dans son Parti. Tous les *Anglois* étoient unanimement pour *Guillaume II.* en qui *Edgar* avoit toute sorte de raison de mettre son apui. Et si nous fouillons dans les Monumens de l'Antiquité, nous y trouverons des signes manifestes de son entière soumission à son Roi, en tout ce qui concernoit ses propres intérêts. Dans la dernière année du Règne de *Guillaume* le Conquerant, il obtint le consentement de ce Prince, pour aller en *Apulie* avec deux cens Hommes, où on assure qu'il passa d'*Angleterre* dans le dessein d'y faire une expédition. En 1089. on le trouve en *Normandie*, où on raporte qu'il étoit un des principaux que le Duc *Robert* avoit dans son Conseil. Il se présente maintenant une observation à faire, que le Duc *Robert* fit revaloir lui-même en ce tems-là ses prétensions à la Couronne d'*Angleterre*. Nous pouvons donc bien nous assurer avec raison, que *Edgard*, qui avoit tant d'intérêt de s'attacher à lui, n'auroit pas voulu le desobliger par une opposition qui l'auroit rendu son Compétiteur. Il est plus probable au contraire qu'il eût souhai-

té voir sur le Trône *Robert*, à qui il étoit attaché par le puissant lien de l'affection aussi-bien que de l'intérêt. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'après la réconciliation des deux Frères, *Edgar* fit aussi sa Paix avec *Guillaume le Roux*; ce qui sans doute ne put se faire sans avoir reconnu son Droit dans les formes, & l'avoir assuré de ses services aussi-bien que de son Obéissance. Nous en avons une Preuve dans le Traité qui se fit entre le Roi & les *Ecossois* par sa Médiation, & dont une heureuse Paix entre eux fut le fruit. Peu d'années après le Roi *Guillaume II.* pour donner des marques plus éclatantes jusqu'à quel point *Edgard* étoit en sa faveur, il le mit à la Tête d'une Armée, pour aller placer son Neveu sur le Trône d'*Ecosse*. Quel jugement doit-on faire de cette amitié réciproque, qui a été entre *Edgard* & les deux Frères, si-non que c'est une marque évidente, qu'il ne pensoit plus à la Couronne, & que tout son désir étoit de jouir des effets de leur bonté dans l'humble condition d'un sujet?

Guillaume le Roux eut pour Successeur son Frère *Henri*, dont il s'agit à présent d'examiner le Droit. Et que peut-il se présenter ici qui puisse justement y être opposé, si on admet que *Guillaume le Conquérant* a eu le pouvoir de se choisir un Successeur par son Testament? *Robert*, son Fils aîné, n'a-t-il pas été exclus selon toutes les règles de la Loi? Et cette exclusion ne suffisoit-elle pas pour justifier les prétensions de *Henri* après la mort du Roi *Guillaume II.*? Ou bien faut-il que nous supposions que le Conquérant, qui avoit été provoqué par les fréquentes Rebelions de *Robert*, qui l'avoit souvent mis en dan-

ger

ger de sa vie, & qui étoit convaincu de son incapacité pour le Gouvernement? Faut-il, dis-je, que nous croions qu'il n'avoit arrêté ses prétentions que pour quelque tems, avec la liberté de réclamer son Droit après la mort de *Guillaume le Roux*? Aussi-tôt que ce Prince fut mort, *Henri* ne perd point de tems, il monte incontinent sur le Trône avec l'approbation de la Noblesse, & fut reconnu universellement par tous les Anglois pour leur Roi légitime. Mais *Robert* après son retour de la Terre Sainte, qui fut quelque tems après, renouvela aussi-tôt ses prétentions, & se trouva assisté de plusieurs Seigneurs Normans, qui résidoient alors en Angleterre, pour tâcher d'en recouvrer la Couronne. Il s'offre là-dessus une question à résoudre; lequel des deux Partis avoit raison, ou des Anglois qui adhéroient au Roi *Henri*, ou des Normands qui cherchoient à le déposer? Si c'est le premier? *Henri* donc selon l'opinion des Anglois étoit Roi de jure. Si c'est le second? Il est par conséquent permis de prendre les Armes contre un Roi en Possession, en faveur du légitime Héritier qui en est exclus. De quelque côté qu'on le prenne, il est manifeste que c'est contre l'intention du Docteur *Hidgen*. Peut-être qu'on alléguera que les Anglois obéirent au Roi *Henri*, parce qu'il étoit en Possession, & que son Droit ne pouvoit être justement fondé sur aucun autre principe. Mais comment pouvons-nous être assurés de cela? Avons-nous dans l'Histoire quelque autorité qui appuie ce sentiment? Après tout, quand le Docteur aura fait de son pire, tout ce qu'il peut faire, c'est de prouver que *Henri* a été un Usurpateur la première année de

son Règne : car dans la seconde, le Duc *Robert* entra en composition avec son Frère, qui lui fit une Cession de la Couronne d'*Angleterre*, & à qui réciproquement le premier s'engagea de paier 3000 liv. par an, & de lui rendre quelques Terres en *Normandie*. Ce fut ainsi que *Henri* fut affermi sur le Trône, & qu'il Régna le reste de ses jours fort heureusement, sans que la Révolte ni aucun Trouble traversassent son bonheur. Il arriva cependant quelques années après, qu'irrité contre son Frère, tant à cause qu'il avoit violé les Conditions du Traité, que pour l'oppression & la tiranie de son Gouvernement, il fit une invasion dans la *Normandie*; d'où il avint que *Robert* fut fait Prisonnier, & envoyé en *Angleterre*, où il fut renfermé dans le Château de *Bristol* pendant l'espace de 27 ans, que sa mort termina.

Le traitement que *Henri* fit à son Frère m'oblige à une petite Digression, pour laver ce Roi du Crime que les Historiens du commun lui font à ce sujet, comme s'il avoit commis une cruauté inexcusable & sans exemple. J'ai déjà insinué que ce Prince avoit jugé à propos de s'emparer de la *Normandie*, sur les plaintes réitérées des Habitans de ce Duché, qui lui représentèrent les misères insupportables où ils étoient réduits sous le Gouvernement de son Frère. Cela est si vrai, que lorsque le Pape pria le Roi *Henri* de mettre le Duc en liberté, & de lui rendre la *Normandie* qui lui appartenoit de Droit, le Roi répondit, que ce qu'il avoit fait, n'avoit été que sur les pressantes sollicitations des Evêques, du Clergé & des Principaux Seigneurs, au sujet de son Frère, dont l'oppression intolérable

nable

nable tendoit manifestement à la ruine de leur Pais : & qu'ils l'avoient pour cela supplié de le délivrer de la Tiranie d'une Personne qui n'étoit nullement capable de gouverner. Tel fut le motif de cette expédition contre *Robert* ; & telle fut aussi la raison que le Roi son Frère ne voulut plus lui remettre entre les mains le Gouvernement de *Normandie* ; mais qu'il le fit passer en *Angleterre* pour y être confiné d'une manière assez douce. Je dis, d'une manière assez douce, parce que je croi avoir de bons Garands de ce que j'avance ; nonobstant le récit tragique que plusieurs célèbres Ecrivains ont fait des maux qu'il endura dans son emprisonnement, jusques-là qu'il fut privé de la vue par le commandement de son impitoyable Frère. *Mathieu de Paris* est le premier Auteur qui ait jugé que cette Histoire avoit assez de fondement pour être crüe. Mais on peut bien avec justice opposer à son Témoignage 1. Qu'il a écrit son Histoire cent ans après le Fait en Question. 2. On ne trouve point ce trait d'Histoire dans *Roger Wendover*, selon la remarque qu'en a faite le Doct. *Watts* : Preuve suffisante pour le rendre suspect.

En effet, ceux qui sont Juges Compétans en matière d'Histoire, nous disent que *Mathieu de Paris* n'a fait que continuer celle de *Roger Wendover*, & que son dessein a été de commencer où le dernier avoit fini. On rencontre à la vérité dans l'Edition de *Wendover*, que *Mathieu* nous a donnée, quelques aditions inserées en plusieurs endroits, qui ne se trouvent point dans la véritable Copie de *Wendover*, qui est dans la Bibliothèque de *Cotton*, qu'on croit avoir été ajoutées par *Mathieu même*. Mais au jugement des ha-

biles gens, ces falsifications sont faites par des vûes secrètes, & ces endroits d'Histoire ne méritent pas qu'on y ajoute foi. *Matthieu de Westminster* est un autre Ecrivain, qui de ma connoissance est le second qui ait fait le récit de cette Histoire; & il paroît qu'il l'a rapportée plus positivement que le Premier. Il le fait en ces termes; *Après que le Duc Robert eut essayé d'échaper de sa Prison, on lui fit perdre la vûe, de telle manière que les Prunelles de ses yeux furent conservées entières, & dans ce malheureux état il finit ses jours.* Mais *Henri Knighton*, qui a écrit tout à la fin du Règne d'*Edouard II*, a jugé à propos d'ajouter ces autres Circonstances; *Qu'après que le Duc Robert eut été condamné à la mort par les Barons d'Angleterre, son Frère lui fit la faveur, qu'il eut seulement la vûe éteinte par quelque instrument chaud, qu'on appliqua sur ses yeux.* N'est-ce pas une chose surprenante, qu'un châtiment aussi remarquable que celui-là, exercé sur une Personne d'une Qualité si éminente que l'étoit *Robert Duc de Normandie*, & le Frère aîné du Roi, ait pu être un secret à tous les Ecrivains qui fleurissoient alors? Que s'ils en avoient eu la connoissance, ne l'auroient-ils pas indubitablement fait passer jusques à nous dans leurs Ecrits? Cependant, quel sujet de surprise pour nous! Bien loin d'appuier ce trait d'Histoire, ils rapportent tout le contraire. *Guillaume Gemmeticensis* assure que *Robert* étoit un Prisonnier, qui eut ses coudees franches jusques à la fin de ses jours: *Orderic Vital* écrit qu'il abonda, pendant les 27 années de sa détention, de tout ce qui pouvoit contribuer à le faire vivre délicieusement. *Guillaume de Malmsbury* rapporte encore

plus

plus particulièrement le Fait ; car il dit positivement , que le Duc Robert , qui avoit été pris par le Roi Henri , fut retenu par ses ordres en Prison , mais avec beaucoup de liberté ; & ceci , dit-il , est un exemple très-loüable de l'affection du Roi son Frère , en ce qu'il ne le punit que par la solitude , si cependant on doit appeller solitude le Lieu où il avoit toujours de la Compagnie ; outre qu'il y étoit souvent régalé de Fêtes & de divertissemens. Après avoir dit tout ce qui étoit nécessaire pour défendre le Droit d'Henri I. Je ne-fai quoi m'imaginer qu'on puisse objecter d'avantage en faveur d'Edgar Atheling ? Puis qu'il avoit laissé trois Rois dans une tranquille possession de la Couronne , il n'y a pas d'apparence qu'il en eût conservé aucun ressentiment sous le Règne du dernier. Tout ce qu'on peut assurer est , qu'il mena une vie si privée & si obscure , qu'à peine nous trouvons son Nom dans l'Histoire du Règne de Henri ; & si *Malmsbury* n'avoit pas fait mention qu'il vivoit encore du tems qu'il écrivoit , il y auroit lieu de croire qu'il y avoit longtemps qu'il étoit privé de la vie aussi-bien que de son Droit.

Nous entrons de suite dans le Règne du Roi *Etienne* , qui fut un Règne , s'il en fut jamais aucun , où nous devons trouver des marques évidentes & sensibles , que le Principe du Docteur a été suivi : car *Etienne* fut véritablement un Roi de *Faëto* , sans d'autre Droit que celui de la Possession. Les Rois qui avoient été avant lui fondèrent le leur ou sur le Choix de leurs Prédécesseurs , ou sur la Cession des légitimes Héritiers ; mais *Etienne* fut un insigne Usurpateur. Il avoit reconnu sous serment la Succession en la Per-

Personne de l'Impératrice *Mathilde* : il sçavoit que toute la Noblesse aussi-bien que les Prélats avoient fait la même chose ; comme donc il avoit obtenu la Couronne après un Parjure , il ne put la garder que par la violence & la voie des Armes. Il est vrai qu'on raporte , que le Roi *Henri* étant à l'Article de la mort , deshéri sa Fille *Mathilde* , & déclara *Etienne* pour être son Successeur ; que ce fut par cet Artifice que l'Archevêque qui le Couronna s'y laissa persuader : mais Monsr. *Hidgen* a jugé à propos de faire passer cet endroit Histoire pour incroyable ; & je veux bien tomber dans son sentiment à l'égard de cet Article ; pourvu qu'en même tems il m'accorde que cela confirme de nouveau l'ancienne Coutume que les Rois d'Angleterre avoient de nommer leurs Successeurs ; puis qu'autrement ce Rapport n'auroit été d'aucun service pour le dessein qu'on s'en étoit proposé. Jusques-là j'ai le bonheur d'être de l'opinion du Docteur , mais ce ne sera pas pour long-tems ; car il faut que je prenne à présent la liberté de lui dire , que la raison qui rend *Etienne* un Usurpateur ne favorise , en aucune manière du monde , la cause qu'il prétend défendre. Il fut élevé sur le Trône par les Evêques , & ensuite confirmé par le Pape : Et quelques Ecrivains de ce tems-là ne parlent qu'avec étonnement , de ce que l'Angleterre lui fut tout d'un coup soumise. Mais il nous faut faire distinction de ceux qui le mirent sur le Trône ; & de ceux qui lui obéirent & lui jurèrent Fidelité quand il y fut installé. Les susdits Historiens se récrient contre les premiers , comme contre des parjures & des Fauteurs d'injustice ; c'est pourquoi ils ob-

fer-

servent, que par un juste jugement de Dieu, l'Archevêque de *Cantorbery* ne vécût pas longtemps après, & que par un autre coup de la Providence, l'Evêque de *Salisbury* finit très-misérablement ses jours. Le Docteur lui-même est si éloigné de justifier de pareilles actions, qu'il nous permettra volontiers de taxer de crime le Procédé de ceux qui se font un Roi de *Faïto*, nonobstant qu'il prétende que l'Obéissance lui est due lorsqu'il est une fois établi. La Question donc regarde uniquement ceux qui se soumirent à son Gouvernement, & le reconnurent pour leur Roi, après qu'il eut été mis sur le Trône; Le Procédé de ceux-ci ne peut être, selon son jugement, justifié par aucun autre Principe de Probité, si non, que l'Obéissance est due à un Roi en Possession. Que si leur Procédé étoit véritablement fondé sur ce Principe, d'où vient que nos Historiens ne nous ont pas fait la faveur de nous en informer? Peut-on trouver dans les Ecrivains de ces tems-là aucun indice qui nous serve à découvrir une vérité si cachée, mais si importante? Quelle malice, ou au moins quel peu d'honnêteté n'avoient pas ces Auteurs! Quoi, vous qui prétendiez écrire pour l'utilité des âges qui devoient vous succéder, comment avez-vous pû souffrir que nous ignorassions un Principe qui vous avoit rendu tant de service, & sans lequel nous ne serons jamais véritablement convaincus du bonheur d'une Révolution? Il faut dire la vérité, ils ont été assez honnêtes pour mettre en lumière quelques-unes des raisons qui servirent aux Grands du Roïaume pour justifier leur soumission à *Etiennes*. Mais ce qui augmente notre surprise, c'est que l'opinion du

du Docteur ne s'y trouve point, comme cela devroit être, si elle avoit été connue & suivie. Quelques-uns aléguoient qu'ils avoient été forcez de prêter le serment à *Mathilde* par le Roi *Henri*, qui témoigna le chagrin qu'il en avoit, lorsqu'il étoit au lit de la Mort. L'Evêque de *Salisbury* s'excusa d'une autre manière; car il prétendoit qu'il n'avoit juré pour la Succession de *Mathilde* qu'à condition, que le Roi ne la Marieroit hors du Royaume que du consentement des Pairs. L'excuse des autres fut qu'il étoit contre l'ordre de la Nature & les Loix du Roïaume qu'une Femme Régnaît. Enfin on se défendoit, sur ce qu'on n'étoit pas obligé de garder un serment qui étoit au préjudice des biens & de la vie des Peuples: que l'Homme n'avoit pas été fait pour le serment, mais que le serment avoit été établi pour être utile à l'Homme; que, par conséquent, l'Homme ne devoit pas être esclave de son serment, mais que son serment devoit servir à son avantage & à sa sûreté.

Ce sont-là les raisons, ajoute l'Auteur, quelles qu'elles soient, qu'on peut trouver dans les Ouvrages de ces tems-là; particulièrement dans la *Causa Regis Stephani*, qui est un ancien Manuscrit, qu'on voit dans la Bibliothèque de *Cotton*, & qui avoit été tout exprès pour la défense de ce Prince contre l'Impératrice *Mathilde*. Sur quoi, il est inconcevable, que le Principe du Docteur, qu'il estime si nécessaire & si essentiel à la Constitution de notre Gouvernement, ait pû être oublié dans une pareille rencontre; si son utilité & sa vertu avoit été aussi bien entendue qu'il se l'imagine. Au contraire, à examiner sans partialité tout le cours de ce Règne,

gne, nous y verrons des preuves convaincantes qu'on en a jamais eu dans ce tems-là la moindre pensée. Afin donc qu'il ne reste au Lecteur aucun doute sur ce Point, qu'il me soit permis de faire ces deux réflexions 1. Qu'il n'y eut jamais de Règne plus plein de troubles que le fut celui d'*Etienne*, par la seule raison qu'il étoit estimé un Usurpateur. 2. Que ceux qui lui adhéroient ne s'y croioient pas obligez purement parcequ'il étoit en Possession.

Ce fut dans la seconde & la première année de son Règne qu'on commença à exciter des soulèvemens. *Robert* Comte de *Glocester* se déclara alors contre lui en faveur de *Mathilde*, & plusieurs Prélats & autres Personnes de la première qualité prirent, en differens lieux du Roïaume, les Armes pour soutenir son Parti. Au milieu de ces confusions qui étoient au-de-dans, les *Normands*, qui se pourvurent d'un autre Maître en fustenterent de nouvelles au dehors; & *David* Roi d'*Ecosse*, qui étoit pour l'Impératrice, prit soin d'envahir les Frontières. L'année suivante l'Impératrice *Mathilde* débarqua en *Angleterre*, & avec l'assistance des *Gallois*, qui se joignirent incontinent à elle sous les Comtes de *Hereford* & de *Chester*, elle se vit bien-tôt en état de donner Bataille à *Etienne*, qu'elle fit Prisonnier. Il ne laissa pas, par un autre tour que prirent les affaires, de recouvrer sa Liberté avant la fin de la même Année, & de se croire assez fort pour réduire tout le Roïaume sous son Obéissance. Mais ce coup de bonheur ne servit qu'à rendre son Règne plus long; sans lui apporter aucun repos; car ses Ennemis ne mirent jamais bas les Armes, qu'ils ne l'eussent obligé d'en-

d'entrer en composition avec *Henri II.* Ce qui n'arriva que la dernière année de son Règne. N'est-il pas juste à présent de demander au Docteur *Higden*, quelle raison il a de s'imaginer que le Règne de ce Prince puisse servir à son dessein? Il lui falloit prouver le Droit des Rois *de Facto* par la soumission des Sujets; mais *Etienne* ne n'eut jamais la liberté de Régner en Paix & en tranquillité, un tems assez considérable pour y faire quelque attention. Quelle en fût la cause? Parce qu'une grande partie de l'*Angleterre* ne pouvoit le souffrir pour son Roi. Mais quelle sorte de soumission lui fit-on? On s'y soumit comme on fait aux Inondations & aux Torrents, auxquels il est impossible de résister: & pour cette même raison il n'y a point d'invasion qu'on ne puisse approuver, si on le juge à propos, lorsqu'elle se fait avec tant de rapidité & de violence qu'il n'est pas possible de s'y opposer. *Etienne* soutenu d'une Puissante Armée en *Angleterre* s'empare de la Couronne, pendant que celle qui en est la véritable Héritière est dans un Pais éloigné, & que ses Amis ne sont pas disposez à défendre son Droit. Réduits dans ces Circonstances, ils se soumettent à l'Usurpateur, & lui promettent Fidélité. Mais croioient-ils qu'il fût de leur devoir de le faire? Agissoient-ils en cela selon le Principe du Docteur? Je fais voir évidemment le contraire.

L'Impératrice ne fut pas plutôt arrivée en *Angleterre*, & n'eut pas plutôt demandé la Couronne, à cause du Droit qu'elle y avoit, qu'ils se rangèrent incontinent auprès d'elle, malgré le précédent engagement qu'ils avoient fait avec

Etienne,

Etienne, & la servirent dans la suite avec une fidélité inviolable, jusques à ce qu'ils eussent assuré la Succession à son Fils. Cela est fort vrai, dit le Docteur; mais en cela ils étoient coupables de Rebellion; ils agirent contre le serment fait à *Etienne*; & on doit les regarder comme des Rebelles. Voilà ce qui s'appelle une Censure bien rude; faite non-seulement sans preuve, mais encore contre le témoignage des Historiens, qui nous assurent, que ceux qui quittèrent le Parti d'*Etienne*, pour embrasser celui de *Mathilde*, le firent sur ce Principe, que le premier serment qu'ils avoient fait à cette Princesse, restoit encore en toute sa force, & qu'ils n'avoient pas cessé d'y être obligez par le second qu'*Etienne* avoit exigé d'eux. Quel jugement porter là-dessus? d'un côté, si la Noblesse étoit, à cause de son Serment, engagée à *Mathilde*, ne faut-il pas d'un autre la condamner pour l'avoir prêté à *Etienne*? Mais le Docteur dit que cette Reflexion sur nos Ancêtres est trop sévère; parce qu'il faudroit donc dire qu'ils ne sçavoient pas leur devoir, ou qu'ils ne l'ont pas fait. Que peut-on alléguer en leur faveur, s'ils se sont rendus coupables de quelque action, qui ne peut être ni défendue, ni justifiée? Ont-ils été les seuls Pêcheurs au Monde sur cet Article? Ou devons-nous rougir de confesser ce que nous ne pouvons pas empêcher d'être sçu. Nous sommes bien certains qu'ils ont manqué en l'un ou en l'autre de ces Points, d'avoir fait serment à *Etienne*, ou d'avoir pris les Armes contre lui; puis donc qu'il nous est impossible de les excuser des deux côtez; le meilleur service que nous puissions leur rendre est de montrer, qu'ils

E

étoient

étoient fâchez du Crime qu'ils avoient commis, & qu'ils tâchèrent de le réparer après par leur Fidélité; en témoignage de quoi, nous avons les Ecrivains de ces tems-là qui nous en assurent.

C'est-ce qu'a fait *Guillaume de Malmsbury*, qui abandonne le Comte de *Glocester*, pour qui d'ailleurs il avoit beaucoup d'estime & de considération, à la discretion de l'équitable Lecteur, sans faire d'autre Apologie de sa soumission à *Etienne*, qu'autant que la vûe de ses intérêts, & la nécessité présente des affaires l'y obligeoient. Voici ces propres termes; *Il étoit résolu d'être inviolable dans le serment qu'il avoit fait à sa Sœur, dans le même tems qu'il le prêtoit à Etienne; c'est-à-dire, qu'il souhaitoit de passer pour un de ses Ennemis, afin de pouvoir mieux faire l'office d'Ami. Ne paroît-il pas évidemment par là, que le Comte de Glocester ne pouvoit pas agir sur le Principe de Mr. Hidgen? car son premier Serment, à l'égard de Muthilde, auroit été en vertu de ce Principe, de nulle obligation; mais de la manière qu'on s'explique sur le ménagement qu'il gardoit, on voit qu'il étoit d'une opinion toute contraire: il croioit qu'il ne pouvoit être déchargé du serment qu'il avoit fait à sa Sœur, lors même qu'il en faisoit un autre à Etienne; & pour justifier l'obligation du premier, il n'en donne point d'autre raison, si-non qu'il étoit inviolable. Son exemple sans doute ne doit pas être imité, puisqu'il n'y a rien qui le justifie; & que de l'aveu même de son plus grand Patron & Aprobateur, il étoit manifestement coupable de parjure: J'espère cependant que le Docteur ne trouvera pas étrange, s'il me paroît excu-*

excusable, en ce qu'il fit dans la suite en faveur de sa Sœur; car certainement s'il se croïoit engagé par le serment qu'il lui avoit fait, il avoit raison de prendre son intérêt en toutes les occasions, & de faire tous ses efforts pour la mettre sur le Trône. Il s'offre encore une preuve bien évidente, qu'on ignoroit dans ces tems-là le Principe en question; c'est le Procédé de *David Roi d'Ecosse*, lequel réduit en de grandes extrémités, à cause de son attachement à l'Impératrice, ne pût jamais se laisser fléchir pour renoncer au serment qu'il lui avoit fait, & pour en faire un nouveau à *Etienne*, persistant, sans jamais en démordre, sur l'obligation qu'il avoit de le garder inviolablement. Que si alors ç'avoit été une opinion en Règne, que quiconque est en Possession du Trône doit être obéi; il auroit été aisément convaincu de l'injustice aussi-bien que de l'extravagance qu'il y avoit de s'exposer à tant de dangers, pour une Princesse, dont les prétentions avoient cessé d'être justes & favorables, tant pour elle que pour lui, dès le moment que son Compétiteur s'étoit rendu Maître de l'Angleterre. Un grand nombre de Personnes assure le Docteur, tant parmi la Noblesse que le Clergé, & le Peuple se soumirent à *Etienne*, & lui jurèrent Fidélité comme à leur Roi; mais aussi un grand nombre de Personnes, tant parmi la Noblesse que parmi le Clergé, &c. qui l'avoient fait prirer les Armes contre lui, comme contre un Usurpateur. Ainsi c'est opposer deux Faits l'un à l'autre, & alléguer un exemple contre un autre exemple; la difficulté est lequel doit être censé le plus juste & le plus digne d'être suivi. A suivre le sentiment du Docteur, l'Obéissance

étoit deuë à *Etienne* ; & ceux-là doivent passer pour de bons sujets qui garderent la Fidélité qu'ils lui avoient jurée , au lieu que les autres qui la violèrent étoient des Rebelles ; mais ses Adversaires sont d'une opinion contraire ; car ils estiment plus raisonnable de soutenir , que les Sermons qui lui avoient été faits étoient illégitimes ; & pour cette raison ils loient fort la conduite de ceux qui abandonnèrent son Parti pour embrasser celui de *Mathilde*. Voici la Dispute mise dans son véritable jour , comme il paroît par tout ce que nous avons examiné du Règne d'*Etienne* , sans avoir encore pû découvrir rien qui nous convainque de ce qu'on s'en étoit flaté.

Plus nous pénétrons dans l'Histoire de ce Roi, moins nous trouvons d'apparence à ce qu'on nous en avoit promis. *Etienne* fut fait Prisonnier dans la sixième année de son Règne , à la Bataille de *Lincolne* ; l'Impératrice qui se vit Maîtresse de sa Personne , crût alors l'être aussi de tout le Roïaume ; les Evêques au moins & tout l'Etat Ecclesiastique eurent cette opinion ; car ils s'appliquèrent aussi-tôt à faire leur Paix avec elle ; lui firent serment de Fidélité , & excommunièrent tous ceux qui adhéroient à *Etienne*. Jusques-là il faut avouer que la cause du Docteur ne va pas mal ; & véritablement la raison que le célèbre Evêque de *Winchester* apporta au Clergé, pour les porter à jurer Obéissance à l'Impératrice fut , que le Roïaume étoit en danger s'il n'y avoit pas de Gouverneur. De sorte que ce fut le bien Public & la nécessité des affaires qui les y fit condescendre , & c'est tout ce qu'il demande. Mais il me permettra de lui représenter qu'a-

qu'avant que ce Conseil fut assemblé, l'Archevêque de *Cantorbery*, sollicité de faire ses soumissions à l'Impératrice, & de reconnoître son Droit, fit cette Réponse. Qu'il ne pouvoit le faire avec honneur, jusques à ce que le Roi *Etienne* ne l'eût déchargé du Serment de Fidélité qu'il lui avoit fait; c'est pourquoi lui & plusieurs Prélats avec quelques Laïques allèrent trouver le Roi pour conférer avec lui sur cette affaire; lequel donna son consentement, qu'ils cédaient à la nécessité du tems. D'où il paroît évidemment, qu'ils ne se croioient pas en liberté de retourner à l'Obéissance de *Mathilde*, jusques à ce que *Etienne* leur eut accordé de le faire; & c'est à lui seul que l'Acte de Reconnoissance du Droit de l'Impératrice, qui fut passé dans le Synode qu'on tint incontinent après, doit être imputé. N'est-il pas manifeste que le Principe du Docteur *Hidgen* n'eût aucun lieu dans cette Transaction? Car il auroit eu son effet immédiatement après que *Mathilde* fut en Possession, sans qu'il y eut eu la moindre raison d'hésiter; & l'Archevêque auroit pû s'épargner la peine du voiage qu'il fit pour demander à *Etienne*, ce à quoi il étoit obligé par la Constitution du Gouvernement. D'ailleurs si l'exemple des Prélats & du Clergé de ce Règne doit servir de règle à leur Postérité; il ne sera pas seulement permis de jurer Obéissance à chaque Prince qui sera en Possession, mais encore de quitter son Parti toutes les fois que l'occasion s'en présentera; puisque peu de mois après cette solennelle promesse de Fidélité à l'Impératrice, faite en plein Synode, le bon Evêque de *Winchester*, qui vit le Parti de son Frère en état de lui faire tête, lui suscita une querel-

le; défit sa petite Armée à *Winchester*; & obligea le brave Comte de *Glocester* de se rendre Prisonnier. La suite de cette Victoire fut, que l'Impératrice se trouva contrainte de rendre à *Etienne* sa liberté, afin que son Frère pût obtenir la sienne. A peine ceci fut-il fait, que tout le Corps du Clergé, assemblé de nouveau par l'autorité du Légat, revoqua toutes les Promesses & les Sermons qu'il avoit fait à *Mathilde* pour les faire à *Etienne*. Quelle pensée devons-nous avoir à présent d'une si prompte altération dans les Evêques. Nous faut-il la considérer comme un effet du Principe tant vanté? Non sans doute: car l'élargissement du Roi *Etienne*, comme celui du Comte de *Glocester*, dont on étoit réciproquement convenu, fut à ces conditions; *Que Mathilde conserveroit les Terres & les Châteaux dont elle étoit alors en Possession; & qu'elle, aussi-bien qu'Etienne, pourroient faire valoir leurs prétensions, du mieux qu'il leur seroit possible.* Selon cet Accord, l'Angleterre se trouva divisée entre eux deux, & l'un & l'autre, ou ni l'un ni l'autre en étoient en Possession. La vérité du fait est, que quelques portez qu'avoient toujours été ces Evêques pour le Parti d'*Etienne*, préférablement à celui de *Mathilde*, ils scûrent cependant vers la fin de son Règne, faire distinction de lui & d'un Roi de *Jure*; car sur la demande qu'il leur fit dans un Concile général, où ils étoient alors, de consentir au Couronnement d'*Enslache* son fils aîné, ils refusèrent ouvertement de lui donner cette satisfaction; sans lui faire autre excuse que l'expresse défense qu'ils avoient reçûe du Pape, qui ne vouloit en aucune manière permettre que le Père, qui avoit obtenu

obtenu la Couronne par un Parjure, eut pour Successeur son Fils. Marque évidente qu'ils n'attribuoient pas à un Roi Régnant, actuellement (*de Facto*) les mêmes Droits & Prérogatives qui appartiennent à un Roi qui l'est de Droit (*de jure*) parce que le Fils d'un tel Roi *de jure* à un Droit incontestable à la Succession, qui ne fut jamais disputé par aucun sujet: Mais les Evêques, qui ne regardoient pas *Etienne* sur ce pié, ne voulurent pas consentir que son Fils héritât après lui de la Couronne. Sur quoi, le Lecteur pourra juger quel danger il y a de citer les Actions, même des sujets les plus considérables, pour en tirer une preuve de la Constitution du Gouvernement, sous quelque Règne que ce puisse être. Nous voyons, que sous celui d'*Etienne*, les Evêques avec le Clergé prétendoient, dans toutes les rencontres où le Pape n'interposoit pas son autorité, avoir seuls le pouvoir de faire, aussi-bien que de déposer les Rois. Ils dispoient de l'Obéissance des sujets, toutes les fois qu'ils le jugeoient nécessaire, ou qu'ils étoient assurés de le faire sans crainte. Mais qui inferera de là, que leur Procédé étoit soutenu de l'autorité des Loix d'*Angleterre*? Ou bien, que les Sermons faits à une Personne, qui a le pouvoir en main, ne doivent être considérés que comme des effets de la Crainte & de la Violence; & qui par conséquent ne sont d'aucune obligation. C'est cependant une des raisons que les Evêques alleguèrent pour leur justification dans les différens Sermons qu'ils firent tant à *Etienne* qu'à *Mathilde*. Mais leur principale défense en ces occasions étoit l'autorité du Pape, à qui ils se croioient absolument obligez d'obéir.

Il a plû au Docteur d'assurer que ses adversaires n'avoient pas prouvé, que ce prétendu pouvoir du Pape, de faire des Rois, eût jamais été exercé, ni que les sujets eussent, par obeïssance à ses commandemens, prêté serment de fidélité aux Rois, qui ne l'étoient pas par Héritage. Mais je puis bien l'assurer; qu'il leur étoit aisé de mettre ce point en évidence, & je suis fort surpris qu'il n'y ait pas pris garde, dans la lecture qu'il a faite de *Guillaume de Malmsbury*: Cet Historien nous avertit, qu'après qu'*Etienne* fut remonté sur le Trône, *Henri* Evêque de *Winchester*, Légat du Pape, tint un Concile d'Evêques, où nonobstant les Sermons réitérés à *Mathilde*, ils se déclarent tous pour *Etienne*; & cela par obeïssance au Décret du Pape, dont la Lettre fut lue en leur présence. Quelque tems après, qu'*Etienne* tâcha de faire couronner son Fils, les Evêques le refuserent absolument; & ils s'en excusèrent, par ce qu'ils avoient reçu des ordres exprès du Pape de ne jamais condescendre à une telle demande. Je pourrois produire plus de témoignages, pour faire voir avec combien de force les ordonnances du Pape influoient sur l'esprit du Clergé de ce règne, & même sur celui de la Noblesse; mais en pourroit-on tirer quelque conséquence, que le pouvoir de déposer les Rois attribué au Pape eût la Loi pour fondement? qu'il fit une partie de nôtre constitution? & qu'il ne pouvoit y avoir de Roi légitime qui n'eût été mis sur le Trône de son consentement, & avec son aprobation? En un tel cas, il faudroit avouer que la Cause de *Mathilde* ne valoit rien du tout, non plus que celle du Docteur; car par là, il semble qu'*Etienne* fût un Roi légitime, non en vertu de sa Possession, mais par l'autorité du Pa-

pe. Jeme contenterai d'ajouter quelques courtes Observations pour sortir d'un Règne si plein de troubles & de confusion.

Nous faisons la première, sur un Passage de nos Historiens, qui au sujet d'un Acommodement passé entre le Roi *Etienne* & *Henri* Duc de *Normandie*, nous disent expressément, que ce ne fut qu'après cet acord qu'*Etienne* devint Roi légitime; preuve certaine, qu'ils ne croioient pas, que sa *Possession* lui eût auparavant donné ce Droit. L'autre est une suite du procédé d'*Henri* *I.* lequel après avoir obtenu la Couronne, dénonça les Comtes & Lords, qu'*Etienne* avoit créés, le leurs Qualitez, qu'on traitoit de Titres faux & chimériques; il leur ôta encore toutes les Terres que ce Roi leur avoit accordées, tout Roi qu'il eût été, de Facto; & cela pour cette seule raison qu'il avoit été un Usurpateur; d'où on inféroit que ses Actes ne devoient pas être préjudiciables au Roi légitime. C'est ce qui se trouve dans les vieilles Chroniques de *Normandie*, dans les Memoires de l'*Abbe* de *Waverly*, dans *Mr. Seldom* qui l'a tiré de là, dans *Guillaume Neubrigensis* & dans le *Chronol. Brompton*. C'est aussi une observation qui a été faite il y a long-tems par Messrs. *Seldom* & *Prynn*, dont les Noms font d'une grande autorité dans nôtre Histoire, & qui ne peuvent être soupçonnez de Partialité sur le sujet en dispute. D'un autre côté l'Impératrice *Mathilde* avoit épousé *Melo*, Comte de *Hereford*; *Gaufred* de *Grand-Ville*, Comte d'*Essek*; & *Robert* de *Sigil*, Evêque de *Londres*; sans qu'il soit fait mention qu'*Etienne* crût devoir les priver de leurs dignitez; & nous sommes certains que l'Evê-

que conserva la sienne jusques à sa mort , qui n'arriva que dix ans après.

Le Roi qui suit de rang & dont je dois discuter le Droit , est *Henri II.* qu'il a plu à Mr. *Hidgen* de mettre au nombre des Rois qui ne l'ont point été par la Voie d'Héritage , mais de Fait (*de Facto.*) Les raisons qu'il en donne sont les suivantes. 1. Parce que sa Mère l'Impératrice *Mathilde* , d'où lui venoit son Droit , étoit encore vivante , dans la quatorzième année de son Règne. 2. Parce que la Famille Roiale d'*Esse* , qui decendoit de la sœur d'*Edgard Atheling* , étoit plus proche du Sang que lui , & que par consequent elle étoit plus en droit de jouir de la Couronne. Mais que s'il aparoit , que ces Héritiers incontestables aient cédé leurs Droits & Prétentions , j'espère alors , que le Docteur ne me disputera plus , qu'*Henri II.* ait été légitimement Roi , sans même avoir recours à son Hipotese qui roule toujourns sur la *Possession*.

C'est une chose très-certaine , que l'Impératrice avoit un juste Droit à la Couronne. Car on prit tous les soins imaginables pour engager les Evêques & la Noblesse à prêter le Serment de Fidélité à cette Princesse , afin de lui assurer la succession. C'est pourquoi elle y prétendit toujourns par le Droit de sa naissance , & ne voulut jamais souffrir qu'*Etienne* en fût paisible Possesseur. Mais nous pouvons assurer avec autant de fondement , qu'elle n'eut jamais dessein de rester sur le Trône , que jusqu'à ce que son Fils fût capable de Gouverner. Selon toutes les apparences , c'est ce qui l'empêcha de prendre le Titre de Reine , dans le tems même qu'elle tenoit ses Ennemis sous ses piés , & qu'il sem-
bloit,

bloit, que toute l'Angleterre étoit en sa Possession. Il n'y a que cette raison qui pût lui faire éviter d'être couronnée : Autrement, l'éloignement qu'elle en auroit été très-préjudiciable à ses propres intérêts ; par rapport au Genie de ce tems, où les Anglois n'étoient point acoutumez de servir un Roi qui n'eût été couronné, (a) *Angli nisi coronato Regi servire non erant soliti*, dit *Orderic*. Elle voulut bien supporter pendant plusieurs années les fatigues d'une vie Militaire, tant que son Fils fut en son jeune âge. Mais après qu'elle eut perdu les Comtes de *Glocester* & de *Hereford*, ses deux grands Apuis ; de plus rebutée des Chagrins & des traverses qu'il lui faisoit esuier, elle prit la résolution de quitter l'Angleterre & de passer tranquillement le reste de ses jours en *Normandie* avec son Mari. De sorte qu'il étoit tout visible, que le poids de la Guerre qui devoit se continuer contre *Etienne*, retomboit sur son Fils, & que la Couronne devoit raisonnablement être une juste Récompense de la peine qu'il prendroit après à l'aquerir. Le Prince *Henri*, deux ans après le départ de sa Mère, débarqua en Angleterre, attiré par la Noblesse Angloise qui tenoit le Parti de l'Impératrice, & qui avoit déclaré, qu'elle n'entreprendroit rien, jusques à ce que celui, qui avoit véritablement Droit au Roiaume, y fut revenu. A son arrivée, quoi qu'il n'eut encore que seize ans, une grande partie de la Noblesse découvrit l'inclination, qu'elle avoit pour lui, parce que tout lui appartenoit de droit, & qu'elle n'avoit rien plus à cœur, que de rendre à ce jeune Chevalier, ce qui lui étoit si justement dû. Il m'est bien permis,

(a) L. 5. p. 503.

mis , en conséquence de ce Passage , d'inférer , que sa Mère lui avoit déjà transporté son Droit ; car il est difficile de s'imaginer de quel côté il en auroit pû avoir aucun sans cette raison. Il ne fit en ce tems là que se montrer à ceux de son Parti pour les déterminer en sa faveur. De là il poursuivit sa route en *Ecosse* , pour voir le Roi son Cousin , qui traita avec lui en qualité de Pré-tendant à la Couronne d'*Angleterre*, par un Droit dont il étoit le Maître, & l'engagea sous serment, qu'en cas qu'il recouvrât la Couronne , il le laisseroit en possession de *Newcastle & Northumberland* avec tout le Pais qui est entre le *Tine* & le *Twede*. Au commencement de Janvier 1150. il repassa de Normandie en *Ecosse* ; ce fut alors que son Père *Geoffroi d'Anjon* se démit , en sa faveur du Duché de *Normandie* , qu'il avoit eu en vertu du Droit de *Mathilde* sa Femme. Nous avons par là tout lieu de croire , que ce fut à sa sollicitation, ou au moins de son consentement , qu'il le remit entre les mains de son Fils *Henri*. Si donc il plût à sa Mère de céder à son Fils son Droit sur le Duché de *Normandie* , dont Elle & son Mari étoient dans une tranquille possession ; à plus forte raison devons-nous croire qu'elle lui transporta celui qu'elle avoit à la Couronne d'*Angleterre* , au Recouvrement de laquelle il devoit lui même travailler par la force des Armes. Il resta en *Normandie* & en *Aquitaine* jusques à l'an 1151. à cause d'une Guerre où il se trouvoit engagé avec le Roi de *France* ; dans le même tems, la Guerre se renouvella en *Angleterre* , & fut continuée entre le Roi *Etienne* & les Grands qui lui faisoient tête, pour conserver les Droits de la Couronne

ronne au jeune Duc *Henri*. C'est un signe manifeste, qu'ils ne s'interessioient plus pour sa Mère, dont ils regardoient le Droit à la Couronne comme dévolu à son Fils; Pour cette considération, la première fois qu'il revint en *Angleterre* il fut arrêté; du consentement même d'*Etienne*, qu'après le décès de celui-ci, elle passeroit à lui. Mais ce qui achevera de nous mettre hors de doute sur ce sujet, est la joye que l'Imperatrice *Mathilde* témoigna de la conclusion de ce Traité, lorsqu'il fut de retour en *Normandie*: Ce qui doit passer pour une marque certaine, qu'il n'avoit rien fait dans cet Accord contre son consentement, & moins encore à son préjudice; cependant par ce Traité la succession étoit réglée en faveur du Fils, sans faire aucune mention du Droit de la Mère.

D'ailleurs, si nous considérons le Caractère de cette Princesse qui avoit le Cœur fort haut placé, dont elle donna des marques dans les grands Trophées qu'elle fit de la Victoire qu'elle remporta sur le Roi *Etienne*; si, dis-je, nous considérons tout cela, nous sommes suffisamment convaincus qu'elle s'étoit désistée de ses prétentions. Que si elle n'avoit pas cédé son Droit, mais qu'elle eut seulement envoyé son Fils pour traiter en son nom, & qu'abusant de son autorité, il eut abandonné ses intérêts, pour se procurer la Couronne, il n'est pas concevable, que nous ne trouvassions pas dans nos Historiens quelques témoignages de ce que l'Imperatrice auroit fait ou dit pour la défense de son propre Droit; d'autant plus que *Henri* ne demeura pas long-tems en *Angleterre*, après que l'accommodement entre lui & *Etienne* eut été conclu; mais qu'il retourna
aussi-

aussi-tôt en Normandie, qui sembloit devoir être, de tous les lieux, celui où il n'auroit pas dû aller, s'il avoit fait à sa Mère, qui y étoit, une si grande injustice; & où elle ne l'auroit pas reçu avec tant de joie; mais bien au contraire elle n'auroit pas manqué de lui causer quelque chagrin pour lui faire ressentir son indignation: Il n'est toutesfois fait aucune mention de cela; on lit seulement qu'il vécut là très-tranquilement, sans recevoir de sa Mère le moindre déplaisir; & qu'il y demeura jusques à ce qu'il fut invité de venir en *Angleterre* après la mort du Roi *Etienne*; où nous avons toutes les raisons imaginables de croire qu'il ne vint qu'après que sa Mère lui eut souhaité un heureux voyage aussi-bien qu'un heureux Règne. Du moins le silence des Historiens secondé du temperament de cette Princesse, prouve beaucoup mieux, qu'elle avoit cédé son droit; que celui, qu'ils gardent sur sa renonciation & à l'égard d'aucun Acte Public passé en cette rencontre, ne fait le contraire. Davantage on nous assure, que le Roi *Henri* différa, par les persuasions de sa Mère, l'expédition qu'il avoit dessein de faire en *Irlande*. Mais cette complaisance doit paroître incroyable à ceux qui s'imaginent qu'elle eut du ressentiment de ce qu'il étoit en possession de la Couronne. Et pour conclure cette première observation, par une preuve des plus évidentes, elle épousa le Parti de son Fils dans sa Querelle avec *Thomas Becket*.

Nous observons en second lieu, qu'il ne paroît nulle part, que la Famille Royale d'*Ecosse* ait jamais formé aucunes Prétentions sur la Couronne d'*Angleterre*, à cause de l'Origine qu'elle tiroit

tiroit de *Marguerite*, Sœur d'*Edgar Atheling*; bien loin de cela c'est une Vérité incontestable, que *David Roi d'Ecosse*, & neveu d'*Edgard*, jura de maintenir la succession en la Personne de l'Impératrice *Mathilde*; qu'il défendit le Droit qu'elle y avoit, au hazard de perdre lui-même son Roiaume; & qu'enfin, il contribua de beaucoup à mettre son Fils sur le Trône, tant par sa Fidélité envers lui, que par son ferme attachement au Parti de sa Mère. Si tout ce procédé ne passe pas pour des marques évidentes, qu'il ne prétendoit plus en aucune manière à l'Héritage d'*Angleterre*, certainement il lui étoit impossible d'appuier ses Prétentions d'aucune raison qui fut bonne.

Jusques ici j'ai tâché de mettre en plein jour l'Histoire de nos Rois, depuis *Guillaume le Conquerant*; & peut-être ai-je réussi dans mon dessein; lequel étoit de montrer que les sujets avoient raison de leur obéir comme à des Souverains légitimes, à la réserve d'*Esienne*; & cela sans avoir recours au Principe de Mr. *Hidgen*. Mais au cas que je présume trop de la force de mes raisonnemens, j'ai cette consolation qu'il ne peut pas au moins en renverser la Probabilité, qui me paroît si nécessaire, qu'il est obligé de l'admettre dans la question dont il s'agit à présent. Car quand il n'y auroit que cela d'incertain, sçavoir si *Guillaume I.* & ses Fils ont par la Loi, eu droit à la Couronne, (sans considérer leur Possession) cette seule incertitude suffiroit pour réfuter tout ce qu'il a inferé de leurs Règnes; parce que sa prétendue Constitution n'a point d'autre apui, que l'assurance infallible, qu'ils ont effectivement régné, c'est à dire qu'ils ont

ont été Rois (*de Facto*) auxquels on ne s'est soumis & on n'a obéi, que pour cette seule raison, parce qu'ils remplissoient le Trône. Mais le Docteur n'a aucune assurance pour croire, que les sujets ne s'estimoient obligez en conscience de rendre obéissance à ces Princes, qu'à cause de leur *Possession*; il s'en faut donc beaucoup, que la Cause ne soit aussi sûre qu'il pensoit. Il voudroit bien sans doute, qu'on lui démontrât quel étoit le Droit de ces Princes; c'est pourquoi il s'est plaint de ce qu'un de ceux qui lui avoient répondu, *n'avoit pas prouvé que les sujets se fussent soumis à de certains Rois* (qu'il avoit appellez Rois de *Facto*) *en vertu du Droit Héréditaire ou d'aucun autre que ce fût; ce qu'il devoit faire, dit-il, avant toutes choses.* Mais avec sa permission, ses adversaires ne croiront jamais, qu'il soit de leur devoir de prouver le Droit des Princes non plus que celui des Particuliers; puisque selon les règles ordinaires de l'Equité, on doit toujours le présupposer, jusqu'à ce qu'on ait mis le contraire en évidence. D'une autre part, il n'est pas juste de faire passer pour Criminels ceux qui n'en ont pas été convaincus. Tels cependant doivent être certainement estimez tous les Rois qui l'ont été sur le principe de la Possession *de Facto*; car les Roiaumes, dont ils jouissoient alors, apartenoient de Droit à un autre, qui en avoit été exclus par la violence & l'injustice. D'autant donc que le Docteur a jugé à propos de rendre tant de nos Rois coupables de ce Crime; il est de son honneur de justifier son sentiment par des témoignages & des autoritez qui soient hors de doute; autrement c'est leur refuser une justice, que le Droit des Gens accorde au moins

dre des sujets qui ne peuvent jamais être censez innocens, que la fausseté du Crime, dont ils ont été accusez, n'ait été mise à découvert.

Le Docteur s'attendra peut-être que je parcoure toute la Liste des Rois de *Facto* comme j'ai commencé ; mais puisqu'il n'a pas crû devoir le faire lui-même ; il m'excusera si, comme lui, j'y fais peu d'attention. Il est vrai qu'il a rapporté un Passage de nos Homelies, au sujet du Roi Jean, & que comme l'Evêque de Worcester avoit fait avant lui, il en tire une Preuve pour montrer, que le Clergé d'Angleterre tenoit, du tems de la Reine *Elisabet*, que l'obéissance étoit dûe au Roi Jean, comme à un Roi légitime ; parce, qu'ils appellent Roi le Souverain Seigneur de ses sujets, & Roi d'Angleterre leur Naturel Seigneur : quoi qu'on sache très-bien, que le Roi Jean n'étoit pas davantage, qu'un Roi de Possession ; car *Artus* qui étoit Fils de son Frère aîné, qui prétendit faire valoir son Droit contre lui, aussi bien que sa Sœur *Eleonore*, qui fut retenue en Prison tout le long de son règne, avoient, par la proximité du Sang, plus de prétention, que lui-même, au Trône. Mais que le Docteur s'en prévaille tant qu'il lui plaira ; nous sommes munis de bonnes autoritez, pour assurer, que le Roi *Richard* fit son Frère Jean, son Héritier, qui put, en vertu d'un Testament, devenir Roi légitime conformément à l'ancienne Coutume : A cause de quoi Jean prétendoit avoir eu un Droit Héréditaire pour succéder à la Couronne, *Juré Hareduario*.

Il paroît ensuite qu'*Artus* ne fut pas longtemps, sans se soumettre & faire Hommage au Roi Jean ; & Mr. *Fairfax* a cité un endroit de *Chopin* qui fait voir, qu'il le reconnut pour Roi

d'Angleterre, sur quoi mon Auteur fait la Réflexion suivante. *Pour dire la vérité, si Artus n'avoit pas crû, que Jean fût légitimement Roi, il ne lui en auroit pas donné le nom, dans le même tems qu'ils étoient Ennemis; mais il falloit sans doute, qu'il le reputât pour Roi légitime, lorsqu'en présence du Roi de France, il lui fit à Vernon, Hommage comme au Roi d'Angleterre son Souverain Seigneur. Là-dessus l'Evêque de Worcester, aussi bien que le Docteur demandent, pourquoi nous ne pouvons pas traiter tout autre Roi, en Possession (de Facto) de la même manière que les Peuples d'Angleterre ont fait Jean; je voudrois aussi à mon tour qu'on me dit si les sujets pouvoient moins faire, que de l'appeller Roi & lui obeir sous cette qualité; puisqu'Artus, qui étoit le véritable Héritier, avoit fait avant eux la même chose. Et si ce ne seroit pas la raison pour laquelle, la Convocation du Clergé lui donne le Titre de Roi, & en parle comme d'un Souverain légitime: à joindre ce qui a déjà été dit au Docteur, que quand Jean n'auroit été qu'un Roi de Possession (de Facto) le Pape n'auroit pas encore eu raison de l'excommunier; d'absoudre les sujets du serment de Fidélité qu'ils lui avoient fait; & de donner le Roiaume au Dauphin de France; qui sont les principaux points, qu'on a eu dessein de condamner dans les Homelies. Car l'intention étoit de censurer la liberté, que le Pape prenoit d'interposer son autorité dans les affaires d'Angleterre, & de rejeter son prétendu pouvoir de disposer de l'obeissance des sujets. Mais il ne s'ensuit pas, que parce que la conduite des Barons, qui renoncèrent à l'obeissance de Jean en faveur du Dauphin, par l'instigation du*

du Pape est desapprouvée dans ces Homelies, il ne s'ensuit pas, dis-je, qu'on crût qu'il ne leur étoit pas permis selon la loi, de préférer le Droit du Dernier à celui de l'autre. Auquel cas le Docteur croit qu'ils n'auroient pas donné à *Jean* le nom de *Roi*; beaucoup moins l'auroient-ils qualifié de leur naturel Seigneur & Souverain, s'ils n'avoient pas estimé, que la Possession lui donnoit un Droit suffisant; car selon le degré du sang, il étoit impossible qu'il en eût aucun, du vivant d'*Artus* & de sa Sœur, Enfans de son Frère Aîné.

Mais, avec le Respect qui est dû à ces deux savans Hommes, je prendrai la liberté de leur faire remarquer l'erreur où ils sont, d'assurer qu'*Artus* vivoit encore, dans le tems que les Barons inviterent le Dauphin de venir en France; puisqu'il étoit mort quatorze ans auparavant. De cette maniere, l'unique obstacle qui se pouvoit trouver au Droit de *Jean*, étoit les Prétentions d'*Eleonore* Sœur d'*Artus*; laquelle véritablement vécut plusieurs années après que *Henri III.* fut sur le Trône. Pour cette raison je n'entreprendrai pas, (à moins qu'on ne m'accorde que le Roi *Richard* eut le pouvoir de disposer de la Succession) de défendre le Roi *Jean* dans sa Possession du Roiaume, au préjudice d'*Eleonore*, dont le Droit étoit si manifeste, & auquel on ne lit nulle part qu'elle ait renoncé. Je ne laisse pas de trouver étrange, que, s'il n'y avoit eu aucune difficulté sur son Droit, comment ni le Pape, ni le Roi de France, ni les Barons d'Angleterre, n'auroient point opposé au Roi *Jean* & à son Fils, dans les fréquentes querelles qu'ils eurent avec eux, les Prétensions de

cette Princesse, & ne se feroient point plain de l'injustice qu'ils lui faisoient. C'est cependant dequoi l'Histoire de ces tems-là ne fait aucune mention; non plus qu'*Eleonore* ait jamais fait aucune poursuite sur le Droit qu'elle avoit au Roiaume. Mais ce Point ne m'embarasse pas; c'est pourquoi je consentirai aisément avec le Docteur, que le Roi *Jean* ne valut pas mieux qu'un Roi de Possession (*de Facto*) au tems dont nous parlons, que sa Nièce étoit encore vivante. Mais est-il possible que les Auteurs des Homelies aient eu, soit par ignorance, ou par méprise, une idée du Droit de ce Roi plus favorable qu'il ne méritoit? N'étoit-ce point peut-être qu'ils pensoient qu'*Eleonore*, aussi bien que son Frère, étoient morts, & qu'ainsi on ne devoit plus lui disputer son Droit.

C'est ce qui a été représenté au Docteur par un de ses adversaires; mais sans aucun succès; car il a cru que c'étoit réfléchir sur les habiles Compilateurs des Homelies, que de s'imaginer, qu'ils n'étoient pas aussi bien informez de cet âge, que nous mêmes. Je ne permettrai jamais au Docteur d'avoir plus d'estime & de respect pour ces Ecrivains que je n'en ai, je ne laisserai pas cependant de croire, qu'ils se sont trompez sur ce point d'Histoire; & cela d'autant plus, que dans ce même Passage, dont il s'agit à présent, ils ont commis encore une plus grande Erreur. Il n'a qu'à jeter, s'il lui plaît, les yeux sur cette partie des Homelies, il verra sensiblement qu'ils reprochent aux *Barons, &c.* d'avoir pris les Armes, à l'instigation du Pape, contre le Roi *Jean*, en faveur du Dauphin; au lieu que, si *Ma-*

thieu

thieu * Paris est un Auteur digne de foi, on doit croire comme une vérité incontestable qu'il travailla de tout son pouvoir à éteindre cette Rebellion, & qu'enfin il en excommunia les Boute-feux & les Fauteurs. Les moïens qu'il employa pour supprimer ces soulèvemens ont été si amplement rapportez par cet Historien, qu'il est surprenant que les Auteurs des Homelies en aient pu perdre le souvenir; mais il se peut faire qu'ils aient ignoré le tems qu'*Eleonore* étoit morte; parce qu'à peine en est-il fait mention dans tout le Récit que cet Auteur fait du Règne de *Jean*; & lorsqu'il parle de sa mort, sous celui d'*Henri III.* Il le fait en si peu de mots, que cette circonstance peut bien échapper à un Lecteur, malgré son attention.

Le Docteur presse sur cet endroit des Homelies, où *Jean* est appelé Roi d'Angleterre, & Naturel Seigneur & Souverain, comme une marque évidente qu'il passoit pour un Roi légitime. Mais la conséquence tirée de ce qu'il est appelé Roi d'Angleterre, n'est pas aussi certaine que le Docteur le croit; car les Historiens qui n'ont pas cru, qu'*Etienne* eût un Droit au Trône d'Angleterre, ne laissent pas de lui donner par tout le Titre de Roi; comme *Mathilde* elle-même le fait aussi dans ses Lettres Patentes à *Milo* de *Hereford*; quoi qu'alors ce Roi fût son Prisonnier. Et c'est une chose remarquable, que l'Ecriture nous dit, que *Isobeth* régna deux ans, & *Athalia* six; mais personne n'inférera de là que ce Roi & cette Reine fussent légitimes. Ce qui est encore de plus fort, c'est que *David* appelle *Absolon*, Roi; & cependant

F 3

* C'est ainsi qu'il faut nommer cet Auteur, & non pas de Paris comme ci-devant.

il est bien certain, qu'il ne reconnut jamais, qu'il le fut de Droit, *de jure*. Qu'on me fasse de plus la faveur de réfléchir sur le mot de Naturel, pour voir si on peut l'appliquer à un Roi de Possession, *de Facto*, Mylord Coke Chef de Justice nous apprend, que *l'Obeissance Naturelle tire originaiement son Obligation de la Nature & de la Naissance; & que celui qui y est obligé, est appelé un sujet né, Subditus Natus; que pour cela dans l'accusation du Crime de Trahison intentée contre J. Dethick la 2. & troisième année du Règne de Philippe & de Marie, il est dit, Contra Philipi & Mariam Supremos Dominos suos, (contre Philippe & Marie ses Souverains Seigneurs) où le mot de Naturales, (Naturels) a été omis, parce que le Roi Philippe n'étoit pas son Seigneur Lige Naturel. D'où il est manifeste, que le Roi Jean, qui n'avoit point de Droit par sa Naissance, ne pouvoit pas proprement être appelé le Seigneur & le Souverain Naturel des Peuples d'Angleterre. Il faut donc que les Auteurs des Homelies, qui parlent de lui en ces termes, aient cru qu'il avoit un Droit du côté du Sang Roial, ou bien qu'ils n'ont pas eu égard à la propre & naturelle signification des mots.*

Je viens à présent à la Maison de Lancastre; & j'examinerai diverses Observations, qu'il a plu à Mr. *Hidgen*, de faire, dans l'Histoire de cette Famille, & de tourner avantageusement à son dessein. Il commence par une reflexion sur la conduite de Mr. *Merk* Evêque de Cartille. De tous les Hommes Célèbres que nous rencontrons dans cette Histoire, il n'y en a point, dit-il, qui dût, selon les apparences, être plus opposé au Gouvernement d'un Roi de Possession, *de Facto*, que devoit l'être cet Evêque; cependant il est certain qu'il

assista au premier Parlement du Règne d'Henri IV. dans lequel l'on passa ces mêmes Actes, que nous lisons dans le Recueil des Loix Parlementaires; car ce fut à la Cloture de ce Parlement, qu'il fit sa Harangue en faveur du Roi Richard; & quelque temps après, il se reconnut, dans le pardon qu'il demanda à ce même Roi, coupable d'une Conspiration contre lui; pour laquelle il fut condamné à mourir. Il ajoute un peu après, C'est une grande méprise de croire, qu'il y eût quelques Non-jurants, dans le gros Parti qui avoit épousé les Prétensions de la Maison d'York; car tous les Partisans de cette Maison vécurent dans une soumission parfaite, & prêtèrent le Serment de Fidélité aux trois Henris. A juger selon cette réflexion que le Docteur a faite avec tant d'assurance, ne concludroit-on pas, que c'est une claire demonstration de la Vérité, & qu'on ne peut plus révoquer en doute que l'Evêque de Carlisle n'ait reconnu Henri IV. & qu'il ne lui ait juré Fidélité? Mais la Vérité est, qu'il n'y a aucun témoignage qui montre évidemment, qu'il ait jamais fait serment de Fidélité; ni qu'il se soit soumis à Henri IV. N'avons-nous pas donc juste sujet de nous plaindre de cette injure faite à la mémoire de ce Prélat? & ne seroit-il pas du devoir du Docteur de lui en faire réparation? C'est une chose bien rude, qu'une Personne si illustre dans l'Histoire, & en si grande vénération parmi les Censeurs les plus habiles & les plus équitables, ait le malheur de tomber sous la Censure du Docteur, pour une Action universellement aplaudie pendant l'espace de plus de trois cens ans; Il faut certainement que les Argumens, qui peuvent ruiner une Réputation si bien établie, soient bien forts, &

qu'il n'y ait eu que l'amour de la Vérité qui ait forcé le Docteur, d'une manière irrésistible, d'enlever à sa Patrie un exemple si glorieux de fidélité & de constance. Mais c'est en vain que nous perdons notre tems dans ces plaintes superflues, si le Fait en question est véritablement comme il le représente. Il s'agit donc d'examiner les preuves.

Thomas Merks, *Evêque de Carlisle se soumit*, dit il, à Henri IV. & reconnut son Autorité; car il assista à son premier Parlement, &c. Cette conséquence, qu'il s'est soumis à Henri IV. est-elle juste? Le Docteur savoit fort bien que le Serment n'étoit point alors censé une condition nécessaire, pour rendre les Pairs capables d'avoir entrée dans le Parlement. Et l'exemple d'après, auroit bien dû le convaincre, que la présence de l'Evêque dans un Parlement, qui ne doit passer, que pour une Assemblée illicite (comme je le ferai voir) n'est pas une raison qu'il approuvât ce qui s'y fit; car il n'ignore pas, que plusieurs des Evêques deposez, se trouvèrent quelques jours dans la dernière Assemblée qui se tint aussi illicitement, & que cependant ils ne reconnurent pas l'autorité qui les avoit convoquez, & n'eurent aucune part aux Résolutions qui y furent prises.

Il ne fit sa Harangue, continuë le Docteur, qu'à la Cloture du Parlement; & de là il infère qu'il fut présent aux Procédures de cette seance, où plusieurs Actes de Richard II. furent cassez. Ce raisonnement ne vaut pas mieux que l'autre. Il présuppose que les Seigneurs donnent chacun leur consentement à chaque Acte qui est passé. Mais de plus d'où sçait-il que cette Harangue a été pro-

prononcée à la Cloture du Parlement ? Et quand cela seroit ; quelle raison a-il d'en conclure qu'il avoit assisté à son commencement ? Ce ne sont que de pures Conjectures que les autres ont autant de droit de nier, qu'il en a de les donner pour certaines. Voions la consequence qu'il tirera de ce que l'Evêque reconnut après ; dans le Pardon qu'il demanda à *Henri IV.* qu'il étoit coupable d'une Conspiration contre lui pour laquelle il étoit condamné à mourir. Pretend-il par là qu'il le reconnut pour Roi légitime ; ou qu'il s'engagea pour l'avenir de lui être un fidèle sujet ? Est-ce qu'un Homme qui auroit été condamné par *Cromwel*, n'auroit pas pu aussi accepter un pardon accordé par cet Usurpateur, sans pour cela qu'on lui eût pu imputer d'avoir reconnu son Autorité ? Ou est-il absolument nécessaire, pour donner des marques de sa Fidélité, de se laisser pendre pour un cas pareil ? Car quel autre sort ; un Homme peut-il attendre, s'il faut qu'il n'accepte point de pardon, qui, comme il arrive souvent, doit être demandé avec soumission avant qu'il soit accordé. Mais par quelle voye le Docteur a-il appris, que l'Evêque *Merke*, ait jamais demandé avec soumission le Pardon d'*Henri IV.* Dans quel Auteur, dans quelle Histoire peut-on faire cette découverte ? Mr. *Rymer*, aux Recueils duquel il renvoie son Lecteur, nous donne seulement la Copie du Pardon, sans avoir insinué le moins du Monde qu'il eut fait cette soumission ; en sorte que nous voila encore sans autorité pour ce trait d'histoire. Peut-être pense-t-il que ce Pardon ne pouvoit avoir été accordé par d'autre motif, que l'assurance qu'il avoit donnée à *Henri* d'être dans la suite son fidèle sujet. Mais

pourquoi cela n'auroit-il pas été spécifié dans le Pardon ? d'où viendrait , qu'on auroit omis cette raison ? au lieu que *cet Acte de Grace* est uniquement attribué à la grande Vénération que ce Roi avoit pour la *Dignité Episcopale*.

Pour conclusion Mr. *Hidgen* estime que *cet Evêque* est *inexcusable* pour avoir pris les *Armes* : puisqu'on ne pouvoit se soulever contre *Henri IV. qu'en Faveur du Comte de la Marche* ; lequel cependant ne fit , durant tout ce règne , aucune tentative pour soutenir son Droit à la Couronne. Après un reproche si offensant , que deviendra l'Evêque avec toute sa Réputation ? Mais que deviendra aussi le Docteur avec toute son habileté , si *Richard* étoit encore vivant dans ce même tems-là , que l'Evêque parut sous les Armes contre *Henri IV.* ? Ne verra-on pas clairement , que notre Historien est , malgré son exactitude , sujet aux mêmes foiblesses dont il accuse ses Adversaires ? Or c'est une vérité apuïée d'autorités incontestable que *Richard II.* étoit alors en vie , & pour la mettre hors de doute , nous avons les propres paroles d'*Henri IV.* lui-même dans le susdit Acte de Grace ; où il est dit , que le Crime de l'Evêque étoit d'avoir , avec les Chevaliers *Thomas Blount* , & *Bennet Serley* , & plusieurs autres condamnés à Oxford , conspiré pour rétablir le Roi *Richard*. Ce n'étoit donc pas pour la défense du Droit du Comte de la Marche , mais bien de *Richard II.* que l'Evêque s'interressa. D'où il s'ensuit , que quand ce que le Docteur a observé de la soumission de ce Comte à l'égard du Docteur , seroit vrai , il n'en peut rien tirer qui favorise son dessein.

L'Au-

L'Auteur finit sa Defenſe de l'Evêque *Morks*, par un trait d'Histoire que Mylord *Coke* Chef de justice, a inserée dans ses *Institutes*, en ces termes. „ Dans le Parlement tenu la première „ Année du règne d'*Henri IV.* le premier Mar- „ di de la même année, après que l'Archevêque „ de *Canſorbery* eut recommandé aux Seigneurs, „ de ne découvrir en aucune maniere rien de ce „ que l'on alloit traiter; le Comte de *Northum- „ berland* demanda aux Seigneurs, ce qui étoit „ le plus à propos de faire pour la vie de *Richard „ II.* Ce ſont juſques ici les propres paroles cou- „ chées dans le Regiſtre du Parlement. Au mê- „ me tems le digne Prelat *Jean* (ce doit être „ *Thomas*) *Aderſ*, Evêque de *Carlisle* prit la „ parole; & dit qu'ils ne devoient pas procéder „ dans aucun jugement contre le Roi *Richard*, „ pour quatre Raiſons; la 1. que les Seigneurs „ n'avoient pas le pouvoir de paſſer Condamna- „ tion ſur la perſonne de celui qui étoit leur „ Maître & l'Oint du Seigneur. La 2. Qu'ils lui „ avoient obéi, plus de vingt deux ans, com- „ me à leur ſouverain Seigneur & Roi. La 3. „ que s'ils avoient le pouvoir de paſſer Condam- „ nation ſur lui, ils devoient en bonne juſtice le „ citer pour répondre à ſes accuſations; car, dit- „ il, c'eſt ce qu'on accorde, dans les moindres „ Cours de Juſtice, à un Meurtrier le plus dé- „ reſtable, auſſi bien qu'à un voleur inſigne. La 4. „ Que le Duc de *Lancaſtre* avoit commis plus „ d'offenſes contre le Roi *Richard* & ſes Roia- „ mes, que ce Roi & ces Roiaumes n'avoient fait „ contre le Duc de *Lancaſtre* &c. Et il les pria „ que s'ils vouloient procéder contre lui, que les „ Noms de ceux qui le feroient fuſſent écrits ſur „ le

„ le Registre du Parlement. Il est vrai qu'on y
 „ a omis cette Histoire de l'Evêque, mais on y
 „ voit, que les Seigneurs procéderent contre le
 „ Roi *Richard*, & qu'ils le Condamnèrent à une
 „ Prison perpétuelle; parce que, comme il est
 „ rapporté dans le Registre, ils voulurent qu'on
 „ lui sauvât absolument la vie. Les Noms des
 „ Evêques, des Seigneurs & Chevaliers qui y
 „ consentirent furent couchés sur le Registre du
 „ Parlement. Il paroît par là que la vigoureuse
 „ & resoluë Harangue de ce digne Prélat ne fut
 „ pas sans effet; à cause de laquelle cependant il
 „ fut arrêté par le Comte *Maréchal*, & après avoir
 „ été commis quelque peu de tems à la Garde de
 „ l'Abbé de *St. Albans*, il en fut bientôt délivré.
 „ On ne procéda jamais judiciairement contre
 „ lui au sujet de sa Harangue. Mais cet Evêque
 „ transporté d'un excès de zèle, & d'un ardent
 „ desir de voir le Roi *Richard* en liberté & Réta-
 „ bli, se rendit Complice dans la Conspiration
 „ de *Thomas Holland* Comte de *Kent*, *Jean*
 „ *Holland* Comte de *Huntington*, *Jean Montaign*
 „ Comte de *Salisbury*, *Edouard* Comte de *Rut-*
 „ *land*, *Thomas* Lord *Spencer*, &c. à cause de
 „ quoi il fut accusé de Haute Trahison, cité,
 „ examiné & jugé pour le même Crime; mais
 „ le Roi lui pardonna & le mit en liberté. Tel-
 „ le étoit l'opinion que cet illustre Chef de Justice
 „ avoit de l'Evêque *Merks*; en considération de
 „ quoi & des Remarques que je viens de faire à son
 „ sujet, je ne puis croire qu'il ait jamais juré Fidé-
 „ lité à *Henri IV.* malgré l'assurance avec laquelle
 „ il soutient qu'il n'y eut point, sous son Règne, de
 „ *Non-jurans*. Tout ce que je dirai de plus sur ce
 „ point est, que quoiqu'il ait plû au Docteur de
 „ taxer

taxer l'Evêque qui prit les Armes contre *Henri IV.* d'avoir violé son Serment & agi en Rebelle, il en est cependant tout autrement parlé dans les *Memoires du Parlement* ; car il * y est marqué que *tous ceux qui firent la Guerre avec le Comte de Salisbury, Mylord Spencer, &c. s'acquiterent en cela du devoir de Fidélité & d'Obeïssance qu'ils devoient à leur Seigneur Lige le Roi Richard, selon qu'ils y étoient obligés en Conscience aussi bien, que par les Loix & Coutumes du Roïanme d'Angleterre.*

L'Auteur entre dans une autre Quérelle avec son Antagoniste, dont voici ce qu'il dit, Il faut qu'il me permette, de me plaindre un peu de la severité avec laquelle il traite ses Adversaires ; car il les a mis dans la dure nécessité de prouver, *qu'il y a eu des Non-jurans au tems des Rois*, de Facto ; & il semble qu'il se glorifie avec justice de ce qu'ils n'y ont pu réussir. C'est là une exaction bien rigoureuse & indigne de l'Equité & de la moderation du Docteur ; sur ce pié nous voila obligés de donner des Preuves de la Probité & de l'Innocence des Personnes, qui est une chose qu'on doit présupposer selon les règles ordinaires de la justice. De plus il y a une autre considération qui doit lui paroître d'un grands poids ; C'est que nous sommes en Possession de le faire ici ; car on ne pouvoit pas nous donner un Caractère de cet excellent Evêque, plus net de tout reproche que celui dont il a joui, jusques au tems qu'il a plû au Docteur de lui jeter la première Pierre ; & cette justice qu'on lui a renduë n'a point eu d'autre motif que son inviolable Fidélité à son Roi légitime.

Nous

* *Rot. Parl. 1. Edon. 4. & 32.*

Nous avons donc lieu de présumer qu'il a véritablement été un Homme de Conscience & de Probité, conformément au Portrait qui en a été fait jusqu'ici, & de laisser aux soins & à l'habileté de Mr. *Hidgen*, de mettre au jour les taches & les imperfections qu'il croit avoir découvertes dans sa conduite. Pour la même raison, il me sera permis de croire, qu'il y eût bien d'autres *Non-jurans* parmi les Grands qui prirent les Armes contre *Henri IV.* ou qui vécurent sous ce Règne, jusques à ce qu'il produise de fortes preuves du contraire. Mais pour ne rien omettre qui serve à le convaincre, je lui donnerai l'exemple d'une autre Personne d'un Caractère éminent, qui aima mieux perdre un Emploi considérable, que de se soumettre à *Henri IV.* comme à son légitime Roi. Ce fut le Chevalier *Jean Cary* Premier Juge de l'Échiquier, au tems de la déposition de *Richard*; lequel fut banni par ce Prince, par la seule raison qu'il ne vouloit pas reconnoître son Autorité. Je puis encore ajouter que plusieurs Ecclesiastiques se soulevèrent contre *Henri IV.* & que les Frères Mineurs favorisèrent pour la plupart les Ennemis de ce Roi. Il me semble que je dois bien appeler ces différentes Personnes des *Non-jurans*; puis-que le Clergé subalterne de ces tems-là n'étoit pas obligé de prêter le Serment de Fidélité. Surquoi j'avoue que je ne puis comprendre, que le Docteur presse si souvent ses Adversaires, pour qu'ils lui produisent les Noms des *Non-jurans* qui se sont trouvez dans tout le cours du règne de ses Rois, de *Facto*, comme si chaque sujet en particulier eût été obligé alors de prêter le Serment de Fidélité, ou que

ceux

ceux qui l'avoient prêté eussent été portez à le faire par ce Principe, que l'Obéissance est dûe à tout Roi qui est en *Possession*; dont je croi avoir déjà montré en quelque maniere le contraire, comme je ferai encore plus amplement dans la suite de ce Discours.

Il est vrai que le Docteur voudroit bien nous persuader que *Guillaume* le Conquerant obligea tous les Habitans d'*Angleterre* de lui faire Hommage & de lui jurer Fidélité. Mais s'il s'étoit donné le loisir d'examiner à fonds ce Point, il auroit été pleinement convaincu qu'*Ingulfur* ne pensoit pas que toute Personne, sans exception, prêtassent ce serment de Foi & Hommage, mais seulement les principaux Vassaux du Roi, & d'autres Grands qui tenoient des Terres d'une Dependance temporelle, & qui étoient pour cela appelez les Gens du Roi, *Homines Regis*, c'est-à-dire ceux-là seulement qui possédoient des Terres enregistrees sur le Livre *Domsday*. (qu'on ouvroit le jour qu'on jugeoit des Matières Seigneuriales) Mais pour ce qui est du Clergé subalterne, il n'étoit obligé à aucune des conditions qui y sont portées; mais il tenoit, quelque Terre ou Possession que ce fût, sur le pié d'*Aumones* franches, en vertu de quoi il étoit dispensé de faire Hommage Féal, & de tout autre service que de prier pour leurs Patrons. Ce Privilège lui fut dans la suite confirmé dans le quatrième Concile de *Latran*, sous *Innocent III.* & après qu'il eut été reçu & aprouvé dans le Concile d'*Oxford* tenu sous l'Archevêque *St. Langton*, & ratifié par le Roi *Henri*, le Clergé n'a plus été inquieté dans la jouissance de ses Droits, jusques au tems de la Réformation.

De

De cette manière , il n'y a pû avoir de *Non-jurans* dans tout le Corps du Clergé , sous tous les Rois que le Docteur appelle , *de Facto*. Que si le Clergé d'*Angleterre* avoit jouï du même Privilège , au tems de la Révolution , près de quatre cens Ecclesiastiques auroient continué dans la tranquille possession de leurs Bénéfices, dont ils n'ont été privés , que parce qu'ils étoient *Non-jurans*. Auquel cas n'auroit-on pas pû , dans les âges futurs , demander , comme le Docteur fait du Passé , *qui étoient les Non-jurans dans le tems de la Révolution ?*

Ce ne fut pas seulement le Clergé , qu'on exempta sous le règne de *Guillaume le Conquerant*, de faire Hommage Feal ; mais encore tous ceux qui tenoient des Terres en Franc-aleu , dont il est souvent fait mention dans le Livre des Matières Seigneuriales. Mais de plus , qui ont été les Personnes de distinction qui firent Hommage au Conquerant ? Sont-ce les Evêques & les Abbez qu'*Hoveden* dit lui avoir juré Obéissance ? S'ils eussent été *Saxons*, ç'auroit été quelque avantage au dessein du Docteur , en cas que *Guillaume* n'eut passé que pour un Roi , *de Facto*. Mais c'est un point fort remarquable que ceci n'arriva que sur la fin de son Règne ; auquel tems tous les Anciens *Anglois* de quelque considération , avoient comme disposé de leurs Biens en fonds , & de toutes leurs Possessions ; au lieu que les Normands pour la plûpart s'étoient emparez de toutes les Terres du Roiaume, aussi bien que de tous les Offices & Emplois considérables tant dans l'Eglise que dans l'Etat. C'est une vérité si manifeste que ceux qui ont la moindre teinture de l'Histoire de ces tems-là ,

là, n'en peuvent douter. D'ailleurs il faut considérer qu'une grande partie de la grande & petite Noblesse, quitta volontairement le Roiaume, au commencement du règne de ce Prince, avant le tems qu'on prétend qu'il demanda à ses sujets le serment de Fidélité. Un grand nombre s'enfuit en *Ecosse*; quelques uns en *Dannemark* & en *Irlande*; & d'autres à *Constantinople*, où ils furent très-bien reçûs de l'Empereur *Alexis*. Là-dessus je laisse à penser, si tous ces Exilez de plein gré ne peuvent pas être proprement apellez *Non-jurans*; puisqu'ils estimèrent mieux d'abandonner leur Patrie que de se soumettre à *Guillaume le Conquerant*. Mais quand il seroit vrai, qu'un chacun en *Angleterre* lui eût prêté le serment, où à quelques uns de ses Successeurs, que le Docteur appelle Rois, *de facto*; est-ce une vérité constante qu'ils l'aient fait, persuadez qu'ils étoient, que l'obéissance leur étoit dûe par la seule considération qu'ils occupoient le Trône. Il fait très-bien qu'un grand nombre des Nobles, aussi-bien que de simples Gentilshommes, prirent les Armes contre *Henri IV.* à cause principalement qu'il n'étoit pas leur légitime Roi. Ils déclaroient ouvertement par là, qu'ils ne pensoient pas, que le serment qu'ils lui avoient fait, les engageât en aucune manière, & par conséquent il est clair qu'ils n'avoient aucune Notion de la Constitution du Docteur. Lorsque les Gens se soulevent contre le Gouvernement, ce n'est qu'après y avoir vécu quelque tems en paix; on a toujours cru qu'il étoit de la prudence, d'avoir quelque prétexte plausible pour justifier un tel procédé; & je ne crois pas qu'on puisse proposer aucun soulèvement,

où l'on ne se soit prévalu de la Loi & de l'Equité pour l'appuyer, ou au moins pour y exciter les Esprits. Mais si l'Opinion du Docteur avoit à la force, il ne se pourroit voir une Rebellion plus insolente, que celle qui fut soutenue contre *Henri IV.* puisqu'elle étoit fondée sur cette *injuste Maxime*, qu'il n'étoit pas Roi de Droit, *de jure*, quoi qu'il fut en pleine Possession du Roiaume. Parce donc, que les Hommes ne peuvent pas tellement agir contre les Principes de la raison, que de s'engager dans une révolte contre le Gouvernement établi, par des motifs qui contredisent manifestement la Constitution du Gouvernement qu'ils prétendent soutenir; c'est sur cette présomption si bien fondée que les Adversaires de Mr. *Hidgen* ont pris la liberté d'assurer, que son sentiment étoit ignoré sous le règne d'*Henri IV.* Quelle reponse fera-il à ceci? Il alléque.

En premier lieu que ceux qui se révoltèrent ne le firent que sous de faux prétextes, si jamais ils s'en servirent d'aucun; car les véritables Héritiers s'étoient tous soumis à *Henri IV.* que pour
 „ cela ce n'étoit pas un petit crime, pour des
 „ sujets que de commencer une Guerre avec leur
 „ Prince, & de causer le desordre & le Carnage
 „ dans la Nation, lorsqu'ils n'en avoient aucune
 „ raison, &c. En second lieu que *Owen Glendor*, le Comte de *Northumberland*, &c. ne firent pas la Guerre contre *Henri IV.* à la considération du véritable Héritier, mais par des motifs tout à fait différens.

Mais quand il assure, que les véritables Héritiers se soumirent tous à *Henri*; que c'étoit par conséquent une chose déraisonnable & injuste de

se soulever contre lui, sous prétexte du Droit des autres, a-il bien considéré, que la première Conspiration contre *Henri IV.* fut du vivant de *Richard II.* dans le dessein de lui recouvrer la Couronne ? Est-ce qu'il pourra soutenir, que la renonciation faite par ce Prince durant son Emprisonnement, fut libre & volontaire, telle qu'effectivement elle dégageroit ses sujets de leur Fidélité envers lui. Je n'ignore pas que *Richard* se laissa gagner, pour déclarer que sa Rénonciation avoit été faite volontairement; & je sai bien qu'il est ainsi couché sur le Registre du Parlement: Mais j'ai une meilleure opinion du Docteur, que de croire, qu'il voulût approuver cet infame Acte de violence & d'Injustice, jusqu'à penser qu'il soit bien autorisé; si cela étoit, il faut, que je le renvoye, pour s'en informer, aux

* Registres du Parlement où il trouvera le Passage suivant bien digne de son attention, & sur lequel je lui recommande de réfléchir souvent.

„ Et d'autant, que de certaines Personnes en-
 „ clinées au mal, au desordre & à la sédition,
 „ se plaissant dans les bruits & les Nouveautez
 „ qui tendent à la Rebellion, adhérans à *Henri*
 „ *IV.* le dernier Roi d'*Angleterre* qui a régné
 „ en effet, mais non pas de Droit, eurent la
 „ Cruauté, après son injuste, illicite, & déte-
 „ stable Usurpation & invasion, contre sa Foi
 „ & obéissance qu'il avoit jurée au Roi *Richard*,
 „ son légitime, véritable & naturel Seigneur
 „ Lige, de tuer avec une violence horrible &
 „ une fureur desespérée, les très-Nobles & très-
 „ Dignes Lords *Jean de Montaign*, dernier
 „ Comte de *Salisbury*; & feu Mylord *Despencer*

G 2

„ avec

„ avec plusieurs autres véritables sujets & Per-
 „ sonnes Liges dudit Roi *Richard* &c.
 „ Item. *Ralph-Lumley* & d'autres ont été cruelle-
 „ ment tuez & massacrés par *Henri IV.* en éfet
 „ & non de Droit , Roi d'*Angleterre* , à cau-
 „ se de leur Fidélité , Respect & Obéissan-
 „ ce envers le très-Noble Prince & Roi *Richard*, &c.

En vertu de ces Autoritez j'ose avancer , que ceux qui prirent les Armes en faveur de *Richard II.* soutenoient, nonobstant sa prétendue Renonciation, une bonne & juste Cause, & que c'est avec injustice que le Docteur les a taxez d'avoir été des Gens séditeux & déraisonnables. Mais ce n'est pas tout , il assure de plus que les soulevemens qui suivirent après la mort de *Henri IV.* ne pouvoient nullement être justifiés; car le Comte de *Marche*, l'unique Personne qui pouvoit prétendre à la Couronne, ne la reclama jamais; bien éloigné de cela, il entreprit la Campagne contre *Owen Glendor* en Faveur d'*Henri IV.* Marque évidente qu'il avoit cédé son Droit. Je crains bien ici que le Docteur n'ait, malgré son exactitude, rencontré très-malheureusement à l'égard de ce trait d'Histoire. En effet, après la mort de *Roger Comte de Marche*, qui arriva à la fin du Règne de *Richard II.* *Edmond* son Fils aîné qui n'avoit alors que six ans, dût être en Tutelle tout le Règne d'*Henri IV.* Et le Chevalier *Guillaume Dugdale* nous apprend d'avantage, qu'il n'en avoit que dix, quand il fut mis à la Tête de ceux du Comté de *Hereford* pour s'opposer à *Owen Glendor*. De sorte que sa Renonciation à la Couronne, dans un âge si peu avancé, ne pouvoit pas être

être valide. Outre qu'on ne doit pas inferer, de ce que le Comte de la *Marche* commenda une Armée contre *Owen Glendor*, qu'il se fût déclaré en Faveur d'*Henri IV.* Mr. *Hidgen* auroit dû se souvenir qu'*Henri* ne fut pas de son sentiment; car lorsqu'on lui demanda de rançonner le Comte qui avoit été fait Prisonnier par *Owen Glendor*, il répondit que ce Comte n'avoit pas été fait Prisonnier étant à son service, mais qu'il s'étoit lui-même laissé prendre à dessein, parce qu'il n'avoit pas voulu se battre contre *Owen Glendor*; c'est pour cela qu'il ne voulut pas le délivrer. Mais pour nous éclaircir tout-à-fait de ce Point, * nous n'avons qu'à lire l'Acte de Parlement tel qu'il est enregistré, par lequel on approuve, en termes exprès, ceux qui, après la mort du Roi *Richard* continuèrent, selon Dieu & les Loix & Coutumes du Roiaume d'*Angleterre*; de garder leur Foi & de faire Hommage Lige à *Edmond de Mortemer* alors Comte de *Marche*, le plus proche Héritier du Sang, qui fut décendu du même Roi *Richard*. On voit encore dans le même endroit comme *Ralph-Lumley* fut avec d'autres cruellement tué & massacré par *Henri IV.* Roi d'*Angleterre*, Regnant en Esfet, mais non pas de Droit, pour la Fidélité & l'obéissance dont ils s'aquitèrent toujours envers le très-Noble Prince & Roi *Richard II.* d'heureuse memoire; & après son décès envers *Edmond de Mortemer*, le précédent Comte de *Marche*, &c. Je permets à present au Docteur de considérer, si ces Nobles Personnes, qui prirent les Armes pour la défense des Droits du Comte de *Marche*, fu-

rent coupables d'un Crime qui n'étoit pas peu considerable, & qu'ils n'avoient aucune raison de commettre.

En second lieu, il soutient qu'*Owen Glendor*, le Comte de *Northumberland*, &c. ne firent pas la Guerre à *Henri IV.* à la considération du légitime Héritier; mais par des motifs tout à fait différens. Recherchons donc la vérité de ce qu'il avance. Il assure que la Guerre de *Owen Glendor* commença par le desordre & se termina à la Rébellion. Que cela soit vrai, ou non, c'est ce qui ne me regarde pas; si cependant quelque chose peut servir à l'apologie de ce Gentilhomme Gallois, j'espère pouvoir lui rendre justice sans que Personne s'en offense. Qu'il me soit permis de recommander la lecture du Passage suivant, extrait des Remarques du savant & judicieux Antiquaire le Chevalier *Robert Vaughan de Hengwort*; „ Le Chevalier *Gara* „ fut entièrement dévoué aux intérêts du Duc „ de *Launcestre*; ce fut la raison pourquoi *Owen* „ *Gap Gryffydd Vichn* communément apelle „ *Glym-dŵr*, se déclara son mortel Ennemi. Cet „ *Owen* fut élevé dans un Collège de Juriscon- „ sultes, & fut avancé au service de *Richard II.* „ dont il étoit le Porte-Bouclier, comme *Wal-* „ *singham* le rapporte. Après que *Owen* eut appris, „ que *Richard*, son Roi & son Maître, avoit été „ déposé & massacré, & qu'il eut, pour ce su- „ jet, reçu plusieurs affronts & injustices de la „ part du Lord *Grey de Ruthin* son Voisin, que „ le Roi *Henri* protegeoit beaucoup à son pré- „ judice, il se sentit provoqué à prendre les „ Armes, & ne considérant *Henri* que comme „ un Usurpateur, il se fit proclamer Prince de

„ *Gat-*

„ *Galles*. Et quoi que lui-même ne fût décen-
 „ du du Côté de son Père que d'un Cadet de la
 „ Maison de *Powis*; cependant l'Ambition,
 „ qui devient ingénieuse en ces rencontres, lui
 „ suscita les moïens de former des Prétentions sur
 „ la Principauté de ce nom, se disant descendre,
 „ d'un côté d'une Fille, de *Llewellyn ap Gryffydd*
 „ le dernier Prince de la Race Bretonne. Il en-
 „ vahit les Terres, brûla & sacagea les Maisons
 „ & les Possessions de tous ceux qui favorisoient
 „ & suivoient le Parti du Roi *Henri*, &c. Si
 ce Récit est digne de foi, de quelque Rebellion
 que fut coupable *Owen Glendwr*, ce ne pût cer-
 tainement pas être contre *Henri IV.* car il ne le
 reconnut jamais pour son Roi; beaucoup moins
 lui jura-il fidélité. Il est même à remarquer,
 que dans les Ecrits qu'il signa, en qualité de
 Prince de *Galles*, & que *Mr. Rymer* a conservez,
 in *Fadera &c.* il ne l'appelle jamais autrement
 que Duc de *Lancastre*. Par rapport donc à *Henri*
IV. il fut un véritable *Non-jurant*; & il ne peut
 être traité de Rebelle, qui est le nom, que le
 Docteur croit avoir droit de donner à tous ceux
 qui ont pris les Armes sous son Règne. Dans la
 vérité on peut bien dire que l'action qu'il fit de
 s'attribuer le Titre de Prince de *Galles*, & de da-
 ter tous ses Ecrits selon le nombre des années
 qu'il s'étoit dit Maître de cette Principauté, n'é-
 toit pas moins qu'une usurpation de la Souve-
 raineté d'un País qui appartient aux Rois d'An-
 gleterre; & pour cela on peut la nommer un
 Acte de Rebellion. Mais en ce cas, il en étoit seu-
 lement responsable au Comte de *Marche*, à l'é-
 gard duquel, & non pas de *Henri*, il pouvoit passer
 Rebelle.

Il y a une chose à observer qui n'est pas peu considérable, si nous nous en rapportons à *Henri IV.* lui-même, c'est que sur la conduite du Comte de *Marche* qui se rendit volontairement à *Owen*, & sur la bonne intelligence qui étoit entre ce Gentilhomme *Gallois* & Mylord *Perey* ami déclaré dudit Comte, il pourroit être probable qu'il présuma prendre le Titre de Prince de *Galles*, sur le consentement du légitime Héréditaire autant qu'il étoit capable de le donner. Si on m'accorde ce point, je ne douterai plus que sa Querelle avec *Henri IV.* ne fût principalement fondée sur l'Usurpation de ce Roi, laquelle le Docteur a jugé à propos de nier absolument. De tout ceci, je puis conclure avec justice, que les *Gallois* armèrent en ce tems-là un Corps considérable de *Non-jurans*, étant tous unanimement Ennemis de la Maison de *Lancastre*, non seulement dans le Pais de *Galles*, mais dans tous les lieux d'*Angleterre* où ils étoient établis. En effet nous lisons, qu'on fit beaucoup de plaintes dans le Parlement, de ce que les Ecoliers Originaires de *Galles* laissèrent les deux Universitez où ils étoient, & les Apprentifs tant à *Londres* qu'autre part, leur Maîtres, pour s'engager à la défense de *Owen Glendor*. Et quelques années après, *Jean Trevor*, Evêque de *St. Asaph*, trouva la cause de ses Compatriotes si bonne, qu'il renonça pour cette raison au Parti d'*Henri IV.*

Avant que de finir l'Histoire de *Owen Glendor* je corrigerai, avec la permission du Lecteur, une faute d'ignorance que nos moins habiles Historiens ont commise sur ce sujet; c'est, comme le rapportent *Holinshead* (a) *Stow* (b) que la dixième

me

(a) P. 536.

(b) P. 338.

me année du Règne d'*Henri*, *Owen Glendor* étant réduit à une si grande misère, & desespérant y pouvoir trouver du remede, se retira dans des lieux deserts & des Cavernes solitaires, où dépourvû de tout secours, n'osant se montrer à aucune Creature, & enfin manquant de nourriture pour soutenir sa vie, il perit & mourut misérablement de faim. Mais nous avons de quoi faire voir que cette Histoire est très-fausse; car la onzième année d'*Henri IV.* nous voions qu'il y eut des Ordres de marcher contre *Owen Glendor* & de l'attaquer; & dans la 13. du même Règne qu'on expedia une Commission pour retirer le Chevalier *Gamme* des mains d'*Owen* dont il étoit le Prisonnier. D'ailleurs, nous sommes bien asûrez qu'il survécut ce Prince & continua ses Hostilitez contre son Successeur; car la troisième année d'*Henri V.* On nomma des Commissaires pour entrer en Traité avec lui & les *Gallois*, afin de les ramener à leur devoir, & environ six mois après, on redonna la même commission au Chevalier *Talbot*, pour porter ledit *Owen* avec les *Ganlois* Rebelles, à se soumettre par des offres de Pardon qu'on leur fit. Il paroît manifestement par là qu'il n'étoit pas au milieu du Règne d'*Henri V.* en un si misérable état. Pour ce qui est de la maniere dont il vécut dans la suite, & en quelles circonstances il mourut, c'est de quoi l'Histoire ne nous informe pas. Mais il y a lieu de croire qu'il ne fit jamais ses soumissions à la Maison de *Lancastre*; parce qu'il y eut des Actes fort severes qui furent passez sous le Regne d'*Henri VI.* où ses Crimes sont recitez; & toutes les accusations & jugemens portez contre lui, furent confirmez.

Ceux sur lesquels Mr. *Hidgen* exerce immédiatement après son indignation ; sont le Comte de *Northumberland* , son Fils *Hospur* , & le Comte de *Worcester* , son Frère. Il ne fait point de scrupule de taxer leur Revolte contre *Henri IV.* d'ingratitude, & de l'attribuer au dépit qu'ils avoient de sa Grandeur. Il ne fait pas difficulté d'assurer positivement, qu'ils n'agissent point par un principe de Fidélité au légitime Héritier. Voilà, sans doute, une Accusation qui refléchit beaucoup sur l'Honneur de cette illustre & noble Famille. Il me semble particulièrement qu'*Hospur* meritoit d'avantage la considération du Docteur ; puisque nous nous faisons encore une gloire de sa valeur, qui est digne d'un honneur immortel. Mais il est résolu de ne lui donner point de Quartier. Il n'importe, comme il est le premier Ennemi qui ait osé le traiter avec tant de mépris ; je ne doute point qu'il n'ait sujet de se repentir de sa bêtise, que je vais tâcher de lui faire voir d'une manière sensible. Pour ce dessein, l'Auteur demande qu'on lui soufre de donner ici l'Extrait d'une Copie Manuscrite qui appartient à la Chronique de *Jean Harding* , qui a été omise dans l'Edition que cet Auteur a fait imprimer ; laquelle il avoit prise de la Biblioth. d'*Harley* ; * & qu'il croit devoir beaucoup contribuer, avec les observations qu'on y peut ajouter, à la défense de ces Nobles Seigneurs. L'Extrait est de la manière qui suit.

„ D'autant que plusieurs Personnes s'étonnent
 „ beaucoup de ce que le Comte de *Northumber-*
 „ *land* , Mr. le Chevalier *Henri Percy* son Fils
 „ aîné,

ainé, & Mr. *Thomas Percy* Comte de *Worcester* s'étoient unis pour prendre le parti de *Richard*, afin d'enlever à *Henri IV.* son Héritage, & le déposer par la force des Armes. Moi, qui suis l'Auteur de ce Livre, j'assure qu'après avoir été élevé depuis l'âge de douze ans dans la Maison de Mr. le Chevalier *Percy*, je l'accompagnai à la Bataille de *Schrewbery*, où âgé de vingt cinq ans je portai les Armes avec lui; de même que je l'avois suivi ci-devant à *Homylton*, à *Cokelawe* & autres lieux où étoit l'Armée; C'est pourquoi connoissant par ses écrits quelle étoit son intention, j'ai composé ce Livre, afin qu'on connoisse, dans les Siècles les plus reculez, les véritables sujets pourquoi ils se souleverent contre le Roi *Henri*. Ils se comporterent dans leur différent avec lui d'une maniere très-moderée, & très-pieuse, sous les bons avis & conseils de Monsieur *Richard Scroop*, Archevêque d'*Tork*, (en faveur de qui le Dieu Tout-puissant a opéré dans la suite plusieurs Miracles) aussi bien que de plusieurs autres Seigneurs, qui accusoient ce même Roi de plusieurs choses, quoi qu'ils se fussent engagez à lui par leurs Lettres avec leurs Seaux, que j'ai vu & eu en garde. Ils envoierent au Roi *Henri*, qui étoit dans son Armée, toutes leurs plaintes, par écrit, signées & scellées du seau des Armes de chacun d'eux trois, par *Thomas Kneyton* & *Roger Salvayne* Ecuiers du Chevalier *Henry Percy*; Lesquelles plaintes étoient conçues en ces termes. Nous *Henry Percy*, Comte de *Northumberland*, Connétable d'*Angleterre*, Gardien des Frontieres dans la Partie Occidentale vers l'*Ecosse*; *Henry Percy*, notre Fils aîné, Gardien des Frontieres de la Partie Orientale

tale vers l'*Ecosse*, & *Thomas Percy* Comte de
Worcester, Défenseurs & Protecteurs des Intérêts
 Publics, selon que notre Seigneur Jesus-Christ,
 notre Souverain juge, le connoit; Disons &
 soutenons, & avons dessein de prouver en per-
 sonne, les Armes à la main, ce jourd'hui à Toi
Henry Duc de Lancastre, comme aussi à tes Com-
 plices & Adhérens, Toi qui t'appelle injustement
 Roi d'*Angleterre*, sans autre Droit, que celui
 que tu t'attribuës, soutenu seulement de la violence
 & de la Perfidie de ton Parti: Que, lorsqu'
 après ton Banissement, tu rentras en *Angle-*
terre, & vins à *Don Castre*, tu nous fis serment
 sur les Sts. Evangiles, en les touchant & bai-
 sant, que tu ne prétendois en aucune maniere au
 Royaume, ni à la Dignité Royale, mais seule-
 ment avoir en *Angleterre* ton Héritage & celui
 de ta Femme: Que *Richard*, qui étoit alors no-
 tre Seigneur & notre Roi, regneroit tout le tems
 de sa vie, avec les bons avis des Seigneurs tant spi-
 rituels que Temporels. Mais tu mis en Prison
 ton Roi & le notre dans la Tour de *Londres*,
 jusques à ce que la crainte de la mort l'eût forcé
 de ceder ses Royaumes d'*Angleterre* & de *Fran-*
ce, & de renoncer à tous ses Droits sur lesdits
 Royaumes & ses autres Seigneuries & Terres
 d'outre Mer. Sous couleur de laquelle Cession
 & Renonciation, tu te fis, par l'avis de tes Par-
 tisans, & à la Faveur des cris Publics de la Popu-
 lace, attirée par tes soins & ceux de tes Compli-
 ces à *Westmunster*, couronner là toi-même Roi
 des susdits Royaumes, & donnas ordre qu'on
 se saisit de ta part de tous les Châteaux & Sei-
 gneuries de la Couronne; par quoi tu es un
 Fauslaire & un Parjure. *Item*, Nous disons, sou-

soutenons & avons dessein de prouver , que parce que tu nous a juré sur les Sts. Evangiles , au même tems & lieu , que tu ne souffrirois pas , tant qu' tu vivrois , qu' on exigeât le Dixième du Clergé , ni le Quinzième des Laïques , ni aucune Taxe du Royaume , pour le profit du Roi , que du consentement des trois Etats assemblez en Parlement , „ & cela seulement pour des sujets „ très-preslans qui regarderoient la defence du „ Royaume & non autrement. Que cependant „ tout au contraire tu as , au mépris de tes sermens , fait lever beaucoup de Dixièmes , de „ Quinzièmes , d'impositions & de Taxes tant „ sur ceux du Clergé que des Laïques , à quoi „ ils se sont soumis par la seule crainte de ta Majesté Royale ; à cause de quoi tu es un Faus- „ saire & un Parjure. *Item* , Nous disons , „ soutenons & avons dessein de prouver que „ puisque tu nous as juré sur lesdits Sts. Evan- „ giles , au même tems & lieu que *Richard* notre „ Seigneur & Roi aussi bien que le tien , régneroit pendant toute sa vie , dans la jouissance „ de ses Royales Prérogatives , mais que tu as „ fait rester par une détestable perfidie , dont le „ récit fait horreur , dans le Château de *Pont- „ fraît* , sans le consentement ou le jugement des „ Seigneurs du Royaume , exposé pendant 15. „ jours & 15. nuits , au Froid , à la Faim , & „ à la Soif , & que par ce moien là tu l'as tué & „ défait : Pour ces raisons tu es un Fauslaire & „ un Parjure. *Item* , Nous disons , soutenons „ & avons dessein de prouver , que tu t'es , en ce „ tems-là , que *Richard* ton Roi & le Notre eut „ été mis à mort d'une maniere si horrible , com- „ me il a été dit ci-dessus , emparé & saisi du „ Royau-

„ Royaume d'*Angleterre*, avec le nom & la
 „ qualité de Roi d'*Angleterre* & de *France*, con-
 „ tre ton serment, & que tu l'as usurpé au
 „ préjudice de *Edmon de Mortemar*, Comte de
 „ *Marche*, qui étoit alors, en droite ligne, &
 „ selon la proximité du Sang, Héritier d'*Angle-*
 „ *terre* & de *France*, & qui immédiatement & par
 „ droit d'Héritage auroit dû succéder après le
 „ décès du Roi *Richard*; pour cela tu es un
 „ Faussaire & un Parjure. *Item*, Nous disons,
 „ soutenons & avons dessein de prouver, com-
 „ me ci-dessus, d'autant que tu as juré au même
 „ lieu & au même tems, de garder & de mainte-
 „ nir les Loix & bonnes Coûtumes d'*Angleterre*;
 „ & ensuite, qu'au teins de ton Couronnement,
 „ tu as de nouveau juré de les observer & les faire
 „ observer inviolablement, nonobstant quoi tu
 „ as perfidement & contre les Loix d'*Angleterre*
 „ écrit à tes Partisans dans toutes les Comtez du
 „ Royaume, de choisir tels Chevaliers pour
 „ chaque Parlement qui fussent à ton gré. En
 „ sorte qu'on ne pouvoit, en ces Parlements
 „ de ta façon, recevoir de justice sur aucun
 „ Grief, que selon ta Volonté; quoi que nous
 „ t'ayons souvent présenté des Adresses dictées
 „ selon la Conscience que Dieu nous a donnée;
 „ de laquelle vérité, nous l'appellons à Temoïn,
 „ comme aussi nous faisons les vénérables Peres
 „ en Dieu *Thomas Arundell*, Archevêque de
 „ *Cartorbery*, & *Richard Scrope* Archevêque
 „ d'*Yorck*. Pour ces Causes il est de notre de-
 „ voir de chercher du remede dans la Force des
 „ Armes sous la protection de notre Seigneur
 „ *Jesus-Christ*. *Item*, Nous disons, soutenons
 „ & avons dessein de prouver, comme après
 „ qu'*Ed-*

„ qu'*Edmond Mortemer* fut pris dans un sanglant
„ Combat par *Owen Glendor*, & cruellement
„ par lui détenu en Prison garoté de Chaines,
„ pour ta defence, tu as publié qu'il avoit com-
„ ploté pour être pris, & n'as pas voulu le ran-
„ çonner, ni souffrir qu'il le fût par nous ses
„ Parens & Amis; sur quoi nous avons depuis
„ peu, à nos propres fraix & dépens, traité avec
„ ledit *Owen* pour sa liberté & pour le bien de
„ la Paix entre Toi & Lui; pour laquelle rai-
„ son tu nous as regardé comme des Traîtres;
„ & as, après, machiné secrettement notre rui-
„ ne & entiere destruction. Pour ces Causes
„ nous te faisons un Appel à Toi & à tes Com-
„ plices & Adhérans comme à des Traîtres, des
„ Perturbateurs du Repos public & du Royau-
„ me; des Tirans, & des Usurpateurs des
„ Droits du véritable & immédiat Héritier d'*An-
„ gleterre* & de *France*; & nous sommes déter-
„ minez de le prouver ce-jourd'hui par la force
„ de nos Armes & avec l'assistance du Dieu tout-
„ puissant.

Immédiatement après ces Articles, *Jean Har-
ding* ajoûte ce qui suit.

„ C'est une Erreur de bien des Gens, qu'ils
„ ne laissent pas de soutenir avec autant de cha-
„ leur que d'ignorance, qu'*Edmond Comte de
„ Lancastre*, de *Leicester* & de *Derby* étoit le
„ Fils aîné d'*Henri III.* mais qu'il avoit le corps
„ contre-fait & n'étoit pas capable d'être Roi;
„ que ç'avoit été la raison pourquoi, on avoit de
„ son consentement élevé à la Royauté son jeune
„ Frere. Ce qui a donné lieu à quelques uns
„ de faire ce rapport, est une fausse Cronique qui
„ fut controuvée du tems du Roi *Richard II.*

„ par

„ par *Jean de Gaunt* Duc de *Lancastre*, à dessein
„ de faire Roi *Henri* son Fils ; lorsqu'il vit qu'il
„ ne seroit pas déclaré l'Héritier Presomptif du
„ Roi *Richard*. Sur ces Rapports, Moi *Jean*
„ *Harding*, Auteur de ce Livre, déclare avoir
„ ouï dire au Comte de *Northumberland*, qui
„ fut tué à *Brankam Moor*, du tems d'*Henri IV.*
„ que le même Roi *Henri* fit paroître, le jour
„ de St. Mathieu, avant qu'il fût Roi, la sus-
„ dite Cronique ; pour faire valoir son Droit à
„ la Couronne du côté d'*Edmond*. Là-dessus
„ toutes les Croniques de *Westmunster* & de tous
„ les autres Monastères les plus considérables
„ furent aportées au Conseil de *Westmunster*, où
„ les Seigneurs lesexaminèrent, & lesaiant con-
„ frontées toutes ensemble, ils reconnurent pour
„ certain, que le Roi *Edouard* avoit été l'Aî-
„ né, & son Frere *Edmond*, le Cadet ; sans que
„ celui-ci eût eu le corps ni défiguré ni estropié
„ mais le mieux fait, après son Frere, qu'il y
„ eut en *Angleterre*. C'est pourquoi la Croni-
„ que, que le Roi *Henri* avoit produite, fut
„ rejetée & estimée de nulle valeur. De plus,
„ j'ai entendu dire au même Comte, que ledit
„ Roi *Henri* obligea le Roi *Richard* par un ri-
„ goureux emprisonnement dans la Tour de
„ *Londres*, & par les fraieurs de la mort, de lui cé-
„ der son Droit. Laquelle Cession fut déclarée
„ au Conseil ; & le lendemain de la St. *Michel*,
„ il employa dans le Parlement à *Westmunster*
„ toute la violence & le pouvoir dont il étoit
„ capable ; & avec le secours de certains Sei-
„ gneurs & la superiorité des Communes, il fut
„ couronné, malgré le serment qu'il avoit fait
„ chez les Moines Blancs, à *Doncastre*, audit
Comte

Comte de *Northumberland*, & autres Seigneurs, & contre l'avis dudit Comte, de son Fils & de Mr. *Thomas Percy* Comte de *Worcester*; pour la defence de laquelle Cause ils perdirent la vie, comme je le fai très-bien; car alors âgé de vingt cinq ans, j'étois dans l'Armée à *Shrewsbury* avec Mr. le Chevalier *Henry Percy*, dans la Maison duquel j'avois depuis l'âge de douze ans, a été élevé. J'ai encore ouï plusieurs fois de la propre bouche du dit Comte de *Northumberland*, comme il avoit entendu le Duc *Jean de Lancastre* proposer, parmi les Seigneurs tant du Conseil que du Parlement, aussi bien que dans la Chambre des Communes parmi les Chevaliers choisis pour ladite Chambre, un Bill pour être déclaré l'Héritier presomptif du Roi *Richard*, sur le peu d'aparence qu'il y avoit que ledit Roi pût avoir des Enfans issus de son Corps. A quoi les Seigneurs tant séculiers qu'Ecclésiastiques, aussi bien que les Communes avoient d'un commun avis répondu, que le Comte de *Marche*, *Roger Mortemer* étoit le plus proche Héritier de la Couronne, selon tout le Droit du sang, d'où il decendoit, & qu'ils n'en vouloient point d'autre. Et ils mirent sur le Tapis, qui étoit si hardi d'estimer le Roi incapable d'avoir des Enfans? A raison de quoi, lorsque le Duc de *Lancastre* se vit rejeté, lui & son Conseil forgèrent & contrefirent la susdite Cronique, pour qu'*Edmond* fut censé le Frere aîné, afin de faire à *Henri* son Fils un Droit à la Couronne, & ils auroient bien voulu que ledit Comte de *Northumberland*, & Mr. *Thomas Percy* eussent été du même avis, à

, cause qu'ils decendoient dudit *Edmond* du côté
 , d'une Sœur ; mais ils le refuserent. Pour la
 , Cronique forgée de cette façon le Duc la fit
 , mettre dans plusieurs Abbaiés & Couvents,
 , comme je l'ai appris dudit Comte, & qu'il l'a re-
 , cité à diverses Personnes ; afin qu'elle fût
 , gardée à son Fils, pour lui servir d'un Titre
 , d'Héritage à la Couronne ; duquel Titre il se
 , prevalut, lorsqu'il eut le Roi *Richard* en sa
 , Puissance dans la Tour de *Londres* ; mais pour
 , le Comte *Percy* ; il n'en voulut tirer aucun
 , avantage.

Après la Lecture du Prédent Extrait, l'Au-
 teur se persuade qu'on sera pleinement convain-
 cu de deux vérités. La 1. que le Docteur s'est
 beaucoup mépris, quand il dit, que la Famille
 des *Percys* ne prit point les Armes à la conside-
 ration du légitime Héritier ; puisqu'il paroît assez
 par les susdits Articles qu'elle avoit beaucoup à
 cœur les intérêts du Comte de *Marche* ; que le
 principal motif qui l'anima à ces dangereuses en-
 treprises, fut un ressentiment qu'elle avoit du
 tort qui lui avoit été fait, & qu'elle étoit forte-
 ment persuadée qu'il étoit de son devoir d'hazarder
 tout pour lui faire rendre justice.

La seconde Vérité est qu'il s'ensuit évidem-
 ment de là, que ceux de cette Famille chargent
Henri IV. d'avoir violé le serment solennel,
 qu'il leur avoit fait, par lequel il s'engageoit de
 ne rien attenter contre le Droit, l'Honneur, &
 la sûreté du Roi *Richard*, & que c'étoit dans
 l'Espérance qu'il garderoit son serment, qu'ils
 vinrent à son secours. De sorte que voici un
 Contract Original dont il faut tomber d'accord,
 & dont la Rupture de la part d'*Henri* fut cause
 que

que le Comte de *Northumberland*, avec sa Famille, se crurent absolument déchargés de toute sorte d'obligation envers lui. Ils déclarent tous, que ce n'avoit jamais été leur intention de priver *Richard* de sa Couronne, mais qu'au contraire ils étoient fermement résolus de le maintenir sur le Trône, & de défendre après sa mort le Droit du véritable Héritier. Que par conséquent *Henri* s'étoit rendu, par l'Usurpation de la Couronne, coupable de Parjure, & avoit perdu tout le Droit qu'il pouvoit prétendre sur leur fidélité. Sensiblement pénétrés de leur devoir envers le Roi *Richard* & le Comte de *Marche*, ils s'opposèrent autant qu'il leur fut possible au Couronnement du Duc de *Lancastre*; mais l'impossibilité où ils se trouverent de faire une résistance capable de produire quelque effet, nous oblige de confesser, qu'ils se soumirent avec le reste, & vécurent quelques années sous son obéissance, comme s'il avoit été leur Roi, & si Mr. *Hidgen* le veut, qu'ils lui en firent serment. Mais si ce serment étoit injuste, s'ils le crurent ainsi lorsqu'ils le firent, ainsi qu'il est manifeste par les Articles ci-dessus mentionnées, le Docteur les blamera-il pour ne l'avoir pas gardé? Peut-être, dira-il, qu'ils sont inexcusables de l'avoir fait, puisqu'ils savoient qu'il étoit injuste. Cela ne fait rien à l'affaire, & le Docteur ne doit pas s'embarasser beaucoup sur ce point. Le Point principal dont il s'agit à présent entre lui & moi, c'est de savoir, si on les peut justifier d'avoir pris les Armes contre *Henri IV.* Toutefois pour ne rien omettre, qui puisse servir à la défense de cette Noble Famille; qu'on trouve bon, que je le fasse resouvenir d'un certain Principe généralement reçu aux tems dont

nous parlons, & qui avoit beaucoup de force sur l'Esprit des Grands du Royaume, toutes les fois qu'ils se trouvoient en danger ; c'étoit que les Actions, faites par la crainte de la mort, étoient au moins pardonnables si elles n'étoient pas permises. Sur ce Principe, on ne peut nier, que nos Cours de Justice avoient été si favorables à cette maniere des'excuser avant le règne d'*Henri IV.* que leur indulgence avoit beaucoup donné lieu à la mettre en usage. Après la Bataille d'*Evesham*, & que le fameux Acte * apellé *Dictum de Kenilworth* fut fait, pour régler le Gouvernement du Royaume, ceux que la crainte avoit obligez d'assister les Barons contre le Roi, n'eurent pour punition qu'une légère Amende. Et lorsque sous le Règne d'*Edouard III.* *Walter de Alington* & ses associés eurent forcé plusieurs Personnes, & fait jurer de défendre les Prises qu'ils avoient faites; la Cour permit qu'on les cautionnât & les dechargeât peu de tems après. Mais l'Exemple que nous avons le plus remarquable sur ce sujet est, ce qui arriva au commencement du même Règne dont nous faisons actuellement la recherche; car lorsque les Juges qui avoient donné à *Richard II.* des avis qu'on estimoit être contre la Loi, & qui par là avoient donné lieu à quelques Actes qui furent passez dans la 21. année de son Règne; lors, dis-je, qu'ils furent citez pour en rendre raison au Parlement du tems d'*Henri IV.* ils alléguèrent pour excuse, que ce qu'ils avoient fait, avoit été par la crainte de la mort. Surquoi les Communes firent cette célèbre Adressé. † *Item*, „ Vos Communes supplient qu'à la venir il ne soit plus permis tant
aux

* 49. *Henri 3.* † *Rot. Parl. 1. Henri 4. 97.*

„ aux Seigneurs spirituels que Temporels, aussi
 „ bien qu'aux Juges de s'excuser en disant, qu'ils
 „ n'osoient pas agir ni parler conformément aux
 „ Loix, & selon la vérité de leurs Pensées, par
 „ l'aprehension de la mort, ou par ce qu'ils n'é-
 „ toient pas Maîtres d'eux-mêmes; car ils sont
 „ obligés de garder leurs sermens au péril de leur
 „ vie & de la Confiscation de leurs biens.
 D'où il paroît clairement, que ç'a été une com-
 mune défaite, dont les Personnes considérables
 se sont aussi servis pour la défense de leurs in-
 justes & perfides Pratiques; & cette Cou-
 tume avoit tellement prévalu, qu'elle avoit jus-
 ques-là eu le sort d'avoir passé pour juste &
 raisonnable. On peut ajouter même qu'elle a
 continué, malgré l'Adresse des Communes,
 d'être en vogue dans les Régnes suivans. En
 effet comme *Henri IV.* ne dit rien, dans la Ré-
 ponse qu'il fit à cette Adresse, qui desaprouvât
 l'usage d'une telle excuse; nous trouvons aussi,
 que ceux qui du tems d'*Henri V.* avoient donné
 assistance à Mr. le Chevalier *Oldeaste* par la seule
 crainte de mourir, furent mis hors de toute pour-
 suite. Enfin *Jean Neville*, Marquis de *Mont-
 taign*, qui avoit été au service d'*Edouard IV.*
 obtint, avec la même excuse, son pardon d'*Henri*
VI. après son Rétablissement. Car on raporte
 qu'il se presenta au Parlement, où s'excusant que
 la Frayeur de la mort l'avoit forcé de prendre le
 parti d'*Edouard*, son excuse fut reçue. Sur
 donc cette Maxime aprouvée, & suivie du
 tems des *Percys*, on a dequoi interpreter fa-
 vorablement leur soumission & leur serment à
Henri IV. puisqu'ils ne le firent purement,
 que pour conserver leur Vie & leurs Biens,
 qui autrement auroient été dans un éminent

danger. Je serois bien fâché qu'on crût, par les Exemples que je viens de rapporter, que j'eusse beaucoup de penchant & d'estime pour une pareille Apologie; je l'ai seulement fait pour montrer que Messieurs de *Percy* n'agirent point contre leur Honneur, par raport aux sentimens des tems où ils vivoient, lorsqu'ils prêterent à *Henri IV.* le serment, qu'ils croioient dans le même moment, n'être pas obligez de garder. C'étoit une erreur si commune alors, que les plus habiles dans les Loix s'y laissoient entrainer; C'est pour cela qu'il ne faut pas être surpris si des Personnes de qualité, qui ne trouvent guère de Casuistes qui les conseillent contre leur propre intérêt, n'ont pas plus de Sagesse & de Probité, que ceux qui se piquent de faire profession de ces Vertus. Si Messieurs de *Percy* avoient vécu de nos jours qui sont des jours de lumiere & de connoissance, j'avouë qu'il m'auroit été difficile de rien dire en leur Faveur; mais aujourd'hui que l'on est si éclairé & si bien instruit des verités du Christianisme, il n'y a personne qui osât maintenir, qu'il est permis de faire du mal dans la vuë & par le motif d'un avantage temporel; le moins qui lui pourroit arriver seroit d'encourir l'indignation de tous les Gens de bien, & d'être exposé à la Censure du Public.

C'est peut-être offenser le Docteur que d'accuser *Henri IV.* d'avoir enfreint les Conditions de son Contract Original, aussi bien que d'avancer, qu'un tel procédé étoit une bonne raison aux *Percys* pour prendre les Armes contre lui. Mais si un Contract doit avoir lieu entre un Prince & ses Sujets, c'est sans doute lorsqu'il est élu

Roi

Roi & mis sur un Trône, dont il a l'obligation à la Noblesse qui la choisi pour une Dignité élevée, & au Peuple qui a consenti à son élévation. Tel fut, & rien plus, le Roi *Henri*, quelque chose qu'on puisse alléguer au contraire. Sans doute qu'il ne pouvoit prétendre avoir plus de Droit que le Roi *Etienne* son Prédecesseur; lequel cependant consentit à une Forme de Gouvernement qu'on dressa par écrit, où il s'appelle lui-même en termes exprès un Roi Eleu. C'est pourquoi nos Historiens nous assurent que *Robert* Comte de *Glocester*, de même que les Evêques, lui fit Hommage, à Condition qu'ils les maintiendroient dans leurs Droits & Privilèges; aussi sçavons-nous bien que le mépris qu'il en fit leur servit dans la suite de raison pour se revolter contre sa Personne. Puis donc que ce fut par l'assistance des *Percys* qu'*Henri* IV. devint en état de s'emparer de la Couronne, & qu'ils ne l'assistèrent, que sur l'Esperance qu'ils mettoient sur les Promesses & le serment qu'il leur avoit fait de ne jamais détrôner le Roi *Richard*; ni de le faire mourir, je laisse au Docteur à considérer, si l'abus énorme qu'il fit de la confiance que ces Seigneurs avoient eue en lui, ne les autorisoit pas de se faire rendre justice par la force des Armes? J'avouerai franchement, que le Roi *Henri* combla le Comte de *Northumberland* de grands Honneurs, qu'il lui donna l'Île de *Man* & le fit Connétable d'*Angleterre*; sans dire qu'il y fut porté, dans la vue d'assurer mieux par ce moyen cette illustre Famille dans ses intérêts; cela me persuade davantage que l'intérêt n'eut point de part à leur Revolte, (comme

l'appelle le Docteur ;) car tout heureux qu'eût pû être leur succès, ils n'auroient pas pû se promettre plus d'honneurs ni une plus haute fortune, que celle dont ils jouissoient actuellement, ou qu'ils pouvoient raisonnablement attendre de la Faveur du Roi *Henri*. De cette manière j'ai clairement prouvé, que le pur motif des soulèvemens qui se sont faits contre *Henri IV.* fut la Fidélité, qu'on déclara hautement être due à *Richard II.* lorsqu'il étoit encore en vie, & au Comte de *Marche* après la mort de ce Roi ; qu'ainsi c'est avec beaucoup d'injustice, que le Docteur reproche à ceux qui en furent les Auteurs & les Apuis, d'avoir agi par des Motifs bien différens.

Les soulèvemens, qui suivirent ceux-ci dans le même Règne, furent suscitez par l'Archevêque *Scroop* & le Comte de *Northumberland*, pour les mêmes raisons, dont les Déclarations, qu'ils rendirent publiques sur ce sujet, sont des Témoignages suffisans. Les Articles sur lesquels l'Archevêque insistoit subsistent encore. Il les commence par dire en son nom & celui de tous ses Adhérens, *que s'étant engagez par leur serment au Roi Richard II. de lui garder la Foi & de lui être obéissans tant qu'il vivroit, aussi bien qu'à ses Héritiers qui lui succédroient de Droit, &c.* Eux donc dans la crainte de se rendre Parjures, à cause de plusieurs Crimes & abus énormes qu'ils voyoient être commis contre l'Eglise, les Loix du Royaume, comme aussi contre la Personne du Roi *Richard* & ses Héritiers déclarent 1. que Mylord *Henri de Derby* est coupable de Haute Trahison envers le Roi *Richard* & ses Héritiers. 2. ils le denoncent comme un Parjure & l'excommunient.

munient; pour avoir pris les Armes contre le Roi *Richard*, & lui avoir après ôté la vie. Ils assurent dans le dixième Article, qu'ils ont pris les Armes en faveur du légitime Héritier. D'ailleurs *Jean Harding* nous a appris que les Articles de Mylord *Percy* avoient été dressés par cet Archevêque; & *Clement Maydstone* qui vivoit au même tems a écrit, comme on le voit dans *Mr. Warton*, * que les raisons pourquoi cet Archevêque eut la tête tranchée, étoient parce qu'il avoit conseillé *Henri IV.* de se repentir du Parjure qu'il avoit fait, de jurer par le Sacrement du Corps de *Jésus-Christ*, qu'il ne se rébelleroit pas contre *Richard II.* & ne souffriroit qu'il fût déposé, & cependant de l'avoir fait après. Que de plus le même Archevêque avoit représenté, que la Couronne pouvoit être restituée au véritable Héritier. Une pareille conduite ne marque-elle pas formellement que l'Archevêque se souleva en faveur du légitime Héritier? Et ses Déclarations ne faisoient-elles pas connoître à tout le monde, qu'il se croyoit obligé en son Honneur & en conscience d'en agir de la sorte? Et ne sommes-nous pas bien fondez de croire que lui & les *Percys* se repentirent véritablement, d'avoir contribué à mettre *Henri* sur le Trône? Ce n'est pas toutes fois une petite consolation au Docteur de voir que tous les Seigneurs & Gentilshommes qui prirent les Armes contre *Henri IV.* s'étoient soumis à lui & lui avoient prêté le Serment; car toute la difficulté qui lui reste est de sçavoir, si ce n'a pas toujours été la Coutume de le faire à l'égard des Rois en Possession, *de Facto*. Mais il auroit dû se souvenir, que si ç'a été la Coutume de leur faire le serment, ç'a été aussi la Coutume de le violer; C'est ce que

H 5

le

* *Anglia Sacra* v. 2.

le Docteur fait être arrivé sous les régnes d'*E-*
stienne & d'*Henri IV.* qui furent sans contredit
 les deux Rois qui ont le plus justement mérité
 d'être apellez Rois de *Faëto* depuis la Conquête
 des Normands. Ce qui nous réduit à ce point de
 sçavoir , *qui nous devons plutôt croire ou le Doc-*
teur , ou les principaux Chefs des soulèvemens qui
ont été faits contre Henri IV. que si nous ajoûtons
 foi au Premier, leur Revolte n'a pû être excu-
 sée, n'a eu aucun motif raisonnable, & dans le
 fond ce n'étoit qu'un Parjure & une véritable
 Rebellion. Mais si nous aimons mieux juger
 selon les dernières paroles que ces Messieurs ont
 prononcées en expirant ; ils étoient persuadés ;
 que le Serment qu'ils avoient fait à *Henri* ne les
 engageoit point, & qu'ils avoient été obligez en
 conscience, de tâcher à le contraindre de quitter
 le Trône en faveur du légitime Héritier. Je per-
 mets à présent à Mr. *Hidgen* de traiter ces Pré-
 tentions d'injustes si long-tems qu'il lui plaira ;
 pourvû qu'il m'accorde seulement cette vérité de
 fait, que tels étoient leurs motifs & qu'ils n'en
 eurent point d'autres. Soutenu de cette vérité
 j'en appelle aux Amis du Docteur les plus preve-
 nus sur son sujet , s'ils croient que tant de Per-
 sonnes de la première Qualité, & des plus puissans
 d'*Angleterre*, auroient voulu hazarder ouvertement
 & de propos délibéré leur vie pour un Roi
 hors de possession , si ç'avoit été un point bien
 certain & bien établi selon la Constitution du
 Gouvernement , que *quiconque étoit en Possession*
de la Couronne , étoit le véritable & légitime Roi.
 Quoi de plus étrange ! qu'au cas que c'eût été
 un sentiment universellement reçu, nos Histo-
 riens ne nous en eussent laissé aucun témoigna-
 ge.

ge. Toute la Grace que je demande au Lecteur est de vouloir bien que je lui mette devant les yeux toutes les prosperitez & Bénédictiones qui accompagnerent le règne de ce Roi , de *Faëto* dont le Gouvernement fut conforme à la Constitution du Docteur.

Henri IV. n'eut pas plutôt pris possession du Royaume , qu'il se trouva sur le point de le perdre par une formidable Conspiration ; il est vrai qu'il eut le bonheur de l'étouffer tout aussitôt , & d'en punir exemplairement les Auteurs ; Mais cela n'empêcha pas que bien des années de son règne ne fussent remplies de troubles & de soulèvemens qui se succedoient les uns aux autres. Et que ce malin Esprit de *Resistance* ne continuât toujours d'animer les *Gallois* contre lui , jusqu'au dernier période de sa Vie. *Mr. Fox* nous dit là-dessus , que bien loin que les jours de son Règne fussent des jours de repos & de tranquillité , ce fut au contraire un tems de Desordre , de Carnage & de Misère. Le desir de revoir le Roi *Richard* , étoit si violent dans tout le règne d'*Henri* , qu'on s'imagina plusieurs années après son décès qu'il étoit encore en vie , sur le rapport qu'on en faisoit ; pour lequel sujet il y en eut plusieurs d'exécutez. Pendant l'espace de six ou sept ans , il ne se passa point d'année qu'on ne formât quelque Conspiration contre le Roi &c. Outre cela *Holinshead* confesse que ce fut dans une grande Perplexité & avec peu de contentement d'esprit qu'il se nomma un Successeur. Ce sont là sans doute d'admirables preuves de la grande soumission & de l'exacte obéissance , dont on s'acquittoit alors envers le Gouvernement établi sur
la

la Constitution du Docteur, & qu'à l'avenir on ne doutera jamais de l'autorité d'un Roi, *de Facto* par la tranquillité du Règne de celui-ci.

L'Auteur conclut ses Remarques sur le Règne d'*Henri IV.* par la réflexion suivante de Mr. le Chevalier *Walter Raleigh*, qui se trouve dans la Préface de son Histoire du Monde, en ces termes. „ *Henri* dont le Droit avoit un léger Fondement, & que la Perfidie éleva sur le Trône; „ qui viola la Foi qu'il avoit donnée aux Seigneurs, à son débarquement; auxquels il „ protesta que son unique dessein étoit de recouvrir son propre Héritage; rompit aussi „ celle qu'il avoit donnée à *Richard* même, aussi „ bien qu'à tout le Royaume, représenté dans le „ Parlement, où il protesta, qu'on n'attenteroit point à la vie du Roi déposé. Après qu'il „ eût joui du Royaume quelques années; après, „ avoir été attaqué de tous côtez par ses sujets, „ & ne s'être jamais trouvé exempt de Conspiration & de quelque soulèvement, il vit, si „ les Ames peuvent voir & discerner quelque chose après la séparation de leur Corps, „ il vit, le Prince son Fils & *Henri VI.* Son Petit-Fils „ massacrez subitement & sans aucune miséricorde, & la Possession de la Couronne pour laquelle il avoit fait repandre tant de sang, passer „ de sa Race à la Postérité de ses Ennemis qui en eut la jouissance. Ennemis; qu'il croyoit devoir être aussi impuissans que la succession du „ Royaume indubitable par les Pratiques qu'il „ avoit faites, afin de la faire assurer par le Parlement à ceux de son Sang. Et sans doute, „ on ne pouvoit juger autrement, selon la Raison humaine, que toutes les précautions du Pere „ secon-

secondée de la valeur & des signalées Victoires d'*Henri V.* son Fils , ne dûsent enlever , aux Competiteurs de leur Famille , toute Espérance de pouvoir jamais la recouvrer de ses mains. Je dis , à en juger par la Raison humaine , cela auroit dû arriver si , au dire de *Casanbon* , il n'étoit pas vrai , qu'un jour , une Heure , un moment suffit pour renverser ce qui paroît avoir ses fondemens & être enraciné dans le Diamant.

J'entre à présent , dit l'Auteur , dans le Règne d'*Henri V.* à qui *Mr. Hidgen* assure positivement , que tout le Royaume fut soumis , sur la Renonciation que le Comte de *Marche* fit lui-même de son Droit à la Couronne , sans faire la moindre tentative pour la reconquerir. Mais il auroit dû savoir que les *Gallois* ne s'étoient pas encore soumis à l'obéissance du Roi dans la 3. année de son règne , parce que l'origine de leur Querelle avec lui étoit qu'ils ne reconnoissoient pas son Droit , comme je l'ai montré amplement. D'un autre côté , il est certain , que le Comte de *Marche* s'engagea sous ce règne dans une Conspiration , dans le dessein de déposer le Roi *Henri* & de mettre la Couronne sur sa Tête ; il étoit convenu avec le Comte de *Cambrige* son Beau-frere , d'aller avec lui dans le Pais de *Galles* ; où ils avoient résolu de déclarer *Henri* de *Lancastre* Usurpateur d'*Angleterre*. Et on apprend du Comte de *Cambrige* que le Comte de *Marche* lui avoit dit , que tous ses Confesseurs lui avoient imposé pour Pénitence de réclamer ce qu'ils apelloient son Droit. D'ailleurs on sait qu'*Henri V.* pardonna audit Comte pour avoir trempé dans cette Conspiration. Il n'en faut pas davantage pour

pour faire voir, que le Docteur a fermé les yeux sur cet endroit de l'Histoire, lorsqu'il nous veut persuader, que ce Comte ne forma jamais aucunes prétentions sur la Couronne. C'est la vérité, que dans la suite il donna à *Henri V.* toutes les assurances imaginables de sa parfaite soumission; en considération de quoi ce Prince l'employa dans les Offices les plus Honorables & les plus importants; dont il s'acquitta avec une grande Fidélité jusques au tems de sa Mort, qui arriva dans la troisième année d'*Henri VI.* Je suis donc d'accord avec le Docteur, que dans tout cet espace de tems que le Comte de *Marche* se fut soumis à *Henri V.* que le Droit de ce Roi étoit assés bien fondé. Car je ne fais point de difficulté de croire qu'il ne soit très-juste que tout Particulier & inférieur jure Fidélité & obéissance, selon le devoir d'un bon sujet, à celui qui a reçu le même serment de la part du véritable Héritier. Et j'estime que c'est là pareillement le cas où se sont trouvez les Peuples d'*Angleterre*: pendant la plus grande partie du Règne d'*Henri VI.* Car après que le Duc d'*York*, à qui le Sang donnoit de plus justes prétentions à la Couronne, se fut engagé par plusieurs sermens souvent réitérez, de lui rendre obéissance, comme à son légitime Prince, qui pouvoit raisonnablement vouloir être *Non-jurant*, & refuser de se conformer à un si grand Exemple? En cela le Docteur doit reconnoître que je lui cede un Point, qui lui tient fort à cœur. J'admets comme une vérité, que *Richard* Duc d'*York*, & son Fils, qui fut depuis Roi sous le Nom d'*Edouard IV.* étoient étroitement engagez de garder leur Foi à *Henri VI.* Ce sont des vérités de fait trop évidentes pour être contestées:

mais

mais aussi il faut qu'on m'accorde qu'*Henri V. & VI.* ont été des Rois de Droit *de jure*, aussi bien que de Fait, *de Facto*; c'est-à-dire qu'ils avoient un Droit à l'obéissance des sujets fondé sur d'autres Titres que la Possession; & que par conséquent ces Rois ne sont d'aucun service au Docteur. Car il n'est pas question, si les Princes ne deviennent pas légitimes par la Cession du véritable Héréditaire; c'est ce que ses Adversaires lui ont accordé; mais si la simple Possession, exclusivement à toute autre considération, peut transporter un Droit à l'obéissance qu'un sujet doit à son Souverain; Nous voyons par là qu'il n'a plus pour lui les deux Rois, *de Facto* qui servoient de principal appui à sa Constitution chimérique. Mais quelque perte qu'il fasse en cette rencontre, il la croit réparer d'un autre côté; car de là il croit montrer évidemment qu'*Edouard IV. & son Parlement* sont blâmables d'avoir appelé *Henri V. & VI.* des Rois en effet, mais non pas de Droit; comme si ç'avait été la première fois que cette Distinction eût été mise en usage; au lieu que le jugement rendu par la Chambre des Pairs dans l'Apel de *Richard Duc d'York* étoit fondé dessus: Puisqu'il est certain qu'ils n'auroient pas déclaré le Droit du Dernier, inaliénable, s'ils avoient reconnu *Henri VI.* pour Roi de Droit, *de jure*. Mais, demandera le Docteur, comment pouvoient-ils raisonnablement, donner une pareille sentence, vû que la Maison d'*York* s'étoit librement départie de son Droit, par les différens sermens qu'elle avoit fait solennellement? Ne lui étoit-il pas permis de renoncer à ses prétentions à la Couronne, si tel étoit son plaisir?

plaisir ? Et ceci ne fut-il pas en effet exécuté lorsque ceux de cette Maison jurèrent obéissance à Henri VI. ? Je répons, que la Chambre des Pairs qui fut rendu l'Arbitre de cette affaire, fut d'un autre avis. Car après avoir ouï toutes ces objections qui purent être faites contre le Droit du Duc d'*York*, entre autres ses sermens réitérez de Fidélité, en qualité de sujet Lige, sur lesquels on insista fortement, il fut conclu & arrêté que *le Droit dudit Duc d'York étoit inamissible*. Au jugement donc de cette suprême Cour de Judicature, le Duc d'*York* étoit encore en droit, malgré ses sermens, de réclamer la Couronne; & elle se crut obligée en justice, de porter ce jugement en sa faveur. Pendant tout le tems que le Duc d'*York*, qui conservoit son Droit héréditaire, garda son Serment & fut à *Henri*, je ne vois aucune raison pourquoi les sujets n'auroient pas aussi juré avec justice & obéi avec soumission. Mais du moment que ledit Duc recommença de prétendre à la Couronne sur le Droit qu'il y avoit, ce fut une nouvelle difficulté, savoir, si les sujets étoient obligez de rendre Foi & Hommage au légitime Héritier, ou au Roi en Possession à qui ils l'avoient déjà fait.

Le premier Article qu'on objecta contre les prétentions du Duc fut, que les Seigneurs devoient se resouvenir du serment qu'ils avoient fait à *Henri*, à quoi toute la réponse qu'y fit le Duc se réduisoit à ceci, *Qu'on ne devoit garder aucun Serment qui tendoit à supprimer la vérité & la Justice*; & il entreprit de prouver clairement devant aucun Juge en matières de Conscience que les Seigneurs étoient obligez de *persistar dans la Vérité & la Justice de son Droit*,
malgré

malgré aucun serment de Fidélité ou autre, fait par lui ou par eux. * Les Seigneurs pouvoient s'ex-cuser du serment fait à *Henri* sur plusieurs cau-ses ; sur l'ignorance des Faits nécessaires pour éclaircir le Droit du légitime Héritier ; sur le si-lence qu'il avoit gardé à l'égard de son Droit ; & sur le serment qu'il avoit lui-même prêté au Roi en Possession. Mais d'abord qu'il eut de-claré publiquement ses prétentions, & que le Droit du Duc à la Couronne eut été exposé au jour devant les Seigneurs, alors il est clair que leur serment à l'égard du Roi *Henri* étant con-tre un Droit manifeste, ne pouvoit être d'aucu-ne obligation ; car c'étoit une Maxime établie selon les Loix Canoniques, que le serment n'a-voit pas été institué pour être un lien d'iniquité ; comme on le peut voir dans les Décretales † de ce tems-là, où ces sortes de Loix ont été insérées avec celles ci, qu'un serment fait au préjudice d'un Droit supérieur, n'étoit point valide ; & qu'un ser-ment dû à l'un mais fait à l'autre, étoit illicite, & devoit se faire & se garder à celui à qui il étoit dû. C'est ainsi que les Seigneurs étoient obli-gés selon le Droit Canon de faire & de garder leur serment ; & que pource qui est de celui que le Duc avoit fait au Roi, il en pouvoit être, selon les mêmes Loix, universellement reçues & la commune opinion des Docteurs en Theolo-gie, déchargé ; s'il l'avoit fait pour conserver son Bien, sa Liberté & sa Vie. Il est inutile ici de mettre en dispute la force de ces motifs. On doit bien juger par la situation des affaires de ce tems-là, que si le Duc avoit formé aucunes

I

Pré-

* Rot. Parl. 19. Hen. 6. n. 14.

† Decret. Greg. 9. L. 2. tit. 24. c. 19. 22.

Prétentions à la Couronne , qu'il eût arboré l'Etendart Royal , où qu'il eût refusé de jurer fidélité au Roi *Henri* , il se seroit exposé avec toute sa Famille à une ruine inévitable. C'est pourquoi il répondit à l'objection qu'on fit là-dessus en présence des Seigneurs , *qu'il s'étoit abstenu de faire valoir son Droit & ses Titres, pour obéir au tems & pour les causes qui étoient assez connues de tout le Royaume.* En effet le danger d'une telle entreprise paroissoit évidemment à tout le monde. Comme donc le silence où il fut forcé n'étoit point une Cession de son Droit , parce qu'il étoit imposé par une cause suffisante , aussi son serment de Fidélité ne signifioit point une renonciation absoluë ; parce que conformément à la Loi & à l'opinion reçue en ces tems , il avoit été extorqué par la crainte, & fait par le Duc pour la conservation de sa vie aussi bien que de ses biens , *pro vita & rebus servandis.* *Henri* de son côté ne recevoit aucun Droit , en recevant ce serment qu'il exigeoit par force , parce que cette Exaction étoit une injustice & un Pouvoir usurpé. Et le Duc du sien , quoi qu'il n'eut pas dû le faire , eût-il dû gagner tout le Monde , cependant après l'avoir fait il en étoit déchargé par le Droit Canon. C'est pour cela que le Pape lui accorda une dispense , qu'on croyoit , alors , suffisante pour le delier de cet engagement. Je suis bien éloigné de croire , que le Pape ait le pouvoir de dispenser des sermens , & de justifier la morale relâchée des Casuistes sur ce sujet. Mais si nous voulons juger des Actions des Princes du tems passé , & examiner la validité des Actes qu'ils ont faits , il nous faut avoir égard , aux Loix , à l'usage & aux sentimens qui régnoient alors ,

& regler dessus notre jugement. De tout tems le Genre humain qui a eu en horreur la violence & l'usurpation, comme des voyes qui tendent à la destruction de la société, s'est toujours accordé en ce point, de rendre nul & invalide tout ce qui a été fait par ces voyes. Non seulement les Princes, mais encore tous les autres Hommes de quelque condition qu'ils fussent, se sont toujours estimez exemts, de garder les Promesses & les sermens, qui ne se peuvent executer sans un notable préjudice, & que la crainte de perdre la Vie, la Liberté & les biens de fortune avoit fait faire par force; & de célèbres auteurs * qui ont écrit de la Loi naturelle, soutiennent positivement la nullité de ces sortes d'obligations. En un mot si le serment du Duc d'York avoit été examiné par quelque Cour Ecclesiastique, comme il le demanda, il est certain qu'il en auroit été déchargé. C'est ce qui fit, que les Seigneurs tant spirituels que temporels, déclarerent dans la Chambre haute, que, nonobstant son serment & le leur, le Droit qu'il avoit à la Couronne ne pouvoit être aboli. Leur jugement étoit conforme à l'opinion générale de toute la Nation qui estimoit alors, que la Maison d'York avoit un Droit incontestable, que les sermens qu'elle avoit été obligée de faire, n'avoit pu détruire. Que si malgré tout cela, *M. Hidgen* demeura ferme dans son sentiment, que *Richard* Duc d'York & son Fils étoient, en vertu de leur serment, indispensablement engagez à *Henri VI*, & qu'il n'y avoit aucune Autorité, hors aussi bien que dans le Royaume, qui pût rompre le lien de leur obligation; je dirai que ceci peut-

* *Puffend. de Jur. Nat. lib. 4. c. 2. sect. 8.*

être vrai , sans cependant empêcher que la Sentence des Pairs ne fût selon les règles de la justice & de l'Équité. Ils ne prétendoient pas déterminer *ce que ces Princes devoient faire selon les Loix de la Conscience , mais ce à quoi ils étoient obligez par les Loix du Païs , dont ils étoient les propres juges.* „ Quiconque donc condamne leur „ procédé à cet égard , oppose son jugement „ particulier à celui de toute une Nation ; à qui „ nous devons céder , par honnêteté , d'avoir „ mieux entendu la Constitution du Gouvernement de ce tems-là , que nous ne pouvons „ faire dans celui où nous sommes ; & selon les „ devoirs de la charité , il nous faut croire „ qu'elle s'y est conformée en tout ce qu'elle „ fait ; “ au sentiment même du Docteur dont les propres Paroles viennent d'être rapportées.

C'est dans une pareille situation que je considère l'affaire du Duc dont voici le Cas. Il auroit pû conserver sa qualité de sujet , s'il l'avoit jugé à propos , & que son Ambition lui eût permis de se contenter de cet Etat ; mais quel parti les Seigneurs pouvoient-ils prendre , dans le cas que le Duc d'York ne voulût pas s'abstenir de réclamer son Droit ? Tout ce qu'ils avoient à faire étoit de considérer sans partialité le point qu'on leur proposoit à décider. Ils l'ont fait enfin & ont résolu qu'il étoit encore en liberté de prétendre au Royaume , & que la Possession lui en étoit due. Puisqu'ils l'ont ainsi jugé , qui présuamera d'avancer , qu'ils ont agi selon leur Caprice & contre la Loi ? Si un simple sujet jure à quelqu'un qu'il l'a injustement dépouillé de son Bien , qu'il

qu'il ne fera jamais aucune démarche pour le ravoir ; & qu'il recoure cependant à la justice , elle le mettra aussi-tôt en possession, nonobstant l'engagement qu'il a juré, mais que la Religion *peut-être* l'obligerait de garder. Il y a d'autres Cas, où le semblable arrive. Un Homme perd au jeu une somme d'Argent au delà de ce qu'il lui est permis par l'Acte de Parlement ; il s'oblige sous serment de la payer. Une telle Dette peut-être juste en Conscience, quoique la Loi ne le forcera pas d'y satisfaire. Dans cette rencontre la Loi ne prétend pas annuler son serment ; mais elle refuse seulement d'être favorable à la Partie à qui il a été fait, comme indigne d'être écoutée dans sa demande. Puis donc que la Loi prend un si grand soin des Droits qui regardent les Particuliers, qu'ils n'ont pas le pouvoir d'aliéner leur propre Bien, par aucun serment, ou transport contraire aux Coutumes du País & aux Loix prescrites ; à plus forte raison devons-nous croire que *les Droits des Princes & des Héritiers d'une Couronne sont au moins defendus par la Loi, avec autant de force & de précaution contre le tort qui pourroit leur être fait, même de leur consentement.* De sorte qu'il est tout clair que les Seigneurs ont dans le Cas en question fondé leur Jugement, sur cette force croyance que les sermens faits par *Richard Duc d'York* n'étoient point censez une Rénonciation, qui ne pouvoit se faire valablement, sans observer les Formes requises dans une pareille occasion.

On demandera, continuë toujours l'Auteur, de quelle maniere donc un légitime Héritier de la Couronne pourra-t'il renoncer à son Droit, si les sermens & les Soumissions de *Richard Duc*

d'*York* n'étoient pas suffisans pour cela ? Ma Reponse est, qu'une Rénonciation, pour avoir son effet & être selon la Loi, ne peut être faite qu'en présence & avec la participation des trois Etats du Royaume, comme il paroît manifestement par les procédures mêmes qui furent faites au sujet de *Richard* Duc d'*York*. Car quoique les Seigneurs n'estimassent pas que son Droit eût perdu rien de sa force, par ce qu'il avoit fait, ils étoient pourtant convaincus qu'il étoit en son pouvoir d'y renoncer effectivement, en la présence & avec l'approbation des deux Chambres du Parlement. C'est pourquoi, quelque déclaration qu'ils eussent faite, que son Droit étoit inalienable, ils ne laissèrent pas de croire, qu'il étoit expedient pour la Paix du Royaume, qu'il consentit, qu'*Henri VI.* demeurât le reste de sa vie sur le Trône; lequel consentement ayant été donné & ratifié en plein Parlement, ce fut alors, & seulement pour ce tems-là, qu'on pouvoit dire que *Richard* Duc d'*York* avoit fait une entière & parfaite Rénonciation. Et de peur qu'on ne me soubçonne d'avancer une Opinion particulière sans aucune autorité, j'espère que le Passage suivant de *Mylord Hale* Chef de Justice, me mettra à couvert de ce reproche. „ Un Roi, dit-il, „ qui du consentement du Parlement, prend un „ autre pour être son Collegue dans l'administration du Royaume, *in consortium Imperii*, reste „ toujours Roi, comme il est arrivé jusqu'à la „ 25. année du Règne d'*Edouard III.* Nous n'en „ avons eu aucun exemple dans ce Royaume „ qu'au tems d'*Henri II.* qui associa son Fils à „ la Royauté, avec une espèce de subordination; „ en sorte qu'il y avoit *Rex Pater & Rex Filius*

„ le Roi le Pere & le Roi le Fils. Mais il faut
„ observer, qu'*Henri II.* ne se dépouilla pas de
„ la Souveraineté, comme quelques uns se le
„ font imaginé; qu'au contraire il se reserva
„ l'Homage Lige & l'obéissance Feale de la
„ part de ses sujets, aussi bien même que de son
„ Fils. Quoique son Fils fut Roi, il n'étoit ce-
„ pendant qu'un Roi subordonné à son Pere;
„ de manière que tout Roi qu'il fut à quelques
„ égards, par raport aux sujets qui auroient été
„ coupables de Lez-Majesté, s'ils avoient conspiré
„ contre sa vie, il n'étoit cependant qu'un sujet
„ par raport à son Pere; qu'il n'auroit pû entre-
„ prendre de déposséder, sans se rendre lui-même
„ Criminel de haute Trahison. Au surplus,
„ cette Communication de la Souveraineté ne
„ pouvoit se faire sans le consentement du Parle-
„ ment. Car de même qu'un Roi ne sauroit
„ faire cession ou se démettre de son Office de
„ Roi, sans le même consentement, il ne pour-
„ roit non plus sans cela communiquer son Au-
„ torité Souveraine. Il y avoit beaucoup de
„ jugement dans l'expression dont se servit la
„ Reine *Elisabet*, lorsqu'elle répondit, à ceux
„ qui la pressoient de se marier, qu'elle avoit
„ épousé son Royaume. Il y a un sacré Lien
„ entre le Roi & le Royaume qui ne scauroit
„ être délié, sans le libre & mutuel Consente-
„ ment des deux en plein Parlement. Les au-
„ tres Royaumes ont fourni des Exemples de
„ Cessions & de Rénonciations volontaires,
„ qui ont pû être légitimes selon la Con-
„ stitution de leur Gouvernement. Mais
„ le Roi d'*Angleterre* ne peut par les Loix renon-
„ cer à sa Souveraineté, à moins que son Con-

„ sentement & celui du Parlement n'intervien-
 „ nent ensemble. Pour les Rénonciations qui
 „ furent extorquées d'*Edouard II.* & de *Richard*
 „ *II.* par la force & la violence, afin de fa-
 „ voriser les Usurpations qui suivirent, ne
 „ furent que des Actes procurez par la perfidie
 „ & l'injustice, dont on ne doit faire mention,
 „ que pour les détester.

Il faut avouër que Mylord Chef de justice ne parle que de l'Abdication d'un Roi, sans toucher à celle d'un véritable Héritier, qui n'est pas en Possession; mais il est certain que les Sujets d'*Angleterre* sont autant concernez dans le second que dans le Premier, auxquels ils ont également juré obéissance. C'est pourquoi il leur appartient d'être bien assurez, que l'Abdication faite par les légitimes Héritiers, a été libre & volontaire. Ce qui ne peut être exécuté à la satisfaction de tous ceux qui y sont interressez qu'en présence du Parlement. D'ailleurs, supposé que le serment fût un moyen suffisant pour transporter un Droit à celui à qui ils sont faits, il n'y auroit pas de doute que les Rois ne pussent abdiquer leur Couronne, sans sa participation, aussi bien que le Duc d'*York* renonça selon le Docteur, à son Droit Héréditaire. Sur quoi, tout bien considéré, j'ose avancer qu'il n'y a aucun Royaume dans le monde, qui se soit déclaré plus clairement & plus expressément en faveur du *légitime Héritier hors de Possession*, & par conséquent contre l'Autorité d'un Roi regnant ou qui a regné *de Facto*, qu'à fait le nôtre dans le Cas particulier que nous traitons ici. Car nous y voyons un jugement donné contre une Famille qui a possédé le Trône près de soixante ans, & dont

dont l'autorité a souvent & solennellement été reconnue par les soumissions & les sermens de tous les Grands du Royaume, & de ceux mêmes qui ont depuis redemandé la Couronne comme leur Héritage; d'où la conséquence qui suit est bien naturelle, que selon la Constitution du Gouvernement Anglois, le légitime Héritier ne sauroit aneantir son Droit par quelque Hommage, ou serment d'obéissance qu'il fasse; mais qu'il est toujours en liberté de le réclamer, quand bon lui semble, en ce qu'il ne peut jamais être entièrement aboli, que par la libre & expresse abdication qu'il en fait en plein-Parlement.

Il est vrai que la Déclaration des Seigneurs est estimée, par le Docteur, comme un effet de leur Partialité, lorsque le Roi *Henri VI.* étoit Prisonnier & le Duc d'*York* devenu, par la dernière Victoire qu'il avoit remportée, le Maître absolu du Parlement. Mais le Point à présent en dispute est touchant la validité & l'Obligation de leur jugement; & non pas des moyens, dont on se sert pour l'obtenir. Ces moyens auroient pu avoir été injustes, & cependant avoir causé des Actes d'une autorité incontestable. Autrement *Magna Charta*, la Grande Chartre, devroit être rejetée comme nulle & invalide, puisque certainement on n'y a consenti que par la force & la violence des Armes. Il suffit pour notre sujet que ce jugement fut donné dans une pleine Assemblée des Pairs; que les Amis du Roi *Henri* ne furent pas seulement en liberté, mais encore instamment priez, par le Chancelier, d'objecter tout ce qui pourroit servir à la défense de son Droit; que l'Accord passé entre le Roi *Henri*, & le Duc d'*York*, du consentement des deux

Chambres & confirmé par le Roi *Henri* étoit fondé sur le même jugement. Enfin on doit bien prendre garde, que cet Arrêt n'a jamais été révoqué ou censuré, comme s'il avoit été donné injustement & contre les loix, mais qu'au contraire on l'a toujours estimé, pour devoir servir de Règle à la conduite qu'il falloit garder à l'avenir, si un pareil Cas arrivoit. Il y a bien quelques vieilles Croniques de ce tems-là, où le procédé du Duc d'*York*, dans le Parlement, est rapporté d'une manière qu'on croiroit véritablement, que le Roi *Henri* fut Prisonnier pendant toute la séance, ou qu'il n'y comparut jamais, & n'eut point de part aux procédures qui s'y passèrent; car on raconte que le Duc d'*York* se plaça sur le Trône, à l'ouverture du Parlement, & fit aux Pairs une longue Harangue avec tout l'air & l'autorité d'un Roi; mais il est certain que les Registres du Parlement, sont plus dignes de Foi, lesquels nous représentent les Choses d'une toute autre façon. Nous y trouvons que le Parlement commença sa séance en présence du Roi *Henri*, qui étoit assis sur son Trône, dans la Chambre Peinte de son Palais à *Westminster*. Quelques jours après, les Prétentions du Duc d'*York* furent présentées au Grand Chancelier non par le Duc, mais par son Conseil, qui délivra aussi ses Réponses aux Raisons alléguées en Faveur d'*Henri*. Une seule chose doit être ajoutée à ceci, c'est qu'en vertu de cet Arrêt, *Edouard* Comte de *Marche* representa, après la Mort du Duc, son Droit à la Couronne, dont il obtint aussi-tôt la Possession; ce qui verifia les paroles de son Pere, & qui méritent d'être remarquées qu'il peut arriver qu'un Droit soit surfis pour

pour quelque tems, & être comme enseveli dans le silence, mais qu'il ne peut se corrompre ni périr. *

Après avoir examiné toute la Liste que M. *Hidgen* a donnée des Rois qui ont régné de *Faëto*, depuis *Guillaume* le Conquerant, jusqu'à *Richard III*; je me persuade que j'ai au moins donné occasion de douter, si la plupart de ces Rois n'ont pas eu un meilleur Droit que celui qui leur est attribué par le Docteur. Je crois néanmoins avoir prouvé que l'obéissance qui leur a été rendue n'a point été une suite de son Principe. Si jamais on avoit dû agir par son Principe, ç'auroit sans doute été au sujet d'*Henri VI*. puisqu'il pria instamment ses Amis, de s'imaginer tout ce qu'ils pourroient de plus fort, pour défendre sa Cause contre les Prétentions de *Richard Duc d'York*. Mais il est tout visible, que de toutes les raisons qu'on aporta pour sa défense, on ne pensa jamais à celles du Docteur, qui auroient été d'un grand poids; ou bien qu'elles ne purent prévaloir sur celles qui leur furent opposées, comme elles auroient dû, si elles avoient paru faire une partie essentielle de notre Constitution, ou être du moins compatibles avec la forme qu'elle prescrit au Gouvernement. Que le Lecteur ait la bonté d'observer, qu'entre les Raisons apportées pour rendre obéissance aux Rois regnans de *Faëto*, je n'ai point fait mention de l'autorité du Pape; qui quelque peu considérable qu'elle fut alors, selon qu'il plaît au Docteur de l'assurer, a toujours été interposée dans les disputes de ce tems-là. Il seroit aisé de faire voir par plusieurs exemples qu'on y avoit beaucoup d'égard, mais il me suffira, pour le present, de faire souvenir le Docteur

* *Rot. Par. 39. Hen. VI. n. 16.*

teur que ces Princes qu'il a insérés dans sa Liste employèrent leurs premiers soins , pour appuyer leur Droit de l'aprobation du Pape ; laquelle n'auroit pas mérité la peine qu'ils se donnoient pour l'avoir , si elle ne leur avoit pas été de quelque avantage dans l'esprit de leurs sujets. *Guillaume le Conquerant* apporta avec lui en *Angleterre* une Bannière qui avoit été benite par le Pape ; & lui , aussi bien que ses Fils , quelque fermeté qu'ils eussent pour s'opposer à lui , lorsqu'il empiétoit sur leurs droits , étoient toujours bien aise d'entretenir une bonne intelligence avec le St. Siege. Le Roi *Etienne* soutint son Droit de la Confirmation qu'il avoit reçue du Pontife pour posséder le Royaume. Tout le Corps des Evêques lui jurèrent fidélité une seconde fois , pour obéir au Siege de *Rome* ; & peu de tems après , il refusa absolument de Couronner *Eustache* son Fils , purement à cause d'un Ordre qu'il avoit reçu du Pape qui le leur défendoit. Pour ce qui est du Règne du Roi *Jean* , le Docteur paroît assez convaincu des Egards qu'on avoit en ce tems-là pour l'autorité du Pape. Qu'il pense un peu à ce qu'a rapporté un Auteur * *François* qui a écrit en vers les Troubles du Règne de *Richard II.* dont il fut lui-même témoin. Cet Auteur l'avertit, *Que l'Archevêque Arundell obtint une Bulle du Pape , qu'il lut publiquement au Peuple , par laquelle le Pontife offroit indulgence plénière à tous ceux qui assisteroient le Duc de Lancastre contre Richard II.* Les trois *Henris* de la Maison de *Lancastre* n'estimerent pas que ce fût un petit avantage , dans la situation de leurs affaires que de s'être rendu le Pape Favorable.

Ce

* *Bibb. Harley. 68. c. 23. fol.*

Ce n'est pas que dans la suite on n'ait dit que sa Sainteté poussa l'ingratitude si loin qu'il abandonna *Henri VI.* & dispensa le Duc d'*York* de tous les sermens qu'il lui avoit faits. Et cette circonstance est bien digne de l'attention du Docteur ; parce qu'il souhaite que ses Adversaires prouvent comme les Papes ont jamais exercé leur prétendu Pouvoir de dispenser les sujets de l'obéissance à leur Souverain. En dernier lieu, la Dévotion d'*Henri VII.* envers le St. Siege, & le fonds qu'il fit sur la Confirmation de son Droit par le Pape, sont des faits si connus, qu'on n'en peut douter. Au commencement de son Règne on dépêcha une Bulle en *Angleterre*, à dessein de lui assurer le Trône ; laquelle lui parut d'une si grande conséquence, qu'il obligea l'Archevêque de *Cantorbery* d'envoyer ses Mandemens à tous les Evêques, pour en coucher le contenu dans leur Registres. Dans la 13. année de son Règne on renouvela la même Bulle, avec une nouvelle Confirmation de ses Droits que le Pape *Alexandre VI.* lui accordoit, sous peine d'Excommunication à tous ceux qui troubleroient son Gouvernement. C'est pour cela, que tous nos Historiens ont pris soin de nous assurer qu'*Henri VII.* se reposa beaucoup sur ces Bulles.

Il faut dire la vérité, qu'aucuns de nos Princes n'ont été si dévoués aux Papes, que ceux qui ont eu le moins de Droit ; parce qu'ils ont cru qu'il étoit de leur intérêt d'accorder au Siège de *Rome* de grands & d'injustes Pouvoirs, afin de se concilier sa Faveur & sa Protection. C'est ainsi que le Roi *Etienne*, pour obliger le Pape en reconnaissance de son bon Office d'avoir

voir confirmé son Droit, souffrit son Légat exercer un degré d'Autorité en *Angleterre* qu'on n'avoit jamais voulu souffrir ; & c'est sous son Règne que les Apels à *Rome* ont pris leur première Origine. *Henri IV.* qui se trouva dans la même nécessité de recourir au Pape, pour le soutenir sur le Trône qu'il possédoit injustement, ne manqua pas de lui faire sa Cour. C'est pourquoi, au commencement de son Règne, il lui procura lui-même l'autorité de modifier ou de casser le Règlement des Provisours ; & le premier Acte de Parlement pour bruler les Hérétiques, a toujours été attribué à la reconnoissance qu'il voulut marquer par là au St. Siège. De même, *Henri VII.* ne fut pas moins porté à reconnoître son Bienfaiteur par ses très-humbles services. Il faut aussi avouer que la Cour de *Rome* trouvoit si bien son compte dans ces tems que la succession étoit interrompue, qu'elle ne manqua jamais d'y donner lieu ; comme une occasion très-favorable pour empiéter sur la Couronne.

De là vient que tant pour cette raison, qu'à cause des conditions desavantageuses que ces sortes de Rois étoient obligés d'offrir à des Grands qui avoient beaucoup de pouvoir, afin de les mettre dans leur intérêt. C'est avec justice que *M. Pryn* a fait cette Réflexion, „ Que les Rois „ qui ont été créés & mis sur le Trône par la „ seule autorité du Parlement & le pouvoir qu'ils „ y avoient eux-mêmes, sans aucun Droit Hé- „ reditaire, ont rarement répondu à l'attente des „ Seigneurs & des Communes, en ce qui re- „ gardoit la Conservation de leurs Loix, & de „ leur Liberté, aussi bien que la Réponse à leurs „ Ro-

Requêtes. De tous les exemples que nous avons de ceci en grand nombre dans les règnes d'*Henri IV. & VII.* je ne ferai mention que d'une. Ceux qui sont informez de l'Histoire de ces Princes savent fort bien, qu'*Henri IV.* n'eût jamais besoin d'en venir à une Bataille avec *Richard* pour disputer de la Fortune ; qu'ainsi il ne pouvoit pas avec justice prétendre avoir obtenu la Couronne à la pointe de son Epée ; mais uniquement par le degout général que tous les sujets de ce Malheureux Prince avoient conçu de lui , & qui fut la cause que tout le monde l'abandonna. Il eut cependant l'assurance en plein Parlement de prétendre , que l'Isle de *Man* lui appartenoit par droit de Conquête ; en vertu de quoi il la donna au Comte de *Northumberland* : Mais toute la Conquête dont il y avoit à se prévaloir , étoit qu'il avoit pris le Chevalier *Scroop* à *Bristol* , & que le même Chevalier avoit eu la tête tranchée par ceux qui tenoient le Parti de ce Roi, lorsqu'il étoit Duc de *Lancastre*, & qu'il cherchoit les moyens de parvenir à la Couronne ; ce n'étoit pas une merveille qu'il donnât cette Isle comme une terre qu'il avoit conquise , si on prend garde qu'il s'étoit proposé de s'attribuer les Couronnes d'*Angleterre* & d'*Irlande* ; non par le Droit d'Héritage, mais bien par celui des Armes ; il l'auroit fait s'il n'en avoit pas été détourné par *M. Thirning* Président de la Cour des Plaidoyers communs. D'où vient que pour en ôter la pensée au Parlement qui s'en doutoit , il fit une Protestation publique , Qu'il ne prétendoit pas, qu'aucun crût, que par le Droit de Conquête , il eût dessein de

,, dé-

„ dépouiller personne de son Héritage , de ses
 „ Privilèges & autres Droits. „ &c. Je me
 suis servi des propres termes de M. *Selden* , qui
 font assez connoître quelle fureté il y avoit
 pour la Liberté des Anglois; si elle avoit été à la
 disposition de celui qui attentoit si-tôt à sa de-
 struction. Pour *Henri VII.* il eut ou plus de
 Courage ou plus de bonheur. Car quoiqu'il fût
 redevable du succès qu'il avoit eu contre *Richard*,
 à la Promesse qu'il avoit faite d'épouser la Prin-
 cesse *Elizabeth* , il se prévalut toujours du Droit
 des Armes & le préfera à tout autre. Pour di-
 re la vérité, il seroit aisé de prouver qu'il gou-
 verna plutôt en Conquerant , qu'en Prince qui
 voulût être estimé le Protecteur de nos Loix.

Après que M. *Hidgen* a fait ses efforts pour
 montrer , que les sujets ont toujours crû que
 l'Hommage Lige étoit dû à tout Roi qui pos-
 sédoit le Trône , sans avoir égard à la Naissan-
 ce ni à aucun Droit independans de la Posses-
 sion ; après cela dis-je il entreprend de prouver ,
 que les Rois de Droit ont franchement déclaré
 eux-mêmes qu'ils avoient la même Opinion.
 C'est à nous à observer , où il a fait une si
 belle découverte. Ce n'est pas plus loin que
 dans nos Annales. „ Elles nous font connoi-
 „ tre , dit-il , très-clairement , qu'incontinent
 „ après le décès ou la deposition de quelque
 „ Roi d'*Angleterre*, que ce fût par l'Autorité ,
 „ & au Nom duquel la Justice étoit admini-
 „ strée , toutes les Actions , PourSuites &c.
 „ dont le jugement apartenoit à quelqu'un
 „ des Cours du Roi , étoient surseïses & les
 „ Parties renvoyées ; en sorte que ceux qui y
 „ avoient porté leurs plaintes étoient contraints
 „ de

de recommencer leurs procédures; cette sur-
 féance a continué jusques à la premiere année
 du Règne d'Edouard VI. où l'on trouva un
 Remede à cela. C'est ce qui arriva après la
 mort d'Edouard IV. dans les Cours d'Edouard
 V. de même que dans celles d'Edouard IV.
 après la déposition d'Henri VI. Une pareille
 chose avint après la mort de Richard III. dans
 la premiere année d'Henri VII. Sur quoi M.
 Hidgen observe, que les Juges du tems d'E-
 douard IV. & d'Henri VII. qui estimèrent
 que toutes les actions & Procès intentez sous
 les régnes d'Henri VI. & de Richard III.
 avoient discontinué par leur mort ou Déposi-
 tion, reconnurent aussi, par là, l'Autorité de
 ces deux Rois, par qui & au nom de qui la
 justice avoit été administrée dans le Règne de
 l'un & de l'autre; Raison, qui est aussi peu
 à l'avantage de ces Rois qu'à celui du Docteur.
 Voici une maniere de raisonner bien étrange &
 tout à fait incompréhensible; car quelle preuve
 est-ce de l'autorité qu'un Roi régnant de *Faëto*
 avoit, lorsqu'il étoit en vie; parce qu'elle cesse,
 quand il est mort. Milord Coke, Chef de Ju-
 stice nous a donné une Raison bien claire pour-
 quoi la surséance des Procès & des Causes étoit
 inévitable, dans ces tems qui suivoient la Mort ou
 la déposition de quelque Roi; c'est, parce que
 toutes leurs Commissions expirent en même tems
 qu'eux; par conséquent les Cours de Judicature
 étoient alors dépourvuës de juges pour y pré-
 sider, Elles n'avoient point de propres Offi-
 ciers de qui l'exécution des Ordres de la Cour
 dépend. Si on veut donc savoir quel est le rai-
 sonnement du Docteur, le voici. Henri VI. avoit

K

aussi

aussi peu de pouvoir en de certains cas , qu'en avoient eu ses Prédecesseurs ; donc il en eut autant qu'eux à tous autres égards. Ou autrement, *Henri VI.* ne pouvoit lever de Taxes sans un Parlement , non plus que le Roi *Edouard III.* donc il fut un Roi aussi légitime que lui. Il faut certainement juger avec beaucoup de Partialité en faveur du Docteur pour approuver un tel raisonnement.

Que si les Cours de justice qui furent fermées lors de la mort d'*Henri VI.* avoient été ouvertes , & qu'on eut continué à rendre justice, le cas seroit tout différent, on auroit alors pû véritablement assurer que ses Commissions avoient plus de force & de vertu qu'aucune de celles de ses Prédecesseurs , & prouver par ce moyen que *Edouard IV.* reconnut effectivement son Autorité ; mais de la manière que le Docteur aourné son raisonnement , il ne pouvoit pas le faire plus au desavantage de sa Cause. Car s'il étoit vrai , que celui-là est un légitime Roi , après la mort duquel toutes Procédures sont discontinuées dans les Cours de justice , il seroit impossible de trouver un Usurpateur. *Olivier Cromwell* auroit été Souverain à juste Titre , si on prenoit ainsi l'ancienne Constitution du Gouvernement Anglois ; & il faudroit aussi reconnoître l'autorité de l'Etat Republicain qui suivit ; puisque toutes les Procédures, qui avoient commencé dans les Cours de ce tems-là , auroient discontinué au tems du Reétablissement de *Charles II.* sans un Acte que le Parlement passa tout exprès pour le prévenir. Le Docteur n'en demeure pas là , il infere de la surseance des Actions , des Poursuites & qui se

fit à la mort d'*Henri VI.* aussi bien qu'à la deposition d'*Edouard IV.* dans leurs Cours de Justice, que ces deux Rois reconnurent reciproquement chacun leur Autorité. C'est une nouveauté qui doit surprendre le Lecteur, s'il considère, qu'ils se traitoient l'un & l'autre, en toutes les rencontres, des Noms odieux d'*Usurpateurs* & d'*injustes Possesseurs* du Trône. Le Docteur ne peut pas ignorer cette verité à l'égard d'*Edouard*, dont les Actes sont pleins de reproches qu'il fait aux trois *Henris*, d'avoir été des Rois sans Droit & sans Justice; & après que *Henri VI.* eut recouvré la Couronne, il parle d'*Edouard IV.* en termes aussi obligeans. Car il l'accuse d'avoir possédé la Couronne en Trompeur, en Perfide, & en Usurpateur.

M. *Hidgen* passe à un autre raisonnement qu'il fait sur les mêmes Annales. „ Nous y remar-
 „ quons, dit-il, que toutes les Permissions,
 „ Licenses, Lettres Patentes, en un mot que
 „ tous les Actes de Royauté faits par les trois
 „ *Henris* de la Maison de *Lancastre*, aussi bien
 „ que par *Richard III.* furent alleguez & reçus
 „ dans toutes les Cours de Justice du tems
 „ d'*Edouard IV.* & d'*Henri VII.* comme ayant
 „ autant de force dans toutes les procedures ju-
 „ diciaires, que si ç'avoit été les propres Actes
 „ de leurs Ancêtres les plus légitimes. Cette
 „ circonstance est remarquable dans l'affaire de
 „ *Bagot*, surquoi on a beaucoup pressé & dis-
 „ puté au sujet en question. Il y en a qui se
 „ laissent persuader que c'est l'unique exemple
 „ qu'on puisse trouver; mais la verité est, que
 „ les Annales en fournissent bien d'autres. *My-*
 „ lord *Coxe*, Chef de Justice, a cité celui-là seul,
 K 2 „ parce

„ parce que je m'imagine qu'il a cru , que ce
 „ Fait étoit non seulement décisif de lui-même ;
 „ mais encore qu'il étoit l'unique où l'autorité
 „ d'un Roi régnant *de Facto* avoit été mise en
 „ dispute, & cependant décidée par un jugement
 „ favorable ; outre que plusieurs Points de la
 „ Loi qui avoient du rapport à cette Autorité, y
 „ furent apuyés.

Pour répondre à tout ceci , je pourrois revoquer en doute, s'il est en effet vrai, qu'on puisse tant produire d'exemples des Permissions, Licenses & autres Actes des trois *Henris* qui aient été alleguez & receus dans les Cours de Justice du tems du Roi *Edouard IV.* Car après avoir parcouru les Annales de ce Règne, il me faut avouer franchement , que s'il s'en rencontre quelques uns , ils ont échappé aux soins que j'ai pris de l'observer. Il vaut bien la peine de demander au Docteur si ce grand nombre des Faits sont arrivés dans ce même espace de tems , car s'ils ont précédé celui de *Bagot* , il est surprenant qu'ils n'en ont pas prevenu les difficultez ; ou qu'il en eut tant causé aux Cours de Justice, au cas que l'Autorité des Rois en Possession *de Facto* eut été tenue pour indubitable. Mais après tout , s'il produisoit quelqu'un de ces Faits, je le prierois de considerer si les Actes des Trois *Henris* , qu'on trouveroit avoir été reçus dans les Cours d'*Edouard IV.* ne furent pas rendus valides par la Confirmation de ce même Roi. Car s'il arrivoit que cela fût ainsi , je pourrois sûrement m'en rapporter au plus partial de ses Amis, pour juger comment cette preuve qu'il tire des Actes de Permissions, de Licenses &c. des trois *Henris* peut-

peut-être de quelque utilité à la Cause qu'il défend.

Pour ce qui est des Permissions, Licenses &c. de *Richard III.* qu'il plaît au Docteur d'assurer avoir été reciproquement estimées valides en plusieurs rencontres par les Juges d'*Henri VII.* je suis obligé de traiter encore cela d'erreur; parce que je n'ai pas été assez heureux de le trouver malgré toutes mes recherches. Je suis toutesfois convaincu, que si on m'en fait voir quelques exemples, ils ne tourneront pas à son avantage. Mé voici donc arrivé au Cas Fameux que le Docteur appelle Decisif, & qu'il croit être une preuve indubitable, que les Loix d'*Angleterre*, attribuent une pleine & parfaite Autorité aux Rois regnans *de Facto*, par la validité qu'elles accordent à tous les Actes de Royauté qu'ils exercent sous quelques vuës ou dessein que ce puisse être. Je l'exposerais donc au Lecteur d'une manière plus exacte & plus ample qu'il n'a, je croi, été fait jusques ici. Quelques circonstances ayant été omises autrefois dans l'exposition qu'on en a faite; lesquelles sont très-remarquables pour en juger sagement. * Voici le Cas.

„ Le Roi *Edouard IV.* en considération des
 „ bons services que lui avoit rendu *J. Bagot*, lui
 „ accorde, par ses Lettres Patentes, datées l'an
 „ 4. de son Règne à lui & à *G. Smirendon*, aussi
 „ bien qu'à leur survivant, l'Office de Clerc de
 „ la Couronne dans la Cour de Chancellerie,
 „ après la Mort, ou la Demission; &c. du
 „ nommé *Guillaume Rous* qui en étoit en Posses-
 „ sion. La sixième Année du même Règne
 „ *Guillaume Rous* se demet de cet Office; alors
 K 3 „ les-

* 9. *Edon.* 4. 3. *Term. Trin.*

„ lesdits *Smirendon* & *Bagot* en prennent aussi tôt
 „ possession, en vertu des Lettres Patentes ci-
 „ dessus mentionnées; & continuerent dans cet
 „ Office jusques à ce qu'un nommé *Tho-*
 „ „ *mas Ives* les en dépouilla, prétendant aussi
 „ avoir des Lettres Patentes datées de la sixième
 „ année du Règne d'*Edouard IV.* *J. Bagot* &c.
 „ là-dessus intente Procès à *Thomas Ives*. Le
 „ même *Ives*, comme Défendeur, allégué contre
 „ *Bagot*, qu'il étoit Etranger, né hors des dé-
 „ pendances du Roi d'*Angleterre*, & sous l'o-
 „ béissance de *Charles* Roi de *France*, le grand
 „ Ennemi du Roi. Surquoi *Bagot* fait voir une
 „ Patente de Naturalité qui lui avoit été accor-
 „ dée par le Roi *Henri VI.* l'an 37. de son ré-
 „ gné. *Ives* réplique que, tous les Actes de
 „ Souveraineté passiez par les trois *Henris*, ayant
 „ été Cassez par un Acte de Parlement, cet-
 „ te Patente n'étoit par conséquent d'aucune
 „ Autorité. Quelque tems après survint une
 „ autre Action entre *Bagot* & *Ives*; ou l'Acte
 „ de Parlement, allégué par le Détendeur
 „ pour annuler la Patente accordée par *Henri*
 „ *VI.* fut mis en question. D'un côté, le Con-
 „ seil de *Bagot* soutint, que la Patente de Na-
 „ turalité accordée à *Bagot* étoit bonne, non-
 „ obstant le susdit Acte, parce que le Roi
 „ *Henri* avoit été Roi Régnant; & qu'il étoit
 „ nécessaire, que le Royaume eût un Roi qui
 „ fit garder les Loix & administrer la justice.
 „ C'est pourquoi, quoiqu'il ne fût Roi que
 „ par Usurpation; cependant tout Acte judi-
 „ ciaire qui avoit été fait par son autorité &
 „ qui appartenait à la juridiction Royale, de-
 „ voit être bon & valide à l'égard du Roi de
 „ Droit,

„ Droit, de jure, qui seroit rétabli. En confir-
 „ mation de quoi ils mirent en avant un Par-
 „ don de Felonie, une Licenſe d'Amortisse-
 „ ment, &c. Qu'ainsi le Roi qui est actuelle-
 „ ment regnant doit profiter de tous les biens
 „ Confisquez à l'avantage d'Henri VI. Que
 „ l'ordre de la Cour pour toute offense qui
 „ aura été commise de son tems, doit être con-
 „ çu en ces termes, *contra Paccia Henrici sex-
 „ ti nuper de Falso & non de jure*, & que
 „ tout Homme doit être jugé de Haute Tra-
 „ hison contre ledit Roi Henri, qui aura com-
 „ ploté sa Mort. Par consequent tous les sus-
 „ dits Actes faits par ledit Roi Henri doivent
 „ être bons, pourvu qu'ils ne soient pas au
 „ préjudice de sa Couronne; car en ce Cas,
 „ ils doivent être annullez par le Roi à present
 „ regnant, en vertu de son ancien Droit. Ou-
 „ tre que le Roi Henri n'étoit pas tout à fait
 „ un Usurpateur; puisque la Couronne lui
 „ avoit été substituée par le Parlement. Là-
 „ dessus M. Billing le Juge, déclara son Opinion.
 „ Qu'il apartenoit à tout Roi, à raison de son
 „ Office, de rendre Justice, & en même tems de
 „ donner des marques de sa Pitié. Que sa
 „ Justice paroisse dans l'exécution des Loix, &
 „ sa Pitié dans le pardon qu'il accordeoit à ceux
 „ qui étoient coupables de Felonie, aussi bien que
 „ dans des faveurs semblables à celle que Bagot
 „ avoit obtenüe, &c. On conclut par dire que
 „ si le Roi à present regnant, eût accordé du
 „ tems d'Henri VI. une Patente pour quelque
 „ Pardon, elle auroit été nulle; car toute Per-
 „ sonne qui accorde quelque chose de sembla-
 „ ble doit être actuellement Roi, & d'autant qu'il

„ avoit été remontré de la part du Défendeur, &
„ que ses Avocats avoient beaucoup insisté des-
„ sus, savoir que *Bagot* étoit étranger, né sous
„ la Domination de *France* & hors des Depen-
„ dances du Roi. Cet Article est nié par *Ba-*
„ *got*, qui assure que son Pere & sa Mere étoient
„ Anglois de naissance ; & qu'il étoit sujet du
„ Roi né dans son Duché de *Normandie* ; ce
„ qui est aussi marqué dans les Lettres Patentes
„ du Roi *Henri VI.* D'autre part les anciens &
„ jeunes Avocats qui étoient du Conseil d'*Ives*,
„ recusèrent ces Patentes d'*Henri VI.* pour n'être
„ pas valides. Car la Condition d'un Roi,
„ disent-ils, ne doit pas être pire que celle d'un
„ simple sujet ; si un sujet est dépouillé de son
„ Bien, & qu'il doit faire abolir les principaux
„ Actes passez contre lui ; à plus forte raison,
„ le Roi doit-il faire le même, se voyant en
„ jouissance de ce qui lui appartient par le Droit
„ qu'il tire du Roi *Richard*, dont il est descen-
„ du. De plus que l'Acte passé la première an-
„ née du Roi *Edouard IV.* qui annulle les Ac-
„ tes des trois *Henris*, n'est qu'une confirma-
„ tion de la Coutume qui est en usage ; ou au-
„ trement du Droit Coutumier ; selon quoi, le
„ Roi par son retour a annullé tous les Actes
„ faits par l'Usurpateur, & c'est pour cette rai-
„ son qu'il a excepté tous les Actes judiciaires
„ dans le susdit qu'il a fait, où il les a déclara
„ rez bons & valides ; mais pour la validité de
„ ces Lettres Patentes, il n'y a aucune Clause
„ qui les regarde. Ils ajoutent pour fortifier
„ leur sentiment, touchant les Actes invalides
„ d'un Roi qui ne l'est que par la Possession,
„ qu'un Traité d'Alliance fait entre le Roi *Hen-*

„ *ri VI.* & aucun autre Prince étranger, à des-
 „ fein même de procurer au Roïaume un avan-
 „ tage, ne doit pas obliger le Roi à présent ré-
 „ gnant. Après les Parties ouïes dans leur dé-
 „ fense de part & d'autre, le Juge *Bryan* s'o-
 „ posa au jugement qu'on vouloit donner en fa-
 „ veur de *Bagot*, sur cette raison ; *que le*
 „ *Roi étant à présent rentré en possession comme*
 „ *Cousin & Héritier du Roi Richard*, la Patente
 „ accordée par le Roi *Henri*, qui n'étoit qu'un
 „ Usurpateur & un Intrus, n'avoit rien de va-
 „ lide. A la fin, après que les Juges eurent
 „ entendu les Parties à diverses reprises, ils dé-
 „ libererent sur cette affaire & leur conclusion
 „ fut. Qu'il n'avoit été rien objecté d'assez fort
 „ pour empêcher que la Cause ne fût jugée, &
 „ par le jugement rendu, *Bagot* fut mis en pos-
 „ session de son Office.

Après le récit véritable que je viens de faire de ce fameux Procès, je ne crains point de m'en rapporter au jugement du Lecteur, pour savoir premièrement si la Mémoire & l'Habileté du Docteur ne lui ont pas fait banqueroute, dans quelque-unes des Observations qu'il nous a données sur ce sujet ; En second lieu, si les conséquences qu'il en tire sont aussi évidentes & aussi justes, qu'il s'imagine. Et enfin, si on en peut espérer quelques Propositions qui puissent servir à son Dessen.

Touchant le premier Article, il ne fait point difficulté de dire, *que le Conseil de la Partie adverse ne nia aucun des points de la Loi qu'on avoit soutenu dans le Plaidoyer de Bagot* ; sur quoi il demande, d'un air ordinaire aux Grands Ecrivains, *quel apparence y a-t-il ; que le Conseil d'une Partie*

adverse n'eût pas répondu, ni rien opposé, à ce qui avoit été allégué en faveur de Bagot, comme il auroit dû, pour défendre la Cause de son Client, s'il avoit été possible de le faire ? Il faut l'avouer, je ne suis pas peu surpris de rencontrer dans l'Ouvrage du Docteur de ces sortes de Passages ; & le Lecteur peut bien remarquer que ce n'est pas sans raison. Il n'y a qu'à jeter les yeux sur ce que je viens de réciter, on y verra la réponse que les Avocats d'*Iuss* font directement à ceux de *Bagot*. N'y voit-on pas clairement que les Demandeurs d'une part nient ce que le Défendeur assure de l'autre ? Les Premiers assurent positivement que les Lettres Patentes d'*Henri VI* sont bonnes & valables, parce que tous les Actes judiciaires d'un Usurpateur doivent être estimez tels, & ont la force d'y engager le Roi, *de jure*, de Droit, après son rétablissement. Mais le second répond que ces Lettres Patentes doivent être nulles, parce qu'autrement la Condition du Roi seroit pire que celle d'un simple sujet. A cause de quoi ils ajoutent que tous les Actes faits par un Usurpateur sont de nulle valeur ; que même les Actes judiciaires n'auroient pas été valides, sans la Confirmation du Roi *Edouard IV*. Pour ce qui est des Lettres Patentes, la même Partie nie qu'elle doivent tenir lieu d'Actes Judiciaires. N'est-ce pas là une manifeste contradiction, de ce que les Avocats de *Bagot* avancent dans leur Plaidoyer, & une négation toute ouverte des points de la Loi qui y sont soutenus. Cela étant, il faut tomber d'accord que le Docteur n'a pas exposé le Fait de bonne foi. „ Le Fait „ de *Bagot*, dit-il, est l'unique, où l'Autorité „ d'un Roi en Possession a été disputée ; quoi- „ que

que cependant elle n'y soit pas contestée selon le Droit de la Coutume ; Car le Conseil du Défendeur contre *Bagot* donna à connaître qu'il étoit prévenu, que l'autorité d'un Roi en Possession étoit valable selon le Droit Coutumier, &c. Il ne peut certainement y avoir rien de plus directement opposé aux paroles expresses des Avocats d'*Ives*, que ce Passage. Je vais les rapporter comme elles sont aussi couchées dans les Annales, où au sujet du premier Acte d'*Edouard IV.* qui annulle les Actes & Concessions des trois *Henris*, il est dit en propres mots. *Cet Acte est seulement une Confirmation du Droit Coutumier ; en vertu duquel Edouard annulla par son retour tous les Actes faits par l'Usurpateur, &c.* Cela signifie-t-il qu'ils étoient prévenus que l'Autorité d'un Roi en Possession de *Facto*, étoit valable selon la Coutume, puis qu'on ne peut pas nier qu'ils n'assurent, que tous les Actes d'un Usurpateur doivent, par la Coutume, être censés de nulle valeur.

Il s'agit de voir à présent si les Conséquences que Mr. *Hidgen* tire de ce Procès, sont aussi évidentes & aussi justes qu'il se l'imagine, pour y réussir, il me faut mettre devant les yeux du Lecteur ; cette grande Maxime qu'il prétend avoir démontrée, qui est, que l'autorité du Roi de *Facto* a été reconnue dans les Cours de Justice d'*Edouard IV.*, qui étoit un Roi de *jure* de Droit. C'est la Conséquence qu'il prétend tirer, premièrement des Raisons du Conseil de *Bagot* ; & en second lieu du jugement qui fut rendu en sa faveur. Il assure donc, par les Raisons de ce Conseil, que la Loi admettoit l'autorité d'un Roi qui avoit regné de *Facto*. Mais ne se pouvoit-il

il pas faire que ces Avocats se trompassent sur ces points, qu'ils prenoient pour une partie de la Loi. Etoient-ils exempts des défauts des plus habiles Jurisconsultes qui se sont quelques fois mépris ? Le Docteur, qui avoit bien prévu cette objection, nous a prévenu en disant que *le Conseil de la Partie adverse auroit sans doute nié ces Points de la Loi, s'ils n'avoient pas été trop évidens.* Mais j'ai déjà montré que son habileté lui avoit manqué dans cette rencontre ; puis qu'il n'y a rien de plus vrai, que les Avocats du Défendeur avoient soutenu que les Points allégués dans le Plaidoyer de *Bagot*, n'étoient pas de la Loi. De sorte que nous voici situez entre deux Conseils opposez l'un à l'autre, & qui par conséquent rendent la Loi contraire à elle-même ; la Question donc demeure encore dans le même état ; nous ne sçavons laquelle des deux Parties avoit raison, ni en faveur de laquelle la Loi se déclaroit véritablement ; & l'autorité des Rois en Possession de *Faëto* est une difficulté qui reste à resoudre. C'est de quoi le Docteur semble être persuadé, car pour appuyer ce qu'il avoit dit, & qu'il ne croioit pas suffisant, il demande, „ s'il y a de l'apparence, qu'on eût osé faire un tel Plaidoyer dans les Cours de Justice „ du tems d'*Edouard IV.* qui s'étoit fait un passage au Trône à travers des torrents de sang, „ & qui étoit si jaloux de la moindre chose qui „ favorisoit les Rois de la Maison de *Lancastre*, „ à moins qu'on n'eût bien sçû que les points „ qui y furent exposez étoient de la Loi. Mais je ne vois rien dans ce Plaidoyer, qui pût donner à *Edouard IV.* ni à son Parti aucun juste sujet de s'offenser. Ce Prince ne pouvoit prendre

dre ombrage que des opinions qui étoient favorables aux Droits & Prétentions des Rois de la Maison de *Lancastre* ; il n'y avoit rien à craindre pour lui de la part de celles qui consistoient à soutenir qu'il étoit juste, de recevoir les Actes Judiciaires des trois *Henris*, & tous autres qui étoient nécessaires pour garder de l'ordre dans le Gouvernement, & n'étoient pas préjudiciables à son propre Droit ; C'est-là, je croi, tout l'usage qu'on peut faire de tout ce qui est compris dans ce Plaidoyer. Mais je veux que l'affaire fût comme le Docteur la représente ; je ne vois aucun jour à sa Conséquence. Ne peut-il pas souvent arriver que des Avocats se donnent, en plaidant leur cause, trop de liberté sur des sujets même d'importance, sans être autorisés de la Loi, dont cependant ils ne sont pas repris des Juges. Ces Messieurs sont-ils si maîtres d'eux-mêmes qu'ils ne sortent jamais des bornes de la Modération ? Ou est-il impossible que les Cours de Justice aient quelque fois trop de douceur & d'indulgence, pour ceux qui prétendent faire passer pour Loi leurs opinions hardies. J'avoue franchement, que si les Juges prirent les raisons du Conseil de *Bagot* dans le même sens que fait le Docteur, & crurent que leur sentiment n'étoit pas véritable, ils auroient dû s'apercevoir de leur témérité, & leur en faire une grosse réprimande ; mais s'ils étoient persuadés qu'ils ne soutenoient que la Vérité, & que tout ce qu'ils avoient étoit conforme à la Loi ; pourquoi donc souffrirent-ils que le Conseil d'*Ives* plaidât avec tant d'assurance, contre une chose aussi sacrée que la Constitution ? Voiez avec quelle audace il assure en présence de la

Cour,

Cour, que le Roi de jure de Droit, après qu'il aura reconstruit son propre Héritage, doit abolir les principaux Actes du Roi qui étoit en Possession. Que le premier Acte d'Edouard IV. qui annule les Concessions des trois Henris, n'est qu'une Confirmation de la Coutume, qui lui donnoit l'autorité de casser tous les Actes de l'Usurpateur qui l'avoit précédé.

Aprendre les Loix & la Constitution du Gouvernement Anglois; dans le sens du Docteur, reçurent-elles jamais un affront plus signalé, & plus insupportable que celui-là? les Avocats donc tant ceux qui étoient Docteurs aux Loix que les autres, lesquels osèrent prononcer ces paroles, auroient du ressentir les effets de l'indignation des juges pour une telle effronterie qui n'eut point sa pareille: Mais puisqu'on voit qu'ils n'essuyèrent rien de semblable, il faut que le Docteur permette à ces Adversaires, d'inferer de leur impunité que la Cour ne trouva rien à redire dans leur Plaidoyer, & voyant que le poids de ses raisons retombe sur lui; il doit être convaincu qu'elles ne méritent pas qu'il insiste d'avantage dessus.

Il ne fera pas hors de propos de faire souvenir, à ce sujet, M. *Hidgen* d'une circonstance qui arriva dans le Procès criminel intenté contre *Algernon Sidney*. On avoit accusé ce Gentilhomme d'avoir écrit des Papiers trouvez dans son Cabinet qui contenoient quelque Trahison. Après en avoir fait la Lecture devant la Cour, il eut l'assurance de dire: Qu'il ne savoit pas la raison pourquoi quelqu'un auroit honte d'en être l'Auteur. „ Car ils paroissent, continua-t-il, être une Réponse à
„ *Fil.*

„ *Filmer*, qui maintient ce Principe, qu'un
„ Roi entré en Possession soit par Election ou
„ Donation, soit par Héritage ou Usurpation,
„ c'est toute la même chose; qui est une pro-
„ position que j'estime avoir été avancée avec
„ une furieuse hardiesse. *Cromwell* lui-même,
„ lorsqu'un Prêtre eut écrit un Livre, où il
„ entreprenoit de prouver, que la Possession
„ étoit l'unique Droit à la Souveraineté; lui-
„ même qui étoit un Tiran & des plus rudes,
„ jugea que ce Principe étoit si odieux qu'il
„ ne pût le souffrir, & traita l'Auteur avec
„ beaucoup de mépris. C'est aussi ce que
„ *Filmer* soutient, quand il assure qu'il n'im-
„ porte de quelle maniere les Rois obtiennent
„ leur autorité, & qu'il attribué aux Usurpa-
„ teurs les plus insignes, le même Pouvoir qui
„ est dû à ceux qui ont le plus de Droit à la
„ Couronne qu'ils portent. Par les mêmes rai-
„ sons, si le plus grand scelerat d'Israël eût tué
„ *Moïse*, *David*, &c. & qu'il se fût emparé
„ de leur Pouvoir, il auroit dû être reconnu
„ pour le Maître Souverain aussi bien que pour
„ le Pere du Peuple. Si donc, Milord, ce
„ sentiment est juste & véritable, il faut que
„ j'avoue, qu'il est dangereux à tout Homme,
„ qu'on trouve chez lui quelque chose que ce
„ puisse être, qui y soit contraire. L'usage
„ que je pretends faire de ce Passage est de mon-
„ trer, qu'il contient un sentiment directement
„ opposé à une partie très-considérable de la Con-
„ stitution du Gouvernement Anglois, si l'Opi-
„ nion, que le Docteur en a est véritable. Il est
„ tout-à-fait incompatible avec ces Principes qu'il
„ assure avoir été indubitablement soutenus du
Droit

Droit Coutumier & des Loix Parlementaires de ces Païs, & confirmez par l'exemple & la Pratique des plus grands hommes, depuis plus de fix cens ans. Cependant le Chef de justice, les Juges, chacun sur leur Siege de justice, l'Avocat & le Solliciteur General & le reste des Habiles gens de la Cour du Roi, laisserent les Loix de la Nation être Condamnez d'une maniere si publique, sans la moindre Censure ou opposition. Que le Docteur me dise à present, si la Presomption peut aller si loin, que le silence de la part de ceux qui presiderent à ce jugement, doive être pris pour un consentement à tout ce que M. Sydney avoit dit, comme à autant de verités ?

En dernier lieu, Mr. *Hidgen* conclut du Jugement donné en faveur de *Bagot*, que la Cour se déclara ouvertement pour la validité de la Patente du Roi en Possession de facto, & par conséquent de son Autorité Royale, quoi qu'elle n'eût pas été confirmée par le Roi, de jure, dans quelque reglement fait exprès pour ce sujet. Pour le coup, cette Déclaration va au fait, & feroit l'affaire du Docteur, si les paroles sous lesquelles elle est comprise étoient véritables; mais il me sera permis d'en douter pour les raisons suivantes.

La premiere est, que le jugement donné en faveur de *Bagot* n'en porte pas avec soi la validité de la Patente d'*Henri VI.* d'où cependant dépend toute la force du Raisonnement de M. *Hidgen.* Car la validité de cette Patente est le grand moyen qu'il employe pour prouver l'autorité d'un Roi régnant de *Faëto.* Mais si le jugement donné n'appuye point le moyen dont il se sert pour y réussir, nous voila justement au même Point ;
ou

où nous étions , & il nous faut attendre quelque autre découverte plus heureuse , avant que nous puissions admettre l'autorité d'un Roi de *Faïto*.

On supplie ici le Lecteur de se souvenir , que le but de *Bagot* dans ses poursuites , étoit de rentrer en possession de l'Office , qu'il reclama sur la Concession qui lui en avoit été faite par *Edouard IV.* & que les Juges , après avoir ouï les Parties plusieurs fois , déclarent , que rien n'avoit été allégué qui fût d'un assez grand poids , pour surseoir le Jugement , & qu'enfin ils prononcent en faveur de *Bagot* la Sentence , portant qu'il rentrera dans son Office , &c. en quoi il ne paroît pas pour quelles raisons ils rendirent cette Sentence. Il est vrai que le Docteur assure , que ce fut en vertu de la Patente d'*Henri VI.* de la validité de laquelle ils tomboient d'accord : Mais quelles marques en a-il ? Ne mit-on point en avant quelque autre raison dans le Plaidoyer de *Bagot* , qui pouvoit leur servir de motif pour se déterminer de son côté ? Au cas que cela soit , il faut que ce Monsieur confesse , que sa Cause est encore douteuse. En effet , quoique *Bagot* se prévalût de la Patente de Naturalité d'*Henri VI.* qui le rendoit capable de cette Office , il ne laissa pas encore d'assurer qu'il étoit né de Parens Anglois dans le Duché de Normandie , qui étoit de la Domination du Roi ; & que par conséquent c'étoit avec justice qu'il prétendoit jouir des Droits & Privilèges des sujets d'Angleterre , quand même on n'auroit point d'égard à sa Patente de Naturalité ; car si cela n'a point de lieu selon la Loi , il nous faut en même tems rejeter toutes les preuves que Mylord *Coke* Chef de Justice raporte au sujet de

Calvin, comme aussi plusieurs jugemens rendus par les plus habiles Juris-Consultes en Faveur des *Post-Nati*, sous le règne du Roi *Jaques I.* Il y a donc quelque probabilité de croire que la Cour fut portée par cette raison à juger définitivement en faveur de *Bagot*. Mais à cette première raison j'ajoute la seconde qui suit.

Quand on estimeroit que la Patente d'*Henri VI.* étoit bonne, en vertu de ce jugement; ceci ne suffiroit pas pour prouver que son autorité fût reconnue dans les Cours de justice du tems d'*Edouard IV.* Par ce que la Patente auroit pu tirer sa validité seulement de l'Autorité d'*Edouard IV.* qui la confirma, sans que pour cela on crut que l'Autorité d'*Henri VI.* avoit été reconnue. Et la vérité du fait est que c'étoit-là tout ce que le Conseil de *Bagot* prétendoit de faire voir; puisqu'il est certain que leur contestation ne rouloit que sur ces deux Points. 1. Que tous les Actes judiciaires faits par *Henri VI.* fussent reçus pour valables. 2. qu'on déclarât que cette Patente de Naturalité pour être un Acte judiciaire.

Au sujet du premier, le Conseil de la Partie adverse ne fait point de difficulté d'accorder que les Actes judiciaires d'*Henri VI.* avoient été rendus valables par le premier d'*Edouard IV.* mais pour ce qui est de la Patente, il ne tombe pas d'accord qu'elle fût de la nature d'un Acte judiciaire. De manière que si l'Opinion de la Cour fut à la fin, comme il y en a quelque apparence, que cette Patente pouvoit véritablement passer pour un tel Acte, elle fut par conséquent confirmée par *Edouard IV.* & sur ce pié, elle servoit suffisamment au but qu'on s'étoit proposé en la produisant. Mais alors elle est seulement une preuve de l'autorité d'*Edouard IV.* sans servir à montrer celle d'*Henri IV.*

Pour

Pour ce qui regarde le second point, M. *Hidgen* sera peut-être du même avis que les Avocats d'*Ives* & niera avec eux que la Patente fût un Acte judiciaire; mais il ne sauroit le faire sans être contraire à ces anciens amis, je veux dire ceux qui eurent la direction du Procès de *Bagot*, sur le jugement desquels il a cru jusques ici pouvoir sûrement se reposer. D'ailleurs il paroît dans les Annales, au sujet d'une autre affaire, que tous les Actes publics couchés sur les Registres de la Chancellerie peuvent être proprement appelés des Actes judiciaires. Car le Chef de Justice *Markham*, ayant exposé ses doutes touchant l'autorité des Officiers de justice (tels que sont ceux qui sont établis pour la Visite des corps qu'on a trouvé morts) qui avoient été choisis du tems d'*Henri VI. Telverton* & *Choke* repondirent, ; que l'Enterinement qui se fait à la Chancellerie, au sujet de l'Election d'un tel Officier, est un Acte public qu'on doit enregistrer & regarder comme un Acte judiciaire; au quel cas tous les Actes judiciaires faits sous le règne du précédent Roi sont confirmés par le Roi régnant & tout son Conseil. Ce n'est pas là seulement une nouvelle réfutation de ce que le Docteur a avancé, savoir que l'affaire de *Bagot* étoit l'unique où l'autorité d'un Roi de Facto eût été mise en dispute; mais aussi une preuve bien claire que la Patente de sa naturalité, étant un Acte public qui doit être enregistré, doit aussi passer pour un Acte judiciaire. Ainsi après avoir bien examiné tout ce qui concerne ce Procès, sur lequel le Docteur a si souvent insisté, comme sur un fait décisif dans la question qui est à présent sur le tapis, nous sommes encore autant dans l'obscurité que jamais;

L 2

puif-

puisqu'il n'est pas certain que les juges ayent cru que la Patented d'*Henri* fût valable ; ou s'ils l'ont cru , il n'est pas certain qu'ils ayent fondé sa validité sur l'autorité de ce Roi plutôt que sur la Confirmation d'*Edouard IV.* D'où vient qu'il reste à montrer que les Cours de Judicature ayent pleinement reconnu l'autorité des Rois en Possession , *de Facto.*

Il y a lieu de s'attendre , que je m'expliquerai un peu plus sur les Points de la Loi contenus dans le Plaidoyer de *Bagot.* Je vais donc tâcher de satisfaire M. *Hidgen* sur cet article ; & je ne doute point que je ne lui fasse connoître , que ces Points de Loi expliquez selon son sens , prouvent certainement trop ; mais que si nous les entendons selon leur naturelle & véritable signification , il est aussi manifeste qu'ils prouvent trop peu.

Je dis que ces points de Loi prouvent trop ; parce qu'ils servent autant à appuyer l'autorité de toute sorte de Gouvernement dominant *de Facto,* que celle d'un Roi régnant *de Facto* ; ce qui est sans doute plus que le Docteur ne pretend , qu'on infere d'aucun de ces Principes. Car après que ces Adversaires lui eurent objecté que les preuves tendoient manifestement à maintenir la validité de tous les Actes publics de l'Etat Republicain & d'*Olivier Cromwell,* qui avoient été ci-devant en régne , on peut bien remarquer avec quelle indignation il reçut le reproche d'une pareille conséquence : Reproche qu'il ne manqua pas de rejeter sur ceux qui avoient voulu le charger d'une absurdité si grossière. Mais quel que danger que je prévoye d'encourir sa disgrâce en lui imputant la même chose , je reconnois

évidemment, que les raisons aportées par le Conseil de *Bagot* autorise autant une République qu'un Roi de *Facto*.

Le premier point qu'on traite de Loi , est qu'il est nécessaire , que le Royaume ait un Roi , sous lequel les Loix soient gardées & maintenues. A ce compte donc un Roi n'est nécessaire qu'à cause du Gouvernement ; n'est-ce pas l'avantage qu'on peut avoir sous l'autorité d'une République ? Il se peut faire peut-être que les Loix soient mieux exécutées par un Roi que par un *Cromwell* ou un Etat Republicain ; mais au cas qu'il ne se trouve point de Roi , il est nécessaire d'établir un autre Gouvernement ; parce qu'autrement les Loix ne pourroient pas être gardées ni maintenues. Quelque Puissance donc que ce soit , à qui nous serons redevable du soin de nous gouverner , elle doit avoir la même autorité , qu'un Roi de *Facto*.

Le Conseil de *Bagot* continuë dans ses Points de Loi dont en voici un autre ; C'est pourquoi quand il ne seroit Roi , que par *Usurpation* , cependant tout Acte judiciaire fait par lui concernant la Jurisdiction des Cours du Roi , doivent être tenus par valables , & le Roi de juré est obligé de les recevoir , quand il a reconvré la Couronne , &c. Ainsi toutes Patentes pour quelque pardon doivent avoir lieu &c. Leur raison est encore par là fondée sur les Principes Généraux de la Justice & de l'Equité. Et pourquoi ces mêmes Principes ne pourroient-ils pas convenir à une République, aussi bien qu'à une Monarchie ? Il est fait mention d'un autre Point qui est , que le Roi régnant à présent aura le profit des Confiscations faites pour le Roi *Henri VI*. C'est ainsi que le Roi

Charles profita pareillement des Biens confisquez pour l'Etat Republicain qui avoit précédé son retour : Pour laquelle raison , cet Etat Republicain étoit un Gouvernement légitime. On dit ensuite ; *Et pour une offence commise du tems d'Henri VI. la Teneur de l'ordre de la Cour sera contra Pacem Henrici sexti nuper de Facto & non de jure , contre la tranquillité du règne d'Henri six ci-devant regnant de fait & non de droit.* Me voici fort embarrassé comment passer outre ; car j'ai de la peine à croire que pour les Delits commis sous la République ou sous *Cromwel*, les Ordres de la Cour eussent dû , sous le règne de *Charles II.* être conçus en ces termes , *contra Pacem Reipublicæ , on contra Pacem Oliveri nuper Angliæ Protectoris* , contre la tranquillité de la République ou contre la tranquillité d'*Olivier* ci-devant Protecteur d'Angleterre , &c. cependant cette formalité, semble selon le sentiment du Conseil de *Bagot* & les Principes du Docteur , avoir été inévitable. Car de quelle autre manière auroit-on pû intenter une Action pour un Crime commis sous l'Etat Republicain ? On n'auroit pas pû proprement dire que les offenses commises sous le Gouvernement de la République fussent *contra Pacem Caroli Regis* , contre la Tranquillité du Règne du Roi *Charles* ; car lui étant hors de Possession , il ne pouvoit pas accorder de Pardon ; il n'étoit pas , comme dit le Docteur , en état de protéger ses sujets ; c'est pour cela que l'obéissance ne lui étoit pas due , assure encore le même. Mais que dis-je moi-même , je suis dans l'erreur ; car il fut résolu par tous les Juges que les Procédures pour le meurtre du Roi *Charles I.* porteroient *contra Pa-*

cem nuper Domini Regis & dignit. suas, nec non contra Pacem Regis nunc Coron. & dignitat. suas. Contre la tranquillité du Règne du précédent Roi, & le respect dû à sa dignité; comme aussi contre la tranquillité du règne du Roi d'à présent, sa Couronne & l'honneur dû à sa dignité. De plus ils déclarerent que „ le Roi *Charles II.* „ étoit, *de Facto*, en effet empêché d'exercer „ son Office de Roi par des Traîtres & des Re- „ belles, mais que cependant, il ne laissoit pas „ d'être Roi de fait aussi-bien que de droit. Il s'agit donc de savoir qui étoient les plus habiles aux Loix, ou les Avocats de *Bagot*, ou ces Juges dont nous parlons. Si ce sont les derniers, il faut dire qu'il s'en falloit beaucoup qu'*Henri* ne fût même un Roi de fait, *de Facto*.

Notre Auteur passe à un autre point de Loi, qui regarde, dit-il, *Henri VI.* en particulier, & qui ne peut pas être appliqué à tous les Rois de fait, *de Facto*; C'est qu'un homme qui aura comploté la mort d'*Henri VI.* doit être poursuivi pour crime de trahison; parce que ledit Roi n'étoit pas tout-à-fait un Usurpateur, &c. Voici comme il tourne la chose. Cette particularité ne concerne que les Rois qui ne sont pas tout-à-fait des Usurpateurs; de là vient qu'elle ne prouve point l'autorité des Rois de fait en général, ce qui étoit proprement la Tese du Docteur. Je sais bien, que *Milord Hale*, Chef de Justice, est d'avis „ que les Trahisons commises contre un „ Usurpateur, ou un Roi qui ne l'est point de „ Droit, mais par la Possession, doit être puni, „ après que le légitime Héritier a obtenu la „ Couronne. Mais les limitations dont il accompagne ceci, ne plairoit pas, je m'assure, au

Docteur : Car il s'explique en ces termes ; „ Si „ on a commis contre l'Usurpateur quelque „ Trahison qui n'a point de rapport aux préten- „ tions du légitime Héritier , comme seroit d'a- „ voir contrefait la Monnoie ou le Seau de l'U- „ surpateur , & conjuré sa mort , &c. Ces Tra- „ hisons ont été punies après le retour & du vi- „ vant du légitime Héritier. Car ces offenses „ sont plutôt contre l'intérêt du Gouvernement „ que contre celui de l'Usurpateur. Mais si les „ Trahisons sont telles qu'elles aient été tra- „ mées pour assister le légitime Héritier , & „ soutenir son Droit à la Couronne , son réta- „ blissement est une décharge du Crime qu'on „ leur a imputé. Là-dessus, je prie le Lecteur de juger lui-même , si on ne peut pas dire la même chose , par rapport aux mêmes Crimes, commis contre une République ? Et puis qu'ils sont plutôt contre l'intérêt du Gouvernement, ne méritent-ils pas d'être punis par un Roi de Droit après son Rétablissement ?

Pour reprendre les Articles pressés par le Conseil de *Bagot*, l'Auteur ajoute celle-ci ; *Toutes Donations ou Concessions faites par le Roi Henri, qui n'étoient pas au préjudice de la Couronne, doivent être bonnes & valables.* Sur quoi il fait ce Raisonnement. Si on doit entendre ces paroles sans aucune restriction , elles ne sont pas véritables ; Car *Edouard IV.* annulla par Acte de Parlement plusieurs Concessions d'*Henri VI.* qui n'étoient point au préjudice de la Couronne. Penser que le Conseil crût qu'il ne pouvoit pas les annuller légitimement ; puis qu'il l'avoit fait selon les formalitez de la Loi , il n'y a pas d'apparence. Que si leur pensée étoit seulement, que quel-

quelques Donations ou Concessions faites par le Roi *Henri*, qui n'étoient pas au préjudice de la Couronne, devoient être bonnes & valables; c'est-ce qui ne souffre point de dispute: Mais alors quelle raison peut-on donner, pour nous empêcher de croire qu'une République puisse avoir le même Privilege en conséquence dudit Article?

La dernière particularité mentionnée dans le Plaidoyer, poursuit l'Auteur, est, *que si le Roi à présent régnant, eût du tems d'Henri VI. accordé une Patente de Grace, elle devoit être censée nulle; car quiconque accorde une telle Patente, doit être effectivement Roi, de Facto.* Ce Principe peut-être vrai en quelque manière, sans cependant favoriser le Parti des Rois, *de Facto.* Car si on entend cette Clause, *du tems d'Henri VI.*, pour le tems qui précéda le 4. de Mars, jour auquel *Edouard IV.* s'attribua le nom & l'autorité de Roi, il est indubitable qu'une Grace accordée dans ce tems par ledit *Edouard*, ne pouvoit pas être valable; parce qu'il n'avoit pas encore déclaré publiquement ses prétentions à la Couronne, ni pris le Titre de Roi. Mais la raison qu'on y ajoute fait bien connoître que le Conseil étoit d'Opinion, que *nulle Grace, accordée par un Prince hors de Possession, pouvoit être valide.* C'est un Point que je doute avoir tenu lieu de Loi après le Rétablissement du Roi *Charles II.* La raison que j'ai d'en douter est, qu'au jugement de ceux qui avoient contribué à la mort de son Père, quelques-uns de ces Parricides voulurent se prévaloir de la Déclaration du Roi faite à *Breda*, comme d'un Acte de Grace; mais le premier Juge & le Solliciteur General répon-

dirent, que cette Grace pouvoit seulement se faire par un point d'honneur, & non en vertu de la Loi, parce que le grand Seau y manquoit ; Cette réponse fait connoître, que si la Grace avoit été sous le grand Seau, elle auroit été légitime, quoi qu'elle eût été accordée par un Roi hors de Possession. Au cas que le Docteur persiste à soutenir comme un point de Loi, qu'un Roi hors de Possession n'a nulle Autorité ; il faudra certainement dire que *Cromwel*, au tems de l'Exil du Roi *Charles*, jouissoit autant du bénéfice de la Loi, que s'il avoit été effectivement Roi, *de Facto*. Après avoir parcouru tous les Points de Loi, établis par le Docteur, il est aisé de reconnoître, qu'ils renferment un Droit si général, qu'ils favorisent toutes sortes de Gouvernemens, aussi-bien que celui des Rois, *de Facto*.

Je viens à la seconde partie de ma Proposition, poursuit le même Auteur, qu'à prendre ces Points de Loi selon leur propre & naturelle signification, ils prouvent trop peu ; car voici naturellement tout ce qu'ils signifient. Les Procédures, en matière de Loi, doivent, sous un Usurpateur, avoir toujours leur cours. Tantôt elles consistent en des Actes de Justice, & quelquefois en des Actes de Pardon ; Au rang de ces derniers, on peut, comme le Juge *Billing* le soutient, alors mettre les Patentés de Naturalité ; & la raison de tout ceci est, afin que pendant l'exclusion & le Banissement du véritable Héritier, le Gouvernement puisse être conservé dans l'ordre & les Loix mises en exécution. Puis donc que de pareils Actes, quoique faits par un Usurpateur, ne tendoient qu'à la tranquillité publique, & n'étoient point directement opposez aux
pré-

prétentions, ou n'affoiblissoient point les intérêts du légitime Héritier, ils devoient, selon la raison & l'équité, être déclarez bons & valables à tous égards. Voilà tout au plus, ce qu'on peut inférer raisonnablement des raisons du Conseil de *Bagot*. En effet elles ne pouroient jamais être conciliées avec ces Principes incontestables, en vertu desquels *Edouard IV.* obtint la Couronne, ni être exemptes de contradiction en elles-mêmes, si elles devoient être prises dans le sens que le Docteur les a exposées. Elles se contredisent effectivement, tant parce qu'elles détruisent d'un côté la distinction d'un Roi de Fait, d'avec un Roi de Droit, par l'obéissance qu'elles supposent être due au Prince en Possession, que parce que d'un autre, on doit admettre, selon ces raisons, cette même distinction; puis qu'on confesse qu'*Henri VI.* ne fut qu'un Roi par Usurpation; & que ce seul terme signifie manifestement une Possession injuste; par conséquent d'une telle nature que la Loi ne l'appuie ni ne l'approuve en aucune maniere. D'un autre part, le sens que je lui ai donné n'a aucun de ces inconveniens, & n'est sujet à aucunes objections. Il maintient inviolablement le Droit & l'Autorité des Rois de Droit, & avec cela il attribue aux Actes Judiciaires d'un Roi de fait, & à tous les autres, qui ont été faits purement pour la conservation du Bien public, assez de valeur pour être confirmés par le Roi de Droit. C'est dans la vérité tout ce que le Conseil de *Bagot* avoit besoin de demander. Car ses raisons aiant été reçues selon mon sens, il avoit lieu d'espérer que la Patente de Naturalité accordée par *Henri VI.* seroit considéré comme un Acte Judiciaire;

ce qui mettoit la cause de ses Clients à couvert de tout danger. Avant de mettre fin à ce long Procès, il est à propos d'observer une chose de plus, qui est que les Avocats de *Bagot* prouvent seulement la validité des Actes d'*Henri VI*; mais non pas des Usurpateurs, ou des Rois de fait en général, comme fait *Mr. Hidgen*. Car ils nous disent qu'*Henri* étoit Roi en Possession, & quoi qu'il le fût par Usurpation, il n'étoit pourtant pas tout-à-fait un Usurpateur. Mais on ne doit pas inférer de là qu'il en soit de même de tout Roi en Possession, ou que tout Roi en Possession, doive avoir les mêmes Privileges, qu'on pouroit croire être raisonnablement dûs à *Henri VI*, parce qu'il se pouroit faire que tout Usurpateur n'auroit pas le même prétexte que ceux de la Maison de *Lancastre* avoient; particulièrement les deux derniers, dont le règne avoit été apuié des promesses & des sermens des véritables Héritiers. Je ne prétens pas dire par là que la Maison d'*York* se fût engagée selon toutes les formalitez de la Loi, de renoncer pour jamais à la Couronne; puisque le jugement, que le Parlement rendit après contre *Henri VI*, montre le contraire. Mais il y auroit lieu de croire que ces Sermens, si souvent réitérez & prétez d'une manière si solennelle, auroient dû faire plus d'impression sur leur Conscience, qu'ils n'ont paru en avoir fait; & peut-être que les Calamitez, dont le Duc d'*York* s'est senti aussi-bien que ses Descendans, doivent être en quelque sorte attribuées au peu de révérence que cette Famille a témoigné pour les Sermens qu'elle avoit promis d'observer Religieusement. Quoi qu'il en soit, *Edonard IV*, qui possédoit la
Cou

Couronne malgré ces Obligations , ne laissoit pas d'être convaincu , qu'*Henri VI.* méritoit qu'on eût pour lui quelque distinction , en ce qu'il avoit quelque droit d'être un peu mieux traité que les autres Usurpateurs. Il avoit vécu plusieurs années sous lui , au milieu des Honneurs & des Prosperitez , & il paroissoit satisfait de son Gouvernement ; En sorte qu'il avoit raison de considérer les Actes d'*Henri VI.* comme ayant été faits de son consentement & avec son approbation ; motifs assez puissans pour se croire obligé , selon les règles de la prudence , aussi bien que de l'honnêteté , de les ratifier & de les confirmer. Mais le Cas est bien différent à l'égard des autres Usurpateurs qui n'ont jamais pû colorer leur Possession du consentement des légitimes Héritiers ; ce qui les a mis dans la nécessité de se maintenir sur le Trône par la violence,

La dernière Remarque de *M. Hidgen* sur ce sujet est tirée de l'abregé de *Mylord Braok* dont il rapporte les paroles ; voici en deux mots toute leur substance , *Qu'il est dit , sans que personne l'ait nié , que , pour le crime de Trahison commis contre un Roi de Fait , le coupable doit être poursuivi en justice sous un Roi de Droit.* — Après avoir déjà montré que ceci sert très-peu au dessein du Docteur , je ne m'attacherai qu'à la maniere qu'il raisonne ici ; *il est donc dit , sans que personne l'ait nié , je le veux ; mais n'est-il pas dit aussi par la partie adverse sans que personne l'ait nié , que la condition d'un Roi ne doit pas être pire , que celle d'un simple sujet , & qu'ainsi il doit casser , à son retour , tous les principaux Actes de l'Usurpateur ; & que le premier Acte d'Edouard IV. qui annu-*
le

le tous ceux d'*Henri VI.* n'étoit qu'une confirmation de la Coutume? Où est la Replique à ceci de la part du Conseil de *Bagot*, ou la censure que les juges en ont faite? Leur silence n'est-il pas autant une marque de leur consentement à ce qui est rapporté d'une part, qu'il l'est à l'égard de ce qui est allégué de l'autre, comme le veut *My lord Brook.*

Il y a un Fait bien plus remarquable dans les Annales qui a été oublié par *M. Hidgen*; & qu'on devroit cependant juger plus propre à son dessein qu'aucun autre qu'il ait cité du même Livre. J'en ferai part au Lecteur, afin de ne rien cacher, conformément à l'intention que j'en ai, de tout ce qui peut appuyer l'Opinion que je combats. Le Fait est couché en ces termes.

„ Le Chevalier *Ralph Grey*, qui avoit été pris
 „ dans le Château de *Brambrough*, lorsqu'actuel-
 „ lement il étoit en rebellion contre *Edouard IV.*
 „ ce Chevalier, dis-je, fut conduit à *Doncastre*,
 „ où il fut dégradé de sa Dignité de Chevalier,
 „ d'une maniere ignominieuse. On lui coupa
 „ en morceaux les Eperons dorez qu'il avoit aux
 „ piés; on lui ôta & on brisa son Epée avec
 „ son Armure en presence de l'Armée: Après
 „ quoi il eut la tête tranchée. Et la raison d'u-
 „ ne si grande sévérité fut le Parjure & la perfidie dont il s'étoit rendu coupable, tant envers
 „ le precedent Roi *Henri VI.* qu'à l'égard d'*Edouard IV.* à present régnant. Je reconnois franchement qu'il y a quelque aparence de difficulté dans ce Passage, laquelle je vais tâcher d'expliquer.

Holinshead nous apprend dans son Histoire Cronologique, que ce Chevalier *Ralph Grey* avoit

avoit juré d'être fidèle à *Edouard IV.* après avoir quitté le Parti d'*Henri VI.* auquel il avoit fait le même serment, mais sans doute ce n'étoit pas là le Parjure & la perfidie pourquoi le premier le fit punir ; car il n'auroit donc pas été permis d'embrasser l'intérêt d'*Edouard IV.* & tout ce grand nombre de Bills de Conviction qui furent passez contre les Adhérens d'*Henri VI.* auroient été autant d'exemple d'une insigne Injustice. Comment se pouvoit-il faire que la Fidélité envers la Maison de *Lancastre*, fût en même tems un Crime & un Devoir ? C'est-à-dire que ce fût une Trahison contre *Henri VI.* de se revolter contre lui, & dans le même moment, une Trahison contre *Edouard* d'adhérer à son Parti ? Il n'y a certainement point de Gouvernement qui puisse être capable d'une si grande contradiction ; ou, au cas que cela pût arriver, cette étrange sorte de justice auroit eu plus de lieu dans l'exécution du Duc de *Somerfet* ; dont le serment violé à l'égard de ces deux Princes fut le plus remarquable ; & cependant on ne trouve point qu'une semblable perfidie ait été mentionnée dans ses accusations. C'est pourquoi Milord *Hale* Chef de justice nous explique là-dessus son opinion, qui est, que ce Parjure & cette perfidie contre *Henri VI.* dont le Chevalier *Ralph Grey* fut accusé, doit être quelque Acte de Trahison qu'il avoit commise sous le règne de ce Roi, laquelle ne concernoit point le service d'*Edouard IV.* le légitime Héritier. Ses propres paroles qui suivent nous feront entendre sa pensée. „ C'est * Trahison „ à aucun sujet de comploter contre la Per- „ sonne

* *MS. Hist. Plac. Corona l. 1. c. 10.*

„ sonne d'un Usurpateur , tandis qu'il est en
 „ pleine Possession de la Souveraineté. C'est
 „ pour cela que , quoi que le véritable Prince
 „ recouvre l'autorité Souveraine , cependant ,
 „ de tels attentats , comme est celui de conjurer
 „ la mort de l'Usurpateur , ont été punis sous
 „ le nom de Trahison , à moins que ce n'en fût
 „ d'autres qui regardassent le Droit du légitime
 „ Prince , ou la défense de sa Personne :
 „ Et la raison est qu'un pareil attentat viole
 „ la Fidélité qui étoit due au Roi régnant *de*
 „ *Facto* , pendant le tems de son Règne. C'est
 „ ce qui se pratiqua la quatrième année du rè-
 „ gne d'*Edouard IV.* * quoique la première
 „ année du même Règne , *Henri* eût été déclara-
 „ ré un Usurpateur par Acte de Parlement.
 „ De là vint que le Roi *Edouard* punit *Ralph*
 „ *Grey* de dégradation aussi bien que de mort ,
 „ non seulement pour s'être rebellé contre lui-
 „ même , mais encore à cause de son Parjure
 „ & de sa perfidie envers le Roi *Henri VI.*
 „ Tel étoit le sentiment que cet illustre Chef
 de justice avoit de l'affaire dont nous parlons.
 D'où il est tout visible , que son Opinion
 touchant l'autorité , qui appartient à un Roi
de Facto , ou de Fait , n'est nullement au préju-
 dice des Droits d'un Roi *de jure* , ou légitime ;
 puisqu'elle suppose que l'obéissance due à un
 Roi , *de Facto* , n'est qu'une obligation à tems
 & subordonnée , qui ne peut détruire le Droit
 inamissible du Roi légitime ; de même que l'o-
 béissance qu'un sujet Anglois doit , par rapport
 au lieu , à un Prince étranger , pendant qu'il
 demeure dans ses Etats , n'abolit point l'obliga-
 tion

* 40. 9. *Edm.* 4. 2.

tion première & indispensable, où il est à l'égard de son véritable Souverain, & qu'il n'est pas dispensé d'exécuter les Commandemens de son légitime Prince, toutes les fois que son devoir l'y appelle & que l'occasion s'en présente. Si donc nous admettons le sens qui a été donné à l'affaire dont nous traitons à présent, les Partisans de l'opinion du Docteur n'y trouveront pas grand chose à gagner. Mais quelque raisonnable que paroisse la solution de cette difficulté, je n'ai nul penchant à croire que ce prétendu Fait soit d'aucune autorité sur le sujet en question; car je suis persuadé qu'à bien considérer la chose il ne devoit pas avoir une place dans les Annales. Convaincu que je suis qu'il me convient d'être fort circonspect, quand j'avance quelque chose qui demande de l'érudition, dont je me sens fort peu pourvu; je proposerai seulement mon avis avec les raisons sur lesquelles je l'appuie, & laisserai à ceux, qui par leur Profession en sont les juges compétents, le pouvoir de déterminer s'il peut passer pour probable.

Je présuppose, que les Annales n'ont de l'autorité qu'autant qu'elles contiennent un fidèle rapport des procédures qui se font dans les Cours du Droit coutumier, & qu'elles donnent un véritable récit des Plaidoyers sur les différens cas qui arrivent, aussi bien que des jugemens qui sont rendus à leur sujet. C'est la seule raison qui a fait, que de tems en tems, elles ont été approuvées & eu du crédit parmi les Juges qui les ont regardé dans leurs Cours comme des Guides en fait de pratique. Si donc il se trouvoit, que quelques Faits ou Passages eussent été insérez dans ce Registre

des Causes, comme si on avoit donné quelque jugement à leur sujet, dont cependant, on n'auroit fait aucun usage devant ces Tribunaux qui ne prennent seulement pas connoissance de ces sortes d'affaires; alors ces Annales perdent leur credit en ces rencontres & doivent être suspectes, manque d'être suffisamment autorisées, & sans doute qu'on ne peut s'en prévaloir dans les Procédures du Droit Coutumier. C'est à quoi, comme à plusieurs autres objections, le cas dont il s'agit se trouve exposé.

Premièrement, l'endroit où le Fait est rapporté est un Récit Historique du succès d'*Edouard IV.* contre les Rebelles de la Partie du Nord, lequel récit il n'étoit pas possible de faire intervenir dans un Plaidoyer en présence des Cours de Judicature; s'il avoit pû servir en quelque occasion, s'auroit été dans le jugement du Chevalier *Ralph Grey*, qui y avoit plus de part. Mais il est tout évident qu'il s'y rencontre plusieurs circonstances qui n'arrivèrent au moins que cinq ans après. Par exemple, il est fait mention dans le même endroit, conformément aussi à ce qui en est rapporté dans nos Histoires Chronologiques, que ce Chevalier fut conduit à *Doncastre*, & qu'il eut la Tête tranchée bientôt après qu'il fut pris; ce qui arriva la quatrième année du règne d'*Edouard IV.* Mais il est manifeste aussi dans le même endroit, que ce ne fut que cinq ans après que *M. Humphrey*, qui avoit été pris environ ce tems-là, fut exécuté. Ce fait donc ne pouvoit pas être rapporté dans le Plaidoyer qui fut fait au jugement du Chevalier *Grey*; & on ne peut pas prétendre qu'il fut dressé par écrit, comme un Rapport des Procédures qui

qui se firent alors ; puisqu'il contient une relation de plusieurs Faits qui ne se passèrent que dans quelques années qui suivirent.

En second lieu les Procédures mentionnées au même endroit pour le Jugement du Chevalier *Grey*, ne sont pas du Ressort des Cours qui connoissent du Droit Coutumier ; mais elles paroissent plutôt appartenir à la Maréchaussée. En effet *Jean Stow* * nous assure, que ce fut le Comte de *Worcester*, Grand Connétable d'*Angleterre*, qui prononça le jugement contre ce Chevalier ; & *M. Selden* estime pour véritable la Relation qu'il en a donnée. De sorte que ce jugement a été donné dans une Cour dont la Jurisdiction est absolue, & qui n'entre point en connoissance des Loix du País. A cause de quoi il est surprenant comment on la couché dans les Annales, qui ont certainement été écrites & mises au jour pour le service des Cours qui connoissent des Loix non écrites. Il n'y a donc pas d'apparence que ce Fait serve à résoudre la Question concernant l'autorité des Rois *de Facto* ; car si on demande d'où vient leur Pouvoir ? quelle Loi autorise leurs prétentions à l'obéissance des Peuples ? je croi qu'il y en aura peu qui se contentent qu'on les renvoye, pour toute réponse, au Droit des Armes, afin d'en connoître la vérité.

En troisième lieu nous pouvons avec justice protester d'un autre côté contre ce raport, si on peut l'appeller ainsi, pour une raison qui regarde la vérité des Principaux Faits qui y sont recitez. C'est qu'on assure qu'on degrada le Chevalier *Ralph Grey* de la dignité de Chevalier, d'une ma-

M 2

niere

* *Anal.* p. 419.

niere ignominieuse ; qu'on lui coupa les Eperons dorez qu'il avoit aux piés , que son Epée avec son Armure fut brisée en pièces &c. Mais il est certain que *Jean Stow* dans sa Relation appuyée de *M. Selden* ne dit rien de cette Dégradation, ni que sa Perfidie envers *Henri VI.* fût comprise dans la Sentence de sa Condamnation ; Circonstance qui est du moins une forte présomption contre la vérité de ce Fait.

Nous sortons du Procès de *Bagot* , pour rentrer dans d'autres observations que *M. Hidgen* a encore en réserve, dans les Annales qu'il croit être d'une grande defence pour sa cause. La premiere qu'il fait est sur les Concessions de *Richard III.* qu'il nous assure avoir été reçues & jamais disputées dans les Cours du tems d'*Henri V II.* d'où il passe à la déclaration des juges du même tems , *Que la Couronne supplée à toutes sortes de défauts & d'obstacles du côté du sang ;* dequoi il paroît faire grand cas ; il appelle cela un point décisif à l'égard de l'autorité du Roi qui avoit été en possession ; & à quoi il s'imagine qu'on ne peut pas répondre. Je ne laisserai pas de me hasarder à faire l'épreuve de la solidité de ces raisonnemens , lorsque leur tour sera venu. Mais en attendant, qu'il me soit permis de parcourir tout à fait le règne d'*Edouard IV.* avant que je réfléchisse sur ce que le Docteur a à nous faire observer sous celui d'*Henri VII.*

La dernière remarque qu'il fait dans les Annales du Règne d'*Edouard* est , que les Rois de *Faëto* sont, par la coutume du Royaume , Législateurs , ou qu'ils sont revêtus du pouvoir de faire des Loix. Car , dit-il , dans les Annales d'*Edouard IV.* les Loix , faites par ceux de la
Maison

Maison de Lancastre, y sont alleguées comme Loix du Royaume, d'une force & d'une validité égale à celles qui ont été établies par *Edouard IV.* C'est ce qui peut être vrai, sans cependant suffire au dessein du Docteur; puisque ces Loix de ceux de la *Maison de Lancastre* qui étoient reçues & alleguées dans le Cours de justice d'*Edouard*, ne laissoient pas de pouvoir être dans le même tems abolies par ce Roi, & auroient pû être déclarées de nulle valeur, toutes les fois qu'il lui auroit semblé bon; les Cours néanmoins ne pouvoient pas s'empêcher de les estimer valables, jusques à ce que cette Déclaration eût été faite. De manière qu'elles ne subsistoient que comme par emprunt, & par la faveur d'*Edouard IV.* sans recevoir aucune autorité des Rois de la *Maison de Lancastre.* Par là, la Distinction des Rois de Fait, & des Rois de Droit est, sans contredit, mise en évidence; puisque les Actes des premiers peuvent être annulés par les seconds, & que ceux des derniers ne peuvent l'être par les autres. Je m'attends bien qu'on me repliquera que j'avance tout ceci sans le prouver; c'est aussi ce que j'avoue: Mais que le Lecteur ait un peu de patience; encore quelques Pages, je le satisferai sur cet Article.

M. Hidgen soutient ensuite, que non seulement les Cours d'*Edouard IV.* mais encore lui-même avoit, dans ses Actes de Parlement, reconnu les Rois de la *Maison de Lancastre* pour de véritables Législateurs, & leurs Loix avoir la même force & autorité que celles d'aucun de ses Ancêtres; ou que les siennes propres. Voici de la manière qu'il le prouve. „ Entre ces Actes

„ il s'en trouve un * où est compris tout au
 „ long celui qu'*Henri V.* fit en faveur de tou-
 „ tes personnes qui iroient avec ledit *Henri* en
 „ *France*, ou qui y feroient à son service ; par le-
 „ quel Acte ils ne pourroient être condamnez,
 „ aux Affises, par desertion de Cause, &c. pen-
 „ dant qu'ils feroient absens ; ce qui devoit con-
 „ tinuer jusqu'au premier Parlement, qui se fe-
 „ roit après le retour du Roi en *Angleterre*.
 „ Après le récit de cet Acte, il est marqué que
 „ le Roi *Edouard IV.* avec son Parlement, fit
 „ celui-ci, dans lequel il est porté que ce même
 „ ordre avec la même faveur doit subsister, & être
 „ aussi avantageux pour toutes sortes de person-
 „ nes, qui passeroient avec lui en *France*, qu'il
 „ avoit été à ceux qui passèrent la Mer avec le
 „ dit Roi *Henri V.* que toutes Personnes qui
 „ passeront la Mer avec notre Souverain Sei-
 „ gneur & Roi jouiront, à tous égards, de
 „ tous les avantages que les susdits qui passèrent
 „ la Mer avec ledit Roi, eurent par le précé-
 „ dent Acte. On voit ici, dit le Docteur, qu'*E-*
 „ *douard IV.* déclare que cet Acte dans tout le
 „ tems pour lequel il avoit été fait, fut aussi va-
 „ lide que celui qu'il avoit fait lui-même, &
 „ n'attribuë pas plus d'autorité au sien qu'il n'en
 „ reconnoit dans l'autre. “ Il paroît bien que
 „ c'est l'unique exemple que Mr. *Hidgen* ait ren-
 „ contré dans les Actes de Parlement du Tems
 „ d'*Edouard*. Mais quelle utilité en prétend-il
 „ tirer ? C'est-ce que je ne comprends pas ? Le
 „ Roi *Edouard* déclare, que l'Acte fait par *Henri*
 „ *V.* étoit avantageux, conformément aux fins
 „ qu'on s'étoit proposé par ce moyen. C'est une
 „ vérité

* 14. *Edou. IV. c. 2.*

vérité qui est incontestable ; car tous ceux qui passèrent la Mer avec *Henri V.* retirèrent un grand profit de cet Arrêt qu'il avoit rendu ; mais le Docteur, qui ne se contente pas de cela, veut que *Edouard IV.* déclare positivement que cet Arrêt fut valide tout le tems pour lequel il avoit été accordé. Cela est vrai , si sa pensée est seulement qu'il fût valide de *Faïto*, en effet , parce qu'on y obéit ; mais s'il vouloit inferer de là qu'*Henri* fut un Roi de Droit , de *jurs*, il faut qu'il me le pardonne, si je ne saurois être de son avis. Comment me persuader qu'*Edouard* eût prétendu informer le Monde, qu'il croyoit que ce Prince avoit eu l'autorité de faire des Loix , lui qui traite ces Prédécesseurs de la Maison de *Lancastre* du Nom odieux d'*Usurpateurs*, qui les appelle des Rois prétendus , qui n'estime pas leurs Procédures judiciaires valables sans être confirmées de nouveau , lui qui déclare même leurs Actes de Parlement des Actes Chimériques & qui en casse effectivement plusieurs , à cause du défaut d'autorité de la part de ceux qui en étoient les auteurs.

Que *Mr. Hidgen* se flatte tant qu'il voudra que ce ne sont pas là des Contradictions ; Je ne saurois m'ôter de la pensée , qu'après qu'on aura sérieusement examiné l'importance de ces particularitez que je viens d'exprimer , & observé avec soin le stile de ces Actes qui furent passés contre les Prétentions & le Gouvernement de la Maison de *Lancastre* , il y ait aucun esprit droit qui ne juge qu'il est impossible d'entendre, avec un peu de bonne foi , le Passage en question , selon le sens du Docteur. Mais quelque raison qu'il puisse s'imaginer pour pousser sa

pointe sur ce sujet, elle se trouvera réfutée dans toutes les Procédures des Parlemens du tems d'*Edouard IV.* Que si on en fait la recherche, on verra clairement, que tous les Actes des trois *Henris* ont toujours paru défectueux en fait d'autorité. Ces Princes donc ne pouvoient avoir celle de faire des Loix, eux qui n'en avoient point du tout.

Je dis, que tous les Actes des trois *Henris* ont, sous le règne d'*Edouard IV.*, passé pour défectueux en fait d'autorité; soit que ces Actes eussent été faits sans ou avec la participation du Parlement. Pour les premiers, le besoin qu'ils eurent d'être confirmés par * *Edouard IV.* marque évidemment qu'ils n'étoient pas valides. Car à quoi bon cette confirmation, si elle n'avoit pas été jugée nécessaire, ou si l'autorité des *Henris* n'avoit pas au moins été révoquée en doute, & sujette à être mise en dispute sans cette condition. Je prévois qu'on m'objectera, qu'une confirmation ne renferme pas toujours un défaut d'autorité, à l'égard de ce qui a été fait; puisque *Magna Charta*, la grande Charte a plusieurs fois été confirmée. Mais ce n'est pas de cette manière, que le Parlement l'a entendu dans le cas dont il s'agit, car les Actes sont précédés de quelques lignes, où il est dit, que la Confirmation ici accordée, étoit pour éviter toutes Ambiguités, Doutes & diversitez d'opinions, qui pourroient naître ensuite, & tirées des Actes Judiciaires, &c. Lesquels Doutes & Ambiguités auroient seulement pu être causés au sujet de l'autorité, d'où ces Actes procédoient. Car dans leur Confirmation, il est ajouté qu'ils seront

* *I. Edou. 4.*

de la même force, auront la même vertu & de-
vront produire le même effet, que s'ils avoient été
faits du tems d'aucun Roi régnant légitimement.
Preuve indubitable que c'étoit seulement le man-
que d'autorité dans les Princes, qui avoit été la
raison que leurs Actes avoient eu besoin d'être
confirmés. D'ailleurs nous verrons bien-tôt
que quelques Actes du Parlement des trois *Hen-
ris* devinrent nuls, purement à cause du refus
que le Roi *Edouard* fit de les confirmer. Alors
il faudra avouer que leurs Actes, qui étoient de
moindre importance, & qui demandoient moins
d'autorité, avoient encore plus de besoin d'être
ratifiés par les Rois, *de jure*. Que si Mr. *Hid-
gen* pour presser sur ce point, prétend que la
Confirmation accordée par *Edouard* IV. n'ajou-
toit rien à la validité de ces Actes, ne peut-on
pas assurer avec autant de raison, que la Confir-
mation accordée aux Actes Judiciaires &c. de
l'État Republicain & d'*Olivier Cromwel*, étoit
également inutile? Je ne ferai donc pas difficul-
té de croire, comme une vérité incontestable,
que la Confirmation des Actes des trois *Henris*,
signifioit qu'ils n'étoient pas, sans cette clause,
d'une autorité suffisante. Et si c'ést là propre-
ment le Fait, ceci seul découvre un si grand dé-
faut d'autorité dans les Rois, *de Facto*, que
quand même on accorderoit que les Actes de
Parlement sont bons & valables, il ne faut pas
autre chose pour approuver le sentiment de ceux
qui les distinguent des Rois, *de jure*: D'autant
plus que si nous examinons en particulier les dif-
férens Actes *Extra-Parlementaires*, qui ont été
faits sans la participation du Parlement, & qui
ne furent rendus valides que par la Ratification

d'Edouard IV. nous reconnoissons que quelque grand nombre qu'il y en eût , & que quelques differens qu'ils fussent dans leur espèce , ils étoient tous essentiels à la nature du Gouvernement ; lequel ne peut néanmoins subsister , lors qu'il ne s'y trouve pas une Puissance qui ait l'autorité de les faire. Qu'il plaise au Lecteur d'en faire lui-même l'épreuve , & de voir s'il se peut former, par l'arrêt qui confirme les Actes Judiciaires des trois *Henris* , une autre idée d'un Roi , *de Facto* , que celle qui suit.

C'est une Personne qui n'a point les qualitez requises par la Loi , pour donner une Commission aux Juges ; ce qui fait que les Procédures des Cours de Justice , sous son administration , ne sont d'aucune autorité. Il ne peut créer un Pair , ni faire un Evêque , & quelques Privileges , exemptions , &c. que ce soit , qu'il accorde aux Villes & Communautés , ils sont de nulle valeur : Ses Lettres d'amortissement , ses présentations à quelque benefice sont invalides ; les Pouvoirs qu'il accorde en ce qui concerne les Tutelles , les Mariages , les Foires , les Marches peuvent être revoquez , selon le bon plaisir du Roi , *de jure*. Il n'a pas le Droit de donner une Pension ; & ce qu'il y a de plus particulier , c'est que toutes les Terres qu'il a concédées peuvent être reprises , toutes les fois qu'il plaira au légitime Successeur de faire usage de son Autorité. On peut remarquer d'autres particularitez dans les Actes imprimés , aussi bien que dans les Rolés du Parlement , outre celles que je viens de rapporter ; lesquelles sont des preuves autentiques , que l'autorité des Rois , *de Facto* , prise selon le sens du Docteur , a été un secret.

secret de notre Constitution inconnu dans ce tems-là ; car si ç'avoit été un sentiment tenu pour incontestable, ces Actes des Rois, *de Facto*, n'auroient jamais été confirmez, ou la Confirmation en auroit paru inutile. Après cela, ne seroit-ce pas une chose étrange que ce qui a été avancé par le Docteur, fût vrai, savoir que les *Permissions, Droits, Patentes, Donations &c. des trois Henris, furent reçus & admis comme Valides dans les Procédures des Cours de Justice du tems d'Edouard IV. &c.* Car il est certain qu'il les confirma, & que par ce moyen ils reçurent en effet une force qui les faisoit valoir, malgré l'opposition de ceux qui trouvoient à redire à leur autorité, de sorte que la Validité de ces Actes doit être attribuée à *Edouard* & non pas aux autres. Pour cette raison quelque Puissance que puissent avoir les Rois, *de Facto*, avec le Parlement, il est clair, qu'ils en ont si peu sans sa participation, que sous leur administration on ne peut pas parvenir au fins les plus ordinaires qu'on doit se proposer dans un Gouvernement.

Mais Mr. *Hidgen* soutient sans scrupule, que les Actes de Parlement des trois Henris sont appuyez sur un solide fondement, qui est, qu'ils ont toujours été tenus pour Valides, quoi qu'ils n'aient jamais été confirmez ; de là vient, dit-il, que lorsque les Actes les plus essentiels au Gouvernement sont valides, comme sont ceux qui ont le consentement du Parlement, il n'y a aucun des autres Actes du même Gouvernement, qui concernent l'autorité Royale, dont on puisse avec raison disputer la Validité. Là-dessus le Docteur m'excusera si je rapelle en sa mémoire la plainte qu'il a faite contre ses Adversaires, de

ce qu'ils n'ont pas pris garde comme ils devoient, que ses preuves étoient fondées sur des vérités de Fait, & qu'on ne pouvoit y répondre sans nier ces mêmes vérités. C'est une Règle qu'il transgresse lui-même, en disputant des Faits qui sont véritables; il savoit fort bien que les Actes des trois *Henris*, faits sous couleur d'une autorité Royale, n'ont pas été estimez Valides, comme la Confirmation qui en a été faite le témoigne assez manifestement; & cette condition pour les rendre valides, étoit bien pire que de les mettre en dispute; puisque c'étoit mettre au jour leur défaut d'autorité d'une manière qu'on n'en pouvoit plus douter. De plus, leur Autorité n'a-t-elle pas été contestée dans l'affaire de *Bagot*? N'étoit-ce pas la validité des Patentes d'*Henri VI.* qui fut le principal point en question? Certainement c'est une vérité dont le Docteur lui-même doit tomber d'accord; & si je ne me trompe, c'est une chose digne de son attention, que ce différent dura pendant plusieurs séances, & continua au moins deux ans avant qu'il pût être terminé; tant les Gens de Loi étoient alors déraisonnables, & les juges ignorans sur le fait de notre Constitution. Puis donc que les choses sont en effet telles que je les ai représentées; puisqu'aussi c'est une Règle infaillible, sans se donner la peine d'en rechercher la vérité, qu'on doit examiner les propositions douteuses par celles qui sont évidentes; pourquoi ne concluons-nous pas de la Confirmation, que nous savons pour certain avoir été accordée à plusieurs des Actes que les trois *Henris* firent en qualité de Rois, que les autres faits par eux-mêmes avoient aussi besoin de cette confirmation; plutôt que d'assurer avec
le

le Docteur, sans des témoignages suffisans, que les Actes de Parlement de ces Rois ont été estimez bons sans cela, & que par consequent tous les autres Actes doivent l'être aussi. J'ose ajoûter à cela que le Docteur pêche encore contre le respect qu'il fait profession d'avoir pour une vérité de Fait ; car,

En premier lieu nous avons quelques exemples couchez dans les Registres du Parlement, où l'on voit qu'on refusa de confirmer quelques Actes de Parlement des trois *Henris*, & que la raison de ce refus étoit qu'ils étoient estimez de nulle autorité. C'est ainsi qu'entre autres demandes que font les Communes, elles prient, „ Que „ tous les Actes de Parlement faits ci-devant pour „ le Paiement, & la satisfaction des Droits des „ Gages & du Vétir de vos Gens de Justice, „ des juges de vôtre Echiquier, des Docteurs „ aux loix, des Avocats &c. soient bons & „ ayent lieu. A quoi le Roi répond ; „ Pour „ ce qui regarde cet Article, on a jugé néces- „ faire que tout cela soit fidèlement payé, mais „ non de confirmer cette assignation de paye- „ ment par l'autorité du Parlement ; mais parce „ que c'est le bon plaisir du Roi. On voit par là qu'un Acte de Parlement perd sa force man- que seulement d'être confirmé ; dont le simple refus qui en est fait d'une manière si publique, est autant que si on l'avoit cassé, ou déclaré nul. Voici un autre témoignage en ce qui suit. „ *Item*, „ † supplient vos Communes que tous les Actes, „ faits par autorité des Parlements, tenus du tems „ des prétendus Régnes d'aucun desdits préten- „ dus Rois qui ont précédé, tendant à la satis- „ faction

„ faction & au Payement d'aucune autre somme , ou sommes , dûes , pour le présent , au
 „ Maire de Calais , & à la Compagnie des Marchands qui fournissent l'Etape de ladite Ville,
 „ pour avoir prêté de l'argent auxdits prétendus
 „ Rois qui ont été ci-devant , comme aussi pour
 „ avoir payé les Apointemens des Capitaines &
 „ ce qui étoit dû aux Troupes de la Ville de *Calais* & des Frontieres du même lieu ; que lesdits Actes soient conservez dans leur Force &
 „ valeur, à l'avantage de la Compagnie des Marchands de ladite Etape qu'elle fournit actuellement, aussi bien qu'à ceux qui lui succéderont , afin que lesdits Marchands soient satisfaits & payez desdites sommes d'Argent qui leur sont dûes , dont ils n'ont pas été remboursés, & qui sont spécifiées dans chacun desdits Actes de Parlement , &c. Mais la Réponse du Roi sur cet Article est remis à un autre tems. Et de ma connoissance ce ne fut que quatre ans après qu'il y eut , comme nous l'apprenons des Registres du Parlement , quelque provision faite pour assurer le paiement de ces dettes. De sorte que voici une Dette Nationale contractée sur une assurance du Parlement , selon les apparences , pour faire la Guerre à la *France* aussi bien que pour le Payement de la Garnison de *Calais* , cette Dette , dis-je , d'une telle importance étoit en danger d'être abolie , si enfin le Roi *Edouard* n'en avoit pas, par le consentement qu'il y donna, autorisé le paiement.

Quelle objection *M. Hidgen* formerait-il là-dessus ? Nous persuaderait-il que ces Actes ne regardoient pas le Public ? Ou plutôt n'avons-nous pas raison d'espérer qu'il se retractera de

ce qu'il dit dans la suite , d'une maniere que je crains beaucoup que cela n'ait fait que trop d'impression sur l'esprit de bien des Lecteurs. „ Il „ n'y a personne , *dit-il* , qui ait été capable de „ produire, de ce grand nombre d'Actes qui furent faits par les Rois de la Maison de *Lancastre*, un seul qu'on ait jugé avoir eu besoin „ de la Confirmation d'*Edouard IV.* Car sans „ elle on les a tenus d'une aussi grande Autorité „ que les siens propres. *Et il le répète encore.* „ J'ai montré que de tout ce grand nombre „ d'Actes publics qui passèrent sous les régnes „ des trois *Henris* , il n'y en a pas un qui ait été „ confirmé; Cependant, à la réserve de ceux qui „ furent revoquez, ils ont été & sont encore aujourd'hui en vigueur. Ces expressions sont fortes & décisives ; & répondroient effectivement à l'intention du Docteur , si elles contenoient quelque vérité ; en quoi j'ose dire qu'elles paroissent visiblement defectueuses. Le Lecteur sans doute s'aperçoit bien que ce que j'ai rapporté des Actes de Parlement des trois *Henris*, & que le refus qu'on fit de les confirmer rendit nuls, ne se trouve pas dans l'Acte de Parlement de la premiere année du regne d'*Edouard IV.* lequel Acte a été mis au jour. En effet, cela a été omis, aussi bien que d'autres points très-dignes d'être observez sur ce sujet ; mais c'est ce qu'il peut voir dans les Roles du Parlement. Ce n'est pas mon dessein de produire plus d'exemples des Actes de Parlement qui furent invalides, parce qu'on ne voulut pas les ratifier. Je voudrois cependant demander si les deux que j'ai citez ne fussent pas pour appuyer mon sentiment. S'ils étoient dès le com-

men-

mencement d'une validité complète avant le Règne d'*Edouard IV.* je serois curieux de savoir d'où vient qu'ils avoient besoin de Confirmation. Que si cette Confirmation n'étoit pas nécessaire, on me feroit beaucoup de faveur de m'instruire comment le refus qu'on en fit les rendit de nulle valeur. Je pousserois ma curiosité un peu plus loin; si ce refus, qui a annullé ces Actes de Parlement, n'étoit pas un signe tout évident du défaut d'Autorité en ceux qui les avoient faits: Défaut qu'on pourroit aussi bien objecter contre chaque Acte de Parlement, passé par les trois *Henris*, qu'il l'a été contre ces deux-ci. Le Docteur demandera peut-être à son tour, qui a donc rendu valides les Actes de ces Rois, qu'on ne trouve point avoir été confirmés? Mais c'est une Question à quoi je ne suis pas obligé de répondre; J'ai assez réussi dans mon dessein, si je puis montrer qu'ils n'étoient pas valables sans l'approbation du Roi, *de jure*; & c'est-ce que je croi avoir exécuté, sans que je doive m'embarasser d'où ils tiroient leur validité, pourvu qu'ils ne l'aient pas reçu des Rois, *de Facto*. Mille raisons ajoutées à cela ne démontreroient pas plus clairement, que le Parlement d'*Edouard IV.* n'a point reconnu, que les trois *Henris* aient eu l'autorité de faire des Loix; de quoi il est question à présent. Je ne laisserai pas d'insister pour faire voir de plus, que si les plus importans Actes de Parlement des Rois, *de Facto*, n'ont point eu de force sans la confirmation du Roi, *de jure*, sans doute que l'invalidité des autres, qui étoient de moindre conséquence, ne peut-être raisonnablement disputée; je veux dire que, puisqu'il est évident que l'Acte passé par

par le Parlement des trois *Henris*, n'a pû suffire pour assurer l'argent emprunté pour le service public, qui est un point très-considérable dans toute sorte de gouvernement; il doit s'ensuivre, que tous leurs autres Actes de Parlement n'ont jamais été censez d'une autorité légitime.

Je continuë de soutenir que M. *Hidgen* pêche contre le respect, qu'il fait profession d'avoir pour une vérité de fait, lorsqu'il dit que *tous les Actes de Parlement des trois Henris ont été valides, quoi qu'ils n'aient pas été confirmez*; parce qu'il est manifeste qu'il y en a eu quelques uns qu'on a déclaré nuls; ce qu'on n'auroit pas fait s'ils avoient été bons. En effet on ne peut assurer qu'un Acte est nul, à moins qu'il ne fût defectueux pour quelque cause précédente; or il n'y en peut avoir qui le fasse déclarer defectueux, dans le cas dont il s'agit, que le manqué d'autorité qui precedoit en ceux qui prétendoient avoir le pouvoir de faire des Loix. C'est ce qui paroîtra sensiblement dans ce Passage des Roles* de Parlement, „ Il est ordonné, déclaré, arrêté „ que tous Arrêts, Statuts, Actes qui tendent „ & sont au préjudice, à la ruine, & à la diminution des justes prétentions que le Roi *Richard* & ses Héritiers ont de demander, de „ reclamer, & d'avoir la Couronne Royale avec „ la Puissance, le Rang, la Dignité, les Prérogatives, le Gouvernement, les Possessions, „ Seigneuries &c. Sont nuls & doivent être cen- „ sez, tenus & estimez invalides, & pour neant, „ annulez, cassez, revoquez, & n'ayant ni „ force ni valeur, ni effet &c. Cette partie de

N

Dé-

* Rot. Parl. 1. Edou. 4.

Déclaration ne signifie pas seulement qu'ils n'avoient point de force pour l'avenir; mais encore qu'ils n'en avoient point eu auparavant. C'est de quoi on ne pourra douter, si on se donne la peine de lire tout l'Acte, où il est écrit, „ que „ le Droit de la Couronne d'*Angleterre*, après „ le décès du Roi *Richard II.* appartenoit selon „ la Loi, la Coutume, & le devoir de la conscience, à *Edmond Comte de Marche*, & que „ la Foi & l'hommage lui étoient dûs; il est as- „ suré de même du Duc d'*Tork* qu'il avoit été „ de son vivant, véritablement Roi, de Droit, „ du Royaume d'*Angleterre*. On ne se seroit jamais servi de ces expressions, si on n'avoit pas eu en vuë les Actes qu'*Henri VI.* fit pour assurer la succession de la Couronne à ses Descendans, & qu'on considèroit comme des Actes qui ne pouvoient être d'aucun effet par rapport à ce qui s'en proposoit. C'est pourquoi lorsque *Henri VI.* regagna la Couronne & qu'après avoir chassé *Edouard IV.* du Royaume, il en eut l'entière possession; tout ce qu'il fit dans le Parlement durant cette espace de tems fut revoqué par ledit *Edouard*. L'Acte de Parlement qui contient cette Révocation mérite que le Docteur y fasse une sérieuse attention; C'est ce qui m'oblige de la transcrire en sa faveur.

„ D'autant que pendant la triste absence de „ notre Seigneur & Roi hors de ce Royaume, „ lorsqu'il étoit en *Hollande*, & avant son glorieux retour dans le même Royaume, on auroit convoqué un prétendu Parlement par une „ autorité usurpée, & au nom d'*Henri VI.* le „ précédent Roi d'*Angleterre*, de Fait & non „ de

„ de Droit ; Rebelle à notre Souverain Sei-
„ gneur & Roi & son Ennemi déclaré ; lequel
„ Parlement se feroit assemblé dans le Palais de
„ *Westmunster* le 26. jour de Novembre , la
„ neuvième année de notre Souverain Seigneur
& Roi à present régnant, la quarante neuvième
année depuis le commencement du prétendu ré-
gne dudit *Henri*, & la première de son rétablif-
sement dans l'autorité & l'Etat qu'il avoit de
nouveau usurpez. Et comme dans ledit Parle-
ment on y auroit traité , délibéré , & machiné
plusieurs & diverses affaires à la destruction , &
exhérédation de notre Souverain Seigneur &
Roi, aussi bien que de ceux de son sang Royal.
Et cela par les efforts & suggestions de Personnes
qui ne craignent point Dieu , & qui ne peuvent
supporter le Gouvernement d'aucun Prince , mais
qui, enclins à suivre le dérèglement de leurs ape-
tits, voudroient avoir en leur disposition toute
l'administration & la conduite de ce Royaume ;
lesquels Traitez , délibérations , & machinations
„ restent encore par écrit , & dont il se trouve
„ quelques Copies; d'où il pourroit arriver plu-
„ sieurs inconvéniens à notre Souverain Seigneur
„ & Rois & à ceux de son Sang Royal , (que
„ Dieu veuille avoir en sa Protection) comme
„ aussi à tous les Seigneurs qui sont auprès de
„ la Personne du Roi , & pareillement à tous
„ ses autres fidèles sujets , à moins qu'on ne
„ pourvoie aux remèdes qui y sont nécessaires:
„ A ces causes notre dit Souverain Seigneur &
„ Roi se conformant à l'avis des Seigneurs tant
„ spirituels que temporels , aussi bien qu'à la
„ demande des Communes assemblez en Parle-
N 2 „ ment,

„ ment , a , par autorité du même Parlement ,
 „ pour la sûreté de sa sacrée Personne , de son
 „ illustre lignée & de la succession Héréditaire
 „ en sa faveur , pour la sûreté aussi de tous les
 „ Lords , Nobles , & de ses autres Serviteurs &
 „ sujets , ordonné & arrêté , que ledit prétendu
 „ Parlement , pour tout le tems qu'il a duré
 „ avec toutes ses circonstances soit invalide & de
 „ nul effet. Et que tous Actes , Statuts , Or-
 „ donnances , Traitez , délibérations , Conven-
 „ tions , déterminations , & tout ce qui a été fait ,
 „ délibéré , &c. dans ledit Parlement , & en-
 „ suite copié en tout , ou en partie , doit être
 „ nul , aboli , invalidé , annulé , défait , re-
 „ voqué , cassé comme n'ayant ni force ni va-
 „ leur.

M. *Hidgen* ne laisse pas d'assurer positivement que l'autorité de ces Loix qu'*Henri VI.* fit , lorsqu'il eut repris la Dignité Royale , auroit été reconnue , si elles n'avoient pas été abolies par *Edouard IV.* Car , comme il lui plaît d'avancer , ces mêmes Loix faites l'an quarante neuvième du premier , ne perdirent pas d'elles-mêmes leur validité comme quelques uns se l'imaginant , en tirent des preuves à leur avantage ; mais parce qu'elles furent annullées & revoquées , selon la remarque de Mylord *Coke* Chef de Justice ; ce qui paroît en ce que l'Acte d'*Edouard IV.* ne les déclare pas nulles , mais ordonne & arrête qu'elles doivent l'être ; Observation aussi judicieuse que subtile ! Il faudroit donc que les Amis du Roi *Edouard* fussent toujours restez atteints de ce qu'ils avoient été accusés , que sa Lignée eut été exclue de la succession , & ses propres Loix abolies , pendant les huit années qui précéderent

derent l'Acte ; car tout ce tems-là se passa avant qu'on annullât les Procédures du prétendu Parlement d'*Henri VI.*

Il est maintenant à propos d'observer que le Roi *Edouard IV.* tint un Parlement la douzième année de son règne , & un autre dans la dix septième, qui fut celle où l'Acte dont nous parlons fut fait. Il n'étoit pas possible qu'aucune Personne convaincuë de crime eut rang dans cette Assemblée ; & par conséquent, tous les meilleurs Amis d'*Edouard* étoient incapables d'y avoir place tout le tems que les Actes de Parlement faits par *Henri* étoient , au sentiment de M. *Hidgen* , en pleine vigueur. Il peut croire s'il lui plaît que cela put se faire , mais il m'excusera d'avoir cette croyance. La véritable raison pourquoi on jugea enfin à propos d'annuller les procédures de ce Parlement d'*Henri*, fut sans doute l'égard que la prudence vouloit qu'on eût à la vicissitude des affaires humaines , dont cet âge devoit être pleinement convaincu. Il pouvoit arriver une autre Révolution, qui auroit donné aux Amis de la Famille de *Lancastre* une belle occasion de se vanger de leurs Ennemis. Et alors ces Actes de l'Usurpateur , s'ils n'avoient point été revoquez , auroient pû leur servir en les faisant executer. De plus *Henri VI.* avoit dans ce dernier Parlement fait, de nouveau, une substitution de la succession à la Couronne en faveur de ses propres Enfans ; & au défaut d'iceux , il la faisoit passer au Duc de *Clarence* aussi bien qu'à ses Enfans ; Circonstance qui devoit paroître d'une assez grande conséquence. D'un autre côté le temperament de ce Duc , qui mourut cette année , & l'inconstance de ces tems , étoient de

puissantes raisons pour apprehender le danger qu'il y avoit de souffrir qu'un tel Acte continuât cet Acte, sans être revoqué, tout invalide qu'il fut de lui-même, ayant été passé *dans un prétendu Parlement, convoqué d'une manière illégitime, & par une autorité usurpée, au nom d'un Rebelle au Roi Edouard IV. & de son Ennemi, Henri IV. le précédent Roi d'Angleterre, de fait & non de Droit.* Je me suis servi du terme de révoquer par ce que je croi pouvoir le faire sans préjudice à mon Opinion; Quelque raison que le Docteur ait de se persuader que tous Actes qui sont revoquez, doivent avoir eu de la force jusques à ce qu'ils l'ayent été, je ne saurois tomber d'accord que cela soit toujours vrai. C'est de quoi je viens de donner un exemple dans les Actes d'*Henri VI.* qui furent déclarez nuls & invalides dans le premier Parlement d'*Edouard IV.* & cependant dans l'acte qui les déclare nuls, on s'y sert aussi du terme de revoquez. Il est vrai, que les Actes d'*Henri VI.* ne sont pas en termes formels apellez invalides dans ce dernier d'*Edouard IV.* laquelle omission le Docteur croit être fort favorable à son dessein; mais les paroles, dont on s'est servi, sont certainement d'une égale force; car il est ordonné & arrêté qu'ils doivent être nuls: ce qui est autant que s'il étoit déclaré & arrêté qu'ils le sont. En un mot si les Loix que fit *Henri VI.* lorsqu'il étoit hors de possession furent estimées de nulle autorité, ainsi que je l'ai montré, ce seroit une chose étrange, que celles qu'il a établies après avoir recouvré la Couronne, fussent bonnes & valables.

Je pénétre encore plus avant dans la recherche que je fais de la vérité du sentiment de M. *Hid-*

gen

gen qui soutient qu'aucun des Actes du Parlement des trois *Henris*, ne fut confirmé par *Edouard IV.* Il confesse, que ce Roi confirma quelques Actes de Parlement qui concernoient la Ville de *Shrewsbury*, & la fondation de quelques Maisons Religieuses; mais il dit à ce sujet que c'étoit, selon les apparences, par précaution, & à la demande de ceux qui y étoient interressés; je conviens de cela avec lui: mais la Question est de savoir, si cette précaution n'étoit pas nécessaire, & si sans la confirmation, qu'on demandoit de ces Actes, on n'auroit pas pû disputer de leur validité. Ce n'est pas l'usage de demander une Confirmation de cette nature ni de l'accorder pour des sujets imaginaires; mais bien pour de solides raisons; c'est pourquoi à juger du cas en question par les conjectures, on doit bien plutôt croire l'un que l'autre; d'autant plus, si on considère l'intention qu'on a eu en faisant l'Acte qui devoit servir à la Confirmation des différens Actes qui étoient à confirmer. On y commence par déclarer, que c'est pour prévenir tous doutes, ambiguités & diversitez d'opinions touchant la validité des Actes de Parlement; pour cela même le Docteur me permettra d'inferer que cette confirmation n'étoit pas une chose inutile. Outre qu'en accordant qu'une telle précaution n'étoit pas nécessaire, c'est détruire l'hipotese du Docteur *Hidgen*; Car, si l'autorité, que les Rois de *Faëto* avoient de faire des Loix, étoit un point de constitution, incontestable, universellement reconnu, & qui n'avoit jamais été disputé; d'où provinrent tout à coup ces doutes qui s'éleverent dans l'esprit des Peuples touchant la validité des Actes de trois *Henris*? Quelle raison

y avoit-il qu'aucun fujet entreprît à fes propres dépens & avec beaucoup de peine de folliciter un Aâte de Parlement , pour confirmer un Droit qui n'avoit jamais été mis en doute ? Et ce qui paroitra de plus étrange eft, que quoique le Docteur appelle ces Aâtes, qui ne furent point confirmez , des Aâtes d'un intérêt particulier , ils étoient cependant d'une telle nature , qu'ils intéreffoient un grand nombre de Perfonnes : comme tous les Habitans de la Ville de *Shrewsbury*, & tous ceux qui tiroient quelque avantage des Maisons religieufes fondées par la Maison de *Lancastre*, dont le nombre ne devoit pas être petit ni peu confidérable. C'auroit été fans doute une chofe bien furprenante & tout-à-fait extraordinaire, de voir tant de gens prendre l'alarme, lorsqu'il n'y avoit rien à craindre , fi ç'avoit été alors une Opinion , en régné , que les Aâtes des Rois *de Faâto* n'avoient point befoin de Confirmation ; une telle opinion auroit été inutile pour l'obtenir , au cas que notre Constitution eût été telle que le Docteur la représente. Ajoûtons à tout ceci que ce ne fut pas feulement à la demande de ceux qui y étoient immédiatement interrefsez , qu'on confirma ces Aâtes ; mais encore à la Requête de la Chambre des Communes ; car les Aâtes de Parlement , dans ces tems-là n'étoient , félon leur ancienne Forme , que des Adreffes prefentées par les Communes , lesquelles on ne peut pas accufer d'y avoir inféré quelque Article , qui ne pouvoit pas être autorifé par aucun exemple précédent , & qu'on ne pouvoit pas même félon la moindre apparence de raifon juftifier ni approuver , fi l'opinion du Docteur eft véritable.

ritable. Quand donc il seroit vrai qu'il n'y eut que ces seuls Actes des trois *Henris* qui furent confirmez par *Edouard IV.* cette confirmation ne laisse pas d'être une preuve qu'on ne les croyoit pas sans cela d'une Autorité suffisante.

Là-dessus je puis demander à Mr. *Hidgen* de me trouver, dans toutes nos Archives, un seul témoignage de quelque Acte de Parlement fait par un Roi légitime, qui ait jamais été confirmé, manque d'une Autorité suffisante. C'est une question qu'il dit lui avoir été faite avec une grande assurance, mais je suis persuadé que ç'a été avec beaucoup de jugement. Et la réponse merite bien qu'on y prenne garde. *Les Actes*, dit-il, *de Charles II.* passez la 12. année de son Règne furent confirmés dans la 13. du même Règne; & ceci, nous assure-t-il, est un Témoinage à l'égard de ce Roi & même un des plus remarquables. Nous ne pouvons pas empêcher le Docteur de s'attribuer à lui seul le droit de parler avec assurance; mais j'espère que sans violer les Loix de l'honnêteté, il nous sera permis de lui demander ce qu'il pensoit par cette réponse, & quel rapport elle avoit à son sujet. La Question étoit, si les Actes faits par un légitime Roi dans un Parlement assemblé dans les formes, ont jamais été confirmez, à raison du défaut d'Autorité dans un tel Roi. M. *Hidgen* l'assure, parce que le Roi *Charles* confirma les Actes faits dans une Assemblée qui s'étoit tenuë à ce dessein. En vérité voilà quelque chose d'admirable; comme s'il ignoroit que ces Actes ne furent pas confirmez, manque d'autorité de la part du Roi *Charles II.* dans le tems qu'ils furent faits, mais bien de la part de l'Assemblée ou du Parlement qui n'avoit

pas été convoqué par un Ordre du Roi avec toutes les formalitez nécessaires. Le Docteur *Hidgen* est trop bien instruit de notre Constitution, pour ne pas savoir qu'il y a de certaines formalitez essentielles qui doivent s'observer dans la Convocation, l'Élection, & l'Assemblée légitime des Parlements; lesquelles étant omises rendent toutes leurs Procédures, sinon invalides, du moins douteuses, & que cela peut arriver sous des Rois de Droit *de jure*. * Mais quel rapport a ceci au Fait d'*Henri VI.* dont les Actes ont été seulement confirmez à raison du défaut d'autorité en sa propre Personne, & non pas pour aucun soubçon d'irrégularité dans l'Assemblée de son Parlement.

Surquoi, M. *Hiagen* propose, d'où vient qu'il n'y eut pas plus d'Actes de Parlement des trois *Henris* qui furent confirmez; puisque sans cette condition ils n'étoient pas d'une valeur suffisante? on répond qu'il est fort probable qu'il y en a eu beaucoup plus de confirmez que le Docteur ne rapporte; mais qu'il y en ait eu quelques uns de confirmez, c'est une chose très certaine & indubitable. Premièrement, lorsque *Richard* Duc d'*Tork* déclara ses prétentions à la Couronne, il accorda & convint † que tous les autres Actes & Arrêts des Parlemens, à la réserve de ceux qui regardoient l'héritage de la Couronne, seroient bons & suffisans, pour toutes sortes de Personnes. Laquelle Confirmation prévint beaucoup d'inconveniens qui seroient arrivez par le changement qu'on auroit fait. Et *Edouard IV.* fut obligé d'accorder la même chose

9. He.
Rot. Parl.

* 39. Henr. VI. c. 1.

† Rot. Parl. 39. H. 6. n. 15.

le pour le bien de son Gouvernement, & à l'exemple de son Pere qui avoit été le premier à reclamer la Couronne. Outre que le même intérêt du bien Public, qui engagea *Edouard IV.* de confirmer les Actes juridiques &c. des trois *Henris* faits sans la participation du Parlement, devoit nécessairement l'obliger d'en faire autant à l'égard de beaucoup d'autres Actes de Parlements, qui tendoient manifestement à l'utilité & à l'avantage de son Peuple. Il est vrai que l'Acte qui confirme les Actes juridiques &c. de ces Princes, semble ouvertement en excepter leurs Actes de Parlement ; mais cette exception même renverse l'opinion du Docteur. Car si c'étoit une vérité, comme il voudroit nous le persuader, que ces Actes n'avoient pas besoin de Confirmation ; il étoit ridicule d'informer le monde, en les exceptans, qu'on n'avoit pas intention de les confirmer. C'est pourquoi on ne peut pas comprendre comment on peut soutenir que des Actes de Parlement, d'une Autorité indubitable, n'ont été particulièrement exceptez de l'Acte de Confirmation, que parce qu'ils n'en avoient pas de besoin. Il y a donc de l'apparence que le Roi *Edouard* prit un soin particulier de déclarer son bon plaisir, à l'égard de ces Actes que ses Predecesseurs *de Facto* avoient faits, & qu'il crut les plus avantageux au Public, afin qu'ils fussent mis en exécution ; quoique nous ne trouvions aucun Acte de Parlement fait exprès, pour les confirmer dans les formes ; & la véritable raison pourquoi on fit seulement mention de ces Actes particuliers, qui regardoient la Fondation des Maisons religieuses, aussi bien que la Ville de *Shrewsbury*, semble avoir été pour
les

les assurer contre l'*Acte de Reprise* qu'on avoit auparavant passé dans cette séance ; plutôt que pour suppléer au défaut d'Autorité en la Personne des Rois de la Maison de *Lancastre* : En effet comme par cet *Acte de Reprise* toutes les Terres , Privileges & Pouvoirs étoient restitués à la Couronne dont les trois *Henris* les avoient aliénés par leur concessions , le Terrain même où étoient situées les Maisons religieuses , qu'ils avoient eux-mêmes fondées auroit pû être repris , à moins d'une exception particulière. Pour la même raison la Ville de *Shrewsbury* avoit besoin d'une semblable faveur, pour la conservation des Privileges qui lui avoient été accordez par la Générosité de ces Rois.

En second lieu il est certain qu'*Edouard IV.* confirma quelques autres Actes de Parlement de ces Princes de la Maison de *Lancastre* , outre ceux que *M. Hidgen* a rapportez : Savoir un Acte pour le vêtir &c. des Juges , & les Lettres Patentes d'*Henri VI.* en faveur de *Faquette de Luxembourg* Duchesse de *Bedford* accordez en Parlement ; lesquels Actes furent aussi confirmez. Toutes les Commissions des Pouvoieurs, pour lesquelles on obtint des Actes par autorité du Parlement , & qu'*Henri VI.* passa , furent semblablement déclarées bonnes & valables ; par où , on voit qu'on n'estimoit pas ses Actes d'une force suffisante pour autoriser les Procédures des Commissaires. Enfin , plusieurs Actes de Parlement qu'*Henri VI.* avoit faits contre les Violateurs des Traitez d'Alliance , avec des Princes Etrangers furent confirmez en termes exprès ; mais il est déclaré en même tems que ladite Confirmation ne s'étendra pas au second Acte d'*Henri V. VI.* ;

la-

laquelle exception est un autre exemple bien remarquable d'un Acte de Parlement fait par un Roi de *Faëto*, & qui devient nul par le seul refus que le Roi de *jure* fait de le confirmer. Je ne doute pas routesfois qu'on ne demande encore, pourquoi nous ne trouvons point plus d'Actes de Parlement des trois *Henris* qui ayent été confirmez, s'il étoit nécessaire qu'ils le fussent ? comment est-il arrivé qu'on ait mis en exécution un si grand nombre de leurs Loix depuis qu'ils ont régné, sans qu'il paroisse que leurs légitimes Successeurs les ayent ratifié en aucune manière ? Si elles n'ont pas reçu leur autorité de ceux qui les ont faites, d'où l'ont-ils pû tirer ? Si cette Objection peut servir à quelque chose, elle prouvera aussi bien qu'on peut faire des Loix sans Evêques, sans Communes, sans la participation des trois Etats, & même sans celle du Roi ; car on peut aisément citer des Actes & des Arrêts qui ont été defectueux en l'un ou l'autre de ces Points, lesquels cependant ont eu la force de Loix. C'est ainsi que M. *Prynn* nous assure, que plusieurs Actes ont été imprimez au nombre des Loix, comme des Actes de Parlement qui n'avoient aucune Autorité : Et Mylord *Ellesmere* fait mention, dans sa Harangue sur les *Post-Nati*, de plusieurs Proclamations qui tenoient lieu de Loi. D'où vient aussi qu'on a reconnu, que plusieurs Constitutions qui étoient originairement émanées d'une autorité Etrangere, telles que sont quelques unes du Pape & de ses Legats, ne laissoient pas de valoir en *Angleterre*, en vertu de la tolerance de la part du Roi, & du libre consentement du Peuple. Il ne s'en suit pourtant pas delà que le Pape eût l'autorité de

de nous les imposer. Mais pour mettre ceci dans une plus grande évidence rien n'y est plus propre que l'observation d'un savant Auteur. Il nous dit que les Reglements de *Simon Montfort* avoient autant de force que s'ils avoient été faits par le Roi *Henri III.* Et quoi que ce soit une vérité bien établie, que le consentement des Communes est absolument nécessaire pour faire des Loix, & que rien sans cela ne peut avoir nom d'Acte de Parlement; Mylord *Coxe* ne laissa pas d'assurer que le cinquième de *Richard II.* concernant l'Hérésie, quelques Protestations que les Communes firent contre, s'exécuta & continua d'être observé comme une Loi, jusques à ce qu'il eut été révoqué par *Edouard IV.* & la Reine *Elizabet.* M. *Fox* assure la même chose du second (a) qu'*Henri IV.* fit, auquel les communes ne donnèrent jamais leur consentement. Et Mylord *Coke* Chef de Justice est de son même sentiment à l'égard de cet Acte, aussi bien que du second (b) d'*Henri V.* de toutes lesquelles Loix les sujets d'*Angleterre* ressentirent la force jusques aux régnés d'*Henri VIII.* & d'*Edouard VI.* & ensuite sous celui de la Reine *Marie*, jusqu'à leur entière Revocation qui en fut faite par la Reine *Elizabet.* C'est à présent que je puis proposer la même Question qu'il fait à ses Adversaires de quelle nature étoient ces Loix? Dira-t-il que c'étoit des Loix Parlementaires, puisqu'elles ne furent pas passées en Acte selon les Formalitez ordinaires des Parlemens? Les mettra-t-il au rang de la Coutume? c'est ce qui étoit impossible au tems qu'elles furent mises en exécution.

(a) c. 15.

(b) c. 7.

cution. Lorsqu'il répondra à ces demandes, ses Adversaires pourront lui faire celle-ci, de quelle sorte étoient les Loix des trois *Henris*. Il répondra, comme il a déjà fait, *ce qui est de la Coutume est quelquefois changé par des Actes de Parlement en Loix Parlementaires ; mais ces Loix ne peuvent jamais être changées en Coutume.*

Ce n'est pas là une Réponse précise ni conforme à la vérité. Car premièrement quoique les Actes de Parlement soient quelque fois faits pour confirmer la Coutume ; la Coutume n'est pas pour cela changée en Acte ; puisqu'alors elle cesseroit d'être ce qui s'appelle Droit Coutumier. En second lieu il n'est pas vrai que les Arrêts de Parlement ne peuvent pas passer en Coutume ; puisque Mylord *Hale*, Chef de Justice, nous assure lui-même. „ Que plusieurs „ de ces Reglemens, qui sont à présent une „ partie du Droit Coutumier, ont eu leur Origine des Actes & des Constitutions de Parlement que le Roi, les Seigneurs & les Communes avoient couché par écrit, nonobstant „ que ces Actes Ecrits ne subsistent plus, ou „ que s'ils existent, ils ayent été faits dans un „ tems, dont de mémoire d'homme on n'a pas de „ connoissance, &c.

Je ne reciterai plus qu'un Fait qui seul peut suffire, pour prouver que la validité des Loix ne dépend pas toujours de l'autorité de celui qui en est l'Auteur, ou que les Ordonnances des Personnes, qui n'ont pas les qualitez nécessaires pour les faire, peuvent s'observer & s'exécuter avec autant d'autorité que les Loix les plus sacrées du Royaume. Le Roi *Richard II.* contraint de céder à la violence du tems, publia

blia ses Ordres pour faire assembler un Parlement le 30. de Septembre , la 20. année de son Règne. En ce même jour il fit abdication de la Couronne , & le Duc de *Lancastre* en prit possession sous le nom d'*Henri IV.* A raison de quoi ce Parlement fut cassé le propre jour qu'il s'assembla , comme il est couché dans le Rôle du Parlement de son Règne , & rapporté par *M. Prynn* de cette maniere. „ Lors-
 „ que *Henri IV.* eut été déclaré Roi , il fit
 „ le même jour 30. de Septembre expedier ses
 „ Ordres, en son propre Nom, pour un nou-
 „ veau Parlement qui devoit se tenir à *West-*
 „ *munster* le jour de la Fête de *Ste. Foi*, Vier-
 „ ge, qui arrivoit le 8. d'Octobre ensuivant.
 „ Comme donc il n'y avoit que six jours d'in-
 „ tervale depuis la publication de ces Ordres
 „ jusqu'au jour du Parlement , il étoit impossi-
 „ ble en si peu de tems d'élire de nouveau, par
 „ toute l'*Angleterre* , des Chevaliers , des Ci-
 „ toyens & des Bourgeois pour en être les
 „ Membres; à cause de quoi, les Chevaliers
 „ & Bourgeois qui avoient été envoyez au
 „ Parlement convoqué par *Richard II.* furent
 „ continuez , & revinrent incontinent à celui-
 „ ci , de même que s'ils avoient été nouvelle-
 „ ment élus en vertu des Ordres du nouveau
 „ Roi. Voilà quel est le recit que *M. Prynn*
 fait de ce Parlement, & je m'assure , que si on
 en veut faire la recherche on trouvera qu'il est
 véritable. De plus si nous considérons que le
 Roi *Richard* étoit Prisonnier à *Chester* , dans
 le même tems qu'il signa les Ordres pour un
 nouveau Parlement, on tombera d'accord qu'il
 n'y eut peut être jamais une Assemblée com-
 posée

posée de Membres plus illégitimes, & cela pour deux raisons : La première, ils n'avoient point été élus chacun par leurs propres Comtez & Bourgs ; ce qui les rendoit incapables de les représenter : La seconde, le Roi *Richard* étoit manifestement dans un état forcé, lorsqu'il publia les Ordres en vertu desquels ces Membres furent choisis, leurs Procédures donc n'avoient rien de juridique & de légitime pour donner le nom de Loi à leurs Actes ; à moins qu'ils ne fussent confirmez par ce Prince, après avoir été rétabli en pleine liberté. Là-dessus, quel jugement ferons-nous des Loix qui furent établies dans cette Assemblée qui confirma l'Acte onzième de *Richard II.* révoqua celui qui fut fait la vingt deuxième année de son Règne, & passa plusieurs autres Actes qui ont été mis en exécution & conservez en vigueur jusques aujourd'hui. Que s'ils avoient été declarez valables par quelque Parlement suivant, & légitimement assemblé, ce seroit de quoi défendre leur autorité ; mais où trouver l'Acte qui les autorise ? Il est vrai qu'*Henri IV.* dans le Parlement qui suivit celui-ci, confirma * toutes les Loix bonnes & valables que tant lui que ses Ancêtres avoient faites.

Mais cette Confirmation ne pouvoit avoir assez de force pour autoriser aucuns Actes, qui ne pouvoient pas passer pour des Loix bonnes & valables avant leur Confirmation. Car selon la Règle du Droit Coutumier *la Confirmation de ce qui est nul est nulle aussi.* A ce sujet *Sydersin* nous apprend qu'on proposa une Question parmi les favans pour savoir, si les Actes de l'Assemblée étoient bons & valides, nonobstant la Confirmation

O

† Roi. Parl. 2. Henr. IV. 3.

tion qui en fut faite la quatorzième année de *Charles II.* Pour moi, j'avouë que je ne vois aucun fondement de douter de cette Confirmation. Car à examiner comme il faut l'Acte qui la contient, il éclaircit toutes les difficultez qui pourroient se faire, & en particulier celle qu'il met sur le tapis que le Parlement avoit bien prévue; parce que premierement il prend bien garde d'appeller cette Assemblée un Parlement, mais seulement l'Assemblée des Seigneurs & des Communes, & qu'il ne nomme les Actes, que les Actes des Seigneurs & des Communes, accompagnés du consentement du Roi. En second lieu, parce qu'il déclare qu'une Assemblée & des Procédures de cette sorte ne doivent point servir d'exemple à d'autres; en troisième lieu, qu'il ne ratifie & ne confirme pas seulement les Actes qui y sont mentionnez, mais qu'il arrête & déclare qu'ils ont la même force que s'ils étoient faits dans ce Parlement. Par ce moyen on alla effectivement au devant de tous les doutes qu'on pouvoit s'imaginer, & on établit & assura l'Autorité de ces Actes de l'Assemblée d'une manière qu'on ne pouvoit y trouver rien à redire. Mais *Henri IV.* ne fit rien de semblable dans les Parlemens qui suivirent. Et nos Archives ne nous fournissent rien qui soit capable de terminer les differents qui pourroient naître, touchant la validité des Actes de son premier prétendu Parlement. De tous lesquels témoignages, il est manifeste que les Actes & Ordonnances des Princes & Assemblées, qui n'avoient pas la puissance de faire des Loix, peuvent être observez sur le pié de Loix, quoi qu'ils n'ayent jamais été confirmés dans les formes.

mes. De sorte qu'il est clair aussi que le Docteur n'a point prouvé le point qu'il suppose être véritable, *que les Actes des trois Henrys ont été toujours exécutés comme des Loix bonnes & valables, quoi qu'elles n'ayent jamais été confirmées*; car il ne s'ensuit pas de là que leur Autorité fût légitime & incontestable.

Après cela on doit être assez informé, tant des raisons que j'ai de ne pouvoir accorder aux trois *Henrys* l'autorité de *Legislateurs*, que des difficultés que je trouve d'admettre l'exécution de leurs Actes de Parlement, pour une preuve de la validité qu'ils avoient reçu de la part de ces Princes. En un mot j'ai rapporté des témoignages qui, selon mon avis, doivent être d'un assez grand poids, pour convaincre un Lecteur sans prévention, que les Actes de Parlement faits par la Maison de *Lancastre* n'avoient pas d'eux-mêmes assez de force ni d'autorité, pour imposer au Roi *Edouard IV.* aucune obligation. Car c'est un sentiment soutenu par le Chef de Justice Mylord *Coke*, au sujet de *Calvin*; que les Rois qui ont succédé par droit de succession héréditaire sont obligés d'observer les Actes de leurs Prédécesseurs; mais c'est lorsque ces Prédécesseurs ont été légitimes; parce qu'il n'est pas possible de donner aucune autre raison, pourquoi cette maxime n'a point eu de lieu à l'égard d'*Edouard IV.* que le défaut d'un droit légitime dans les Princes de la Maison de *Lancastre*. Surquoy nous pouvons observer d'une manière remarquable la distinction d'un Roi de *Faëto* & d'un Roi de *jure*; en ce que les Actes d'un Roi, de *jure*, impose une obligation à leur Successeur, au lieu que ceux d'un Roi de *Faëto* n'en impose aucune.

Et c'est cette différence de l'un à l'autre qui détruit, de fonds en comble, tout le raisonnement que le Docteur fonde sur les Actes de Parlement des trois *Henris*. Lorsque je dis qu'*Edouard IV.* n'avoit point d'engagement de garder les Loix des Rois de *Faïto* ses Prédécesseurs, ma pensée n'est pas qu'ils fussent tous absolument nuls à son avènement à la Couronne : il seroit, en un tel cas, très-difficile de concevoir comment aucun d'eux auroit pû être confirmé, selon la maxime dont il a été fait mention, *que la Confirmation, de ce qui est nul, est nulle aussi*; en effet ce qui est nul n'a point d'existence, & on ne peut pas prétendre qu'une Confirmation donne l'être à ce qui n'existoit pas auparavant; elle supplée seulement au défaut d'autorité & de vigueur qui se trouvoit dans l'Acte qui a été confirmé. S'il m'est donc permis de dire librement ma pensée sur un sujet, sans prétendre d'en donner un jugement décisif, dont je ne me sens pas capable, je voudrois faire une distinction des Actes de Parlement des trois *Henris* de la Maison de *Lancastre*; entre lesquels j'oserois dire qu'il y en avoit quelques-uns que le Roi *Edouard IV.* pouvoit annuler, & que le reste le fût dans le même tems de son avènement à la Couronne.

Touchant le premier Point, mon Opinion est qu'*Edouard IV.* pouvoit lui seul annuler la plupart des Actes des trois *Henris*, lesquels ne l'étoient pas actuellement par son avènement à la Couronne. Tels étoient ceux qui ne faisoient pas le moindre préjudice aux Droits & à l'intérêt du Roi *de jure*, & qui tendoient en général au bien des sujets, comme à la Paix & à la tranquillité du Gouvernement : Mais par rapport

port à ces Actes , il dependoit entièrement du bon plaisir d'*Edouard* I V. ou d'en confirmer l'autorité , ou de la rejeter tout-à-fait , à cause de quoi il est tout visible qu'il le faloit déclarer par un Acte , pour le plus grand repos des sujets, aussi bien que pour un meilleur ordre dans les Procédures des Cours de Justice ; sans quoi, on auroit resté pendant tout le Cours de leur règne, dans le même état d'incertitude à l'égard de leur validité. C'est ainsi qu'on peut raisonnablement juger de la conduite du Roi *Edouard*. par raport aux Loix de ses trois Prédécesseurs. Quoi qu'elles fussent valables à l'égard des sujets , qui y avoient déjà donné leur consentement , elles ne pouvoient cependant être d'aucun engagement au Roi contre sa volonté , & son approbation , qu'il pouvoit donner ou refuser pour le tems qu'il le jugeroit à propos ; C'est pourquoi il en confirma quelques unes , & en rejetta quelques autres ; mais nous ne laissons pas d'en rencontrer une qui sembloit avoir retenu quelque autorité , jusques à la 14. année de son Règne ; ce qui fait voir clairement, que pendant tout ce tems-là son obligation ne fut pas fixe ni déterminée , parce qu'elle n'étoit pas entièrement valide sans une Confirmation , ni invalide sans un Acte qui l'a déclarât confirmée. De cette maniere ces Actes de Parlement des trois *Henris* , restant toujours enregistrez au nombre des Loix, étoient exécutez dans les Cours de Justice, & par les Officiers du Royaume, sans aucune opposition ou interruption de la part du Roi, & par consequent ils n'étoient en vigueur que par sa permission, & non à cause de l'autorité des Rois de la Maison de *Lancastre*.

D'ailleurs, de même qu'il est déclaré par Acte de Parlement * que, quoique le Pape n'eut pas l'autorité d'imposer par ses Decrets aucune obligation sur ceux de ce Royaume, plusieurs de ces Decrets ne laisserent pas de prendre la place de Loi, par la tolerance des Rois & le libre consentement des sujets; on peut aussi raisonner de la sorte à l'égard des Loix des trois *Henris*. Elles n'étoient d'aucune Autorité, en vertu de ceux qui en étoient les Auteurs & qui n'avoient pas le pouvoir de les faire; mais parce qu'elles étoient avantageuses au Public, elles ont par la tolerance d'*Edonard IV.* & de ses Successeurs, avec l'approbation du Peuple, été constamment reçues & exécutées, comme si elles avoient été faites par des Rois d'un droit indubitable. Le témoignage, que je vais produire, est une forte preuve, que ce n'est pas là un sentiment si particulier, qu'on ne puisse bien en rendre raison. Le Roi *Henri VIII.* avoit un grand besoin d'Argent, & parce qu'il avoit depuis peu éprouvé la Générosité du Parlement, qui lui en avoit accordé au delà de ses attentes, il étoit confus de lui en faire la proposition. C'est pour cela, qu'il établit des Commissaires pour recueillir par tout le Royaume, ce qui lui seroit accordé en don gratuit. Mais d'autant que cela étoit directement opposé à un Acte de Parlement fait par *Richard III.* il y eut dans la Ville un Homme de Loi qui suscita une objection contre cette Ordonnance du Roi, afin d'empêcher qu'on ne procédât outre dans la levée de cet Argent; à quoi le Conseil du Roi

ré-

* 25. *Hen. 8.* 21.

répondit immédiatement. „ Que * les Loix
 „ des Usurpateurs n'obligent en aucune ma-
 „ niere le Prince légitime. Que *Richard III.*
 „ n'avoit seulement pas été un Tiran, mais
 „ encore le Meurtrier de ses propres Neveux,
 „ &c. Que pour *Henri VIII.* qui étoit le vé-
 „ ritable & légitime Héritier de la Couronne,
 „ il n'y avoit aucun lien qui l'engageât, qu'au-
 „ tant que c'étoit son bon plaisir; puisqu'il
 „ étoit absurde de croire, qu'une Ordonnan-
 „ ce imaginée par une assemblée d'Esprits Fa-
 „ ctieux & approuvée d'aucun autre, que d'un
 „ Criminel au Souverain degré, pût, lier un
 „ Monarque légitime & absolu; C'est pour-
 „ quoi, que s'ils n'avoient pas une meilleure défail-
 „ te, ils ne devoient pas se servir de celle-là.

Telle étoit l'opinion, qu'on avoit, sous ce
 Règne, des Loix faites par les Rois *de Facto*.
 En conséquence de quoi le Roi continua à faire
 lever le Don gratuit, sans avoir d'égard à l'Or-
 donnance de *Richard III.* Ce trait d'Histoire est
 un clair témoignage que je suis bien autorisé dans
 mon opinion, qui m'a fait avancer que les Actes des
 Rois qui ne le sont, que par la Possession *de Facto*,
 ne sont d'aucun engagement aux Rois qui le sont
 de Droit, *de jure*, & qu'ils ne sont d'aucune
 obligation, qu'autant qu'ils le permettent & le
 souffrent. De cette manière donc, la distinction
 des Rois de Fait, *de Facto*, & des Rois de Droit
de jure, est mise dans tout son jour; en ce que
 les derniers peuvent déclarer nuls & invalides les
 Actes des autres selon leur bon plaisir; mais que
 les Premiers n'ont aucune Autorité sur ceux des
 Rois *de jure*. Ceci est conforme au sentiment

unanime de tous les Juges, qui declarerent, sur une Question qui fut faite au sujet des Concessions du Roi *Edouard IV.* qu'elles étoient toutes valables sans aucune Confirmation, ce qu'on ne peut cependant pas dire reciproquement des Actes faits par les Rois *de Facto.*

Venons au second Point qui en regarde d'autres d'une differente nature, lesquels devinrent indubitablement nuls par l'avenement du Roi *Edouard IV.* à la Couronne. Et ce sont tous ceux qui furent faits contre les Droits, la Personne, & l'intérêt de ce Roi, aussi bien que de ceux de sa Famille. *M. Hidgen* reconnoit comme une vérité, que la seule Possession de la Couronne annule tous Actes faits contre ceux qui sont convaincus du Crime de Trahison, à l'égard du légitime Héritier, par la même raison tous les autres qui sont contre ses Droits & sa Dignité doivent être de nulle valeur, quand il est entré dans son Héritage. C'est pourquoi j'ose avancer que ces Actes de la Maison de *Lancastre*, qui determinoient la succession de la Couronne à ceux de cette Famille, n'auroient été d'aucune force, quand même *Edouard IV.* ne les auroit jamais annulez par autorité de Parlement. Pour ce qui est de la demande qu'on pourroit faire, d'où vient qu'ils ont été déclarez nuls, puisqu'ils l'étoient sans cette déclaration; je réponds, que les Princes ont cru que cela étoit nécessaire pour leur plus grande sûreté, aussi bien que de celle de leurs Adhérens; de peur qu'une autre Révolution ne remit leurs Ennemis en possession du Trône; & qu'alors tous les Actes qu'ils avoient faits, lesquels n'auroient pas été cassés, servant à les condamner, ne con-

tribuaſſent à leur entière deſtruction. C'eſt pour cela, que quoique les Juges euſſent opiné, que la Couronne levoit tous les obſtacles, & ſupleoit à tous les défauts de la part du Sang, cependant *Henri VII.* (a) prit grand ſoin d'ordonner en plein Parlement, qu'on effaçât, biſât & ôtât tous les Memoires, où il étoit fait mention des Bills de conviction qui le concernoient. C'eſt ainſi qu'*Edouard IV.* annula toutes les Loix qui avoient été faites pour l'exhérédation de la Maïſon d'*York*. Et *Henri VI.* caſſa après avoir recouvré la Couronne, ceux qu'*Edouard* avoit fait contre ſes prétentions. De la même ſorte, *Edouard IV.* traita-t-il tout le Parlement d'*Henri VI.* Mais de tous ces Exemples, on ne peut pas inférer, que ces Princes attribuaſſent pour cela aucune autorité à ces Actes, quand ils n'auroient pas été invalides; puis-que nous voyons, que quelque fois les Actes des Rebelles les plus inſolens, & des Uſurpateurs les plus indignes, n'ont pas laiſſé d'être déclarés nuls en plein Parlement, quoique perſonne ne doutât qu'ils ne le fuſſent indépendamment de cette Déclaration. Temoin (b) les Actes de *Jean Cade*, qui fut un horrible & abominable Tiran, auſſi bien qu'un inſigne Fauſſaire & Traître, avec toutes les Accuſations & toutes les Procédures qui en dependent, faites ſous la Puiffance de ſa Tirannie & dans le tems de ſa Rebellion; leſquels Actes & Procédures on déclara de nul effet, invalides ſelon la Loi & indignes d'être couchés dans les Regiſtres de Parlement. Temoin auſſi, tous les Bills de Conviction (c) paſſés par *Olivier* & les autres Puiffan-

(a) la vie d'*Hen. VI.* par *Bacon.* p. 13.

(b) 31. H. 6. c. 1.

(c) 12. Car. 1. 12.

ces qui succéderent à son Usurpation , avec tous les Ordres , & Ordonnances des deux Chambres ou de quelqu'une des deux , pour imposer des Sermens , faire des Traitez , entrer en des engagements , & lever des Taxes , & tout cela , dis-je , fut déclaré nul ; quoique dans le même Acte de Cassation , il soit dit qu'ils fussent nuls & invalides dès leur origine & leur premier établissement. J'ai enfin achevé d'examiner tout ce qui paroïssoit de plus considérable dans les preuves que M. *Hidgen* a produite , pour soutenir le pouvoir que les trois *Henris* avoient de faire des Loix , & ai montré qu'il étoit defectueux , pour plusieurs raisons sur lesquelles le Docteur avoit le plus insisté. Et en même tems j'ai mis en évidence , que l'exemple d'*Henri IV.* est un clair témoignage de la véritable autorité des Rois de *jure* , & de la prétendue puissance des Rois de *Faït*.

L'Article sur lequel M. *Hidgen* s'étend après , sont les Loix de *Richard III.* qu'il soutient être une preuve très certaine qu'il avoit le pouvoir d'exercer l'office de Législateur ; où il emploie plusieurs Pages , pour nous convaincre , que tous ses Actes de Parlement ont été constamment mis en execution , sur le même pié que ceux qui sont d'une Autorité indubitable ; à la réserve de ceux-là seulement qui furent révoquez par *Henri IV.* Car „ ce Roi , dit-il , „ ne prétendoit pas d'en déclarer aucun invalide (comme certainement il l'auroit fait , „ si la Constitution l'avoit pû souffrir.) Mais „ il n'avoit garde de le faire , puisque quelques-uns d'*Edouard IV.* étoient d'une nature

, si odieuse, & qu'on avoit tant en horreur sa
, Memoire, que ç'auroit été lui faire trop d'hon-
, neur, que de revoquer ces Actes; quand on
, auroit pû les rejeter, à raison du défaut d'auto-
, rité de la part de celui qui les avoit faits.
C'est ainsi que le Docteur raisonne, & je me
range volontiers de son parti; je confesse com-
me une vérité de fait, qu'*Henri* ne déclara au-
cune Loi de *Richard III.* invalide; & je suis
de son avis, que la Constitution ne le pouvoit
permettre; je tombe même d'accord que c'étoit-
là une bonne preuve que *Richard III.* avoit,
par raport à *Henri VII.* le pouvoir d'exercer l'of-
fice de Législateur; & que c'est une marque évi-
dente que les Loix du premier n'assujétissoient
l'autre à aucun engagement. Mais j'abandonne
la Cause du Docteur, lorsqu'il en conclut en
général, que les Loix des Rois de *Faëto* sont de
leur nature & sans aucune exception bonnes &
valables. Car si le Droit d'*Henri VII.* eût été
aussi véritablement Héréditaire qu'il l'a prétendu,
nous aurions rencontré, dans les Archives des
Parlemens, d'autres témoignages de la validité de
ses Procédures que nous ne trouvons; mais
puisque'il n'étoit lui-même rien autre qu'un Roi
de *Faëto*, il lui étoit impossible de procéder au-
trement qu'il n'a fait. Comment pouvoit-il dé-
clarer invalides les Actes de son Prédécesseur,
par la raison qu'il étoit un Usurpateur, puis-
qu'il savoit bien, qu'il ne valoit pas mieux? Ses
Loix avoient-elles quelque force particuliere,
pour qu'on les estimât être d'une plus grande
autorité que celles de *Richard III.* & quelle bel-
le ouverture n'auroit-il pas donné à ses sujets,
que de leur apprendre, que quelques Loix qu'il
leur

leur imposât , elles n'étoient d'aucun engagement à son Successeur ; & qu'ainsi elles ne subsisteroient plus après son décès que selon son bon plaisir ? En sorte que *Richard* mis en parallèle avec *Henri VII.* étoit un Roi *de jure* ; aussi bien que tout Roi *de Facto* peut être considéré, à l'égard de son Successeur , qui n'a pas un Droit plus légitime ; parce que quelques Loix que l'un établit, l'autre est obligé de les garder. Voilà la véritable raison pourquoi *Henri VII.* revoqua ces Loix de *Richard III.* dont il avoit grande envie de se defaire , & dont il lui étoit impossible autrement, de détruire l'Autogité. Le Fait que le Docteur a cru un témoignage fort favorable à son Hypothèse ; est une preuve bien remarquable de ceci. C'est à l'occasion de ceux que *Richard III.* avoit fait déclarer convaincus de Trahison , auxquels il ne fut pas permis d'assister au Parlement jusques à ce que leur Bill de Conviction eut été revoqué par un Acte particulier fait à ce sujet ; mais *Henri VII.* n'auroit pas été obligé à ces formalitez, en cas qu'il eut été Roi *de jure* ; On peut se resouvenir du procédé d'*Edouard IV.* qui ne revoqua les Actes de Conviction qui avoient été faits par *Henri VI.* contre ceux de son propre Parti, qu'environ sept ans après son rétablissement ; dans lequel espace de tems il avoit tenu plusieurs Parlemens , où il faut que ces mêmes Seigneurs & Messieurs ayent assisté avant la revocation des Actes de Conviction qui avoient été passez contre eux ; à moins que le Docteur ne s'imagine qu'un si grand nombre de Personnes, autant remarquables par leur Qualité & leurs Biens que par leur Fidelité envers leurs

leurs Princes, furent pendant tout ce tems-là inhabiles à tenir une place dans le Parlement. C'est donc une marque certaine que les Actes de *Richard III.* ne furent valides, qu'à l'égard d'*Henri VII.* qui, n'ayant pas plus droit que lui, ne pouvoit les annuler sans exposer les siens propres à être mis en dispute. Au cas qu'on demande, pourquoi ceux d'*Henri VII.* continuèrent d'être en vigueur, puisqu'il eut pour Successeur un Prince, qui avoit un Droit indubitable, & n'étoit pas seulement un Roi *de Facto*; la Réponse en est bien naturelle. Ce Prince d'un Droit incontestable étoit le Roi *Henri VIII.* qui avoit trop de respect & de vénération pour son Pere, que de le faire publiquement déclarer Usurpateur par la Cassation de ses Actes; & c'est la cause que les Actes de *Richard III.* aussi bien que ceux d'*Henri VII.* ont toujours tenu bon; par ce qu'*Henri VIII.* qui avoit assez d'autorité pour les casser, comme il fit l'Acte contre le *Prêt*, jugea cependant à propos de souffrir qu'ils fussent mis en exécution pendant son règne; d'autant plus qu'ils ne contenoient rien qui fût au préjudice de la Couronne; mais au contraire qu'ils étoient fort propres & très-favorables à l'intérêt de son Gouvernement; & après avoir eu lieu sous le Règne d'*Henri VIII.* nul de ses Successeurs n'ont pas voulu, dans la suite, se donner la peine de revoquer en doute leur Autorité. Je ne vois point de cause plus véritable & plus raisonnable de la validité de ces Actes qui subsistent encore aujourd'hui, que celle-là, & il est impossible d'en trouver d'autre qui puisse être compatible avec le pouvoir qu'*Edouard IV.* & *Henri VIII.* exercèrent & qui

apar-

apartient à tout Roi *de jure* aussi bien qu'à ces deux Princes. Quand j'appelle *Henri VII. Roi de Fallo*, c'est plutôt pour suivre son humeur & son inclination que mon propre sentiment : Car dès le tems de son Mariage avec l'héritière de la Maison d'*York*, il devint sans doute Roi *de jure* ; même devant ce tems-là ; dès l'entrée de son Règne, on peut lui attribuer un Droit sur l'obéissance des Peuples d'*Angleterre*, fondé sur la Présomption, en ce qu'il s'étoit, dès le commencement, obligé par promesse d'épouser cette Princesse, & que la Nation étoit persuadée qu'il ne manqueroit pas de l'accomplir. En effet avant qu'il eut dépossédé le Roi *Richard*, il avoit donné sa parole de la prendre pour sa Femme ; en considération de quoi la Noblesse, qui avoit égard au véritable intérêt de la Patrie, se porta avec beaucoup de zèle à l'assister dans cette grande entreprise. C'est pour cela, que dans son premier Parlement, les Communes n'oublièrent pas de lui présenter une adresse à ce sujet ; & que les * Seigneurs tant spirituels que temporels qui s'étoient levés de leur Siège, & se tenoient debout devant le Roi assis sur son Trône, le supplièrent humblement, la tête inclinée & d'un ton respectueux, de prendre pour son Epouse la Lady *Elizabet* ; auxquels il répondit lui-même, qu'il consentoit de le faire conformément à leurs desirs & à leurs prières. Sur cela ; la Nation Angloise eut raison ; dès le commencement de son règne, de le considérer comme le Mari de la légitime Héritière du Roïaume. Et pour cette raison, ils avoient de quoi excuser & justifier leur obéissance & leur fidéli-

* Rot. Parl. 1. Hen. 7.

té envers ce Roi. Mais pour lui, il crut qu'il n'étoit pas de son honneur d'être redevable à son Epouse de son Droit ; c'est pourquoi, comme s'il n'avoit rien craint davantage que de passer pour un Roi légitime, il aima mieux fonder ses prétentions sur son propre Droit Héritaire, sur sa Victoire & la Confirmation du Pape ; tout incapables que ces fondemens étoient de l'appuyer & de le soutenir. D'autant qu'on a beaucoup parlé de son Droit héréditaire, & que des Personnes de grande considération l'ont présumé comme une chose très-certaine, ce Point mérite bien d'être examiné à fonds.

Plusieurs se sont imaginés qu'*Henri VII.* avoit un Droit à la Couronne, lequel il tiroit de *Jean de Gand* Duc de *Lancastre*, d'où il descendoit, & quoiqu'il soit vrai que les Prétentions de la Maison de *Lancastre* ayent été condamnées, comme fausses & mal fondées, dans le premier Parlement d'*Edouard IV.* ils ne laissent pas de remonter que du moment qu'*Henri VII.* eut révoqué l'Acte d'*Edouard IV.* par lequel ce Roi avoit rendu coupables de Trahison & incapables de la Couronne *Henri VI.* aussi bien que la Reine son Epouse avec son Fils, tous les jugemens rendus contre cette Famille avoient par conséquent été cassez, & elle avoit de nouveau été rétablie dans ses Droits. Mais on verra bientôt que ce sont là autant d'erreurs.

En effet ; les * Roles de Parlement nous apprennent, que le Roi *Henri VII.* déclara de sa propre bouche, aux Communes, qu'il étoit parvenu à la Couronne en vertu d'un véritable Droit

* 1. Hen. 7.

Droit d'Héritage aussi bien que par un juste jugement Dieu &c. Et il est rapporté dans un des Actes imprimez, que son avenement à la Couronne étoit pour * reconquerir, & obtenir ce Royaume d'Angleterre qui lui appartenait de Droit & à justes Titres. Selon quoi, il paroît que son Droit étoit antécédent à la possession de la Couronne, comme aussi à la révocation des Actes d'Edouard IV. par lesquels les Prétentions de la Maison de *Lancastre* avoient été rejettes. Mais d'un autre côté, il est certain que la Famille de *Beauford*, d'où il tiroit son origine du côté de sa Mère, n'étoit pas légitimement issuë de *Jean de Gand* & de *Catherine de Swinford*, desquels elle étoit sortie avant qu'ils fussent mariez; ce qui la rendoit incapable par les Loix d'Angleterre de prétendre à la Couronne. Il est vrai, qu'elle fut après légitimée par Acte de Parlement, & rendue capable de tout, excepté de la succession au Royaume, d'où elle fut exclue en termes exprès dans le même Acte, selon que le remarque le Chef de Justice, Mylord *Coxe*; il est donc impossible de concevoir, comment *Henri VII.* pouvoit, avec aucune apparence de Justice, prétendre à la Couronne par le Droit du Sang.

Davantage, on pretend que tous les Actes d'Edouard IV. qui abolissoient les prétentions de la Maison de *Lancastre*, ont été revoquez la première année d'*Henri VII.* C'est ce que le Chevalier *Treby* nous dit de cette manière, „ Qu'on fit la première année d'*Henri VII.* un „ Acte qui rejette tous Actes & Accusations „ de

„ de Haute Trahison contre ceux de sa Famille,
 „ & par consequent revoqua le premier d'E-
 „ donard IV. qui avoit revoqué le premier
 „ d'Henri IV. Il continuë, & M. *Hidgen* avec
 „ lui, d'assurer ; que les Actes de Conviction
 „ qu'Edonard IV. avoit faits contre *Henri V*.
 „ furent revoquez & annulez, & le Droit d'*Henri*
 „ VI. rétabli par Acte de Parlement dans le
 „ premier qu'*Henri VII.* tint; que de plus *Henri*
 „ VII. passa la premiere année de son règne,
 „ un Acte de Parlement, où il est arrêté que
 „ tous Actes de Conviction & d'Inhabilité con-
 „ tre le précédent Roi *Henri VI.* sont nuls, an-
 „ nulez & revoquez &c. De telle sorte que tou-
 „ tes les premieres Déclarations & Actes de Parle-
 „ ment contre *Henri VI.* perdent leur force, par ce
 „ dernier qui le rétablit dans ses Droits. Mais la
 „ vérité de ce fait paroitra dans tout son jour à la
 „ vuë de l'Acte même que j'ai extrait des Rôles
 „ de la maniere qui suit. „ Le Roi * notre Sou-
 „ verain Seigneur rapelant en son souvenir qu'il
 „ a été fait, sans avoir aucun égard aux règles
 „ de la Justice, de l'Honneur, de la Nature
 „ & du Devoir, un Acte sans ordre, plein de
 „ Rebellion & de Calomnie, contre le très-re-
 „ nommé Prince d'heureuse Memoire le Roi
 „ *Henri VI.* son Oncle, dans le Parlement, te-
 „ nu la premiere année d'*Edonard IV.* le précé-
 „ dent Roi d'*Angleterre* ; où son dit Oncle,
 „ malgré les obligations qu'on avoit de lui être
 „ fidèle & le respect dû à sa personne, fut dé-
 „ claré atteint de Haute Trahison. A ces cau-
 „ ses nôtre Souverain Seigneur, &c. ordonne
 „ que ledit Acte & tous les Actes de Convic-
 „ tion,

P

„ tion,

,, tion, de Privation, & d'Inhabilité faits ou
 ,, passez dans le même Parlement, soient nuls,
 ,, Annulez, revoquez, de nulle force, ni d'au-
 ,, cun effet. D'où il est évident, que par cette
 ,, révocation, on rejetta seulement ces Actes
 particuliers, ou plutôt ces Clauses d'Actes qui
 déclaroient les Héritiers d'*Henri Comte de
 Derby, incapables * & indignes, d'avoir, de
 garder, d'occuper, de tenir & d'heriter aucun
 Bien, Dignité, Prééminence, Patrimoine ou
 Possessions dans le Royaume d'Angleterre.* Au lieu
 que tous les Arrêts de Parlement en faveur des
 Droits d'*Edouard IV.* & contre ceux de la Mai-
 son de *Lancastre*, ont toujours conservé leur force
 sans avoir été révoquez. Tout le resultat donc
 de l'Acte d'*Henri VII.* ne peut se terminer qu'à
 ceci, que toutes ces Inhabilités qui provenoient
 de la part du Sang, & cette Privation de Biens
 & de Dignitez cessèrent à l'égard d'*Henri VI.*
 aussi bien que de ses Héritiers. Mais cela n'étoit
 pas suffisant pour le rétablir dans son Droit à la
 Couronne; puisque l'Acte de Parlement, sur
 lequel il étoit fondé, avoit été annulé par *Edouard
 IV.* & ne fut jamais remis sur le même pié. Pour
 dire la vérité il n'y avoit pas de raison qui dût
 obliger *Henri VII.* de rendre à la Maison de
Lancastre son Droit, puisqu'il ne pouvoit pas
 lui être d'aucun service pour justifier le sien, &
 qu'il étoit contraire à celui de la Maison d'*York*,
 qui étoit l'appui le plus ferme de son Trône sur le-
 quel seul il pouvoit se maintenir.

Mais si *Henri VII.* ne fut pas plus qu'un Roi
 de *Facto*, avant son Mariage, je le considère
 sous un Caractère bien différent depuis qu'il de-

vint

* *Res. Parl. Edou. 4.*

vint le Mari de l'Héritière incontestable de la Couronne. Dans lequel état, quoique la Reine fût elle seule revêtue du pouvoir légitime de l'administration ; cependant les sujets les plus scrupuleux n'avoient pas lieu de croire, qu'elle s'offensât que son Epoux s'aquitât de cet Office ; puisqu'on peut bien présumer qu'elle lui avoit de bon cœur cédé son Droit & son Autorité. Pour cette considération donc, on ne pouvoit pas aisément disputer le Droit d'*Henri VII.* Car pour bien juger du Droit des Princes, rien n'est plus nécessaire que d'être assuré qu'une tierce Personne ne souffre point de préjudice, par l'obéissance qu'on leur rend ; selon cette règle l'Autorité d'*Henri VII.* étoit devenue incontestable, & ce Prince pouvoit bien être reconnu, sans aucun doute ni scrupule, en qualité de Roi légitime *de jure.* Depuis donc le tems de son mariage, nous devons le considérer revêtu d'une parfaite autorité, en ce qui regarde les Loix, laquelle met toutes les autres qu'il fit après, à couvert des objections, à quoi celles qu'il avoit établi dès le commencement de son règne étoient sujettes.

Après avoir observé quel étoit le Droit d'*Henri VII.* j'entre dans l'examen de ce même Acte qu'il fit ; parce qu'on l'a souvent proposé comme le soutien le plus inébranlable de l'Autorité des Rois *de Facto*, & qu'on y a encore recours comme à l'unique refuge qu'il y ait, lorsque les autres preuves ne peuvent servir de rien du tout. Mais s'il est vrai, selon le sentiment du Docteur *Hidgen*, que l'Autorité des Rois *de Facto* a toujours été reconnue ; qu'on n'a jamais manqué, dans ce Royaume de leur rendre

l'obéissance que leur attribué cet Acte ; & que cette Autorité aussi bien que cette obéissance se trouvent justifiées, tant par la Coutume que par les Loix Parlementaires de ce Royaume, faites sous les Règnes des Rois Héréditaires ; quel sujet *Henri VII.* avoit-il de n'être pas content des Actes qui avoient déjà été faits, pour pourvoir à la Protection de ceux de son Parti ? De quelle nécessité étoit-il de faire une nouvelle Loi, pour établir un Privilège accordé de tout tems par la Constitution de notre Gouvernement, & qui est un Droit que tous les sujets Anglois ont chacun par leur naissance ? Ce qui est de plus admirable, c'est de voir qu'on cite l'Autorité de *My-lord Bacon*, pour montrer la Sagesse, la Justice, & la Magnanimité de cet Acte. Quelle Sagesse y avoit-il de faire une chose qui étoit superflue ? Où étoit la Justice de donner ce que personne n'avoit aucun sujet de demander ? Et y avoit-il de la Générosité de protéger ceux qui n'étoient en aucun danger ? Ceci paroîtra peut-être trop recherché & de nulle conséquence : j'entre donc promptement dans la recherche du véritable dessein de l'Acte en question.

Si nous considérons les Circonstances où *Henri VII.* se trouvoit dans le tems qu'il le fit, il est clair qu'il étoit Roi autant *de jure* que *de Facto* ; & pour rendre Justice au Docteur, il est bien-aîsé qu'on convienne de ce Point. En effet quiconque examinera sans partialité, quelle étoit alors la situation du Royaume, se persuadera aisément qu'il étoit impossible qu'*Henri VII.* fût privé du Trône par aucune Personne qui y eût autant de Droit que lui ; de manière qu'il n'avoit personne à craindre, que quelque injuste Préten-

dant,

dant ; & n'étoit en danger que de la part de ceux qui n'avoient point de Droit légitime à la Couronne. Il n'avoit donc aucune raison de s'intéresser pour la surêté de ses Amis , comme s'il n'avoit été qu'un Roi *de Facto* ; il savoit qu'il l'étoit aussi de Droit , en ce qu'il n'y avoit personne qui pût s'opposer à lui : Pour cette raison, quelque équitable que pût être un tel Acte à d'autres égards, on ne peut pas dire qu'il y eut de l'équité & de la prudence, à le faire, à cause des avantages qu'on en pouvoit recevoir , mais que plutôt il y avoit lieu de craindre le contraire. Car selon le train des affaires de ce tems-là, il étoit tous les jours menacé d'une puissante invasion , dont il pouvoit appréhender le succès ; il devoit prévoir que ses Ennemis auroient pu tirer un très-grand avantage de son Acte : Parce que s'il avoit perdu une bataille, & qu'il eut été dépossédé du Trône, il se seroit trouvé, qu'en vertu de cet Acte, pris dans le sens qu'on lui donne, les sujets auroient défendu l'Usurpateur contre lui-même , & n'auroient jamais pu être puni pour l'avoir fait. Quelque dessein donc qu'on eut véritablement eu, en faisant cette Loi, la première & principale intention, ne pouvoit pas être de servir de soutien à l'Ambition de ceux qui se seroient intrus dans la Possession du Trône , quelques voyes qu'ils eussent employé pour réussir dans leur entreprise : Une Loi de cette nature étoit selon toutes les apparences d'une conséquence si dangereuse à *Henri VII.* qu'on ne peut pas comprendre comment elle a pu entrer dans sa pensée. Ce qui est encore plus au préjudice de l'opinion du Docteur *Hidgen* est , que si cet Acte a été fait à l'avantage des Rois *de Facto*,

il auroit attiré sur le Règne d'*Henri VII.* la plus sévère Censure qui se puisse imaginer ; puisque selon les propres termes de * l'Acte ; „ c'étoit „ une chose contre la Loi , la Raison , & la „ Conscience, que des sujets qui avoient servi à „ la Guerre les Rois de *Faëto* , encourussent „ quelque dommage ; & la faisie de leurs biens „ pour avoir satisfait aux devoirs de leurs obéissance. Il sera fort difficile au Docteur de trouver sur quel principe de Justice tant de Personnes furent atteintes de Trahison, seulement pour avoir été au service de *Richard III.* C'est dequoi il pourra aisément s'éclaircir dans les Rôles de Parlement , où il apprendra que plusieurs Personnes de distinction furent déclarées criminelles , purement parce qu'elles avoient suivi ce Roi dans ses expéditions , & avoient combattu pour lui dans la Bataille de *Bosworth Fields*. Il y a de plus quelque autre reflexion à faire, qui est digne de l'attention du Docteur, c'est que dans le même tems qu'on passa cet Acte plein de Justice & de Misericorde, pour me servir des mêmes termes qui l'ont fait estimer ; plusieurs de ces Personnes n'étoient pas encore déchargés du Crime dont ils avoient été atteints. † Il est vrai que *M. Hidgen* avoit bien prévu cette objection ; mais voici sa Réponse. „ On objecte , que ces „ Princes déclarerent coupables de Trahison „ quelques uns des Chefs du Parti contraire, pour „ avoir adhéré à leurs Rivaux. Mais quand ils „ l'ont fait , ils avoient toujours coutume de „ proceder contre de telles Personnes par Acte du „ Parlement , qui arrêtoit ce qu'on devoit estimer Trahison , & par un tel Acte ils en étoient „ con-

* 11. *Hen.* 7. 1. † 12. *Hen.* 7.

„ convaincus *ex post facto*, sans intenter contre
 „ eux une Accusation selon le Cours ordinaire
 „ de la Justice ; on voit par là en même tems ,
 „ que servir un Roi en possession, n'étoit pas un
 „ crime, ni un sujet qui pût être puni selon les
 „ Loix qui étoient alors en vigueur.

„ Là-dessus je voudrois demander au Docteur
Hidgen, ce qu'il entend par Acte de Conviction
ex post Facto. A t'on jamais entendu dire qu'il y
 en eût *ante Factum*. On a véritablement fait
 quelques Fois des Loix *ex post facto*, qui ont rendu
 des Actions dignes de châtimement, qui n'étoient
 pas criminelles dans le tems qu'elles ont été com-
 mises : Mais le Docteur sait, que ce n'est pas
 de quoi il s'agit ; on ne peut pas soutenir qu'on
 ait fait aucunes Loix nouvelles du tems d'*Edouard*
IV. & d'*Henri VII.* qui rendissent les Person-
 nes coupables de Trahison, d'une manière qu'ils
 n'eussent pas pû être condamnez pour une telle
 Action, par des Loix précédentes. On ne peut
 pas nier, que dans leurs Parlemens il n'y en ait
 eu plusieurs, qui ont été jugez comme coup-
 ables de Trahison & atteints *ex post facto* ; mais
 nous devons présumer, que ces Procédures
 étoient fondées sur une Loi faite auparavant,
 conformément à ce que Mylord *Coxe* nous dit,
 „ Qu'un Homme ne peut, dans l'ordre de la
 „ Loi, être atteint de Haute Trahison, à moins
 „ que l'offence ne soit Haute Trahison selon la
 „ Loi ; c'est pourquoi il ne doit pas être atteint
 „ par Acte de Parlement sous les termes Géné-
 „ raux de Haute Trahison. Il avoué vérita-
 blement qu'il y a quelques exemples de ceci ;
 mais il ne témoigne pas, qu'il y en ait d'autres
 que ceux d'*Elizabeth Berton*, & du Lord *Crom-*

well, sous le règne d'*Henri VIII*. Il seroit donc à souhaiter que le Docteur n'eut pas assuré avec tant de précipitation, que ce qui a donné lieu aux Actes de Conviction faits par autorité de Parlement, étoit qu'il n'y avoit point de Loix pour punir les Personnes, à moins de recourir à cette voye. Ces Actes les supposent, mais ne les rend pas coupables. Et ils auroient pû être poursuivis & condamnés dans les Cours subalternes, si on l'avoit jugé nécessaire. Pour dire la vérité comme elle est, le Docteur s'est vainement imaginé que la nécessité d'un Acte de Conviction fait en Parlement, venoit de ce qu'on ne pouvoit pas proceder contre ces sortes de Personnes, selon les formalitez qui demandent qu'on accuse les criminels pour quelque action qui est contre la Loi ; puisque le contraire se peut aisément montrer par une infinité d'Exemples, qui nous font assez connoître, que le véritable motif du jugement donné par le Parlement en pareils cas, étoit plutôt à dessein d'expedier plus vite le grand nombre de Criminels, & de prévenir les delais qu'on auroit pû y apporter ; Singulierement lorsque les Faits, à l'occasion desquels on faisoit ces Actes, étoient de consequence ; & pour cela, il n'étoit pas nécessaire de les faire juger par les autres Cours de Justice, dont les Procédures tirent trop en longueur.

Je reviens à l'Acte d'*Henri VII*. dont le dessein ne pouvoit pas être précisément pour procurer l'avantage des Rois *de Facto* ; mais on ne peut pas douter, qu'on avoit eu en vûe la sûreté, & l'intérêt des Amis & des Adhérens de ce Prince. Car en vertu de cet Acte qui les pro-

protegeoit , ils en auroient éprouvé les effets au cas qu'*Henri VII.* eût été privé du Trône. C'est ce qui paroîtra clairement par les Reflexions suivantes, qui contribueront beaucoup à la décision du Point en dispute. 1. Toutes les Loix faites par les Rois *de jure* obligent leurs Successeurs. 2. *Henri VII.* étoit Roi *de jure*, dans le tems qu'il fit cet Acte, & il n'auroit pû être dépossédé du Trône , que par une personne qui y auroit eu moins de Droit que lui. 3. Au tems que cet Acte fut passé, *Henri VII.* étoit tous les jours menacé d'une invasion de la part de *Perkin Warbeck*; l'issue de laquelle, par rapport à la haine que les Amis de la Maison d'*York* lui portoient , ne pouvoit être que douteuse & incertaine. Toutes ces considérations doivent certainement nous faire tomber d'accord, qu'il étoit d'une grande nécessité de faire une Loi, qui eût la vertu de préserver ses Amis du danger d'encourir la perte de leurs vies, de leurs Biens & de leur Liberté. De même qu'*Henri VII.* avoit déclaré coupables de Trahison ceux qui avoient combattu pour *Richard*; ainsi en auroit agi *Perkin* , s'il étoit venu à bout de son entreprise , à l'égard des autres qui auroient porté les Armes pour *Henri VII.*; à moins qu'il n'en eût été empêché par la force de quelque Loi , comme étoit l'Acte de Protection , où il étoit amplement pourvû à la Conservation de tous ceux qui avoient suivi *Henri VII.* dans les guerres qu'il avoit eues. En un mot comme sans cet Acte , le Parti de ce Roi auroit été en grand danger , en cas que l'Armée eût été défaite, l'Acte aussi l'auroit mis à couvert des malheurs qui leur

en seroient arrivez , parce que sur le même principe , qui fit qu'*Henri VII.* & son Parlement n'eurent pas assez d'assurance que de mépriser l'autorité des Loix de *Richard III.* mais qu'ils les estimèrent toutes bonnes , & d'une obligation incontestable , sur le même principe , dis-je , qui conque auroit fait descendre *Henri VII.* du Trône & en auroit pris possession , auroit été lié par ses Loix , & n'auroit pû les transgresser sans commettre une violence & une injustice. Au lieu donc que c'étoit la Coutume dans les anciennes Révolutions de déclarer , par Acte de Parlement , coupables de Trahison ceux du Parti vaincu , celui-ci d'*Henri VII.* servoit de défense contre de pareilles Procédures , & suffisoit pour protéger ses Amis contre toutes sortes de Confiscations & d'Atteintes. C'est-là l'interprétation naturelle & véritable que je crois qu'on peut donner à cet Acte. Car à le prendre selon ce sens , on sera convaincu de la raison pourquoi servir *Henri VII.* dans ses Guerres étoit , selon la teneur de cet Acte , s'acquiescer du devoir de l'obéissance qu'on lui devoit : & d'où vient encore , que c'est agir contre les Loix , la Raison & la Conscience que de faire souffrir des sujets pour en avoir usé de la sorte. Voici la Raison , c'est qu'*Henri VII.* qui avoit droit en ce tems-là d'être considéré comme Roi de jure , pouvoit à juste Titre prétendre à l'obéissance des sujets ; par conséquent s'auroit été pécher au Souverain degré contre la raison & la Justice , que de les punir pour ce sujet. Pour cette raison il en auroit été ainsi de *Richard III.* s'il avoit fait une pareille Loi que celle-ci , pour mettre hors de danger ceux qui avoient combattu pour lui ; il n'auroit pas été possible à *Henri VII.* de les déclarer

cou-

coupables. C'est en quoi consiste véritablement la Sagesse de cette Loi ainsi prise, qu'on ne sauroit trop louer ni trop admirer; puisque de quelcôté que tournât la Fortune de la Guerre, les sujets ne pouvoient souffrir pour avoir défendu leur Prince légitime; le Pouvoir de l'Usurpateur, qui l'auroit emporté sur lui étoit limité, jusques à un point qu'il auroit falu, qu'il eût attenté contre les Loix avant de pouvoir faire aucun tort à la Personne, ou aux Biens de ceux qui s'étoient opposés à ses desseins. Cette considération est sans doute d'un grand poids, pour animer des sujets à perséverer dans leur Fidélité envers leurs légitimes Princes. Car quoi qu'il ait de tout tems été, & qu'il sera toujours contre la Raison & la Conscience de punir des Personnes pour s'aquiter de ce devoir, on trouvera cependant, que dans le fonds les Loix de PEquité naturelle n'ont point cette force & cette influence, sur l'esprit des Princes ambitieux, qu'ont les Loix particulieres du Royaume qu'ils doivent gouverner. La raison en est évidente, c'est qu'ils osent plutôt offenser Dieu, qu'ils ne craignent point, que d'irriter leurs Peuples dont ils redoutent les ressentimens. De là vient que tout juste & tout raisonnable qu'il fût de défendre *Richard III.* contre *Henri VII.* qui n'avoit aucun Droit à la Couronne; cependant d'autant que *Richard*, sous d'autres égards ne pouvoit être estimé que comme un Roi de *Faëto*, & qu'il n'avoit été fait aucun Acte de Parlement pour la sûreté de ceux qui avoient porté les Armes pour sa défense, nous voyons qu'*Henri VII.* suivie si peu les règles de la Raison & de la Conscience,

ce, qu'il proceda contre eux, dans son Parlement, avec la dernière sévérité.

Il est manifeste par tout ce que je viens de dire, qu'*Henri VII.* ne pouvoit se proposer aucun avantage de l'Acte qu'il fit, qu'autant qu'il étoit Roi *de jure*, c'est-à-dire qu'il n'avoit rien à craindre de la part d'aucun adverfaire qui eût un meilleur droit que lui. D'où j'infère, que la premiere intention de cet Acte, n'étoit point du tout de favoriser l'intérêt & de procurer la sûreté de ceux qui adhèrent à des Rois *de Facto*. On oppose à ceci, que quelque intention qu'ayent pû avoir les Législateurs, en faisant cet Acte, les paroles qu'ils contiennent peuvent s'appliquer exactement aux Rois *de Facto*, & que plusieurs d'un savoir éminent dans les Loix les ont expliqué en leur faveur. Je ne puis m'empêcher de nier, qu'on doive en effet leur donner cette explication; selon laquelle il y auroit une manifeste contradiction dans l'Acte, pour les raisons suivantes.

La premiere, parce que, quoi qu'un Roi *de Facto* soit Roi, tant qu'il est en possession, cependant, il l'est d'une maniere qu'il n'est pas possible qu'on en eût aucune idée dans cet Acte; car on ne peut pas s'imaginer que des Rois, *de jure*, eussent en vuë le bien & l'intérêt des Usurpateurs, ni qu'*Henri VII.* pût, pour la même raison, entendre par un Roi en Possession, quelque Roi qui ne l'auroit pas été de la maniere qu'il l'étoit lui-même. Quiconque sera de cette opinion, peut croire aussi bien, que lorsqu'*Henri* fit cet Acte, son unique dessein étoit de rendre service à *Perkin Warbeck*, qui devoit selon les aparencees être dans peu de mois le Roi

en possession, puisqu'il n'y avoit aucune assurance du contraire.

La seconderaison, pourquoi il y auroit de la contradiction dans cet Acte, s'il se pouvoit appliquer en faveur des Rois *de Facto*, est que la dernière Clause qui s'y trouve, exclut entièrement une pareille interpretation; cette Clause est conçue en ces termes, pourvû toutesfois, qu'aucune Personne ou Personnes qui s'écarteront, dans la suite, du devoir de ladite obéissance, ne tirent de cet Acte quelque avantage ou utilité. C'est à dire, quiconque (au tems qu'*Henri* étoit menacé d'une invasion) se déclareroit en faveur de *Perkin Warbeck*, tâcheroit de soutenir ses intérêts, & de le maintenir dans son injuste Possession; de semblables Personnes, ne devoient jouir d'aucun avantage contenu dans cet Acte, au cas qu'*Henri VII.* rentrât quelque jour dans la Possession de ses Droits, quand même ces Personnes allegueroient en leur faveur qu'ils avoient été au service d'un Roi en Possession. Delà il est évident, que par l'Autorité même de cette Loi, il peut y avoir des Rois *de Facto*, auxquels il est très-dangereux de rendre aucun service. J'entens ceux qui dépossederoient un Prince légitime, comme *Perkin Warbeck* en avoit le dessein, & se placeroient sur son Trône. Car il est expressément déclaré, dans la Clause ci-dessus mentionnée, que cet Acte ne seroit d'aucun avantage à quiconque agiroit pour la defence de pareils Usurpateurs, au préjudice du Prince auquel il devoit auparavant son obéissance.

Mais si malgré tout cela on persiste dans la pensée qu'il est raisonnable de croire, que cet Acte a été fait en faveur des Rois *de Facto*, & qu'on

qu'on peut le mettre en usage , je prie celui qui est de cette Opinion , de se relâcher un peu sur cela , jusques à ce que ceux qui en sont les propres juges en ayent , dans leurs resolutions publiques , déterminé le véritable sens. Il est bien vrai qu'on lit quelques Passages , dans les Ecrits de célèbres Jurisconsultes , qui favorisent cette Opinion : on ne peut cependant assurer positivement , qu'elle est la véritable interpretation de cette Loi, sur aucun jugement qui ait été rendu là-dessus dans les formes. Les Parricides du Roi *Charles I.* s'en voulurent prévaloir dans le jugement qu'on rendit contr'eux , & ils ont été les seuls qui en ont prétendu tirer avantage ; mais on fait que la Cour fit voir que leurs prétentions n'étoient pas justes , & qu'elles ne pouvoient servir dans cette occasion. *M. Bridgeman* , le premier Juge déclara , qu'il étoit d'avis que cet Acte avoit été fait pour un Roi de *Faëto* contre un Roi de *jure* , en quoi , je vais montrer qu'il pécha contre cette justesse de discernement qui lui est ordinaire. Ce qui ne lui seroit pas arrivé , s'il avoit meurement considéré ce point essentiel , & qu'il l'eut examiné à fonds ; alors il auroit pris du tems avant que d'en porter jugement. En effet s'il arrivoit , comme il peut arriver dans un Pais aussi sujet aux révolutions que celui-ci , qu'un Roi de *jure* obligé par la force & la violence , un Roi de *Faëto* de lui céder le Trône ; qui est assuré , qu'elle pourroit être l'Opinion du Parlement & des Juges , lorsque ceux qui auroient suivi le Parti du Roi en Possession , se défendroient à la faveur de cet Acte pour rester dans l'impunité ? Il est sûr qu'il seroit incertain , si ces Personnes au-
roient

roient rendu l'obéissance à qui elle apartenoit véritablement ; par conséquent , soit que j'aie raison ou non , c'est un Point qui n'ayant point été décidé , ne peut être soumis au jugement d'un Particulier , & il se peut faire même qu'à la fin il soit déterminé conformément à mon Opinion , que je viens de déclarer.

Je dois , selon l'ordre , prendre ici connoissance de certains Passages , que le Docteur *Hidgen* a citez , pour prouver , que quelques uns des plus célèbres Jurisconsultes ont été de son avis dans l'exposition de cet Acte ; mais puisque Mylords *Bacon* & *Bridgeman* sont les seuls de ceux , dont il a fait mention , qui en parlent directement , je laisserai pour le present les autres. Pour ce qui est de Mylord *Bacon* , je suis fort embarrassé à concevoir sa pensée , lorsqu'il dit. *Voici une Loi d'une étrange nature qui est plus juste que juridique , & où il y a plus de Magnanimité que de prévoyance.* N'est-ce pas une chose difficile à comprendre qu'une Loi puisse être juste sans être juridique ? à moins que sa pensée ne fût qu'elle n'étoit pas conforme aux Loix & à la Constitution du Gouvernement de ce tems-là ; mais cette opinion seroit directement contraire à ce que le Docteur a maintenu dans tous ses ouvrages , où il nous assure , qu'on avoit suffisamment pourvû , avant le règne d'*Henri VII.* à l'Amnistie de ceux qui auroient servi un Roi de *Faëto*. Pour revenir à Mylord *Bacon* , il nous dit qu'il y avoit dans cette Loi plus de Magnanimité que de Prévoyante : & un peu après , qu'elle étoit l'effet d'une Prudence & d'une Pénétration profonde ; parce qu'on étoit par là dispensé de la peine d'examiner les Droits du Roi , & que quel-

quelque chose qui arrivât, on avoit pourvû à la sûreté des Particuliers. Pour la même raison, il estime que l'Etat en tiroit de l'avantage, parce qu'autrement les recherches qu'on auroit faites des justes Prétentions du Roi, auroient pû causer quelques desordres parmi le Peuple. Mais j'ai prouvé clairement qu'autems qu'*Henri VII.* établit cette Loi, il n'y avoit personne dont les prétentions pussent être aussi justes que les siennes; puisqu'on ne doura jamais du consentement de la Reine son Epouse, qui pouvoit seule détruire son Droit par l'opposition du sien, & par-là le rendre un Usurpateur. Il n'avoit donc aucun sujet de se mettre en peine, des recherches qu'on auroit voulu faire de la vérité de son Droit si bien apuyé de celui de la Reine, que personne ne pouvoit disputer. J'ajouterai de plus que si *Perkin Warbeck* eût été le Fils d'*Edouard IV.* avec autant de vérité qu'il l'étoit en Fiction, & qu'il eût réussi dans son entreprise, *Henri VII.* étoit un Prince trop sage, pour s'imaginer que cette Loi fût capable d'obliger les Rois *de jure*, d'autant singulièrement qu'elle étoit directement opposée à leur intérêt & à leur avantage; C'est pourquoi, s'il eût-il été en danger de la part de quelque Rival qui auroit eu un Droit légitime, il ne se seroit pas donné la peine de faire une Loi qui ne pouvoit être d'aucun service à son Parti. Qu'on ne me croye pas à present trop presomptueux d'avancer, que Mylord *Bacon* s'est mépris en ce Point; il n'auroit pû être homme, s'il n'avoit pas été sujet à quelque erreur.

My-

Mylord *Bridgeman* donne son Opinion dans le jugement du Parricide *Cook* ; où parlant de cette Loi d'*Henri VII.* il s'explique en ces termes ; *Le Roi Henri qui étoit Roi de Facto , afin que ces sujets eussent de quoi les encourager à suivre son Parti , prit soin de leur conservation , quelque événement qu'il pût lui arriver.* Et il ajoute , *le motif qui fit agir Henri VII. fut de prendre soin du Roi de Facto contre le Roi de jure.* Le Docteur *Hidgen* s'imagine que ce Passage est fort favorable à son dessein , quoi qu'il avoué dans un autre endroit qu'*Henri VII.* étoit Roi de jure ; il faut dire la vérité , que c'est une chose qui ne sauroit entrer dans l'imagination d'une personne, qu'*Henri* qui étoit Roi de jure prit soin dans cet Acte d'agir contre ses intérêts. Il me sera donc permis de dire , que ce Seigneur est tombé dans l'erreur , sans y penser , & pour n'avoir pas pris garde aux circonstances d'*Henri VII.* qui bien loin de n'être qu'un Roi de *Facto* dans le tems que nous parlons , il falloit nécessairement qu'il fût Roi de jure , autrement on ne sauroit quelle idée se faire d'un Roi de ce Caractère.

Pressions davantage sur ce Point , & disons que si l'Acte avoit été effectivement à l'avantage de ceux qui étoient au service d'un Roi de *Facto* , le Duc de *Northumberland* , qui fut jugé , pour avoir porté les Armes au service de la Reine *Jeanne Grey* , auroit dû se défendre à la faveur de cet Acte qui lui étoit si avantageux. C'est ce qu'on avoit objecté au Docteur , comme aussi ce que ce Duc allegua pour sa defence ; sçavoir , qu'il avoit agi en vertu d'une Commission munie du grand scéau aussi bien

Q

que

que par ordre du Conseil privé, à quoi la Cour avoit repliqué que le *Grand Jean* dont il prétendoit avoir été autorisé, n'étoit pas celui de la légitime Héritière du Royaume, mais c'étoit le *Jean* d'un Usurpateur qui n'avoit point d'autorité. Mais le Docteur n'a pas jugé à propos de prendre connoissance de cette Déclaration du Duc de *Northumberland*; il s'est contenté de la Réponse suivante.

Voici en premier lieu ce qu'il dit, „ Il faut
 „ remarquer que la Reine *Marie* notifia ses Pré-
 „ tentions aux Seigneurs du Conseil dans une
 „ Lettre qu'elle leur écrivit, les requerant, en
 „ vertu de l'obéissance qui lui étoit due, de
 „ faire une Proclamation, à Londres, de son
 „ Droit à la Couronne. Que cette Lettre fut
 „ rendue aux Seigneurs, non seulement avant
 „ que la Lady *Jeanne* eût été proclamée Reine,
 „ mais même avant qu'on eût publié la Mort
 „ du Roi *Edouard*, & qu'ils eussent informé la
 „ Lady *Jeanne* du dessein qu'ils avoient de la
 „ faire succéder à ce Roi; c'est ce que l'Evê-
 „ que de *Sarum* remarque dans son Histoire de
 „ la Réformation, comme a fait le Docteur *Hey-
 „ ling* dans la sienne. Le dernier a fait imprimer
 „ cette Lettre tout au long, où il y a un
 „ Passage, qui donneroit lieu de croire qu'elle
 „ avoit été proclamée quelque tems avant
 „ qu'elle l'eût écrite. Mais quand le Docteur
Hidgen seroit bien assuré de ces Points d'Histoire,
 „ ils ne seroient pas tout-à-fait à son avantage;
 „ car je veux que Mylady *Jeanne* n'ait jamais
 „ été en possession de la Couronne; & qu'ainsi le
 „ Duc de *Northumberland* n'agit pas en vertu du
 „ *Grand Jean* ni par Ordre du Conseil de la Reine
 „ de

de Facto ; il ne laisseroit pas d'être vrai que les Juges furent d'opinion que le *Grand Sean* d'un Usurpateur n'étoit d'aucune Autorité ; ce qui est le point essentiel sur quoi les Adversaires de *M. Hidgen* avoient le plus insisté , & qui meritoit que ce Docteur y eût fait une attention particulière.

D'ailleurs ce n'est pas un fait si certain , qu'il le croit , que la *Lady Jeanne* , ne fût pas en possession de la Couronne ; car non seulement son Conseil a été de cette Opinion , mais même la Reine *Marie* semble l'avoir confessé , & que plusieurs circonstances concourent à démontrer que c'étoit un fait dont on ne pouvoit douter.

La Lettre que le Conseil écrivit au Chetif de *Kent* l'assure en termes exprès ; en voici le commencement. *Après vous avoir présenté nos services, &c. D'autant que Sa Majesté la Reine Jeanne, qui est maintenant, à juste Titre, en pleine possession de la Couronne Impériale de ce Royaume, aussi-bien que des autres Principantez avec toutes les Prerogatives qui y appartiennent ; &c.* C'est surquoi je n'insisterois pas si la dispute regardoit seulement le Point du Droit ; car à l'égard de cela nous sommes bien assurez qu'ils étoient dans l'erreur.

Pour la Reine *Marie* , elle avouë la même chose ; car elle declare * ouvertement qu'elle a été , pour un tems , inquiétée & traversée par l'Usurpation de la Perfide & rebelle *Lady Jeanne Grey* , dans la possession de la Couronne qui lui appartenoit très légitimement ; ce qui est conforme à ce que nous avons remarqué au

Q 2

sujet

sujet du jugement rendu contre le Duc de *Northumberland*, où les Juges opinèrent que le Grand Seau de cette Dame, qui étoit une Usurpatrice, ne donnoit aucune Autorité. Comment donc auroit-elle pû traverser cette Reine dans sa Possession, à moins qu'elle n'eût elle-même possédé le Trône ? Et auroit-on pû la traiter d'Usurpatrice ? elle n'avoit pas mis sur sa tête une Couronne qui appartenoit à une autre Personne.

Il y a plusieurs circonstances qui servent à montrer que c'étoit un fait que personne ne pouvoit révoquer en doute. Le Conseil du Roi *Edouard* ne se déclara-t-il pas ouvertement en sa faveur ? Tous les Juges, & quantité de Personnes de la première Qualité du Royaume, n'avoient-ils pas souscrit à l'expédient que le Roi *Edouard* avoit pris de disposer de la succession ? Et la plus considérable partie de la Noblesse n'étoit-elle pas dans ses intérêts ? En sorte qu'il y a lieu de douter, que le Duc de *Northumberland* eût pû être jugé, si on n'avoit pas exclus du nombre de ses Juges ceux qui avoient été coupables de son même crime. De plus la Ville avec la Tour de *Londres*, aussi bien que toutes les Forteresses du Royaume, étoient en sa disposition, & il n'y avoit dans ce tems-là aucune puissance qui parût capable de s'opposer à ses prétensions. Mais malgré tout cela, le Docteur assure positivement qu'elle ne fut jamais en possession du Trône ; mais que sa ruine arriva pendant que le Duc de *Northumberland*, avec sa Faction faisoit ses efforts pour l'y mettre. Cela n'empêchoit pas qu'elle ne pût être Reine de *Faëto*, quoi qu'elle ne fût pas en pleine Poss.

Possession. Lui même accorde bien le Titre de Roi à *Etienne*, qui néanmoins fut à peine Maître de la moitié du Royaume pendant presque tout son Règne. Et il est marqué sur les Registres de Parlement qu'*Edouard I V.* avoit été en possession de la Couronne depuis le 4. de Mars, nonobstant qu'*Henri VI.* fût alors à la tête d'une Armée de beaucoup supérieure à la sienne, & que la fatale Bataille de *Towton-Fields* ne se donnât que quelque tems après.

Mais les propres observations que *M. Hidgen* a tiré de l'Histoire, contre la Possession de la Lady *Jeanne*, ne sont pas si incontestables qu'il se l'imagine. La Lettre de la Reine *Marie*, qu'il dit avoir été imprimée dans l'Histoire du Docteur *Heyling*, l'avoit déjà été dans les Ouvrages de *M. Fox & Holinshead*. Il est vrai qu'elle déclare dans cette Lettre ses prétensions à la Couronne, mais le stile, dont elle l'a écrite, & les Qualitez qu'elle y prend, n'ont rien qui désigne une Puissance Royale. Elle ne la date point de la première année de son Règne. Et le Docteur *Heyling* apprend au Docteur *Hidgen*, qu'elle ne prit point le nom de Reine, que lorsqu'elle vint au Château de *Tramlingham* en *Suffolk*, qui fut huit ou neuf jours après la mort du Roi *Edouard*. De là on peut encore reconnoître, que le Docteur *Hidgen* s'est aussi trompé en un autre point d'Histoire, lorsqu'il prétend que la Reine *Marie* avoit été proclamée Reine avant la Lady *Anne*: C'est ce qui ne pouvoit pas certainement avoir été fait par son Ordre, avant qu'elle eût pris le Titre de Reine; ce qu'elle ne fit que le 14. de Juin; au lieu que la Lady *Jeanne* l'avoit été le 10.

Je fai que la Reine *Marie* envoya le 12. de Juillet, au Maire de *Norwich*, ordre de la proclamer; mais selon mon Auteur, trouvant que ceux de *Norfolk* n'étoient pas si portés pour elle, qu'elle le croyoit, elle se retira avec son petit Parti à *Framlingham*. Pour ce qui est que la Ladi *Jeanne* ne connut rien du dessein, qu'on avoit de la faire Reine, sinon trois ou quatre jours après la mort du Roi *Edouard*, c'est une chose fort difficile à croire. Il est certain qu'elle savoit bien que le Roi *Edouard* l'avoit nommée, un mois avant, pour lui succeder. Et le Docteur *Heyling* assure positivement que le 10. de Juin, la Lady *Jeanne* ne pouvoit pas ignorer ce qu'on avoit fait pour la faire monter sur le Trône. De quoi M. *Hidgen* se defend en disant que, la Ladi, *Jeanne* n'étoit pas une Reine légitime; qu'elle, n'avoit point le consentement des Etats, ni, aucun Acte de Parlement par lequel elle fût, reconnuë dans les formes, comme les Rois, dont l'Autorité royale a été admise selon les, Loix sans droit Héréditaire, ont tous eu. Le Docteur a, par ce détour, changé la Question. Jusques ici, il avoit établi, comme une Loi, que quiconque étoit en Possession, étoit légitimement Roi; il semble à present que cela ne suffise pas, mais qu'outre la Possession le consentement des Etats & l'Acte de Reconnoissance, fait en Parlement, sont encore nécessaires. Je n'ai pas presentement le tems de disputer avec lui sur cet Article I. Mais si le Pouvoir du Peuple est si considérable, qu'il peut, quand il lui plaît, créer un Droit, par la seule vertu de son consentement; je crains bien qu'il ne puisse aussi l'aneantir, par un seul Acte de Retraction.

Après

Après cela il est difficile de s'imaginer qu'un Partisan de l'Etat Republicain, puisse demander au Docteur quelque chose de plus.

Pour conclusion le Docteur *Hidgen* nous dit, que le Duc de *Northumberland* n'avoit aucun Droit d'alleguer pour sa defence cet Acte, dont la dernière clause lui ôtoit toute esperance d'en tirer avantage. Cet Acte ne fut fait pour la seureté de ceux qui, après qu'un Roi a été établi, se soumettent à lui dans le tems qu'il régné, mais non pas en faveur des autres qui bouleversent les Gouvernemens, & dont toutes les raisons qu'ils peuvent apporter pour leur justification ne sauroient se trouver dans l'Acte onzième d'*Henri VII*. Nous avons dans ces paroles du Docteur une confession ingénue, que quiconque sert d'instrument à dépouiller le légitime Héritier, de ses Droits, mérite justement le nom de Rebelle; & par conséquent il ne peut prétendre, de cet Acte, aucun avantage. De manière, que si la Lady *Jeanne* eut régné autant d'années qu'elle fit de jours, & que la Reine *Marie* l'eut enfin forcé de quitter le Trône, le Duc de *Northumberland* n'auroit pas laissé d'être encore en danger d'être puni comme un Rebelle. Ceci, avec la permission du Docteur, porte un tel coup à la Puissance des Rois de *Falst*, qu'on ne pouvoit pas s'attendre à un Pareil de la part de ceux qui font profession de soutenir leur Parti, car il semble, à présent que ces Personnes, à qui ils étoient le plus redevables, ne peuvent en recevoir aucune Protection, & que les meilleurs Amis de ces Rois sont en un très-grand danger: Parce qu'aussi-tôt que l'Héritier sera rétabli dans son Droit, il n'y a point

de Loi qui mette à couvert de son ressentiment, ceux qui se sont opposés à ses prétensions & ont prêté leur assistance à son Ennemi. Sur ce pié qui peut, au cas d'une telle Révolution, nombrer tous les sujets qui peuvent être compris sous le nom de Rebelles. Tous ceux qui auront porté les Armes au service de son Rival, ou l'auront assisté d'Hommes & d'Argent; les Soldats pour avoir combattu sous lui; les Theologiens pour en avoir fait un point de Religion; & les Messieurs de la longue Robe pour en avoir fait une Loi; toutes ces Personnes, dis-je, sont enveloppez dans le même crime de rebellion en vertu de cette Clause, prise dans le sens que lui a donné le Docteur. Par là nous voyons à quel petit point d'esperance, tous ces grands services qu'on prétendoit tirer de l'Acte, d'*Henri VII.* se reduisent par la dernière clause qui le termine. Lorsque le Gouvernement d'un Roi Regnant, *de Facto*, est établi, qu'il est venu about de ses Ennemis; le Docteur estime qu'il est de la justice & de la prudence de se soumettre à son obéissance, aussi bien que de lui prêter le serment de fidélité; & sur l'autorité de cet Acte, il donne sa parole que c'est une chose légitime que de le faire; mais pour ce qui est de ceux qui auront contribué à son établissement, lesquels peuvent être quelque fois la plus considérable Partie de la Noblesse, ils sont tous abandonnez à la miséricorde du Prince opprimé, si jamais il est rétabli; & ils doivent lui être redevables, s'ils échappent impunément à sa Colère.

Le seul refuge qui reste à *M. Hidgen* dans un pareil cas est, est qu'en vertu d'une Amnistie accordée à ces Rebelles par le Roi *de Facto*, lorsqu'il

qu'il sera parfaitement affermi, ils seront mis à couvert contre le retour du Roi *de jure*. Mais si les Actes de Parlement de ces prétendus Rois ne furent pas d'une force suffisante lorsqu'*Edouard IV.* fut rétabli, il est bien à craindre que leur Pardon, ne sera pas d'une plus grande Autorité. Le Chef de Justice Mylord *Montague* déclare, comme on peut le voir dans son Apologie; qu'il n'auroit jamais souscrit au Règlement que le Roi *Edouard* fit de la succession en faveur de la Lady *Jeanne Grey*; si le Roi ne lui eût pas promis un Pardon, qu'il savoit très-bien devoir être bon, au cas que la Reine *Marie* parvint à la Couronne; parce qu'elle ne pouvoit l'obtenir qu'en qualité d'*Agnereur*. D'où il est évident, qu'il ne se seroit pas cru en sûreté par ce Pardon, s'il avoit été persuadé, que la Reine *Marie* pût prétendre à la Couronne par le Droit Héréditaire. C'est ce que je recommande au Docteur de vouloir bien considérer.

Il est vrai qu'il ajouta, que les Rois *de facto* ont effectivement accordé des Amnisties par Acte de Parlement, pour ceux qui les avoient assistés dans l'acquisition qu'ils avoient faite de la Couronne, & il cite les Actes d'*Henri III, IV, & VII.* qui furent faits pour la Protection de ceux qui avoient contribué avec zèle à l'élévation de ces Princes; mais si *Edouard II. & Richard II.* eussent remonté sur le Trône, croit-il tout de bon, que ces Actes auroient en effet été de quelque avantage pour la sûreté de ces sujets rebelles? Je suis persuadé que les Rois mêmes qui les firent, n'en avoient pas cette opinion. Le véritable motif de ces Actes n'é-

toit, que pour prévenir les Procès & les Pour-
 suites que les particuliers auroient pû se faire
 les uns contre les autres. Car ces Invasions
 ayant fait commettre plusieurs violences & ou-
 trages, dont les Auteurs étoient exposez à la
 sévérité des Loix, ceux qui avoient été offen-
 sez auroient pû se faire rendre justice en denun-
 çant les coupables, à moins que des Actes de
 cõtte Nature ne les eût mis hors d'état de l'en-
 treprendre. Lesquels Actes seront toujõurs né-
 cessaires aux Défenseurs des injustes Prétendants
 qui déposent les Princes légitimes. Mais le cas
 est tout différent, lorsque c'est un Roi *de jure*
 qui dépossède; car quiconque les assiste dans
 leur Quérelle n'a point besoin d'un Acte de
 Parlement pour leur sûreté. Après les obser-
 vations que j'ai faites sur ce sujet, le Lecteur
 sera sans doute surpris des Passages suivants
 qui se trouvent dans les Ouvrages du Docteur
Hidgen. „ Ceux qui ont combatu pour le Roi
 „ regnant n'avoient point besoin d'Acte de
 „ Parlement pour leur Amnistie, comme ef-
 „ fectivement ils n'en ont point eu. Peut-on
 „ trouver aucun temoignage en toutes nos Loix,
 „ aussi bien que dans l'Histoire, qu'un Roi en
 „ Possession, ou son Parlement, ou les Parties
 „ interressées ayent cru, qu'un Acte de Parle-
 „ ment fût nécessaire, en faveur de ceux qui
 „ auroient combatu pour un tel Roi contre
 „ un autre hors de possession, quelque Droit
 „ ou quelque prétension qu'il pût avoir. Mais
 dans la suite il nous dit en parlant de l'onzié-
 me Acte d'*Henri VII.* „ Cct Acte fut fait
 „ pour la sûreté de ceux qui après qu'un Roi
 „ est établi, se soumettent à lui pendant qu'il

„ régne. Le Docteur fera bien de reconci-
lier ces Passages , s'il juge à propos de le
faire.

Après tout ce qui a été dit touchant le sens ,
& l'autorité de cet Acte , n'y a-t-il point quel-
que sujet de douter s'il est encore aujourd'hui en
vigueur ? La Raison que j'en ai ; c'est que du
tems du Roi *Guillaume* , on passa un Acte qui
déclare les sujets déchargez de leur obéissance
envers le Roi d'*Angleterre* , du moment qu'il
donnera des marques qu'il est Catholique Ro-
main. Car il n'y a pas d'apparence que cet Acte
soit d'aucune valeur , si les sujets qui servent & de-
fendent un Roi Régnant s'aquiescent en cela du Devoir
où l'obéissance les engage , comme celui d'*Henri IV.*
l'assure positivement.

Puisque l'occasion s'est présentée de parler du
Fait qui regarde la Reine *Marie* & de la Lady
Jeanne Grey , je prie le Lecteur de souffrir que je
raporte quel a été le jugement du Chef de Justi-
ce Mylord *Hale* sur ce sujet , il est conçu en ces
termes. „ * Si le légitime Héritier de la Cou-
„ ronne exerce actuellement la Souveraineté
„ dans une Partie du Royaume , & qu'un Usur-
„ pateur , l'exerce aussi actuellement dans une
„ autre Partie ; cependant la Loi juge celui-là
„ en possession de la Couronne , lequel a le vé-
„ ritable Droit ; pour l'autre il n'est seulement
„ pas Roi de *Facto* , & ne mérite point d'autre
„ Titre que de Perturbateur. C'est ce qui ar-
„ riva entre *Edouard IV.* & *Henri VII.* Quoi
„ qu'*Edouard IV.* eût été revêtu de la Souverai-
„ neté & déclaré Roi à *Londres* le 4. de Mars
„ 1460. *Henri VI.* ne laissa pas de prendre la
Qua-

* *Historia Pac. Cerom. MS. vol. I. c. 13.*

„ Qualité de Roi dans les Provinces du Nord ;
 „ où il leva une grande Armée ; mais ayant été
 „ vaincu par *Edouard IV.* sur la fin de Mai ,
 „ dans la sanglante Bataille de *Towton Field* ;
 „ ce ne fut qu'alors qu'*Edouard* devint paisible
 „ & universel Possesseur de la Couronne. A-
 „ près quoi il assembla dans le Mois de Novem-
 „ bre ensuivant un Parlement , où son Droit fut
 „ reconnu , & le commencement de son Règne
 „ fixé , par un Acte qu'on en fit , au quatriè-
 „ me du Mois de Mars précédent , après qu'*-*
 „ *Henri IV. Henri V. & Henri VI.* eurent été
 „ déclarez Usurpateurs. Dans tout cet in-
 „ tervale de tems, depuis le 4. de Mars jusqu'au
 „ Mois de Juin, *Henri VI.* reçut les Honneurs
 „ rendus à un Roi , quoi qu'il ne le fût pas mê-
 „ me *de Facto* ; puisqu'*Edouard* , le légitime
 „ Héritier , étoit en possession de la Royauté.
 „ Un Pareil cas survint entre la Reine *Marie*
 „ & la Lady *Jeanne*, laquelle on proclama à Lon-
 „ dres, sous couleur que le Roi *Edouard* l'avoit
 „ nommée pour lui succéder ; mais elle ne con-
 „ serva pas ce Titre plus de dix jours ; car dans
 „ le même tems la Reine *Marie* reclama ouver-
 „ tement la Couronne, & fut aussi proclamée
 „ Reine ; en sorte que les deux étant en pos-
 „ session de la Couronne, la Loi ajugea la pos-
 „ session à *Marie* qui avoit le Droit de son cô-
 „ té. C'est pour cela qu'il fut arrêté par Acte
 „ de Parlement, que les Reconnoissances datées
 „ *Anno primo Regina Jane*, l'an premier de la Rei-
 „ ne *Jane* , doivent être reçues comme bonnes ;
 „ ce qui auroit été inutile , si elle avoit été
 „ Reine *de facto*, quoique par Usurpation ; par-
 „ ce que les Actes juridiques ne font point de
 „ pré-

„ préjudice aux Deniers Royaux.* Quelqu'un
„ objectera que si *Henri VII.* & la Ladi *Jeanne*
„ eussent obtenu la Victoire, & par ce moyen la
„ possession de la Couronne, ils auroient pu
„ soutenir avec leurs Parlemens la même chose
„ contre *Edouard IV.* & la Reine *Marie.* Mais
„ c'est une objection qui n'est d'aucune force ;
„ car je ne me règle pas ici selon les Evenemens
„ qui sont changeans & incertains, mais selon l'é-
„ quité avec laquelle on doit juger des Faits en
„ question, où je m'atache autant que je puis aux
„ Loix d'*Angleterre.*

Il nous reste à considérer de quelle autorité est l'Opinion des Juges d'*Henri VII.* touchant le pouvoir de la Couronne qui surmonte tous les défauts & les obstacles de la part du Sang, & de quel avantage cette Opinion est aux Rois de *Facto*, *M. Hidgen* presse fort dessus cet Article, qui lui sert d'un refuge, où il se croit bien assuré. Voyons donc si cette Résolution des Juges peut être véritablement de quelque secours aux Défenseurs des Rois de *facto*. La première chose, qu'il y a à remarquer, est que cette Décision, qui ne fut pas donnée en présence de la Cour, est de moindre autorité, que si les Juges, seant sur leur Siège de Justice, l'avoient appuyée de leur jugement. Car, comme un certain Auteur l'a remarqué, „ lors qu'ils
„ opinent hors la Cour, ils ne se croient pas
„ obligés sous Serment ; c'est pourquoi, quand
„ deux ou plus seroient d'une opinion différen-
„ te, ils ne refuseront pas de signer la Résolution de la plus grande Partie ; & cela fait, elle passe sous le nom de tous les Juges. Il est vrai que

* 9. *Edou.* 4. 15. 11.

que le sentiment unanime des Juges est d'une grande autorité ; mais je crains que le Docteur ne leur en attribue trop , lorsqu'il dit que leur sentiment fait *une partie de la Coutume de ce Royaume*. On peut bien se souvenir que tous les Juges en Corps convinrent unanimement sur la Taxe des Navires ; & cependant le Docteur fait qu'on a condamné leur Opinion comme erronée. Ne puis-je donc pas dire , avec la permission de cette vénérable assemblée , qu'elle peut quelque fois errer dans ses Résolutions ; pour ce qui est de sçavoir s'ils se sont trompez sur le point que nous traitons , c'est dequoi il est Question.

De cette première considération j'entre par là dans une autre qui regarde cette Proposition ; *Que la Possession de la Couronne ôte tous les Défauts & les obstacles de la part du Sang* ; & je soutiens , que cela n'est pas universellement vrai ; car au cas que cela fût , il n'y a point d'Actes de Parlement tendants à rendre quelques Personnes inhabiles à la succession , qui pussent avoir aucune force , tandis que ces Personnes sont sur le Trône ; ni empêcher en aucune manière les sujets de leur rendre obéissance. On ne pourroit soutenir un tel sentiment , sans donner une atteinte à l'honneur & à la Sagesse de ces Parlements , qui ont fait un crime de Trahison d'envahir & de conserver la Couronne contre l'ordre qu'on a établi pour la succession ; qui ont déclaré , que Quiconque feroit coupable d'un tel Acte de violence & d'injustice , ne doit être regardé que comme un Usurpateur & un Traître ; & enfin qui obligent les sujets de prendre les Armes con-

tre ceux qui se seront ainsi intrus , lesafranchissant du devoir de Fidélité à leur égard.

Pour cet effet il y a un Acte du Roi *Henri VIII.* pour établir la succession , portant (a) „ que quiconque interrompra la succession établie par la Loi , ou par les dernières volontez & le Testament de ce Roi , est déclaré „ coupable de haute Trahison. Il y en a un autre d'*Edouard VII.* dont les paroles suivantes sont remarquables. „ Qu'il soit (b) de plus arrêté , que si aucun des Héritiers du Roi notre „ Souverain Seigneur à présent regnant , ou aucune Personne ou Personnes , à qui la Couronne & la Souveraineté de ce Royaume est limitée , par Acte de Parlement , fait la trente „ cinquième année du Règne d'*Henri VIII.* le „ précédent Roi ; ou que les Héritiers d'aucun „ d'eux usurent l'un sur l'autre la Couronne de ce Royaume ; ou la demandent , pour „ suivent & reclament autrement , ou d'une autre maniere , ou selon un autre degré de „ Sang ou de succession &c. que de la maniere & selon l'ordre déclaré dans ledit Acte ; ou si aucun des Héritiers ou personnes „ susdites traversent Sa Majesté à présent regnante , & l'empêchent de garder , d'avoir & „ de posséder tranquillement & paisiblement la dite Couronne Impériale , tous & un chacun „ des Delinquans &c. seront estimez & jugez „ coupables de haute Trahison , & souffriront , „ & encourront les Peines de Mort &c. comme dans les autres Cas de haute Trahison. Par ce Passage il est manifeste , que des Personnes en actuelle possession de la Couronne peuvent en même

(a) 15. *Hen. VII.* 1. (b) 4. *Edou.* 6. 19.

même tems ne passer , que pour des Usurpateurs & des Traîtres , sujets aux Peines portées contre le Crime de Trahison ; & que par conséquent , c'étoit l'intention de ces Législateurs , que de telles Personnes fussent incapables de porter la Couronne , nonobstant qu'ils tinssent le rang de Rois *de Facto*. C'est pour cela qu'il faut avouer que s'il étoit possible , qu'un Prince , selon la Loi , fût dans quelque incapacité de posséder la Couronne , il y auroit lieu de croire qu'*Henri VII.* étoit de ce nombre. La première raison est qu'il étoit descendu d'un Fils naturel de *Jean de Gand* ; & que c'étoit assez selon la Coutume pour l'exclure du Trône. La seconde , il avoit été atteint de Trahison par Acte de Parlement. Et la dernière , * tout le Royaume s'étoit obligé de prendre , de recevoir & de reconnoître le Roi *Edouard IV.* aussi bien que ses Héritiers , pour Rois d'*Angleterre* , à l'exclusion de tout autre. Mais en vertu de la Résolution des Juges d'*Henri VII.* il est clair que toutes ces Loix ne peuvent avoir ni force ni autorité contre un Roi en possession ; & tous ces Parlemens , qui prétendoient les faire , pour empêcher les sujets d'obéir à des Usurpateurs , connoissoient bien mal l'étendue de leur Pouvoir.

En troisième lieu , si ç'avoit été une Maxime reçue en *Angleterre* , que la Couronne surmonte tous les Défauts & incapacitez , selon l'opinion de *M. Hidgen* ; nous ne devrions pas rencontrer ces Actes de Parlement qui approuvent , & louent les Actions qui ont été commises au mépris de cette Loi. C'est ainsi que nous en trou-

* *Rot. Parl. 1. Edou. 4.*

trouverons qui justifient les entreprises par le légitime Héritier, pour recouvrer son Héritage, comme étant conformes aux Loix, que Dieu aussi-bien que la Nature prescrivent, & rend aussi la déposition de l'Usurpateur juste, & selon la Loi. Que le Doct. *Hidgen*, jette les yeux sur les Passages suivans, il reconnoîtra que je ne lui en fais pas accroire.

Il est dit dans les Roles * de Parlement, que
 „ le Duc d'*York*, entreprenant de recouvrer par
 „ la force des Armes son Droit à la Couronne
 „ d'*Angleterre*, contre *Henri VI.*, s'est servi du
 „ Benefice de la Loi de Nature; n'y ayant au-
 „ cun Seigneur au dessus de Lui, en *Angleter-*
 „ *re*, que Dieu seul; & c'étoit une Action légi-
 „ time, conforme aux Loix, à la Raison & à
 „ la justice d'en agir ainsi: De plus il est déclaré,
 „ que notre Souverain Seigneur lige, & Roi
 „ *Edouard IV.* prenant possession, & se revêtant
 „ du pouvoir de la condition & dignité Roya-
 „ le, comme aussi du Gouvernement, & de l'Ad-
 „ ministration de ce Royaume d'*Angleterre* &c.
 „ Et rejetant *Henri*, ci-devant appelé le Roi
 „ *Henri VI.* de la Fonction, Administration &
 „ Gouvernement qu'il exerçoit par usurpation,
 „ dans ce Royaume &c. „ n'a rien fait qui ne fût
 „ juste, légitime, & conforme aux Loix, aus-
 „ si-Bien qu'aux Coutumes du dit Royaume.
 „ Et c'est ainsi qu'on doit le prendre, le croire,
 „ l'estimer, & l'accepter. Je laisse à présent au
 „ Lecteur à déterminer, si de semblables Princes
 „ peuvent avoir droit d'exiger l'Obéissance, de la
 „ part de ceux, qui ont le pouvoir de les déposer lé-
 „ gitimement; & je me trompe fort s'il sera possi-

R ble

* Rot. Part. 1. *Edou.* 4.

ble au Docteur d'éluder la force de ces Autoritez. J'avois donc raison de dire qu'il n'est pas tout à fait vrai que *la Couronne enlève tous les Defauts, & les Incapacitez*. Car alors il seroit impossible, que les Rois en possession fussent des Usurpateurs non plus que des Ennemis de l'Etat; il n'y auroit pas d'endroit pour justifier la conduite de ceux qui attenteroient à leur déposition; ce que nous voyons cependant avoir été ordonné par Acte de Parlement.

En dernier lieu le Docteur *Hidgen*, ne peut pas raisonnablement s'imaginer, que l'opinion des Juges d'*Henri VII.* soit d'une autorité suffisante pour déterminer le point en dispute. Ce seroit rendre un Roi *de Facto*, juge en sa propre Cause, où il ne manquera jamais d'interpréter la Loi, le plus favorablement qu'il pourra pour son avantage, sur ce pié le Docteur est sûr d'obtenir ce qu'il demande, & il peut bien compter sur le Naturel d'un Roi illégitime, qui le rend la plus étrange Creature qui fût ou qui puisse être. Je ne saurois cependant m'empêcher d'être surpris qu'une Personne d'une Connoissance, & d'une Pénétration si extraordinaire qu'est le Chancelier *Clarendon*, ait eu si peu de discernement, que de ne faire aucune attention à l'évidence de cette Maxime, & de croire que les Juges ne pouvoient pas avec justice l'appliquer au Sujet d'*Henri VII.* ses paroles meritent bien qu'on y fasse réflexion, pour remarquer l'étrange bevuë de ce grand Homme; C'est pourquoi je les rapporterai tout au long. „ Cet † exemple, dit-il, des Juges d'*Henri VII.* lorsqu'ils déclarerent que son avènement à la Couronne, avoit annulé l'Acte de „ Tra-

† *Hist. de la Reb. Vol. 1. 2. Part.*

„ Trahison, dont il étoit atteint, est l'unique
 „ dans son espèce; que s'il avoit été véritable-
 „ ment la Personne, à qui la Couronne apar-
 „ tenoit légitimement, & selon la proximité du
 „ sang, leur jugement auroit été juste, & selon la
 „ Loi. Mais cet exemple n'a jamais été ni ne sera
 „ suivi par les Juges d'un autre âge; à moins que
 „ le Roi n'ait autant de Pouvoir entré ses mains,
 „ & que le Peuple ne soit autant à sa dévotion;
 „ car jusques-là il sera d'une égale facilité de faire
 „ & de déclarer une Loi, quoi qu'elle ne sera peut-
 „ être pas d'une égale justice. Par là nous voyons,
 „ comme ce noble Seigneur a mal rencontré dans l'o-
 „ pinion qu'il a de cette résolution des Juges d'*Henri*
VII. Il l'appelle *l'unique exemple*; il croit que d'autres
 Juges auront de la peine à le suivre; & fait entendre
 ouvertement qu'il n'est pas fondé sur la Loi, à
 cause que le Droit d'*Henri VII.* étoit défectueux.
 Cette seule Circonstance d'être *unique*, suffit pour
 ôter à cette Résolution tout son crédit & son
 Autorité. Car ne peut-on pas croire avec quel-
 que raison, que les Juges des Rois *de jure*, n'a-
 corderont aux Rois de *Facto* l'avantage de cet-
 te Maxime? Et un autre Historien * du même
 Caractere ne nous assure-il pas. *Que les Juges*
de la Cour de Westmunster rejettent quelquefois
une Résolution qui est unique dans son Gerre, &
n'est appuyée d'aucune autre. Pour le Docteur,
 il nous soutint que Mylord Bacon ne donna ja-
 mais son avis pour revoquer l'Acte qui déclai-
 roit la Reine *Elizabeth* illegitime. Mais il
 doit savoir que la Reine *Elizabeth* avoit un
 droit par l'Acte de Succession, & comme
 aussi par le Testament de son Pere; au lieu

R 2

qu'*Henri*

* Le Chevalier Nottingham.

qu'*Henri VII.* n'avoit aucun fondement pour prétendre à la Courone. De plus, il ne s'agit pas de savoir, si cette Maxime peut avoir lieu, lorsqu'il y va de l'interêt des Rois *de jure*; mais si les Rois *de Facto* sont en droit d'en tirer, selon la loi, quelque avantage. Il ne faut pas, que J'oublie ici, que le Docteur confesse dans la suite, qu'on passa un Acte pour rétablir la Reine *Elisabeth* dans ses Droits du côté de sa Mere: il est vrai, dit-il, que ce ne fut que pour pouvoir hériter du Bien que sa Mere avoit laissé à sa Famille, sur quoi il n'est pas nécessaire de disputer à présent. Mais il devoit se souvenir, que les Princes n'ont jamais jugé les Actes de Parlement faits par une Autorité légitime, indignes de leur attention; C'est pour cela qu'*Henri VII.* prit soin, malgré la susdite résolution des Juges, que tous les Papiers, où il étoit fait mention du Crime de Trahison dont il avoit été atteint, fussent effacez, biffez, & déchirez; de peur que s'ils avoient resté dans leur premier état, ils n'eussent servi à le Condamner; Marque evidente qu'il ne regardoit pas l'opinion des Juges comme un appui assez solide pour s'y reposer sans crainte.

Fin du Première Tome.

R E-

ANT 131 8165

HISTOIRE

D U

DROIT HEREDITAIRE

Dela Couronne de la

GRANDE BRETAGNE.

Ecrit en faveur du

PRINCE DE GALLES,

Par quelqu'un de son parti, & pour laquelle

LE DOCTEUR BEDFORD

A été Condamné depuis peu à Westmunster.

Refutée par des Remarques,

S U R

LE VERITABLE DROIT DE LA REINE,
LES JUSTES MOTIFS DE LA REVOLUTION,
ET LA SUCCESSION DANS L'ILLUSTRE
MAISON D'HANOVER.

Traduit de l'Anglois.

TOME SECOND.



A L A H A Y E,

Chez PIERRE HUSSON, Marchand Li-
braire sur le Capelbrug, 1714.





LE MASQUE

DE LA

TRAHISON LEVÉE,

DANS

Le Livre du Droit Héritaire écrit en fa-
veur du Prince de Galles , par le
Docteur Bedford , &c.

J'Ai enfin, suivi le Docteur *Hidgen* dans tout le Cours du Règne d'*Henri VII.* Règne qui sembloit lui fournir des sujets de grande consolation, aussi bien qu'à ceux qui avoient été long-tems à chercher des preuves pour justifier leur soumissions aux Puissances en possession ; mais je serois bien trompé s'ils ont tiré de ces Preuves toute la satisfaction qu'ils en esperoient , après l'éclaircissement que j'ai donné sur tout ce qui pouvoit avoir la moindre aparence de raison, dans les Ecrits du Docteur. Comme il a bien voulu s'écarter un peu du Chemin pour prouver que ceux qui ont la puissance de faire des Loix , peuvent aussi limiter la succession, sentiment qui peut être vrai

4 LE MASQUE

sans pour cela que l'obéissance soit dûe aux Rois *de Facto*, je m'engage encore à tenir avec lui la même route, pour examiner la vérité de quelques endroits d'Histoire dont il a jugé à propos d'illustrer ses raisonnemens. Et si je ne me trompe, cette recherche me donnera occasion d'éclaircir un point d'Histoire qui jusqu'ici a été enseveli dans une grande obscurité. Je m'attacherai uniquement, dans cette entreprise, à des vérités de Fait, sans mettre en dispute de quelle autorité est l'Acte 13. de la Reine *Elisabeth*, lequel déclare *Haute Trahison durant la vie de la Reine; & porte Confiscation de Biens & de Possessions après sa Mort, que de dire qu'un Acte de Parlement n'est pas d'une force suffisante pour limiter & déterminer le Droit de la Couronne.* Je ne formerai pas non plus la moindre difficulté sur le pouvoir du Parlement, pour substituer la Couronne en faveur de quelqu'un. Cette matière est autant hors de mon sujet qu'elle est au dessus de ma portée; je consens donc que M. *Hidgen* abonde en son sens sur ce sujet. Toute l'observation que je ferai ici, est, que quelque pouvoir que les Rois avec leurs Parlemens puissent avoir avec justice, *de jure*, en de pareilles rencontres; c'est toutesfois une vérité de Fait qu'aucun Acte de Parlement n'a pû encore être si bien concerté pour exclure le plus proche Héritier, selon les degrés du Sang, que la Providence n'ait tôt ou tard donné un tel tour aux affaires, que ceux qui avoient le premier Droit à la Couronne, l'ont enfin obtenuë, malgré tous les Réglemens du Parlement pour l'empêcher. Je ne doute point, qu'on ne convienne avec moi, que nous n'avons aucune Loi de
cette

cette Nature qui ait été faite avant l'Acte d'*Henri IV.* dans lequel il assure après sa mort la succession à ses quatre Fils aussi bien qu'à leurs Héritiers. La raison merite d'être observée, c'est que comme il n'étoit qu'un Roi *de Faëto*, il n'y a aussi que ces sortes de Rois qui ayent besoin de semblables Actes. Pour ce qui regarde la succession de ceux qui sont issus des Rois *de jure*, le Droit de la Couëtume y a suffisamment pourvû. Après ce premier Acte, l'autre, que nous savons avoir été fait au même sujet, est celui d'*Henri VI.* lorsqu'il fut rentré en possession de la Couronne; dans lequel il en exclut *Henri IV.* pour la donner au Duc de *Clarence*, & à ses enfans aussi-tôt que sa Ligne viendrait à manquer; mais cet Acte ne subsista pas long-tems, parce que la succession reprenant son cours en la personne du véritable Héritier, il fut annulé aussi bien que celui d'*Henri IV.* On assure de même que *Richard III.* nomma le Comte *Lincoln* le Fils de sa Sœur, pour lui succéder; & qu'*Henri VII.* ne fut pas plutôt sur le Trône qu'il fit assurer par Acte de Parlement la succession à sa Posterité. Mais on fait fort bien que son Fils avoit du côté de sa Mere un Droit qui étoit incontestable, sans le service que son Pere prétendoit lui rendre par cette Loi.

Je passe au Règne d'*Henri VIII.* Ce Prince qui avoit, par Acte de Parlement déclaré ses deux Filles illégitimes, se trouva dans la nécessité de se servir de la même autorité pour les rendre capables de porter la Couronne. Il y a donc un autre Acte passé la vingt cinquième année de son Règne, pour l'établissement de la succession; dans lequel le Droit de la Couronne

ne est expressement limité à *Marie*, & à *Elizabeth* ses deux Filles : avec pouvoir à lui, comme il lui avoit été accordé auparavant, „ de donner „ transporter, résigner, limiter & régler la „ succession de la Couronne Impériale de ce „ Royaume, au défaut de légitimes Héritiers „ issus du Prince *Edouard* & des *Ladys Marie* „ & *Elizabeth* ; soit par des Lettres Patentes „ qu'il aura la bonté d'accorder sous le grand „ Seau ; soit autrement en déclarant sa dernière „ volonté qu'il prendra la peine de signer de sa „ propre main ; le tout selon son bon plaisir „ & autant de fois qu'il plaira à Sa Majesté, „ dans la suite du tems, en faveur de telle „ Personne ou Personnes, qu'il plaira à sa „ Majesté, avec Droit de Confirmation ou de „ Reversion &c. Il faut savoir à présent de quoi il s'agit entre *M. Hidgen* & moi. C'est de connoître si le Roi *Henri VIII.* a véritablement observé l'ordre de cet Acte dans le choix qu'il a fait de ses Successeurs après le décès de ses Filles. Tout le monde tombe d'accord qu'il fut autorisé de faire ce Choix dans son Testament & personne ne doute qu'on n'ait produit & exécuté en quelque manière sa dernière volonté. Cependant le Docteur assure positivement, qu'*Henri VIII.* ne se servit point des pouvoirs qui lui avoient été donnez en Parlement de se nommer un Successeur en déclarant sa dernière volonté dans un Testament signé de sa propre main, & en un autre endroit, qu'à la vérité on dressa un Testament à ce dessein, mais qu'il n'a jamais été signé du Roi comme l'Acte de Parlement le requeroit. Mais je ne vois point de raison pour soutenir cela avec

avec tant d'assurance ; & je ne doute point , que lorsque le Lecteur aura considéré les preuves suivantes , il ne convienne , que l'autorité de ce Testament est bien mieux appuyée que le Docteur ne la cru. C'est dans cette vuë que je montrerai premierement que ce Testament a été reçu , mis au jour , & exécuté comme étant bon & dans les Formes. En second lieu que de toutes les objections que le Docteur a faites , il n'y en a pas une qui ait assez de Poids pour rendre la validité de ce Testament suspecte.

Nous avons des Temoignages , tirez du Journal de la Chambre Haute , qui nous assurent que le dernier de Janvier , après qu'on eût fait venir les Communes en presence des Seigneurs , le Chancelier commença à déclarer aux deux Chambres Assemblées en plein Parlement la Mort du Roi *Henri VIII.* & qu'alors le Chevalier *Paget* Secrétaire d'Etat leur publiquement une grande partie du Testament du Roi , particulièrement les Articles qui regardoient la succession de la Couronne , & l'administration du Gouvernement pendant la Minorité d'*Edouard VI.* Par quoi ; nous voyons que ce Testament est produit de bonne foi devant le Parlement qui pouvoit le mieux juger de sa validité , & nous n'apprenons point qu'il se soit levé à ce sujet , aucun doute dans cette grande Assemblée. Mais au contraire nous avons le témoignage d'un célèbre Historien , qui est l'Evêque de *Sarum* lequel rapporte , „ que tous les Exécuteurs nommez „ dans ce Testament résolurent de l'exécuter „ dans tous ses Points & de prêter le Serment „ de Fidélité pour s'aquiter fidèlement de l'emploi qui leur étoit confié. Que le lendemain

les Exécuteurs Testamentaires prêterent le Serment avec beaucoup de solennité pour la fidèle execution du Testament ; qu'il fut ordonné que le Testament seroit en registré & que chacun des Exécuteurs en auroit une Copie munie du grand Seau. Et il fut resolu que par un principe de conscience à l'égard du Roi *Henri VIII.* on devoit accomplir religieusement ses dernières intentions. Si après cela nous avons égard à l'éminente Qualité des Exécuteurs aussi bien qu'à leur integrité ; nous aurons de la peine à nous persuader qu'ils eurent si peu de jugement que de ne pas discerner l'invalidité de ce Testament, ou si peu de probité que d'exécuter ce qu'ils auroient reconnu être une fausseté. Mais afin d'éclaircir immancablement ce Point ; j'exposerai au Lecteur quelques Extraits remarquables tirez d'une Copie Authentique des Ecrits du Conseil d'*Edouard VI.* qui repondent parfaitement bien à mon sujet.

„ Au Nom de Dieu, Amen. D'autant qu'il
 „ a plu à nôtre Souverain Seigneur & Maître le
 „ Roi *Henri VIII.* de glorieuse Memoire &c.
 „ par sa dernière volonté déclarée dans son Te-
 „ stament Daté le 30. de Decembre la 38. an-
 „ née de son très-Heureux & très-Fameux Ré-
 „ gne , de nous constituer , & nous établir ,
 „ nous l'Archevêque de *Cantorbery* , le Lord
 „ *Wrinthesly* Grand Chancelier , le Lord St.
 „ *Johnt* , le Lord *Russel* , *Edouard* Comte de
 „ *Hertford* , Jean Vicomte *Lisle* , *Cuthbert* , E-
 „ vêque de *Duresme* , le Chevalier *Brown* , le
 „ Chevalier *Paget* , le Chevalier *North* , le Che-
 „ valier *Montagu* , le Chevalier *Denng* , le Che-
 „ valier *Herbert* , pour être ses Executeurs, &
 „ servir

„ servir de conseil Privé à nôtre Souverain Sei-
„ gneur le Roi *Edonard VI.* jusques à ce qu'il
„ ait dixhuit ans complets , &c. Nous ledit
„ Archevêque, le Lord *Wrinthesly* Grand Chan-
„ celier, &c. étant tous assemblez dans la Tour
„ de *Londres* le dernier jour de Janvier, la pre-
„ mière année du Règne de nôtre Souverain
„ Seigneur le Roi *Edonard VI.* à present Rè-
„ gnant , avons diligemment & avec reverence
„ considéré la grande charge qui nous est com-
„ mise , & après avoir invoqué dans nos Déli-
„ berations l'aide & l'assistance du Dieu Tout-
„ puissant , Auteur de toute Grace , avons ab-
„ solument resolu & sommes convenus , d'une
„ voix & d'un consentement unanime , non
„ seulement de soutenir & de maintenir ladite
„ dernière volonté & Testament de nôtre dit
„ Maître & chacune de ses Parties & Articles ,
„ dans toute l'étenduë de notre Pouvoir , Es-
„ prit , & Capacité; mais encore que chacun de
„ nous ici presens fera Serment sur les Sts. E-
„ vangiles pour plus grande assurance de l'ac-
„ complissement de nôtre Promesse. Le pre-
„ mier jour de Février qui étoit un Jeudi, tous
„ lesdits Exécuteurs ci-dessus mentionnez s'as-
„ semblèrent de nouveau dans ladite Tour de
„ *Londres* , & là entendirent la Lecture du Te-
„ stament depuis le commencement jusques à la
„ fin. Et concluant tous d'une voix d'adhérer
„ & de s'apliquer à l'exécution dudit Testa-
„ ment, prêtèrent d'abord le Serment à Sa Ma-
„ jesté le Roi *Edonard* , & immédiatement après
„ jurèrent d'observer dûement & fidèlement la-
„ dite dernière volonté, comme ils avoient re-
„ solu le jour précédent. *Item*, le 2. de Février

„ qui étoit un Mercredi , le Seigneur Protecteur
„ & le reste des Exécuteurs alors presens , qui
„ avoient le Testament de notre dit feu Souve-
„ rain Seigneur , s'adresserent d'un commun
„ Accord au grand Chancelier d'*Angleterre* , &
„ lui demanderent de le faire enregistrer & cou-
„ cher sur les Roles dans la forme accoutumée.
„ Et là-dessus afin que chacun d'eux en eût
„ une Copie scellée du grand Seau , ils le livre-
„ rent sur le champ audit Chancelier. Le Lord
„ Protecteur & les autres Héritiers poussés d'un
„ grand desir devoir le Testament du Roi *Henri*
„ *VIII.* dûment & entièrement accompli , se-
„ lon qu'il étoit de leur devoir & obligation ;
„ & voulant proceder avec plus d'assurance , &
„ de certitude à son Exécution , resolurent après
„ une mure délibération , qu'avant de passer
„ outre , tout le Corps de la Judicature , tant
„ les Juges des autres Cours que de celle de
„ l'Echiquier , avec les Docteurs aux Loix ,
„ Avocats & Solliciteurs , examineroient toute
„ la teneur du Testament pour dire librement
„ leur opinion sur ce que les Exécuteurs pour-
„ roient faire légitimement , & de quelle ma-
„ nière ledit Testament pourroit être mis , se-
„ lon la Loi , en exécution , & avoir son effet ;
„ surquoi tous lesdits Juges &c. ayant été citez
„ dans la Cour de l'Echiquier , après leur avoir
„ fait l'ouverture de cette Resolution , on fit la
„ Lecture du Testament depuis le commence-
„ ment jusques à la fin. Après une longue dis-
„ cussion sur ce sujet , le Testament fut livré
„ entre leurs mains pour être examiné plus am-
„ plement. Les mêmes s'assembloient souvent ,
„ & examinant le Testament & chacune de ses
Par-

Parties, comme il étoit dû, s'adresserent ensemble au Seigneur Protecteur & aux autres Exécuteurs auxquels le Chevalier *Montague* portant la parole; ils déclarèrent qu'ils avoient considéré à fonds ledit Testament, & tous d'un consentement & d'un avis unanime donnerent leur opinion de quelle maniere cette Partie du Testament qui étoit alors en question pourroit s'exécuter, &c. Le 8. de Mars en suivant; le Seigneur Protecteur & le Conseil voulant donner un témoignage de leur grand soin à l'égard du Testament & de l'intérêt qu'il y prenoient, jugèrent à propos, que ce Testament, qui contenoit la dernière volonté de feu leur Souverain Seigneur, & qui étoit encore à la garde du Comte de *Southampton*, seroit pour plus grande sûreté, remis dans la Tresorerie de l'Echiquier: Là-dessus ils donnerent ordre au Grand Maître, de l'envoyer chercher; ce qui fut exécuté. Après qu'il eût été reçu, environ les dix heures du soir dans un Etui scélé, il fut d'abord ouvert, on y remit aussi-tôt le Seau, & on le garda jusques au lendemain; auquel tems, il y eut ordre de le faire remettre au Tresor par les mains du Chevalier *Godsalve*, pour être gardé par les Officiers dudit Echiquier; signé E. *Somerset*, T. Cant. W. St. John. J. *Russel*, Jean *Wawick*, Anth. *Brown*, Ant. *Denny*, W. *Herbert*. Le Mercredi 19. Mars conformément à cet Ordre le Seigneur Protecteur delivra ledit Testament de feu nôtre Souverain Seigneur en presence du Conseil, au Chevalier *Godsalve*, lequel le portant à *Westminster*, & le déposant au Tresor, où il fit
,, favoir

„ savoir que ledit Testament devoit être con-
 „ servé ; en temoignage de quoi il apporta un Ecrit
 „ en Parchemin signé de *Thomas Daniel*, *Guil-*
 „ *laume Walters*, & *Jean Lambe*, Officiers du-
 „ dit Echiquier. Est-il possible qu'on eut vou-
 „ lu donner de si grandes marques de Respect, &
 „ de Veneration pour un Testament de la validité
 „ duquel on auroit eu le moindre soubçon.

L'an 1549. lorsque le Duc de *Somerfet* eut
 conduit par violence comme on le pretend, le
 Roi *Edouard* à *Windsor* ; le reste du Conseil Pri-
 vé qui étoit resté à *Londres* écrivit au Roi une
 Lettre de plainte contre ledit Protecteur, datée
 du 19. d'Octobre dont voici quelques endroits.

„ La confiance, que nous avons en la bonté
 „ singulière de votre Majesté, nous fait esperer
 „ quelle recevra sans soubçon, ni ombrage, l'ex-
 „ pedient que nous lui proposons, comme le plus
 „ propre tant pour votre Personne royale que
 „ pour vos sujets, ainsi qu'il est estimé par tout
 „ le Corps de votre Conseil, auquel & non pas
 „ à une seule personne votre Prudent Pere de
 „ glorieuse mémoire, a confié le soin de votre
 „ Majesté aussi-bien que de toutes vos impor-
 „ tantes affaires, &c. Pour ce qui est des inten-
 „ tions du Duc de *Somerfet* ; s'il a pour la con-
 „ servation de votre Majesté ce Respect qu'il
 „ prétend ; s'il a quelque considération pour ce
 „ qu'il doit à Dieu, selon que ses Promesses &
 „ Sermens l'y engagent ; s'il a la pensée d'exé-
 „ cuter le Testament de votre Glorieux Pere,
 „ ainsi que l'Office d'un Fidèle Exécuteur de-
 „ mande de lui, &c. Qu'il souffre avant toutes
 „ choses que nous soyons rétablis dans l'honneur
 „ de paroître en présence de V. M. La Charge
 „ de

„ de Protecteur & de Gouverneur de votre Per-
 „ sonne royale ne lui a pas été accordée par la
 „ volonté de votre Pere , mais en premier lieu
 „ par la resolution unanime que nous les Exé-
 „ cuteurs en avons prise , & ensuite par le con-
 „ sentement de quelques autres. Ces Titres &
 „ ce soin particulier lui ont été donnez durant le
 „ bon plaisir de votre Majesté & à condition
 „ qu'il feroit toutes choses avec l'avis de votre
 „ Conseil , &c. Signé par le Grand Chancelier,
 „ le Grand Maître, le Garde du petit Seau ; le
 „ Marquis de *Northampton* , le Grand Cham-
 „ belan, le Comte de *Shrewsbury* , le Comte de
 „ *Sonthampton* , le Lord *Wentworth* , le Grand
 „ Tresorier, le Grand Ecuier , le Vice Cham-
 „ belan , le Chevalier *Gage* , M. le Secretaire *Pe-*
 „ *tre* , le Chevalier *North* premier Chef de Justice
 „ le Chevalier *Sadler* , le Chevalier *Baker* , le
 „ Chevalier *Wotton* , le Docteur *Wotton* , le
 „ Chevalier *Southwell* , le Chevalier *Peckham*.

La quatrième année de ce Règne , Etienne
Gardiner Evêque de *Winchester* fut inquieté pour
 un Crime d'Etat dont on l'accusa ; dans la pour-
 suite duquel entre plusieurs Interrogatoires fai-
 tes aux Seigneurs du Conseil Privé on voit les
 suivantes , „ Sçavez-vous , ou avez-vous ouï
 „ dire , que le précédent Roi de glorieuse Me-
 „ moire ait ordonné que ledit Evêque de *Win-*
 „ *chester* ne fut point du Conseil Privé de Sa
 „ Majesté le Roi nôtre Souverain Seigneur à pre-
 „ sent Regnant , & qu'il ait expressément refu-
 „ sé de le nommer dans son Testament du nom-
 „ bre de ses autres Conseillers , pour être du
 „ Conseil ci-dessus mentionné ? Item , savez-
 „ vous , ou avez-vous ouï dire que ledit Evê-

„ que ,

„ que , ayant été nommé dans ce Testament du
„ Feu Roi pour être Exécuteur , ait été un
„ peu auparavant sa Mort exclus & rejeté , du
„ nombre des dits Exécuteurs , par Sa Majesté
„ lorsqu'elle déclara sa dernière volonté , &c.
„ Auxquelles Interrogatoires , Milord *Paget*
„ répondit en ces termes , touchant l'exclusion
„ que le Feu Roi fit de l'Evêque de *Winchester*
„ à l'égard de son Testament ; il est vrai que le
„ jour de St. *Etienne* sur le soir , il y a à présent
„ 4. ans , Sa Majesté qui s'étoit trouvée fort ma-
„ lade , & en quelque danger , après qu'elle fut
„ rétablie , elle envoya aussi-tôt chercher le
„ Duc de *Somerfet* , le Garde du petit Seau ,
„ Milord de *Warwick* , le précédent Grand
„ Ecuier , le Sr. *Denny* , le Grand Ecuier d'a-
„ présent & ledit Lord *Paget* , alors Secrétaire.
„ Il ordonna aussi-tôt au Sr. *Denny* d'aller que-
„ rir son Testament. Lequel apporta d'abord
„ une Formule que Sa Majesté ne trouva pas
„ à son gré après l'avoir entendue , disant que
„ ce n'étoit pas celle , qu'il demandoit , mais
„ qu'il y en avoit une autre qui avoit été faite de-
„ puis , écrite de la main de *Wriothesly* le précé-
„ dent Secrétaire. Après que le Sr. *Denny* l'eut
„ apportée , & que le Roi l'eut ouïe , il parut sur-
„ pris de ce que le nom de quelques uns étoit omis ,
„ qu'il dit avoir eu intention d'y comprendre , &
„ que celui de quelques autres y étoit qu'il avoit
„ prétendu exclure ; De sorte qu'il commanda le-
„ dit Lord *Paget* , en présence des susdits Seigneurs ,
„ d'y écrire plusieurs qui n'y étoient pas nommez
„ auparavant , & d'effacer le nom de l'Evêque de
„ *Winchester* , ce qui fut exécuté. Après quoi , il
„ déclara , selon son bon Plaisir , plusieurs choses
„ qu'il

qu'il fit changer & inserer dans le Testament ,
Sa Majesté vint à nommer ceux du Conseil ,
qui étoient presents , & qui devoient être les
Exécuteurs de sa dernière volonté. Surquoile-
dit Lord *Paget* , & les autres commençant à nom-
mer le Marquis de *Northampton* , Milord *Aron-*
del , & les autres du Conseil , qui n'avoient pas
été nommez comme Exécuteurs; lorsqu'on parla
de l'Evêque de *Winchester* , il commanda qu'il
fut exclus , disant que c'étoit un Entêté & qu'il
n'étoit pas propre pour avoir soin des intérêts de
son Fils , qui est Sa Majesté le Roi d'a present.
Nous Obvîmes de même l'Evêque de *Westmun-*
ster que Sa Majesté avoit aussi fait raier , parce ,
dit-il , qu'il étoit sous la discipline , ou quelque
autre terme semblable , de l'Evêque de *Winche-*
ster. „ Passant ainsi au reste du Conseil il ad-
„ mit sans hésiter tous ceux qui en étoient ; il
„ n'y en eut qu'un , sur lequel il fit quelque
„ difficulté ; mais il eut égard à l'instance que
„ nous lui fîmes , ainsi il fut mis au nombre des
„ autres. Ceci étant achevé ledit Lord *Paget* ,
„ fit la lecture , à Sa Majesté , de tout ce qui
„ avoit été écrit & lorsqu'il fut à l'endroit , où
„ ceux du Conseil étoient nommez il commen-
„ ça à presser le Roi en faveur de l'Evêque de
„ *Westmunster* ; & les autres qui étoient presens
„ l'appuyèrent en même tems , & supplièrent très-
„ instamment Sa Majesté , de nommer aussi l'E-
„ vêque de *Winchester* , mais ne voulant pas
„ qu'on lui en parlât d'avantage , il leur dit
„ qu'il s'étonnoit que nous eussions une telle
„ pensée , puisque nous le connoissions pour un
„ Entêté. La Déposition du Duc de *Somerset* ,
fut qu'*Henri VIII.* ne voulut pas permettre qu'on
mis

mit dans son Testament l'Evêque de Winchester, au nombre des Exécuteurs, quoi qu'il en fut pressé par le Chevalier Brown, par le Duc, le Comte de Warwick, le Garde du Seau Privé, le Lord Paget, le Sr. Herbert, & d'autres qui étoient présents. Le Comte de Wiltshire Grand Tresorier deposa, qu'il avoit été présent à l'ouverture du Testament du Feu Roi; qu'il ne vit point que l'Evêque de Winchester y eût été nommé entre les Exécuteurs ou ceux du Conseil. Cutbert Evêque de Durême ayant été interrogé, répondit, qu'il ne sût; qu'il avoit été lui-même nommé un des Exécuteurs, qu'après que le Roi fut mort; ni qu'il n'eût aucune connoissance que l'Evêque de Winchester avoit été omis que dans le tems, qu'après la mort du Roi, on lut le Testament. Le Resultat de toutes ces Autoritez est. 1. Que le Testament dont il est fait mention dans ces Déppositions & dans lequel le Nom de l'Evêque de Winchester fut omis est le même qui a été exécuté comme la dernière volonté du Roi *Henri VII.* 2. Que le Roi *Henri VIII.* prit, un mois avant sa mort, un grand soin de dresser ce Testament avec beaucoup de circonspection. Car la Dépposition du Lord *Paget* nous fait connoître qu'il envoya chercher la Copie, qu'il trouvoit le plus à son gré; qu'on en fit la lecture en sa présence & devant plusieurs du Conseil. Et qu'alors il déclara sa volonté en plusieurs choses qu'il fit changer & inserer dans le Testament. 3. Que tous ces Changemens furent lûs & approuvez par le Roi.

Mais malgré tout cela, si ce Testament n'est qu'une fausseté, comment s'est-il pû faire qu'*Etienne Gardiner* Evêque de Winchester, Prélat d'une

d'une grande experience , distingué par son savoir & la pénétration de son Esprit , qui fut par un fâcheux coup de disgrâce , exclus du nombre des Exécuteurs , qui par conséquent auroit été bien-aïse de trouver l'occasion de rendre le Testament invalide ; comment , dis-je , est-il possible que cet Evêque , bien loin de faire aucune objection contre sa validité , s'est-il avisé de se servir de l'autorité de ce Testament, contre le Pouvoir exercé par le Duc de *Somerset* en qualité de Protecteur. Qu'il l'ait cependant fait c'est un fait très-constant.

Pour plus grande évidence , je dirai , que quand l'Archevêque *Cranmer* fut sollicité de souscrire au règlement de la succession établi par *Edouard VI.* nous sommes assurez qu'il le refusa pendant quelque tems , pour cette seule raison , qu'il avoit juré de maintenir le Testament d'*Henri VII.* à quoi les autres du Conseil ne firent point d'autre réponse ; sinon qu'ils avoient fait la même chose , & qu'ils avoient la Conscience aussi tendre que lui. La Raison de l'Archevêque , avec la Réponse des autres , est une preuve manifeste que ni lui ni eux ne sçavoient point en ce tems qu'on pût faire contre le Testament d'*Henri VIII.* aucune objection qui fût juste. Car on ne peut pas s'imaginer qu'on eut negligé une occasion si favorable , de lever les scrupules de l'Archevêque , si on avoit été persuadé que ledit Testament pouvoit être contredit avec quelque raison. De sorte que nous avons toute la certitude qu'on puisse souhaiter , pour dire que pendant tout le cours du Règne d'*Edouard* on estima ce Testament d'une validité incontestable.

La nouvelle de la mort du Roi *Edouard* ne fut pas plutôt apportée à la Reine *Marie*, qu'elle déclara ses prétentions à la Couronne, fondées tant sur le Testament & la dernière volonté de son très-cher Pere, que sur l'Acte de *Parlement* : Erreur dans laquelle il n'étoit pas possible qu'elle tombât, si ses Amis, ou les Ennemis avoient eu le moindre doute du Testament de son Pere. En effet, s'il y avoit eu quelque dispute sur ce sujet, & qu'on eût sous ce Règne, douté dans les Cours de Justice, ou autre part, de la validité du Testament d'*Henri VIII.* ce seroit une grande faute dans nos Memoires, & dans l'Histoire de nos Rois, qu'on nous y eût caché la connoissance d'un point si important. A la vérité nous ne trouvons pas que la Reine *Elizabeth* ait fait tant d'honneur au Testament de son Pere, que d'avoir donné quelques marques, qu'elle reconnût son Droit de Succession de ce côté-là. Mais nous sommes bien assurez que quelques-uns de ses plus fidèles & de ses plus éclairés sujets, ont été d'Opinion que le Droit qu'elle en tiroit meritoit bien qu'elle s'en prévalût. D'où l'on voit clairement qu'on estimoit alors ce Testament d'une très-bonne & suffisante Autorité. J'espère que le jugement de l'Eveque *Jewell* sera recevable en cette occasion; lequel on peut voir dans les paroles qui suivent. *La Couronne d'Angleterre n'appartenoit-elle pas à la Reine Elizabeth par Droit d'Héritage & de Succession, aussi bien que par les Loix du Royaume? Son Pere ne la lui ajugea-t-il pas par son Testament comme à sa Fille? La Reine Marie ne la lui laissa-t-elle pas comme à sa Sœur? Toute la Noblesse du Royaume, n'y donna-t-elle pas son consentement?*

Les

Les Evêques du règne de la Reine Marie ne se mirent-ils pas à genoux devant elle, comme devant leur véritable & légitime Reine ? &c. Mais malgré toute cette évidence, le Docteur nous assure, que plusieurs & fortes objections ont été faites depuis, auxquelles il croit qu'on ne peut répondre. C'est ce qui va faire le sujet de nos Réflexions.

Personne ne prétend, qu'aucune de ces objections aient paru dans quelque écrit mis au jour avant le Règne de la Reine *Elizabeth*; & je suis persuadé qu'on aura de la peine à trouver qu'il y ait eu alors aucun sujet Anglois assez hardi pour leur donner quelque aprobation. La vérité du Fait est que la Nation Ecoissoise fut extrêmement offensée de ce Testament, qui excluait, de la succession à la Couronne d'*Angleterre*, la Lignée de la Reine Marguerite. C'est pour cela, lorsqu'ils virent que le Droit de la Maison de *Suffolk* étoit ouvertement défendu, & que Jean *Hale* l'avoit fait dans un Discours particulier qu'il écrivit expressément à ce sujet en 1563. ils crurent que le zèle qu'ils avoient pour les intérêts de leur Famille Royale, demandait d'eux, qu'ils examinassent la validité du Testament d'*Henri VIII.* de laquelle dépendoit le Droit du Parti opposé. La suite de tout ceci fut, qu'ils s'imaginèrent à la Fin, avoir fait d'heureuses découvertes, qui pouvoient suffire pour en détruire entièrement l'Autorité. Ils marquerent tous les empressements imaginables, pour publier les raisons qu'ils crurent les plus propres pour être mises en usage en cette occasion. Elles sont fort fréquentes dans tous les Ouvrages qui furent imprimés sous le

Régne de la Reine *Elisabeth*. Ce qui me surprend, c'est de trouver qu'un Historien d'une aussi grande Réputation que l'Evêque de *Salisbury*, ait tiré d'une Lettre Manuscrite les objections ordinaires qui se font contre ce Testament, & dont il fait un secret, comme s'il eût été le seul qui eût eu le bonheur de la découvrir, & que Personne n'en eût eu connoissance avant lui. Il n'y a cependant en tout ce qu'il a dit sur cet Article, aucune Circonstance qui n'ait été encore appuyée avec plus de force dans les Editions Angloises & Latines de la *Defence de Marie Reine d'Ecosse*, écrite par *Jean Lesley* Evêque de *Rosse*, & par le Jesuite *Parson*. L'Edition Angloise fut imprimée in 8. à *Londres* l'an 1569. La Latine le fut in 4. à *Rheims* l'an 1581. sans faire mention de la *Palinodie* de *Jean Colvill*, & d'un autre Ecrit, intitulé, *Traité déclarant & confirmant, contre toutes sortes d'objections, le Juste Titre & Droit du très-excellent & très-Digne Prince le Roi Jaques VI.* lequel je conjecture avoir été imprimé un peu avant la mort de la Reine *Elisabeth*. Ces Livres qu'on a ainsi mis en lumiere sous le Régne de la Reine *Elisabeth*, & qui furent dispersez par tout le Royaume, prouvent suffisamment qu'il n'étoit pas nécessaire à l'Evêque de *Salisbury*, d'avoir recours à une Lettre Manuscrite, pour se munir d'Objections contre le Testament d'*Henri VIII.* De quelle nature étoient ces raisonnemens & de quelle force, c'est ce qu'il nous faut examiner. Le Docteur *Hidgen* m'a en cela obligé, qu'il ne les considère, que comme ils sont couchez dans la Lettre de *Leithington*, & dans le Livre que

M.

M. *Graig* a fait du Droit de Succession ; mais cependant je veux bien en agir de si bonne foi, à l'égard de la Cause qu'il defend, que de leur donner tout le tour avantageux dont ils sont capables. La première Objection de *Leithington* & de M. *Graig*, est que le Testament d'*Henri VIII.* n'a point été signé de sa propre main, mais seulement de l'empreinte de son Nom ; que par conséquent il n'étoit pas recevable en Loi ; car les Actes de Parlement qui autorisoient ce Prince pour limiter la Succession par son Testament, l'obligeoient de le signer de sa propre main ; ce qui n'ayant pas été exécuté, il ne pouvoit être d'aucune autorité. A quoi je répons, 1. Qu'on ne peut pas croire que le Parlement eût intention par ces Actes, d'empêcher le Roi de signer son Testament de la seule empreinte de son Nom. 2. Que la Loi estime tout ce qui est de cette manière signé par le Roi, d'une égale force que ce qui est signé de sa main.

Pour quelque raison que cela se fit, il est certain qu'avant qu'*Henri VIII.* passât le dernier Acte de la Succession, il avoit en toutes occasions fait usage de caracteres faits exprès pour marquer son Nom, & tout ce qui étoit ainsi signé étoit universellement reçu, & avoit autant d'effet à tous égards que si les Lettres de son Nom avoient été en particulier & expressément formées de sa propre main. J'ai vu les Registres du Conseil des Années 33. & 34. de son Règne, où il est fait mention qu'un grand nombre de Commissions & d'Ordres n'avoient point eu d'autre autorité, que celle que son Nom ainsi appliqué leur donnoit. Tout le

monde fait qu'avant ce tems là, il se donnoit rarement la peine de se servir d'une Plume. C'étoit sans doute contribuer davantage à sa Commodité, & à sa satisfaction, que de le laisser encore avoir cette liberté d'employer ces Caractères comme il en avoit pris la coutume : & nous sommes bien assurez que son Parlement avoit trop de complaisance pour lui, que de vouloir le traverser dans ce qui flattoit son inclination.

En second lieu, la Loi ne fait point de distinction entre un Testament signé du Nom de la Personne marqué dessus avec ces Caractères, & de celui qui l'est de sa propre main; elle attribue à l'un & à l'autre la même autorité. Il n'y a point de doute à l'égard des Particuliers, & que cela soit aussi vrai dans le cas dont il s'agit, c'est ce dont nous assure le jugement qu'en a fait le Parlement d'*Henri VIII*. Car la Commission qui fut donnée pour déclarer le Duc de *Norfolk* atteint de Trahison, avoit été ainsi signé du Roi; cependant il est dit expressément dans l'Acte de Parlement, qui donnoit au Roi le pouvoir de passer des Actes par Commission, qu'il *devoit les signer de sa propre main*. Par là on voit clairement que tout ce qui étoit signé par le Roi de cette empreinte, passoit dans l'opinion du Parlement pour l'être de sa propre main. De là vient que lorsque le Journal du Parlement fait mention de cette Commission, on lit qu'elle fut signée *Signo manuali Regis*. Il est vrai qu'on a prétendu que la raison pourquoi on avoit, dans le premier Parlement de la Reine *Marie*, révoqué l'Acte de Conviction du Duc de *Norfolk*, étoit celle-là même,

me, * que la Commission, par laquelle cet Acte avoit été passé, étoit signée par le moyen de ces Caractères qui formoient le Nom du Roi, sans l'avoir été de sa propre écriture. Cette Sentence de Parlement est remarquable, & peut suffire pour terminer la Dispute; il faudra donc faire le même jugement de l'Acte qui établit le Serment d'Abjuration, comme aussi, si je ne me trompe, celui de la Taxe sur le Malt, ou les Grains qui servent à faire la Biere, lesquels furent aussi passés par une Commission signée seulement de cette manière, par le Roi Guillaume, le jour avant qu'il mourût. M. *Hidgen* dira-t-il à présent que ces Actes ne sont d'aucune autorité, & que tout ce qui a été fait conformément à leur teneur étoit contraire à la Loi? Je suis persuadé qu'il ne confessera pas que ce soit-là son Opinion.

De plus, on objecte que le Roi lui-même n'appliqua pas à son Testament l'empreinte de son Nom, ni que cela ne se fit pas par son Ordre; mais qu'après que le Roi eut perdu l'usage de sa raison, & qu'il n'avoit plus ni sentiment ni mémoire, un certain Guillaume Clark l'y appliqua, de même que ledit Clark le déclara ouvertement en présence de la Reine Marie, & de son Conseil Privé, aussi bien que devant le Parlement. Ce qui fut aussi certifié dans le Parlement, sous le même Règne, par Milord Paget, pour le rétablissement du Duc de Norfolk. C'est de quoi nous avons des assurances dans la Lettre de *Leithington*, aussi bien que dans le Livre du Droit de la Succession de M. *Graig*. C'est aussi le Sentiment de l'Evêque de *Rosse* qui non seulement convient de ces points;

B 4

mais

mais encore y ajoute les Particularitez suivantes.
„ Nous disons donc que le Roi ne signa jamais
„ de sa propre main le prétendu Testament.
„ Nous n'avancions pas non plus ceci , seule-
„ ment sur des rapports , & sur des conjectures
„ fondées sur ce qui s'est passé , mais sur l'assu-
„ rance des Temoins dignes de foi , qui recon-
„ noissent & certifient , que de leur connoissan-
„ ce certaine, le Testament n'a été marqué que
„ de l'Instrument qui servoit à imprimer le nom
„ du Roi , & cela même lorsque le Roi ve-
„ noit de mourir , ou qu'il expiroit & qu'il
„ n'avoit plus aucun sentiment. Milord *Pa-*
„ *get*, qui étoit du Conseil privé de la Reine
„ *Marie*, porté d'un franc vouloir , & par un
„ mouvement de Pieté , pour l'Honneur du
„ Royaume , & le Respect dû à la vérité aussi
„ bien qu'à la justice , tout coupable qu'il fut
„ en effet lui-même de l'Action, à laquelle il
„ avoit été en quelque manière forcé par une
„ autorité majeure. Ce Milord , dis-je , fut
„ le premier à découvrir toute l'affaire. Le
„ Chevalier de Montagu , Chef de Justice ,
„ qui avoit assisté & participé à ladite Action
„ confessa la même chose , tant en présence du
„ Conseil que devant le Parlement. *Guillau-*
„ *me Clark*, du nombre des autres temoins, con-
„ fessa pareillement que les choses susdites
„ étoient véritables , & que lui-même avoit apli-
„ qué l'Instrument , & qu'ensuite il s'étoit fait
„ expedier sa Grace pour l'avoir fait. Sur les-
„ quelles Dépôtsions dûement & meurement
„ examinées la Reine *Marie* , de l'avis de son
„ Conseil , à l'honneur de Dieu & du Royau-
„ me , pour la défense de la Vérité , & de la
„ Ju-

Justice , auffi bien que de la légitime Succession de la Couronne , & afin de prévenir tous les méchans & pernicieux effets qu'une telle fausseté pourroit causer, ordonna que l'Akte de ce faux Testament qui étoit couché dans les Registres de la Chancellerie fût bisé, éfacé & aboli, comme n'étant pas digne d'être conservé parmi les Aktes véritables & authentiques de ce Royaume. Tout le dessein du Traité sur le Droit & le Titre du Roi Jacques VI. à la Couronne d'Angleterre, ci-dessus mentionné, tend à faire voir la même chose. Il faut dire la vérité, ces Faits seroient d'un grand poids pour mettre fin à cette Dispute, s'ils se pouvoient prouver. Mais je montrerai qu'il y en a quelques uns qui sont faux, & que le reste est soutenu d'une autorité trop legere pour y ajoûter foi.

En premier lieu, il n'est pas vrai qu'*Henri VIII.* fut mort, ou mourant, ou sans sentiment, & connoissance lorsque les Caractères de son Nom furent appliquez sur son Testament. Car ceci fut fait le 13 de Decembre un mois entier avant qu'il mourût, & il paroît par la Déposition de Milord *Paget* que nous avons rapportée ci-dessus, qu'il n'y avoit pas un Article de ce Testament, qui n'eût été considéré par le Roi avec toute l'attention nécessaire, dans le tems qu'il avoit un parfait usage de son entendement, quatre jours avant qu'il le signa.

En second lieu, c'est sans produire aucune preuve que ces Ecrivains avancent, qu'un certain *Guillaume Clark* appliqua les susdits Caractères sur ce Testament, quoi qu'il n'en eût point d'ordre de la part du Roi. Que si on ne

reçoit pas leur simple parole pour un Temoi-
gnage d'une évidence incontestable , l'affaire
est d'une trop grande importance, pour qu'ils
puissent s'en offenser. Ils nous veulent per-
suader que Milord *Paget* déclara , la première
année du règne de la Reine *Elisabeth*, devant
le Conseil & le Parlement, au sujet du Réta-
blissement du Duc de *Norfolk*, que le Testa-
ment fut marqué de la manière précédente ,
par un certain *Guillaume Clark* , &c. Mais
comment mettre cela en évidence ? Nous n'a-
vons ni Registres , ni Histoire , ni imprimé
ou Manuscrit qui nous assure la moindre chose
là-dessus , à la réserve de ce que Messieurs les
Ecossois nous ont laissé dans leurs Ecrits. Quel
besoin Milord *Paget* pouvoit-il avoir d'al-
léguer ce Testament , lorsque le Parlement en-
treprit d'examiner l'affaire qui regardoit le Duc
de *Norfolk* qui avoit été atteint de Trahison ?
Quel rapport ces deux affaires avoient-elles l'une
à l'autre ? De plus , ce Seigneur fut le premier
qui produisit ce Testament pour être vérita-
ble, & qui sur ce pié en fit la lecture en plein
Parlement. Il jura en qualité d'Exécuteur de
l'accomplir , & depuis ce tems-là il s'en
est aquité, en donnant toutes les marques ima-
ginables , qu'il le croyoit d'une autorité dont
on ne pouvoit avoir aucun doute. Et c'est
ce que j'ai prouvé par des mémoires incontestables ?
Peut-on donc dire raisonnablement
qu'une Personne de son Rang & de son Ca-
ractère , auroit voulu jouer un Personnage si
bas. Paroit-il quelque part qu'il se soit retracté
de sa première Déposition. Ou s'il l'a fait ,
une Retraction d'une telle conséquence n'auroit-
elle

elle pas dû être soutenue de bons témoignages, aussi bien que sa Déposition l'avoit été en faveur du Testament ? mais on n'a encore pu rien produire de convaincant à cet égard. Il est vrai que les Ennemis de ce Testament ont toujours eu assez de Hardiesse pour faire passer cette Rétractation comme un Fait indubitable. Mais le monde n'est pas devenu si complaisant, que d'ajouter foi aux simples persuasions d'un Parti qui ne sont appuyées d'aucuns témoignages Clairs & tirez de Pièces authentiques. Ainsi, jusques à ce que nous ayons de meilleures assurances de la vérité de leurs propres sentimens, nous ne pourrons-nous empêcher de les regarder comme indignes d'attention aussi bien que d'estime. Ce qu'il y a de sûr, c'est que si des incidens de cette importance fussent réellement arrivez, il s'en seroit conservé quelque Acte authentique dans les mémoires Publics, qui en seroit une preuve certaine ; & comment s'imaginer qu'on eut pu les omettre dans les Journaux de Parlement & les Registres du Conseil, sans en faire la moindre mention ? il ne se trouve cependant rien de cette nature dans ces Ecrits. Quand, après tout, on pourroit prouver que Milord Paget auroit été capable de la prétendue Déposition, du tems de la Reine Marie, il y auroit encore lieu de douter, si cette raison seroit assez forte pour renverser l'autorité de ses premières Dépositions en faveur dudit Testament. Car l'Evêque de Rossé confesse lui-même, *Qu'au cas qu'il arrivât qu'un Pareil Temoin ou Executeur eût déposé sous serment devant un Juge légitime, avoir une connoissance & une assurance certaine, que ledit Testament avoit été*

été signé de la propre main du Roi , & qu'ensuite il assurât le contraire, & revocât la Déposition solennelle qu'il avoit faite , il ne faut pas que cette contradiction , où il est tombé , nous fasse rejeter son Temoignage avec mépris. Mais on doit être pleinement convaincu par les Preuves que j'ai déjà données, que ce Seigneur *Paget* a en plusieurs rencontres manifesté , sous le Règne d'*Edouard VI.* la ferme croyance qu'il avoit que le Testament d'*Henri VIII.* étoit bon & véritable. Ce qui a été dit contre cette imaginaire Rétractation de Milord *Paget* peut également servir de Réponse à la vaine idée qu'on a eue, que *Guillaume Clark* & le Chevalier *Montagu* ont servi de témoins contre le Testament. En effet on ne peut pas apporter la moindre preuve pour rendre ce fait croyable, & c'est un trait d'Histoire qu'on ne peut trouver que chez les Auteurs Ecossois dont j'ai parlé. Ils étoient sans doute recommandables pour la fidélité & le zèle qu'ils témoignaient à défendre la Cause de leur Maîtresse, mais cela n'empêchoit pas qu'ils ne se fussent laissé imposer dans ces rapports particuliers. Car c'est réfléchir d'une manière fort deshonnorable sur la mémoire du Chevalier *Montagu*, que de dire qu'il rejetta du tems de la Reine *Marie* l'autorité de ce Testament qu'il s'étoit engagé, sous serment, d'exécuter, & dont il prit tous les soins nécessaires du vivant d'*Edouard VI.*

Malgré tout ce que j'ai dit, je m'aperçois bien que le Docteur *Hidgen* n'est pas encore convaincu; car il nous apprend, „ que le Temoignage „ de *Leithington* est d'autant plus fort qu'il se „ rapporte de la vérité du Fait, non seulement „ au Chevalier *Cecill*, le Ministre d'Etat à qui „ il

„ il écrit ; mais à plusieurs autres Seigneurs qui
„ étoient encore vivans , qui pouvoient bien sça-
„ voir , si ce qu'il assure avoit été fait douze
„ ans auparavant en plein Parlement , étoit vrai
„ ou non , &c. Admirable manière de raison-
ner ? Je ne fais point de doute que le Chevalier
Cecill & les autres Seigneurs , au jugement des-
quels on se soumet dans cette Lettre , ne fussent
informez de la vérité de ce qui y étoit soutenu
avec tant d'assurance ; mais il ne faut pas tirer
une conséquence que cela fût véritable , de ce
que *Leithington* auroit pû être réfuté , si la cho-
se avoit été autrement. Qui ne fait qu'il y a
des Gens si entêtés de leurs Erreurs , qu'ils as-
surent hardiment des choses qui ne sont pas vérita-
bles , & à cause de cela ils se rendent si méprisa-
bles , qu'on les estime indignes de réfutation.
J'ose m'assurer que c'est-là la véritable Raison
pourquoi on n'a pas daigné publier , jusques ici ,
le grand nombre de Faussetez manifestes dont
on a rempli , sans en excepter une Page ,
l'Histoire de *Charles II.* aussi bien que celle
de *Jacques II.* comme on le peut voir dans le
troisième volume de *l'Histoire complete* d'Angle-
terre. De peur toutes fois que l'estime qu'on
fait aujourd'hui des Histoires contenues dans le
premier & second volume , aussi bien que dans
tout le Corps de ce Grand *in Folio* , ne lui atti-
re dans les âges suivans autant de credit que cette
fausse réputation lui procure en celui-ci de mé-
pris ; de peur en un mot que ce qui fait générale-
ment mépriser aujourd'hui ce Livre ne trouve
un jour quelque Docteur *Hidgen* , qui se prévale
de son autorité pour appuyer ses raisonnemens ;
on travaille actuellement à un *Examen Historicum*
desti-

destiné pour la Presse ; C'est l'ouvrage d'un Homme d'importance qui n'a pas eu peu de part lui-même aux affaires Publiques du tems dont il écrit, & qui a été le témoin oculaire de quantité de faussetez publiées dans le troisiéme volume de cette Histoire Complete.

Pour revenir au Docteur *Hidgen* : comment sçait-il que le Chevalier *Cecill* & les autres Seigneurs, au Témoignage desquels on avoit eu recours, n'ont pas remontré au Secretaire *Leithington* les Erreurs où il étoit, à l'égard des differens points sur lesquels il insiste dans sa Lettre ? J'aime mieux croire qu'effectivement ils ne voulurent pas lui faire tant d'honneur, que de le desabuser sur ces Faits particuliers. Car la Reine *Elisabeth*, aussi bien que ses Ministres, ont toujours caché, par un trait de Politique, les véritables résolutions qu'elle avoit prise touchant son Successeur ; C'est pour cela qu'il n'étoit pas permis aux Personnes qui aprochoient d'elle d'agiter en aucune maniere cette Question. Mais quoi qu'il en soit, il est tout visible que le Secretaire *Leithington* s'est trompé en plusieurs Particularitez qu'il raporte dans sa Lettre. Pour ce qui est de la Liberté qu'il prend de dire, qu'il laisse, à ceux qui auront quelques prétentions après l'extinction de la Lignée d'Henri VII. le soin de représenter la Poligamie de Charles Brandon Duc de Suffolk, pour un obstacle aux siennes ; j'estime que c'est diffamer cet illustre Pair d'une manière scandaleuse & qui n'est pas pardonnable. Le rapport qu'on a fait que le Duc de Suffolk avoit une autre Femme vivante, dans le même tems qu'il étoit marié avec la Sœur d'Henri VIII. est véritablement une Colomnie, qui

qui n'a été que trop cruë par les Amis de la Famille de *Stuart* , au commencement du règne de la Reine *Elisabeth*. Mais c'est avec si peu de fondement, & c'est ce qui a été si clairement réfuté, que les Personnes qui y avoient eu quelque égard se sont bientôt aperçues de leur erreur : En sorte que lorsque l'Evêque de *Rosse* écrivit la *Defense* de Marie Reine d'Ecosse, & de ses Droits, il eut tant de honte d'une fausseté si manifeste, qu'il ne voulût pas la mettre au nombre de ses Objections contre la Maison de *Suffolk*, dont cependant il auroit pû se servir fort avantageusement, si celle-là avoit été véritable. Il n'y eut aussi aucun Ecrivain du tems de la Reine *Elisabeth*, qui osât après faire revivre une Calomnie si mal fondée, jusques à ce que le Pere *Parson* Jésuite l'ait rendue publique, dans sa *République de Lancaster*, & son *Histoire de la Succession* ; où il a cru qu'il ne devoit omettre aucune diffamation qui pût aider à produire de l'aversion contre les Familles d'Ecosse & de *Suffolk*, dans le dessein de mieux ménager les intérêts de d'*Espagne*. Ce n'est pas sans surprise que nous avons vû aussi de nos jours un Ecrivain de Marque, qui d'un trait trop précipité de sa plume a tiré cette Calomnie de l'oubli, où elle étoit ensevelie, pour lui redonner cours dans sa célèbre *Histoire*. „ J'ai „ vû, dit cet habile Auteur, * plusieurs Let- „ tres & Ecrits qui assurent que toute la Lignée „ de *Charles Brandon* étoit illégitime, puisqu'il „ étoit certainement marié à une certaine *Mortimer*, avant qu'il eût épousé la Reine de *France* ; laquelle *Mortimer* vécut long-tems après son Mariage avec cette Reine ; ainsi tous ses „ En-

* L'Evêq. de *Sarum* Hist. de la Reform. Par. 2.

„ Enfans ne furent point légitimes. Il y en a
 „ quelques-uns qui prétendent que son Mariage
 „ avec *Mortimer* fut rompu , mais cela ne me
 „ paroît pas assez clair. Je ne sai par quel acci-
 dent il est arrivé que ce Prélat si tendre sur ce
 qui regardoit l'honneur d'*Henri VIII.* n'ait pû
 se retenir de donner avec tant de facilité son appro-
 bation à ce point d'Histoire si suspect. Ce seroit
 sans doute augmenter le nombre des grands dé-
 fauts de ce Règne, que ce Roi eut marié sa Sœur
 à une Personne qui auroit eu une autre Femme
 vivante. De plus, si cet Auteur avoit pris tout
 le tems nécessaire pour examiner à fonds ce Passage
 avant qu'il eut échapé à sa Plume , il auroit trouvé
 beaucoup de difficulté à croire , qu'un fait si re-
 marquable eut pû être un secret caché à nos E-
 crivains, ou omis par leur faute. Mais enfin c'est
 un grand malheur qu'il n'ait pas prévu la quantité
 de Familles * nobles qui sont deshonorées injuste-
 ment,

* Ce seroit peut-être faire plaisir au Lecteur de l'informer des
 principales nobles Personnes qui ont l'honneur de descendre du
 Duc de Suffolk & de la Reine de France. Je coucherai donc
 ici leurs Noms dans le même ordre qu'ils se présenteront à ma
 Mémoire. Le premier de cette Maison de Suffolk qui soit à pré-
 sent vivant , est le Lord Bruce , Fils du Comte d'Ailesbury,
 avec sa Sœur la Comtesse de Cardigan ; suivent après la Sœur
 du Précedent Comte de Winchelsea , le très digne M. He-
 neage , le Comte de Winchelsea ; toute la Lignée de la Lady
 Françoisse , ci-devant Comtesse de Weymouth ; le Comte de
 Burlington , & ceux qui sont descendus de son Pere & de son
 grand Pere ; les Enfans de feu la Duchesse de Queensbo-
 rough , avec le Duc de Somerset d'apresent. Toutes ces
 Personnes sont descendus en droite Ligne de Charles Brandon
 Duc de Suffolk & de la Reine de France du côté de Catherine
 leur Fille ainée. On sçait encore très-bien que le Comte de
 Derby , met au rang des plus illustres témoignages de sa Haute
 Ex-

ment, si ce qu'il a assuré ne se trouve pas véritable. Il ne faut pas s'imaginer qu'elles soient insensibles à l'honneur qu'ils ont d'être descendus de la Sœur d'un si grand Roi. Je vais presentement montrer que ce n'est pas sans raison, que j'ai revoqué en doute cet endroit d'Histoire rapporté par ce Prélat. C'est en effet ce qu'on reconnoitra par l'Extrait suivant d'un Discours Manuscrit de M. *Jean Hale* qu'il écrivit l'an 1563.

„ On objecte contre les Héritiers de la Reine
 „ de *France*, qu'ils ne sont pas nez légitimement;
 „ mais il est certain que ce n'est qu'une pure Calomnie inventée par la malice de leurs Ennemis,
 „ qui ne produisent aucune accusation fondée sur
 „ de justes conjectures. Dites-moi je vous prie,
 „ ya-t-il de l'apparence, ou un Homme peut-il
 „ raisonnablement croire, que si le Duc *Charles*
 „ eût eu une autre Femme vivante, dans le tems
 „ qu'il épousa la Reine de *France*, le Roi *Henri*
 „ eût voulu consentir, que sa Sœur reçut un
 „ si grand affront, que d'être gardée sur le pié
 „ d'une Concubine? Son Conseil auroit-il souffert
 „ qu'une si grande infamie fût arrivée à la
 „ Famille de sa Majesté? D'un autre côté la Noblesse
 „ du Royaume auroit-elle Honorée d'un si
 „ grand Triomphe un Mariage si illégitime?
 „ Le Peuple si enclin à parler mal des meilleures
 „ Actions se seroit-il tû dans un Adultère si public?
 „ Est-il probable que la Reine n'eneût eu
 Tom. II. C „ aucun

Extraction celui d'être sorti de la Ladi Eleonore, la Cadette de ce Duc & de cette Reine. En sorte que les différentes Branches qui en sont provenues sont en trop grand nombre pour pouvoir s'en resjouvenir.

„ aucun avis, pendant le long-tems qu'elle &
 „ le Duc vécurent ensemble comme Mari , &
 „ Femme? Quoi! de tant de Dames qui la visi-
 „ toient tous les jours il n'y en auroit pas eu
 „ une seule qui l'en eût avertie? ou bien est-il
 „ croyable que d'un temperament contraire à ce-
 „ lui de toutes les Femmes, elle auroit consenti
 „ qu'une autre eut part à cette Chair, qui, se-
 „ lon la parole de Dieu, devoit appartenir à elle seu-
 „ le? D'ailleurs peut-on se persuader qu'une Fem-
 „ me voulût se contenter de vivre dans un état
 „ ravalé, lorsqu'elle pouvoit devenir Duchesse,
 „ comme la *Lady Mortimer* le pouvoit preten-
 „ dre avec raison, si elle avoit été la Femme du
 „ Duc. Il n'y a certainement point de raison
 „ qui puisse engager un Homme de le croire;
 „ & encore moins de le rapporter. Mais je veux
 „ que le Duc eut eu une autre Femme vivante,
 „ lorsqu'il épousa la Reine de *France*, vû toutes
 „ fois que lui & elle furent mariez publiquement
 „ ensemble, qu'ils continuèrent toute leur vie
 „ en Personnes mariées, qu'on y a pas trouvé de
 „ quoi à redire; que tout le monde les a tou-
 „ jours regardez comme le Mari & la Femme,
 „ & de plus que les *Ladys Françoisse & Elisabeth*
 „ ne passèrent point pour Enfans illégitimes
 „ pendant le cours de leur vie, eu égard à tout
 „ ces motifs ni elles ni leurs Enfans ne peuvent
 „ pas, selon les Loix, être regardez comme n'étant
 „ pas légitimes. *Nec justum aliquando mortuum*
 „ *facere Bastardum*, qui toto tempore suo teneba-
 „ tur pro legitimo, ainsi qu'il fut déclaré par un
 „ Jugement rendu à *Westmunster* la treizième an-
 „ née du Règne d'*Edouard III.* Mais il nous
 „ faut déclarer la vérité de ce Fait, afin d'ôter
 „ de

„ de l'esprit du Peuple cette fausse Opinion
 „ qui n'est qu'une invention de la malice de
 „ ceux qui font ce raport, sans en avoir aucune
 „ connoissance certaine, & qui n'est defendue,
 „ que par ceux qui sans scrupule foulent aux piés
 „ la vérité pour satisfaire le déréglement de leurs
 „ Passions.

„ Vous saurez donc que *Charles Brandon* Duc
 „ de *Suffolk* qui vivoit à la Cour, sans être ma-
 „ rié, fit un Contrat de Mariage avec une cer-
 „ taine Demoiselle nommée *Anne Brown*; mais
 „ avant les solennitez accoutumées non seule-
 „ ment il eut une Fille d'elle, laquelle fut des-
 „ puis mariée au Lord *Powis*: il rompit même
 „ la promesse qu'il lui avoit donnée, & se ma-
 „ ria solennellement & ouvertement avec la *Lady*
 „ *Mortimer*; contre lequel Mariage ladite De-
 „ moiselle *Brown* proceda juridiquement, prou-
 „ vant qu'il étoit illégitime, parce que ledit
 „ *Charles Brandon* avoit passé auparavant un
 „ Contrat avec elle, & obtenu les privautez
 „ du Mari avec la Femme. Après que tout
 „ ceci eut été dûement prouvé, la Sentence
 „ de Divorce fut donnée & denoncée entre
 „ la *Lady Mortimer* & ledit *Charles* qui épousa
 „ sa solennellement Mademoiselle *Brown*. Tou-
 „ te la Noblesse honora de sa presence ce Ma-
 „ riage, duquel ledit *Charles* eut une autre
 „ Fille qui fut mariée au Lord *Monteagle*. Dans
 „ la suite ladite Demoiselle *Brown* vécut toute
 „ sa vie avec lui, comme sa Femme & mourut
 „ comme telle sans que leur mariage fût traver-
 „ sé en aucune manière. Après avoir perdu sa
 „ Femme, le Roi *Henri* qui étoit beaucoup
 „ porté en sa faveur lui destina pour nouvelle

„ Epouse la Lady *Lisle* qui étoit une jeune Hé-
 „ ritière , afin de servir à son avancement , ce
 „ fut dans ce dessein qu'il créa ledit *Charles Vi-*
 „ comte de *Lisle*. Mais ce mariage n'eut point de
 „ lieu , à cause du jeune âge de la Lady. Bientôt
 „ après , il fut fait Duc de *Suffolk*, environ le
 „ tems que Louis Roi de France mourut. Sur-
 „ quoi , ladite Lady *Marie* , Fille du Roi
 „ *Henri VII.* ayant été laissée Veuve , ledit
 „ *Charles* Duc de *Suffolk* fut envoyé en France
 „ pour l'amener , & avec le consentement
 „ d'*Henri VIII.* il l'épousa deux fois , d'abord
 „ il le fit secrètement en France & ensuite publi-
 „ quement en *Angleterre* , comme il a été dé-
 „ claré ci-dessus. C'est ainsi qu'en qualité de
 „ Mari & de Femme ils passèrent ensemble le
 „ reste de leurs jours qui furent longs. Sous
 „ ces Titres reciproques ils furent considerez
 „ & traitez de tout le monde , sans que person-
 „ ne en fit un mauvais jugement & les en bla-
 „ mât : Car il n'y avoit aucun sujet pour y
 „ trouver à redire. Ils eurent après des Enfans
 „ entre eux qui furent la Lady *Françoise* & la
 „ Lady *Eleonor*. Ce sont ces mêmes Ladys que
 „ la Fille Naturelle du Duc, la Lady *Powis*, ac-
 „ cusa sous le Règne d'*Edouard VI.* de n'être
 „ pas légitimes. Cependant malgré ses efforts ,
 „ elles furent toutes deux déclarées légitimes,
 „ tant selon les Loix que selon les Canons, &
 „ reconnues pour être nées d'un légitime Maria-
 „ ge , de sorte que personne ne sauroit les apeler
 „ du nom odieux de Batardes. Puis donc
 „ qu'on a jugé en leur faveur qu'elles ne l'é-
 „ toient pas, & qu'elles ont été, avant & après
 „ leur mort, estimées légitimes , on ne doit pas
 „ selon

„ selon toutes les Loix du monde écouter qui
 „ que ce soit qui voudroit leur former cet ob-
 „ stacle.

C'est de cette maniere que ce Monsieur a , il y a déjà long-tems , lavé toutes les taches dont on vouloit noircir la Lignée de *Charles Brandon*, & de la Reine de France ; à quoi il ne paroît pas qu'on ait jamais fait de Réponse. Il est bien certain que son Témoignage a produit un si grand effet, que ni l'Evêque de *Rosse*, ni les autres grands Défenseurs des Droits de la Famille Royale d'*Ecosse* , ont jugé à propos de ne plus insister sur cette Objection. Je n'ignore pas que *Leithington* & *Parson* ont eu si peu d'honneur, que de reparler de cette Calomnie, dans le même tems qu'ils confessent avoir vû ce Discours de *M. Hales*. Mais aucun d'eux n'a pas présumé de faire voir qu'il avoit mal exposé le Fait. Il est encore fort remarquable qu'*Henri VIII.* a inseré dans son Testament une Condition expresse que les Héritiers des deux Ladys *Françoise* & *Eleonor*, auxquelles la Couronne devoit appartenir après sa Fille *Elisabet*, seroient nez légitimement ; Il y a donc lieu de croire , qu'il étoit bien prévenu que leurs Mères étoient nées de même. Que si quelqu'un pousse l'entêtement si loin que de ne vouloir pas admettre cette conséquence , & qu'il soit si difficile à contenter, qu'il doute encore de la suffisance des preuves que j'ai aportées, pour faire voir que la Naissance des Enfans du Duc de *Suffolk* fut légitime ; il peut rester s'il veut dans son obstination, sans que cela fasse aucun préjudice à la Lignée des Ladys *Françoise* & *Eleonore* , dont sans doute les Prétentions étoient d'ailleurs très

bien fondées sur le juste Titre qu'elles avoient acquis par le Testament ; sans avoir égard à la naissance de leur Mère, quelle qu'elle eut été.

On forme une autre Objection contre ce Testament, dont on prétend que l'Original est péri, & qu'il ne se trouve nulle part. C'est-ce qui est soutenu par *Leithington* aussi-bien que par l'Evêque de *Rosse*, qui défie en plusieurs endroits les Défenseurs de la Maison de *Suffolk* de pouvoir le produire. *M. Hales* lui-même est du sentiment qu'il avoit été détruit du tems de la Reine *Marie*, par les Ennemis de la Religion Protestante. Mais ils se trompoient tous lourdement ; car cet Original subsiste encore, & peut se voir au Chapitre de *Westmunster* : Nous avons vû qu'on l'avoit, par Ordre du Conseil, remis au Trésor de l'Echiquier, où il avoit toujours resté, jusques à ce qu'il fut il y a 18. ans transporté avec le reste des papiers publics, dans l'endroit où il est à présent, qui est un lieu plus propre pour un pareil Dépôt. Il suffit de dire qu'il y a plusieurs Juges fort habiles qui l'ont vû & lû, & qui m'ont assuré qu'il paroît évidemment que les Lettres du Nom du Roi n'ont pas été formées par des Caractères faits exprès, mais par une Plume. Ils ont de plus observé que quelques traits des Lettres paroissent visiblement inégaux, & avoir été tirez par une main foible & tremblante dans le tems de sa maladie ; qu'on les peut aisément distinguer de ceux qui ont été faits par des Caractères d'impression ; Ce dont on s'aperçoit à la première vûe. Je n'entreprendrai pas de faire valoir l'exactitude de ce rapport, quelque raison que j'aye moi-même d'y ajouter foi : Mais si le Lecteur en a le

moins,

moindre scrupule , il peut aisément satisfaire sa curiosité , en comparant le nom du Roi , écrit de sa propre main à la tête de son Testament , avec le même nom marqué des caractères faits pour une plus grande commodité , dont on en peut voir un grand nombre dans la Bibliothèque de *Cotton* & plusieurs autres de la Ville. De-là il est évident avec quelle indifférence la Cour de la Reine *Elizabeth* regardoit ces points de dispute touchant le Droit de la Succession dans la Maison de *Suffolk* , puis qu'elle souffroit qu'on en donnât au Peuple de si fausses idées , qu'il lui auroit été facile de rectifier si elle avoit voulu se donner la peine de le faire.

Les Adversaires de ce Testament continuent à objecter que les Témoins étoient Gens sans Qualité ni sans Pouvoir, & qu'il n'y a pas d'apparence que le Roi eût voulu se servir de telles Personnes pour un sujet si important ; à quoi ils ajoutent qu'on n'en peut avoir qu'une très petite Opinion , si on considère qu'il n'a pas été vérifié à la Cour des affaires Ecclesiastiques. Mais ce ne sont que des Objections vaines & frivoles ; car le premier de ceux qui signèrent comme Témoins étoit Chevalier , trois autres étoient les Médecins du Roi , & le reste des Personnes de mérite , qui avoient de très bons Emplois à la Cour. Les Donations qu'il fit dans son Testament à chacun d'eux , & qu'on n'estimerait pas aujourd'hui peu considérables , sont des Marques qu'il les considéroit. Pour ce qui est de savoir si ce Testament fut vérifié ou non à la Cour Ecclesiastique , selon les Formalitez ordinaires , c'est un point de nulle conséquence , & qui ne mérite pas qu'on y fasse attention. Il

suffit, qu'on l'ait produit en présence des deux Chambres de Parlement, & que les Exécuteurs consultèrent les Juges & les autres Gens de Loi, qui donnerent leur opinion sur les voyes les plus propres pour le mettre en exécution, comme un bon & valide Testament. Outre cela nous sommes assurez que le Conseil s'adressa au Chancelier, pour le faire coucher dans les Registres & sur les Roles à la maniere accoutumée. C'est pourquoi si quelcun insiste d'avantage sur ce qu'il n'a point été verifié à la Cour Ecclesiastique, il faut auparavant qu'il fasse voir, qu'un Testament Royal est sujet à ces Formalitez qui s'observent communément.

La dernière Objection qu'on fait est que le Comte de *Hertford* & la Lady *Catherine Grey*, Fille aînée du Duc de *Suffolk*, furent citez au commencement du Règne de la Reine *Elizabeth*, pour prouver leur Mariage, & qu'ils ne purent pas le faire au tems limité, qui leur avoit été limité pour produire leurs Témoins : que pour cela l'Archevêque de *Cantorbury* rendit une sentence définitive, par laquelle le prétendu Mariage fut déclaré nul & invalide ; que par conséquent le Droit qu'avoit cette Dame, qui descendoit la première en droite Ligne de *Charles Brandon* & de la Reine de *France*, étoit entièrement aboli. Mais cette Objection ne regarde point la Famille *Derby*, qui tire son Droit de la Lady *Eleonor*, qui étoit la Cadette. De plus M. *Dugdale* nous assure que l'affaire du Comte de *Hertford* fut portée à la Cour des Plaidoyers communs qui connut de la validité de son Mariage, où le Ministre qui les avoit Mariez étoit présent, & plusieurs Circonstances ayant été trouvées

con-

conformes à la vérité, les Jurez, dont le Chevalier Digby de Colshil dans le Comte de Warwick étoit le Chef, trouvèrent que le Mariage étoit bon.

Après avoir refuté les principales Objections contre la validité du Testament d'*Henri VIII.* j'espère que, si je ne juge pas, avec trop de partialité, des réponses que j'y ai faites, je ne serai jamais plus à la peine de prouver ce Fait que j'ai mis dans tout son jour. Mais cependant pour un plus grand éclaircissement j'ai inséré dans les suppléments de cet Ouvrage, une véritable Copie de l'Original de ce Testament, avec la Défence de la Maison de *Suffolk*, écrite par *M. J. Hales*, afin que le Lecteur puisse, par la lecture qu'il en fera, être pleinement instruit sur ce Point en dispute. J'ajouterai seulement à ceci, que pour ce qui regarde l'exclusion de la Famille d'*Ecosse*, contre quoi on s'est si fort écrié, il y a eu une raison de Politique qui en a été la Cause, & qui justifiera le Procédé d'*Henri VIII.* dans l'esprit de bien des Personnes. Cette raison est, que la Regence d'*Ecosse* avoit refusé de donner en Mariage la jeune Reine au Prince *Edouard*, selon l'accord qui en avoit été fait. Ce refus choqua si fort *Henri*, qu'il fut sans doute la cause qu'il fit dans son Testament cette limitation de la succession; non-seulement pour les punir de leur peu de condescendance, mais aussi pour les porter par là à consentir à ce Mariage; puis qu'autrement il n'y avoit point d'espérance d'obtenir la Couronne d'*Angleterre*. On peut aussi remarquer en passant que les *Ecossois*, pour avoir rejeté opiniâtrément toutes les ouvertures qui furent faites à

ce sujet , s'attirerent sur le dos cette sanglante Guerre, qu'on leur fit avec tant de succès dans le commencement du règne d'*Edouard VI.* sous la conduite du Duc de *Somerfet* ; car dans la Déclaration qui en fut publiée c'est-là l'unique , & la principale raison qui y soit alleguée.

Cette vérité établie, que le Testament d'*Henri VIII.* étoit valide , il s'ensuit nécessairement que le Roi *Jacques I.* monta sur le Trône d'*Angleterre*, directement contre l'ordre de la Succession établi par plusieurs Actes de Parlement. Dans l'Acte toutes fois de reconnoissance qui fut passé à son sujet, il est expressément dit ; *Qu'immédiatement après le Décès d'Elizabeth, la fese Reine d'Angleterre, la Couronne Imperiale de ce Royaume étoit passée, & apartenoit audit Roi Jacques, tant par le Droit inséparable de sa Naissance que comme une légitime & indubitable Succession, &c.* De sorte que si d'un côté c'est une vérité de fait que la Succession a été limitée par le Parlement en différentes manieres, & que des Personnes, qui y avoient droit selon l'ordre de la naissance & la Proximité du Sang, en ont été exclues, il n'est pas moins certain d'une autre part, que de toutes les substitutions faites par les Parlemens en faveur de quelcun, on n'en trouvera pas une qui ait prévalu contre ceux qui ont demandé la Couronne en vertu de la Coutume du Pais. Il se présente là-dessus quelque chose qui n'est pas peu remarquable. La Reine *Elizabeth* avoit déclaré coupable de Trahison, quiconque assureroit durant sa vie qu'Elle & ses deux Chambres de Parlement ne pouvoient pas faire des Loix, d'une force & d'une valeur suffisante pour régler le Droit & l'héritage de la Couronne ; Cependant cette

mê-

même Reine dont la sagesse est avec tant de justice en estime chès les Etrangers , comme elle est en admiration parmi ceux du Roiaume ; dont tous les bons *Anglois* cherissent la memoire, & dont l'Exemple est digne de l'imitation de ses plus dignes Successeurs , cette Glorieuse Reine , dis-je , qui savoit fort bien comment son Pere avoit réglé la Succession par son Testament , ne crut pas faire une tache à son Honneur que d'agir contre les intérêts des Pretendans de la Maison de *Suffolk* , pendant tout le cours de son Règne , jusques à ce qu'enfin elle anéantit toutes leurs Espérances , en mettant le Famille de *Stuart* sur le Trône. Ce n'est pas mon dessein , en parlant ainsi , de la rendre recommandable pour aucun violement des Loix de son Pais , que les Princes mêmes doivent estimer comme sacrées ; & quoique peut-être elle n'eut jamais plus à cœur les intérêts de son Royaume que dans cette occasion , je n'entreprendrai pourtant jamais de la defendre , si ceux qui sont les juges competens en cette matiere , croient qu'elle ait commis une injustice.

J'avois , ci-devant prévenu mon Lecteur que mon intention étoit de rechercher la vérité des Faits , sans m'arrêter à disputer du Droit ; Conformement à ce dessein , j'ai poussé mes recherches jusques dans le Règne de *Jaques I.* & j'ai fait voir évidemment qu'il succeda contre l'ordre établi par plusieurs Actes de Parlement , par lesquels il étoit expressément exclus de la succession. J'ai de plus observé que son Avenement à la Couronne étoit dû aux soins de la Reine *Elisabeth* , & de ses Ministres, qui avoient donné tou-

te leur application pour le procurer & le rendre certain, & pour cette raison je ne puis pas nier le mépris manifeste qu'elle a fait de ces mêmes Actes de Parlement, dont sa Sœur & elle avoient reçu en quelque maniere toutes leurs prétentions à la Couronne. Puisque j'attaque la Memoire de la Reine *Elisabeth*, à qui j'impute d'avoir agi contre les Reglemens que le Parlement avoit faits pour la Succession, on demandera sans doute que je prouve par de bonnes autoritez les raisons que j'ai de l'en accuser; & c'est ce que je vais tâcher de faire.

Peu de tems après qu'elle fut entrée en Possession de la Couronne, elle déclara à l'Ambassadeur d'*Ecosse* la resolution qu'elle avoit prise; que si sa Reine vouloit s'abstenir de porter les Armes & les Titres d'*Angleterre*, durant la vie de la Reine *Elisabeth*, elle s'engageroit elle & ses Enfans de ne rien faire au préjudice de la Reine d'*Ecosse* par rapport à la Succession, & lorsque *Maitland*, l'Ambassadeur, la pressa de Déclarer sa Maitresse pour son Successeur immédiat, elle lui fit cette Réponse, *Que sa Reine pouvoit faire fond que de sa part elle ne lui feroit aucun tort, ni ne nuiroit jamais à ses Prétentions pour peu qu'elles fussent justes.* A quoi elle ajouta ces Paroles, *je prens Dieu à Témoin, qui écoute cette Conference, que je ne connois personne immédiatement, après moi, que je lui voulusse préférer, ni qui que ce soit qui pourroit l'exclure; si le Droit étoit mis en question.* Ce furent là les Temoignages par où elle débuta dans le commencement de son Règne, pour montrer sa bonne volonté envers la Famille d'*Ecosse*. D'un autre côté, elle fut si éloignée de favoriser en aucune maniere les Pré-
tentions

rentions de la Maison de *Suffolk*, que *M. Hales* fut mis en Prison, pour avoir osé écrire une défense de ses Droits , & *Milord Bacon* Garde des Sceaux fut long-tems en disgrâce pour l'avoir assisté dans cette Défense. Quelque tems après *M. Thornton*, Professeur en Droit au Collège de *Lincoln*, fut renfermé, pour avoir disputé contre le Droit de la Reine d'*Ecosse*. Dans la suite le Partide de la Maison de *Suffolk* s'intrigua beaucoup, & devint plus hardi à soutenir les Pretentions de cette Famille ; c'est pour cela que la Reine *Elisabeth* permit à l'Evêque de *Rosse* de mettre au jour sa Défense des Droits de sa Reine ; en quoi on dit qu'il fut aidé par le Chevalier *Brown* Chef de Justice des Plaidoiers Communes , aussi bien que par un certain *Carille*, habile Jurisconsulte. Il est vrai qu'elle prit soin de faire connoître au Roi *Jaqnes*, que tant qu'il seroit de la Communion de Rome , il ne pouvoit pas compter sur son Amitié. Sa Mere même, toute zélée Catholique qu'elle fût, étoit si bien persuadée de l'aversion que la Cour d'*Angleterre*, avoit de sa Religion, que dans toutes les Lettres qu'elle écrivoit à son Fils, elle ne crut pas qu'il fut à propos de le dissuader de la Religion Protestante. Et dans le moment qu'elle alloit avoir la Tête trenchée, elle lui envoya ce Message , *Que quoiqu'elle fut d'une autre Religion que celle où il avoit été élevé , elle ne le pressoit cependant point de changer , à moins que sa Conscience ne l'y obligeât ; ne doutant point , que s'il menoit une bonne vie ; qu'il eût soin de rendre Justice , & de bien gouverner , il ne fût en état de Salut dans sa propre Creance.* C'est pourquoi, suivant les sages Conseils de ses meilleurs Amis , il se déclara
enfin

enfin contre l'Eglise de *Rome* ; par ce moyen il gagna entierement l'affection de la Reine *Elisabeth*, qui jusques-là lui avoit dispensé ses faveurs avec beaucoup d'épargne & de réserve. Mais aussi-tôt qu'elle vit qu'il s'étoit conformé en matiere de Religion à ses sentimens , elle ne manqua pas de lui donner, en toutes les occasions, des marques certaines , qu'il devoit regarder la Succession comme une chose qui lui étoit assurée après sa mort. Ce qu'il y a de particulier est , que ses principaux Ministres qui avoient eu plus d'empressement pour exposer la Mere sur un Echafaut , ne firent pas difficulté de continuer à faire leurs efforts pour élever le Fils sur le Trône ; & en cela , leur égards pour l'intérêt & le bien de leur Patrie furent d'autant plus grands , qu'ils ne considerèrent point leur seureté & leur avantage particulier. Lors donc que le Roi *Jacques* eut jetté un si bon fondement , il ne fut plus en danger de manquer son coup. „ Aussi , „ dit *M. Camden*, quand la Reine *Elisabeth* fut „ sur le point de mourir , on le regarda comme „ celui qui étoit destiné pour être son Successeur. Tous les Chefs de Parti firent incontinent leurs sommissions à ce Prince, qu'ils savoyent que la Reine avoit toujours favorisé „ avec autant de justice que d'affection. Ce même Auteur , aussi bien que l'Archevêque *Spotswood*, assurent, comme une vérité certaine, que dans le tems qu'elle rendoit les derniers soupirs, elle le déclara son Successeur devant l'Archevêque de *Cantorbery* & le Grand Amiral. Elle n'eut pas plutôt rendu l'esprit , que son Conseil privé dépêcha une Lettre au Roi *Jacques* , pour lui en donner avis , dans laquelle ils as-

su-

furoient son Droit incontestable, & lui promettoient de le servir avec toute la Fidélité imaginable ; & le même matin, on prit soin de le faire proclamer Roi. Ce fut ainsi que le Roi *Jacques* fut enfin mis sur le Trône d'*Angleterre*, contre l'ordre établi par plusieurs Actes de Parlement, & que tous les efforts qu'avoit fait *Henri VIII.* pour exclure la Famille d'*Ecosse* furent sans effet. Je conclurai cet Article par la reflexion suivante , de *M. Raleigh* Pour ce qui regarde *Henri VIII.* que de Loix il inventa & que de changemens il fit dans son Testament pour établir la Succession du Royaume dans sa propre Famille ! Pour cela , il aiguisa en quelque manière son imagination , pour retrencher & couper toutes ces Branches provenûes de la même Souche, dont il étoit lui même issu : mais enfin malgré tant de mesures si irreligieuses , il a plu à Dieu de détruire la sienne propre dont il n'a sorti aucun Rejeton.

Le dernier effort que *M. Hidgen* fait pour prouver le pouvoir du Parlement de disposer de la Couronne par substitution , est au sujet des Reines *Marie* & *Elisabeth* qui succédèrent selon cette voie. „ La première , dit-il , fit „ principalement valoir ses Prétentions à la Cou- „ ronne en vertu du 35. Acte d'*Henri VIII.* „ & ni elle ni la Reine *Elisabeth* n'y pouvoient „ avoir aucun droit que celui-là. L'une & „ l'autre n'y pouvoient prétendre par le Droit „ de naissance ; & cependant toutes les deux „ monterent successivement sur le Trône selon „ l'ordre établi par le même Acte. Elles avoient „ l'une & l'autre été déclarées illégitimes par „ un autre passé la 20. année du même Rè- „ gne ,

„ gne, quoi que l'une fût d'une naissance légitime; elles ne pouvoient donc avoir aucun Droit au Trône que par le moyen de cet Acte. Quelques Lignes après, le Docteur *Hidgen* nous assure de nouveau, „ que la Reine *Marie* & la Reine „ *Elisabeth* étoient certainement des Filles naturelles, & que pour cette raison tout leur droit à la Couronne leur étoit substitué par le Parlement, que nonobstant cela la Reine *Marie* avoit été mise sur le Trône par l'assistance de ses sujets Protestans qui y avoient le plus contribué, quoique généralement ils ne la crussent pas d'une naissance légitime; & la Reine *Elisabeth* fut proclamée par l'autorité d'un Parlement de la Religion Romaine, qui pour la grande partie l'estimoit illégitime. Ce qui est une Preuve que tant ceux de la Religion Protestante que Romaine convenoient ensemble sur l'autorité de cet Acte du Roi *Henri* qui regloit la succession; & que les uns & les autres étoient bien persuadés que le Droit Héréditaire de la Couronne d'*Angleterre* pouvoit être limité par Acte de Parlement.

J'ai le malheur ici de disconvenir avec le Docteur dans presque toutes les Propositions qu'il avance dans ces Passages. En premier lieu, je ne saurois tomber d'accord avec lui, que ces Reines n'aient eu aucun autre Droit que celui qu'ils ont reçu par l'Acte 35. d'*Henri VIII.* Car les Actes de Parlement nous en donnent une autre idée, puisqu'il y est dit * que la Couronne Imperiale a passé en droite Ligne à la Reine *Marie* & que † la Reine *Elisabeth*, est véritablement, directement, & légitimement descendue du Sang Royal

* 1. Mar. 1.

† 1. Eliz. 3.

Royal d'Angleterre. Si ces Ladys ne fonderent pas leurs Pretentions sur leur Naissance, ils ont pû avoir eu de bonnes raisons pour ne le pas faire ; mais pour certain, le Docteur ne doit pas inferer de là qu'elles se crussent illégitimes Il est vrai qu'elles furent déclarées telles par Acte de Parlement ; mais la preuve qu'il en faut tirer porte bien plus loin que le Docteur ne le prétend, car il s'ensuit que ni l'une ni l'autre n'avoit aucun Droit par la Naissance, au lieu qu'il ne disconvient pas qu'il y en avoit une légitime, quoi qu'il ne determine point quelle elle étoit.

„ Mais pourquoi ne l'auroient-elles pas été toutes les deux. Examinons un peu les raisons sur quoi on peut fonder un tel sentiment. Le

„ Mariage, dit-on, entre le Roi *Henri VIII.*

„ & la Reine *Catherine* fut déclaré nul & invalide par les Cours de Justice, à qui il appartenoit de connoître de cette affaire aussi bien

„ que par l'autorité suprême du Royaume, qui est le Parlement. C'est pourquoi, concluant-on leur Lignée doit être censée illegitime.

„ Mais les Canonistes nient absolument cette Conséquence ; car ils assurent tous unanimement, *Qu'un Mariage contracté bona fide est, nonobstant tous empêchemens qui viennent à être deconvertis après, suffisant pour rendre les Enfants légitimes ;* ainsi selon cette regle du Droit Canon, on doit estimer légitime la Naissance

„ de la Reine *Marie* puisque le Mariage de son Pere & de sa Mere fut Contracté, Solennisé & Consummé d'un mutuel acord ; de l'avis & par le Conseil des Personnes les plus sages & les plus judicieuses de leurs deux Roiaumes ; avec l'aprobation & après une mûre délibération

Tome II. D

,, tion de ceux qui étoient en ce tems là les plus
 ,, distinguez de toute la Chretienté, par leur
 ,, savoir éminent. Depuis il ne s'est formé au-
 cun doute ou scrupule touchant la validité de ce
 Mariage que vingt ans après, & cela plusieurs
 années après que la Reine *Marie* étoit déjà née.
 Comme le Docteur pourroit me soubçonner de
 partialité en faveur d'une Reine de la Créance Ro-
 maine, ou peut-être que j'ai avancé une opinion
 qui n'a l'approbation d'aucun Protestant d'un me-
 rite distingué, je ne doute pas que les Autori-
 tez qui suivent ne soient suffisantes pour me jus-
 tifier.

L'Evêque *Godwin*, établit comme une Regle
 reçue parmi les Chrétiens, „ Qu'un Mariage
 ,, contracté sans empêchement connu, & qui
 ,, dans la suite vient par hazard à être rompu
 ,, comme illégitime, est d'une validité suffisante
 ,, pour rendre légitimes les Enfans issus d'un tel
 ,, Mariage. A quoi il ajoute, *Si on admet cette*
Regle pour véritable, la Naissance de la Reine
Marie fut légitime. Du tems du Roi *Jacques II.*
 le Doct. *Guillaume Claget* publia une Réponse à
 un Écrit de la Façon d'un Catholique Romain,
 qui avoit pour Titre Questions concernant la
 Réformation des Anglois, entre lesquelles cel-
 le-ci est à remarquer, si *Marie* fut par sa nais-
 sance Héritière légitime du Roiaume, *Elizabeth*
 ne put pas l'être &c. Il n'y a pas long-tems que
 ce Dilemme a été resolu, mais le Doct. *Hidgen*
 croit qu'il peut encore rendre quelque service
 aux Protestans; c'est manque d'avoir pris garde
 à cette Réponse du Docteur *Claget*; la *Naissan-*
ce légitime d'Elizabeth, est manifeste, si le Ma-
riage de la Reine Catherine avec le Roi Henri est
nul,

nul, mais cependant Marie, l'Enfant de ce Mariage, n'étoit pas illégitime, par ce que le Mariage s'étoit fait sans fraude. Nous avons enfin de notre côté l'Evêque de *Salisbury* à présent vivant; dont l'Opinion fera peut-être d'une plus grande autorité; c'est pour quoi j'en ferai part ici au Lecteur, comme elle se trouve couchée dans les Reflexions de ce Prelat sur les Teles d'*Oxford*; écrites au sujet d'un second petit Livre sur la Reformation des Anglois; & qui étoit une Réponse à une objection contre la Naissance légitime de la Reine *Elizabeth*. Le sentiment de l'Evêque est conçu en ces Termes.

„ Mais il faut considerer en dernier lieu que
 „ dans le Cas dont il s'agit, les interêts d'un Innocent se trouvent mêlez, la Confession extorquée de sa Mere n'a pû rendre sa naissance illégitime ni lui ôter son Droit. Les Enfants sont sous la protection de la Loi d'une manière toute particulière. C'est ce qui rend les Actes, qu'on passe contre eux dans l'état de leur enfance, si defectueux, qu'ils ont toujours un Droit de Reversion à cause de la nullité de ces Actes. De manière que le simple Temoignage de la Mere de cet Enfant ne peut, dans de pareilles circonstances, suffire pour flétrir son Honneur & le priver de son Heritage. Il est bien vrai que la Confirmation de l'Acte de Parlement qui suivit après pouvoit lui être selon la Loi, un puissant obstacle; mais il auroit été injuste. Car de même qu'un Enfant naturel continuë de l'être nonobstant sa Légitimation par Acte de Parlement, aussi un Enfant légitime reste toujours ce qu'il est, quoi que le Parlement confirme

„ la sentence qui l'avoit déclaré Naturel. Ceci
 „ est si vrai, que ce même tems nous en four-
 „ nit des témoignages certains. Le Roi *Henri*
 „ prit soin, dans les poursuites de son Divorce
 „ avec la Reine *Catherine*, que sa Fille *Marie* fut
 „ déclarée légitime; par ce que les Enfans qui
 „ sont venus par voie de Mariage, sont engen-
 „ drez *bona Fide*; & pour cette raison ils ne doi-
 „ vent pas pâtir de ce que leurs Parens ont quel-
 „ que défaut caché. Si cela a lieu dans un Ma-
 „ riage, où le Pere & la Mere étoient, selon
 „ les prétentions du Roi, coupables d'inceste;
 „ il est encore plus juste d'admettre cette Règle
 „ dans le Cas d'*Anne Bullen*, quand même son
 „ Contract, qu'on dit avoir été antérieur, au-
 „ roit été véritable; car cet empêchement secret
 „ ne devoit pas tourner au deshonneur ni à la
 „ ruine de son Enfant innocent. Il arriva en-
 „ core de ce tems là une chose fort remarqua-
 „ ble, & par ce qu'elle est venue à la connois-
 „ sance de peu de Gens, je m'imagine que le
 „ Lecteur, sera bien aise qu'on lui communique
 „ cette Particularité. La sœur d'*Henri VIII.*
 „ qui étoit Reine d'*Ecosse* épousa le Comte d'*An-*
 „ *gus* après la mort du Roi *Jacques IV.* son Ma-
 „ ri. Elle eut de ce Mariage un Fille qui fut
 „ la Lady *Marguerite Douglas*. Quelque tems
 „ après son Mariage, elle se brouilla avec son
 „ Époux, & ayant découvert un Contract pré-
 „ cedent avec un autre, elle le poursuivit à la
 „ Cour Ecclesiastique; où après que le fait eut
 „ été prouvé, le Mariage fut déclaré nul, mais
 „ sa Fille fut toujours tenuë pour légitime. Le
 „ Roi *Henri* la traita comme sa Niece, & la
 „ donna en mariage au Comte de *Lenox*; dont
 le

„ le Lord *Danly* pere de *Jacques I.* Roi d'An-
 „ gleterre decendoit. Puis donc qu'on le con-
 „ sidéroit comme la seconde Personne qui devoit
 „ succeder à la Couronne d'*Angleterre*, après la
 „ Mort de la Reine des *Ecossois*, c'est une mar-
 „ que, que, selon l'usage de ce tems là, un
 „ Contract anterieur prouvé dans toutes les for-
 „ mes de la Loi, ne rendoit pas illégitime la
 „ Lignée issuë *bona fide* d'un des Parens. On
 voit par là que non seulement Ceux de Rome,
 mais encore les Protestans ont été d'opinion que
 la Naissance de la Reine *Marie*, étoit légitime,
 malgré la nullité du Mariage de sa Mère, &
 l'Acte de Parlement qui l'avoit déclarée illégitime.
 Que si le Docteur s'étonne de ce qu'on a
 osé entretenir un sentiment si contraire à la
 Loi, tout ce que je puis dire en faveur de ceux
 qui l'ont fait, est qu'ils ont crû que cette Loi
 étoit injuste; que par conséquent elle n'étoit
 d'aucune autorité, à cause qu'elle contredisoit
 manifestement aux communs Principes de la
 Justice & de l'Equité, selon lesquels le Monde
 Chrétien a, pendant plusieurs siècles, été Gou-
 verné. Le Docteur *Hidgen* saura encore, s'il
 lui plaît, que c'étoit aussi l'opinion de l'Evêque
Jewell, car il dit expressément que la Couron-
 ne d'*Angleterre* appartenoit à la Reine *Elizabeth*
 par Héritage & par succession.

Il me faut à present poursuivre le Docteur
Hidgen dans son Chapitre des autorités; dans le-
 quel il pretend apuier son Opinion du témoigna-
 ge de nos modernes Jurisconsultes dont il a choisi
 les plus habiles. Les Passages qu'il a citez des
 trois premiers qui sont le Chancelier *Bacon*, le
 Chef de Justice *Coxe*, & le Garde des sceaux

Bridgeman ont déjà été répondus au commencement de ce Discours, à quoi je renvoie mon Lecteur; mais pour le convaincre encore davantage, je vais lui montrer que les deux Premiers de ces Graves Auteurs sont formellement contre le Docteur, en d'autres endroits de leurs Ecrits. Il ne faut que savoir quelles sont ses Propositions pour en être convaincu: On ne peut pas douter qu'il ne soutienne dans tous ses Ouvrages, sur lesquels toute notre Dispute roule, que quiconque est *Roi de Faite*, est en même temps *Roi de jure*; par où cette Distinction qui a été si en usage se trouve rejetée, comme si elle n'avoit aucun fondement dans les Loix d'Angleterre. Mais le Chancelier *Bacon* est tout d'un autre sentiment; car il dit * que „ *Richard* „ III. fut non seulement un *Roi de Fait*, mais un „ parfait Tiran eu égard au Droit & à la manière „ de Gouverner; & que depuis tout ce temps „ là il n'a point été reconnu sous d'autres termes ni eu d'autre Réputation. En un autre endroit il nous assure, † „ que quoiqu' *Henri* „ VII. eût obtenu du Parlement d'être continué „ Roi, cependant il étoit bien persuadé de „ la différence qu'il y avoit entre un Roi qui „ tient sa Couronne par un statut des Etats, & „ un autre qui la possède originairement par „ la Loi de Nature & la proximité du sang. Que pouvoit dire Milord *Bacon* de plus clair, pour faire connoître qu'il étoit bien convaincu que *Richard* III. n'étoit pas *Roi de jure*, & que le Droit qu' *Henri* VII. avoit du Parlement, n'étoit pas d'une force égale ni d'une autorité comparable au Droit du sang.

Voi-

* *La Vie d'Hen.* 7. p. 1.† *Ibid.* p. 4.

Voici une autre Proposition qui résulte nécessairement des Principes du Docteur, *Quiconque perd son Trône, doit rester content de son sort, sans faire aucuns efforts pour y remonter; parce que la Personne qui en est en possession a par les loix du Roiaume un droit incontestable à l'Allegeance, ou obéissance, des sujets.* Mais c'est avec la plus grande indignation du monde que le Chancelier s'explique contre une telle opinion, dans ses Reflexions sur la Guerre avec l'Espagne; *Un Prince, dit-il, qui est mis hors de Possession, ne pourroit-il pas faire la Guerre pour le récupérer; Personne n'a si peu de jugement que de l'assurer.* Et au sujet des *Post-Nati* voici ce qu'il remarque „ le Droit d'Allegeance continuë dans ce „ lui qui n'est plus en état de faire observer les „ Loix. Je poserais seulement le Cas, dont deux „ fameux Juges firent mention dans une grande „ Assemblée, qui étoit; que si un Roi d'An- „ gleterre étoit chassé de son Roiaume, & que „ quelques Particuliers le suivant dans son Exil „ en quelque Pais étranger, il arrivoit qu'au- „ cun d'eux conspirât sa Mort, pourroit-on „ selon la Loi d'Angleterre procéder contre un „ tel sujet, pour crime de Trahison commis con- „ tre le Roi en un tems qu'il n'avoit point de „ Roiaume, & dans un Pais qui n'étoit point „ obligé à cette Loi. Ce Passage nous fait voir que le crime de Trahison ou de Lèze-Majesté peut se commettre contre un Roi hors de Possession; & qu'en cela le Chancelier n'étoit pas de l'avis du Chevalier *Coxe* qui croit que le Roi de *Facto* est seul, le *Seignor le Roi* dont on pretend parler dans tous les Actes de Trahison. Ce Chevalier néanmoins ne fut pas toujours de cer-

te Opinion. Car dans le Cas Fameux des *Post-Nati*, on le requit dans la Chambre des seigneurs de déclarer son sentiment sur ce sujet avec le reste des Juges. Comme les deux points sur lesquels on insistoit étoient ceux-ci ; que l'Allegiance continuë après la Loi (ou après une exclusion qui a passé en Loi) & que l'Allegiance suit la Personne considérée dans son état naturel, & non dans son état politique. La Réponse en vieux stile Normand est, *A prouver ceo suit dit, que si le Roi soit expulsé par force, & anteur usurpe, encore le Alegiance n'est toll, comment que le loi soit toll.* Ces Paroles montrent bien clairement que l'Allegiance peut-être due à un Roi hors de possession.

, Mais on demandera, quelle raison a-t-on de croire que ce fut là l'opinion du Chevalier *Coxe*. Je répons, que Mr. *Moore* nous assure dans ses Rapports des *Post-Nati*, que ce l'étoit ; & nous n'avons aucun sujet de revoquer en doute son Témoignage. Il s'en explique en ces termes, *Le Chef de Justice, Popham. le Chef de Justice, Goxe, & le premier Juge de l'Echiquier, Fleming* rendirent cette Réponse d'un commun Acord ; & le reste des Juges affirmèrent le même à la réserve de *Walmsly*. De sorte que nous n'avons pas seulement l'Opinion du Chef de Justice *Coxe*, pour nous servir d'autorité en faveur d'un Roi hors de Possession, mais encore celle de tous les Juges de la Cour du Banc ; pour les décisions de laquelle le Docteur a en d'autres rencontres, tant de respect & de Déference. On avoit déjà objecté cet endroit des Rapports de Mr. *Moore*, au Docteur *Hidgen*, à quoi il a fait une Réponse qui montre le peu de Respect qu'il

à pour son Lecteur aussi bien que pour ses Adversaires. Ce faiseur de Remarques, repond-il, cite les Rapports de *Moore*, où il est dit, que *l'Allegeance suit la Personne naturelle du Roi*. Le Docteur s'arête court ici, & fait cette subtile Repartie, *comme si*, dit-il, *un Roi de Facto n'avoit pas une Personne naturelle*. Mais est-ce la Faute de ses Adversaires si les Juges ont quelques fois des Opinions extravagantes, & si le Chevalier *Coxe*, l'Oracle du Docteur, ne parle pas toujours raison? Car ce fameux Chef de Justice s'est servi pour apuier en partie son raisonnement, de ce même endroit que le Mr. *Hidgen* tourne en ridicule, & celui qui le lui a objecté n'en a point fait d'autre application que celle que qui avoit été faite par les Juges mêmes, selon qu'il est marqué dans le Rapport de Mr. *Moore*. Que le Lecteur ait la bonté d'examiner l'endroit d'où ce Passage est tiré, il trouvera que l'intention des Juges étoit de prouver que l'Allégeance peut-être due à un Roi d'*Angleterre*, dans un País où les Loix de ce Roiaume ne sont d'aucune force, que c'est dans cette vuë qu'ils établissent pour Regle certaine que *l'Allegeance est toujours d'obligation, quoique la Loi n'ait plus de lien*; par ce qu'elle suit la Personne du Roi considérée par raport à son Etat naturel, & non pas par raport à son Etat Politique. C'est à dire, quoi qu'un Roi d'*Angleterre* soit hors de son Roiaume, dans un Lieu, où il ne peut pas mettre ses Loix en execution, ni faire l'Office de Roi, cependant il conserve toujours son Droit sur l'obéissance de ses sujets. N'est-il donc pas clair, selon leur Opinion, que l'Allégeance ne suit pas la Possession? Et n'est-ce pas un Point de Loi

qui détruit le sentiment du Docteur ? Mais les Juges disent bien plus. Ils ajoutent, *que si un Roi est chassé par la force, & qu'un autre usurpe sa place, l'Allégeance toutes fois n'est pas retranchée, quoique la Loi le soit.* Il n'y a personne qui ne voye que le sens de ces Paroles est clair & manifeste; & que le Roi chassé, dont on parle, se doit entendre d'un Roi de Juré, car il n'y en a point d'autre dont le Trône puisse être usurpé; & que quiconque possède ce qui appartient de Droit à un Roi de Juré, tout Roi de Faïto qu'il soit, est un usurpateur dans la pensée de ces Juges. „ Ce n'est pas là comme il faut l'entendre, assure le Docteur. Sous le nom d'Usurpateur il ne faut pas comprendre ici un Roi de Faïto; on ne peut pas y donner ce sens, parce que tant s'en faut que la Loi cesse sous un Roi de Faïto, qu'actuellement elle s'exécute dans toutes les formalitez de la Justice. „ &c. par conséquent on doit concevoir par un autre qui usurpe, un Simon Mounfort, une Lady Jeanne Grey, ou un Cromwell, sous lesquels les Loix cessèrent, en sorte que les Procédures juridiques de ce tems-là ne furent valides qu'autant qu'elles furent ratifiées.

Mais l'explication que Mr. Hidgen vient de donner à la pensée des Juges est une grande méprise; car en premier lieu, ces Paroles *Allégeance n'est toll, comment que la Loi soit toll*, que le Docteur traduit ainsi, *l'Allégeance ne cesse point, quoique la Loi cesse*, ne doivent pas être seulement conçus d'un Roi de Juré hors de possession, à l'égard duquel la Loi cesse, dans le tems qu'exclus de son Roiaume, il n'a pas le pouvoir de la mettre en exécution; C'est ce qui

sc

se connoit évidemment par le recit que Milord Bacon nous a donné encore plus au long du raisonnement que les juges ont fondé sur les Paroles précédentes ; il nous apprend, qu'ils déclarèrent comme un point de Loi „ que si quelque „ Particulier sujet d'*Angleterre*, qui auroit suivi le Roi de *Jure* dans sa Fuite, où dans son Exil en des Pais étrangers, conspiroit la mort, on pourroit, aussi-tôt que le Roi auroit recouvré ses Etats, proceder selon la Loi contre un tel Homme pour Trahison commise, dans le tems que le Roi n'avoit point de Roiaume, & dans un Pais où la Loi n'obliegeoit point, il n'en faut pas davantage pour expliquer qu'elle fut la pensée des Juges sur la Cessation de la Loi.

En effet, je remarque en seconde instance qu'on ne pouvoit pas dire de la Loi, qu'elle eut cessé sous ces Usurpateurs mêmes dont le Docteur fait mention. Quelque pouvoir qu'ait pu avoir *Simon Mountford* il n'auroit pas osé s'en servir contre les Loix d'*Angleterre*, autrement il auroit perdu tout son credit parmi les Juges, de l'assistance desquels dépendoit entièrement sa Fortune. Pour ce qui est de la Lady *Jeane*, si jamais elle exerça quelque Acte de Gouvernement, ce dut être sans doute conformément aux Loix d'*Angleterre*; que si elle n'en exerça aucun, comment pouvoit-elle passer pour Usurpatrice. Mais dans le fond le Docteur a jugé à propos de la mettre ici au rang des Usurpateurs pour se tirer d'affaire sur cet Article. Il ne laissa pas en un autre lieu, où il a fait plus de reflexion à son sujet, de nous dire, qu'elle n'occupa jamais le Trône & que son Gouvernement doit être regardé

dé in fieri, parce qu'elle ne fut point Reine de Facto.

Je passe à *Cromwel*, sous lequel le Docteur assure que la Loi cessa: C'est cependant un Fait constant que ses Cours de Justice ne réglèrent leurs Procédures que sur les Loix d'*Angleterre*, & le Docteur pourroit aussi bien assurer qu'il n'eut aucune administration dans le Gouvernement, que de soutenir qu'il gouverna par d'autres Loix que celles de ce Roiaume. C'est ce que le Procureur Général, avec le reste du savant Conseil qui défendoit la Cause de *Baden*, déclara ouvertement devant la Chambre des Seigneurs; car après s'être apuïé d'un jugement rendu du tems de *Cromwell*, le Conseil dit la Dessus, que, quoi qu'on on pourroit s'imaginer que cette Opinion n'avoit eu cours que dans des tems malheureux, cependant tout le monde étoit persuadé que la Loi fut à lors dans un Etat florissant, & que les Juges étoient toutes Personnes de savoir, comme le Juge *Mr. Twisden*, seant dans la Cour du Banc l'avoit assuré.

Cela ne contente point encore le Docteur, quoique les Loix fussent en effet mises en exécution du tems de *Cromwell*: il assure que ce n'étoit pas d'une manière légitime, & qu'à cause de cela toutes les Procédures juridiques ne furent valables qu'autant qu'elles furent confirmées. Nous voici de la même pensée le Docteur & moi, que la Justice ne fut pas administrée par *Cromwell* d'une manière légitime. Mais est-ce une raison pour assurer que la Loi cessa sous son Gouvernement? Si c'en est une, je ne sai pas comment, il disculpera les trois *Henris* de la Maison de *Lancastre* d'a-

d'avoir été des Usurpateurs; puisque toutes les Procédures juridiques de leur tems ont été ratifiées, par *Edouard IV.* ce que le Docteur considère comme une preuve évidente de leur invalidité. En un mot tous les Rois qui l'ont été, selon lui, de *Faëto* sont souvent traitez par les Loix d'*Angleterre* d'Usurpateurs aussi bien que *Cromwell*, puis donc que les Loix ne mettent point de différence entr'eux, je ne croirai jamais qu'il soit raisonnable de penser que les Juges en aient voulu mettre.

L'Auteur que *Mr. Hidgen* cite ensuite est le Chef de Justice *Hale*; mais les Passages que j'ai déjà fait voir de lui, montrent que son Opinion est toute opposée à la sienne; ce dont le Lecteur sera parfaitement convaincu par la récapitulation que nous en allons faire. * „ Le Roi qui est „ compris dans cet Acte est, dit-il, un Roi de „ *Faëto* & non de jure; tels que furent *Henri IV.* „ *V. VI.* qui étoient dans la seule & actuelle pos- „ session du Titre & de l'Office de Roi. En un „ tel Cas, le légitime Héritier de la Couronne „ qui reste dans la condition d'un Particulier, „ n'a pas de part à l'Acte, jusqu'à ce qu'il obtien- „ ne l'exercise de l'autorité souveraine. Ce fut „ là l'état d'*Edmond* Comte de *Marche* & de „ *Richard* Duc d'*Tork*, qui furent successivement „ les légitimes Héritiers de la Couronne, après la „ mort du Roi *Richard II.* D'autant qu'ils étoient „ décendus de *Lionel* de *Clarence* le troisième „ Fils d'*Edouard III.*, au lieu qu'*Henri IV.* dé- „ cendoit de *Jean de Gand*, le quatrième Fils „ du

* *Hist. Placit. Caron. M. S. Vol. 1. c. 13. au sujet de l'Acte 23. d'Edou. 3. déclarant haute trahison de procurer la mort du Roi, de la Reine & du Prince.*

„ du même Roi, & le Cadet du Duc de *Claren-*
 „ *ce*, comme il paroît au long dans le 1. statut
 „ d'*Edouard IV.* & le Livre du 4. du même
 „ Prince, où l'Akte a été imprimé. Dans la 39.
 „ Année du Règne d'*Henri VI.* *Richard* Duc
 „ d'*Tork* prouva son Droit à la Couronne, qu'il
 „ réclama en plein Parlement : Lequel Droit
 „ fut, nonobstant les Objections qu'on allégu
 „ contre, * admis & reconnu. Mais le tout se
 „ termina à un acommodement, par lequel *Henri*
 „ *VI.* conserveroit la Couronne durant sa vie,
 „ & qu'après sa mort elle passeroit à *Richard*
 „ Duc d'*Tork*. Quoi que le Duc d'*Tork* eut été
 „ reconnu le véritable Héritier de la Couronne,
 „ cependant, parce qu'*Henri VI.* devoit la con-
 „ server durant sa vie, & que le Duc étoit pen-
 „ dant ce tems là comme suspendu de l'exerci-
 „ ce actuel de l'Autorité Roiale, le Dernier
 „ n'étoit point Roi dans la formalité du susdit
 „ Akte : Et comme il n'étoit pas non plus le
 „ Fils aîné du Roi, dont il étoit parlé dans une
 „ Clause suivante du même Akte, le même Par-
 „ lement inséra une Clause particulière dans l'a-
 „ cord qui fut fait, portant que de Comploter
 „ la mort du Duc d'*Tork* l'Héritier Presomptif
 „ de la Couronne, seroit un Crime de Haute
 „ Trahison. Cet Accord fut rompu par le moien
 „ de la Reine, & *Richard* Duc d'*Tork* fut tué ;
 „ là dessus son Fils & Héritier *Edouard IV.* le
 „ légitime successeur de la Couronne, se l'apro-
 „ pria le 4. de Mats qui fut le premier jour de
 „ son Règne. Que si le légitime Héritier de la
 „ Couronne est dans l'exercice actuel de la sou-
 „ veraineté, dans une partie du Roiaume & qu'il

,, y

* Rot. Part. 39. Hen. 6. m. 19. Et.

„ y ait dans une autre quelque Usurpateur, qui
„ l'exerce aussi ; la Loi ne laisse pas d'ajuger la
„ possession de la Couronne à celui qui est pour-
„ vu du véritable Droit ; & l'autre dans le fond
„ n'est seulement pas *Roi de Faëto*, mais Per-
„ turbateur du Repos public, & par conséquent
„ selon cette même Loi, il n'est pas Roi. Il
„ arriva un pareil Cas entre *Edouard IV.* &
„ *Henri VI.* *Edouard IV.* avoit pris possession
„ de la souveraineté & fut proclamé Roi à *Lon-*
„ *dre*, le 4. de Mars 1460. Mais *Henri VI.* qui
„ étoit dans les Provinces du Nord recevoit les
„ Honneurs dûs à un Roi, & leva une grande
„ Armée, laquelle fut vaincue par le Roi
„ *Edouard IV.* sur la fin de Mai, dans la san-
„ glante Bataille de *Towonton-Field* ; ce ne fut
„ qu'alors qu'*Edouard IV.* eût l'entière & tran-
„ quille possession de la Couronne : Cependant
„ dans le Parlement qu'il tint en Novembre en
„ suivant, & où son Droit fut reconnu, on fit
„ un Acte par lequel le Commencement de son
„ Règne fut fixé au 4. du Mois de Mars précé-
„ dent ; & on déclare *Henri IV.* *Henri V.* &
„ *Henri VI.* Usurpateurs. Pendant cette in-
„ tervale, depuis le 4. de Mars jusques en *juin*,
„ *Henri V.* avoit été honoré en Roi, quoiqu'il
„ ne fût seulement pas un *Roi de Faëto* ; parce
„ *Edouard IV.* le légitime Héritier étoit pareil-
„ lement en possession de la Roiauté. Le sem-
„ blable diferent survint entre la Reine *Marie*
„ & la Lady *Jeane Dudley* qui, sous prétexte
„ que le Roi *Edouard VI.* l'avoit nommée pour
„ son successeur, fut proclamée Reine à *Lon-*
„ *dres*, mais elle ne porta pas ce Titre plus de
„ dix jours ; car on fit aussitôt la même Procla-
„ ma-

„ mation en faveur de la Reine *Marie* qui déclara ouvertement ses Prétentions. En sorte que toutes les deux étant *de Facto* en Possession de la Couronne, la Loi la Confirma à la Reine *Marie* qui avoit le Droit de son côté. Ce fut pour cela qu'il fut arrêté par Acte de Parlement, que les Reconnoissances datées l'An 1. de la Reine *Jeanne*, seroient censées bonnes & valables; ce qui n'auroit pas été nécessaire de déclarer s'il elle avoit été Reine *de Facto* sur le pié même d'Usurpateur. Parceque les Actes juridiques ne sont point au prejudice du Revenu de la Couronne. Quelcun dira peut-être que si *Henri VI.* ou la Reine *Jeanne* eussent gagné la Victoire, & par ce moien obtenu la Couronne, qu'eux aussi bien que leurs Adherans auroient soutenu la même chose contre *Edouard IV.* & la Reine *Marie*. Mais c'est une Objection frivole; car je ne régle pas ici mes raisonnemens sur des Evénemens incertains & variables, mais sur la justice du sujet que je traite, que je tâche autant que je puis de conformer aux Loix d'Angleterre. † Le Prince légitime qui est le premier à qui ses sujets doivent l'Allegance, ne sauroit, sans son consentement, perdre son Droit par la liberté que son sujet prend de se soumettre à la succession d'un autre. De là vient qu'un sujet naturel d'un Prince, ne sauroit, en vertu du serment d'Allegance où de Fidelité, qu'il fait à un autre Prince, se défaire ni se dégager de son obligation qui est née avec lui, car cette obligation est une Allegan-

* 9. Edm. 4. 15. 11.

† Hist. Plac. Coron. c. 10. touchant l'Allegance. Vol. 1.

„ geance naturelle , intrinseque & antérieure
 „ à l'autre , & on ne peut s'en dépouiller que
 „ de la volonté du Prince , à qui elle étoit pre-
 „ mièrement due.

„ Témoin , (a) *Edouard II.* qui avoit été
 „ déposé , & qu'on prétend avoir cédé son
 „ Droit à son Fils *Edouard II.* qui s'attribua la
 „ qualité & l'office de Roi ; cependant malgré
 „ sa Déposition & sa Cession prétendue , il con-
 „ serva toujours , selon l'opinion de ces tems ,
 „ son caractère de Royauté. En effet dans le
 „ Parlement tenu la quatrième année du Regne
 „ d'*Edouard III.* on rendit un (b) Jugement
 „ contre *Mortimer , Beresford , Gueney , &c.*
 „ atteints de Haute Trahison , pour avoir cau-
 „ sé la mort d'*Edouard II.* après sa déposition.
 „ Ce Jugement ne fut point donné suivant l'o-
 „ pinion qu'on avoit eue autrefois que de tuer
 „ le Pere du Roi , c'étoit un crime de Trahi-
 „ son. Car quoi qu'en quelques endroits des
 „ Registres où ce Jugement est couché, ces pa-
 „ roles se trouvent ; *Touchant le mort Seigneur*
 „ *Edouard Pere nostro Seigneur le Roi qui ore est.*
 „ On ne laisse pas de voir en d'autres qu'au tems
 „ qu'il fut tué, on lui donne la qualité de (c)
 „ *Seignor Leige* , & quelquefois de *Rex.* Les
 „ Seigneurs font dans le même endroit une Pro-
 „ testation, qu'il ne leur appartient que de juger
 „ leurs Pairs ; ils déclarent toutes fois qu'ils ne
 „ laissent de juger quelques autres qui ne le font
 „ pas en considération de la grandeur de leur
 „ Crime ; & ce per encleson de *Murdre de Sei-*
 „ *gnor Liege* , &c. Dans le Procès criminel in-
 „ Tom. II. E tenté

(a) *Hist. Plas. Coron. c. 13. v. 1.*

(b) 4. *Ed. 3.*

(c) N. 6.

„ tenté contre le Lord *Berkly* pour le même
 „ Crime, & qui a été enregistré il y est dit, *Qua-*
 „ *liter se velis acquitare de morte ipsius Domini,*
 „ & le Rapport qui en fut fait dans le Parlement
 „ a été mis sur le Registre en ces termes, *Quod*
 „ *prædictus Thomas in nullo est culpabilis de mor-*
 „ *te prædicti Domini Regis Patris Domini Regis*
 „ *nunc, &c.* De manière que les Mémoires
 „ publics le qualifient de Roi au tems de sa mort;
 „ quiconque cependant est instruit dans l’Hi-
 „ stoire, sait que son Fils ne fut déclaré Roi,
 „ & qu’il n’en prit l’Office & le Titre que le 25.
 „ ou selon *Walsingham* le 20. de Janvier, &
 „ qu’*Edouard* II. ne fut tué que le 21. de Sep-
 „ tembre en suivant. Quoi que ce Fait ce soit
 „ passé long-tems avant le 25. Statut d’*Edouard*
 „ III. Je n’ai pas laissé de m’étendre dessus,
 „ afin de faire voir que le Jugement dont je viens
 „ de parler, ne fut pas seulement rendu, à cau-
 „ se qu’*Edouard* étoit Pere de Roi; mais parce
 „ qu’on croyoit, que malgré sa déposition for-
 „ melle, & son Abdication prétendue ou extor-
 „ quée, dont l’Histoire de ces tems fait men-
 „ tion, le Caractère de Roi étoit demeuré attaché
 „ à sa Personne. Et c’est pour cela que ceux
 „ qui l’avoient massacré, étoient criminels de
 „ Haute Trahison, & cela parce qu’ils avoient
 „ tué celui qui étoit encore Roi, quoi qu’il fût
 „ actuellement démis de l’administration de son
 „ Royaume.

Je m’attens qu’on m’objectera que les précé-
 dens Extraits sont tirez d’un Livre du Chef de
 Justice *Hale*, dont le monde n’a point de con-
 noissance; que c’est un secret de savoir où il se
 trouve, & qu’il est presque impossible d’en apro-
 cher;

cher ; De sorte que l'autorité de ces Citations dépend uniquement de la Foi qu'on peut avoir à un inconnu qui les a transcrites, & qu'ainsi on ne peut pas raisonnablement espérer, que dans une dispute de cette conséquence on puisse faire fond sur des Citations si incertaines ; A quoi tout ce que j'ai à répondre est, que je suis bien assuré qu'il y a quelques années qu'on les transcrivit d'un Volume *in Folio*, intitulé l'Histoire des Ordonnances de la Couronne, écrit par le Chef de Justice *Hale*, & qui étoit alors conservé par son Petit-fils en sa Maison de Campagne en *Gloucester-Shire* ; c'est tout ce que je prétens assurer de leur Autorité. Que si le Lecteur ne se satisfait pas de cela, je ne puis faire autre chose pour la défense de ce que j'ai avancé, si non d'attendre que ces Citations aient été publiées, comme on espère qu'elles le seront en peu de tems. Je ne doute pas toutes fois que ceux qui ont quelque connoissance des Ecrits de M. *Hale*, le Chef de Justice, ne s'aperçoivent bien que ces Extraits se recommandent assez d'eux-mêmes, ou qu'au moins on y remarque assez de savoir & de jugement pour croire qu'ils ne sont pas indignes de lui.

Mais quelque sort qu'ils puissent avoir dans l'esprit du Docteur, qu'il ne s'imagine pas, que nous manquions d'autres témoignages des Ecrits de ce grand Homme, pour faire connoître la différence de ses sentimens d'avec les siens. Car dans son Histoire & Analise de la Coutume, Ouvrage qui a été imprimé, & est entre les mains de bien des gens, où il parle du Droit acquis par Conquête ; dans cet Ouvrage, dis-je, on y lit ces Paroles ; „ Mais en tout ceci on ne prétend „ parler que d'une Conquête légitime par un

„ Prince ou Etat étranger ; & non de l'Usur-
 „ pation d'un sujet sur son Prince ou sur quel-
 „ que autre sujet comme lui-même. Car plu-
 „ sieurs Ages & plusieurs Successions ne sau-
 „ roient laver l'injustice d'une semblable Usur-
 „ pation. C'est-à-dire , que de pareils Usur-
 „ pateurs peuvent bien être Rois *de Faëto* pendant
 „ plusieurs Generations ; mais pour cela ils ne de-
 „ viennent pas Rois *de jure*. Opinion manifeste-
 „ ment contraire à celle du Docteur. Voici enco-
 „ re ce qu'il dit ; „ La manière d'acquérir le Titre
 „ & la Dignité de Roi est légitime ou illégiti-
 „ me. L'Acquisition légitime du Titre Royal
 „ se fait en premier lieu par les Loix Municipa-
 „ les & les Constitutions du Royaume , selon
 „ quoi cette acquisition n'est rien autre chose
 „ qu'une Succession Héréditaire selon les Loix
 „ & Coutumes de la Succession de la Couronne
 „ d'*Angleterre*. Une Acquisition illégitime qui
 „ se fait par Usurpation , est lors qu'un sujet en-
 „ leve par force le Droit de la Couronne à celui
 „ qui en est le véritable & légitime Héritier ;
 „ ceci fut fait à *Mathilde* par le Roi *Etienne* , à
 „ *Arthur* par son Oncle *Jean* ; à *Richard II.*
 „ par *Henri IV.* ; à la Ligne d'*York* par *Henri V.*
 „ & *VI.* , & à *Edouard V.* par *Richard III.* Ce
 „ qu'il y a de remarquable est le pouvoir que la
 „ Loi accorde à de pareils Usurpateurs , & celui
 „ qu'elle leur refuse. Il appelle donc les Rois
 „ *de Faëto* , de la façon du Docteur , des Usurpa-
 „ teurs , & quoi qu'il dise , que la Loi leur accor-
 „ de quelque chose , il n'entend parler que ce qui
 „ est nécessaire pour conserver le Gouvernement
 „ dans l'ordre ; ce qui n'est point du tout incom-
 „ patible avec les Droits du Roi *de jure*.

Après

Après que le Docteur a cité ses Jurisconsultes modernes , il est juste , que pour lui rendre le change , je lui expose les opinions & les Procédures des Anciens ; afin de lui faire voir qu'ils étoient d'un sentiment tout contraire à celui qu'il a avancé. Il est certain que c'est une Maxime du Docteur *qu'un Roi de Facto a tous les Pouvoirs, Privileges & Prerogatives d'un Roi de Jure*. Mais les Procédures des Parlemens du tems des Rois *Etienne & Henri IV.* sont des preuves suffisantes qu'ils étoient d'une Opinion toute opposée. Car lorsqu'*Etienne* pressa en une Assemblée générale les Evêques & le Clergé pour assurer la succession à son Fils aîné *Eustache*, ils le refusèrent absolument comme un Acte de la plus grande injustice qu'ils auroient pû faire, s'ils avoient exclus un Prince qui avoit un meilleur droit. N'est-ce pas là une marque certaine que l'on ne croioit pas à lors, que le Fils aîné d'un *Roi de Facto* eut droit de succéder à son Pere dans la succession de la Couronne ? Mais rien ne prouve plus clairement cette defectuosité dans la Lignée des *Rois de Facto*, que toutes les précautions que les Parlemens ont apportées pour la succession en faveur des Enfans d'*Henri IV.* La cinquième année de son Règne, les Seigneurs jurèrent en plein Parlement de soutenir la succession en la Personne de son Fils aîné & de ses Héritiers. Ceci toutes-fois ne le satisfait pas encore : C'est pourquoi on passa, deux ans après, un Acte pour fixer la Couronne à ses Enfans aussi-bien qu'à leurs Descendans mâles. On crut sans doute en ce tems-là avoir fait un grand coup que de gagner ce point ; mais il manquoit encore quelque chose pour contenter *Hen-*

ri IV. * parceque cet Aëte excluait ses Enfans non Mâles avec toute leur Lignée aussi-bien que ceux de ses Decendans. Six mois donc après, profitant de la bonne disposition qu'il trouva dans le Parlement, il l'engagea de confirmer la succession pour lui, ses Enfans & leur Héritiers, dont cependant leurs Filles au défaut d'Enfans mâles étoient rendues capables, comme on peut le voir dans les endroits cotés. Pour ce qui regarde un Roi *de jure* il n'a pas besoin de tous ces Réglémens parlementaires; parceque le Droit Coutumier d'Angleterre pourvoit d'une manière sûre & effective à la succession de ses Enfans. * Que si le Roi *Henri IV.* avoit été Roi *de jure*, c'est à dire qu'il eût possédé la Couronne par droit de succession en droite Ligne, de même qu'il n'auroit pas eu besoin de ses Aëtes de Parlement, il n'auroit pas aussi manqué de jouir des bénéfices de la Coutume.

La 21. année du Règne d'Edouard II. on présenta une Requête au Parlement pour le Rétablissement des *Spencers* qui fut accordé par un Aëte qu'on fit. Entre les raisons qui furent données de ce Rétablissement, celle qui suit est couchée sur les Rôles en ces termes, † *parcequ'Edouard II. le véritable Roi, étoit vivant & gardé en prison par ses sujets au tems de ce Parlement d'Edouard III. où le Jugement rendu contre les Spencers fut déclaré bon.* Voilà un Témoignage authentique accompagné des suffrages de tout un Parlement, qu'un Roi retient son Autorité après la perte de

* Rot. Parl. 7. & 8. Henri 4. f. 4. & Acta publi. de Rymer. Tom. 8. p. 461.

† Rot. Par. 21. Rich. 2. n. 64.

de sa Couronne, & que les Loix faites par un Usurpateur n'obligent point le Successeur légitime. Le Docteur *Hidgen*, a été bien persuadé que cette objection étoit d'importance, c'est pour cela qu'il a pris quelque peine pour l'éluider. Il dit en premier lieu que cet Acte qui confirme le Jugement contre les deux *Spencers* sous le Regne d'*Edouard III.* ne fut pas déclaré nul par *Richard II.* mais révoqué, ce qui prouve qu'il a été valide jusques au tems de sa Révocation. Mais cette Réponse ne va pas au fait. Je n'ai pas prétendu inférer du Passage ci-dessus mentionné de l'Acte passé sous le Regne de *Richard II.* la nullité de celui d'*Edouard III.* depuis le tems qu'il avoit été fait, mais seulement son invalidité à l'égard du Droit que *Richard II.* a voit de le déclarer nul quand il lui auroit semblé bon de le faire. C'est pourquoi il n'importe pas s'il ne s'est jamais servi de son pouvoir dans ce tems là, mais la Question est de savoir s'il n'avoit pas Droit d'en faire usage; sur quoi nous avons une manifeste Declaration faite en plein Parlement. Le Docteur peut bien se souvenir qu'en parlant des Actes des Usurpateurs j'ai mieux aimé dire qu'ils pouvoient être annulez que d'assurer qu'ils l'avoient été. La dessus quand aucun des Actes faits par *Edouard III.* du vivant de son Pere, n'auroit point été déclaré nul, il n'auroit pas laissé d'être véritable, que *Richard II.* avoit le pouvoir en qualité de Roi de *Jure*, d'exercer cette autorité; par où on voit la difference d'un Roi de *Facto* & d'un Roi de *Jure*.

En second lieu le Docteur insiste en disant que l'Acte de *Richard II.* fut révoqué par celui

d'*Henri IV.* A quoi le savant Evêque *Stillington* quelque tems après se contenta de faire cette Réponse. „ Le Parlement de *Richard II.* „ ne fut pas, dit-il, revoqué légitimement ; „ car ce Roi étoit vivant & en Prison, lors „ qu'*Henri IV.* fit cette Révocation ; & outre „ cela, l'Acte d'*Henri IV.* fut déclaré nul par „ une autre d'*Edouard IV.* où il est ordonné & „ déclaré que tous statuts, Actes, & Ordonnances „ ci-devant faites au préjudice & à la destruction du Droit & du Titre du précédent „ Roi *Richard* & contre sa Dignité Roiale aussi „ bien que son Gouvernement doivent être invalides, tenus, pris & réputés nuls & pour „ neant, annulez, revoquez, d'aucune force ni valeur, & sans effet. Après tout ceci on ne peut pas nier que la Révocation de tout le Parlement de *Richard II.* tenu pendant qu'il étoit en Prison, ne fût un Acte contre son Droit, son Titre, sa Dignité roiale & son Gouvernement, & que par conséquent il doit, en vertu de celui que je viens de citer, être censé de nulle valeur.

Il me faut de plus aider le Docteur *Hidgen* à rapeler dans son esprit quelques Déclarations de Parlement, qui ne sont pas moins claires & expresses, contre l'idée qu'il s'est faite de nôtre Constitution. Il s'ensuit manifestement des Principes du Docteur „ qu'un Roi mis hors de possession ne sauroit avec justice faire la Guerre à „ l'Usurpateur de ses Etats pour s'y rétablir ; „ qu'il n'a point droit à l'Allegeance des Habitans de ces Pais ; & que par conséquent l'assistance qu'ils lui donnent dans une telle entreprise est une manifeste Rebellion, & les rend „ sujets aux mêmes peines dont on punit les Re- „ bels.

„ belles. Mais tous le contraire est déclaré dans
 „ les Actes publics qui nous restent dans les Ro-
 „ les de Parlement, où le Docteur peut voir les
 „ Passages suivans. Sur ce que *Richard* Duc d'*York*
 „ avoit été atteint de Trahison à *Coventry* par *Henri*
 „ VI. * le Parlement déclara „ Que ledit noble
 „ Prince *Richard* Duc d'*York* autorisé par la Loi
 „ de Nature, & pourvû de preuves suffisantes pour
 „ la Défence & le Récouvrement de son Droit
 „ à la Couronne de ce Roïaume là obtenüe par
 „ ce qu'il n'y avoit alors aucun Seigneur au
 „ dessus de lui que Dieu seul; & ce fut dans le
 „ tems d'un Parlement tenu par le dit *Henri* ci-
 „ devant apellé *Henri* VI. le 6. d'Octobre, la
 „ 39. année de son Usurpation, qu'il se résolut
 „ de faire valoir son Droit & d'entrer dans
 „ l'exercice de l'Autorité Roïale &c. comme il
 „ étoit juste qu'il fit conformément à la Loi, à
 „ la Raison & à la Justice. La dessus il mon-
 „ tra, découvrit, déclara, & fit connoître son
 „ Droit fondé sur un Titre inviolable, à quoi
 „ il fut impossible de répondre &c. *Le même*
 „ *Rôle porte.* † Que les Communes aiant une
 „ connoissance certaine que le Roi *Edouard* IV.
 „ avoit droit sur la Couronne, depuis la mort
 „ de son Pere, ci-devant Roi très légitime du
 „ Roïaume d'Angleterre, lorsque le 4. de Mars
 „ il en eut pris possession, elles demanderent
 „ qu'il fût fait un Acte comme notre souverain
 „ Seigneur Lige *Edouard* IV. qui s'étoit le 4.
 „ de Mars mis en possession de la condition &
 „ dignité Roïale, du Roïaume & de la Seigneu-
 „ rie d'*Irlande*, & avoit entrepris d'exercer l'au-

E 5

„ta-

* 1. *Edou.* 4. *Seff.* 13.† *Seff.* 10.

„ torité souveraine après avoir demis le dit
 „ *Henri* ci-devant apellé le Roi *Henri VI.* de
 „ l'exercice & de l'administration du même
 „ Roiaume, qu'il ocupoit & avoit envahi par
 „ Usurpation, le dit notre souverain Seigneur
 „ Lige n'avoit rien fait que de juste, légitime,
 „ conforme aux Loix & Coutumes du même
 „ Roiaume, & que c'est là l'opinion qu'on doit
 „ avoir, tenir, croire & recevoir. *Et quelques*
 „ *Lignes* après il eût ajoûté, * „ D'autant que de
 „ certaines Personnes, enclines au mal, au desor-
 „ dre & à la Rebellion, se plaissant dans les bruits
 „ & les Nouveautez qui tendent au souleve-
 „ ment, & adherant à *Henri IV.* le précédent
 „ Roi d'*Angleterre* de Fait & non de Droit, au-
 „ roient, après l'injuste, l'illégitime & la détesta-
 „ ble Usurpation qu'il avoit faite, contre sa Foi
 „ & son Devoir, de ce qui apartenoit de Droit
 „ au Roi *Richard II.* son légitime, véritable &
 „ naturel Seigneur Lige, massacré d'une manie-
 „ re barbare, cruelle & horrible, & avec un fu-
 „ reur desesperée, les très nobles & dignes Sei-
 „ gneurs *Jean Montague*, le Feu Comte de *Sal-*
 „ *isbury* & *Thomas* feu Lord *Spencer* & au-
 „ tres fideles sujets & Hommes Liges du dit
 „ Roi *Richard*, qui continuèrent après son De-
 „ cès leur Foi & Ligeance, selon qu'ils y étoient
 „ obligez devant Dieu aussi bien que selon les
 „ Coutumes du Roiaume d'*Angleterre*, à *Ed-*
 „ *mond Mortimer*, alors Comte de *Marche*, le
 „ premier Héritier du sang du même Roi *Richard*, & qui auroit dû après sa mort, succe-
 „ der comme le véritable & le légitime Roi &c.
 „ Et d'autant qu'il y a eu un Jugement ren-
 „ du

„ du contre eux dans un prétendu Parlement
 „ &c. il est ordonné que le dit Jugement soit
 „ annulé & cassé. *A quoi aussi se rapporte ce qui*
 „ *suit* : La Requête du Chevalier *Lumley* Cou-
 „ sin & Héritier du Chevalier *Rauf Lumley*
 „ montre comme le dit *Rauf* & autres furent
 „ cruellement tuez & massacrés par *Henri IV.*
 „ le précédent Roi d'Angleterre *de Fait & non*
 „ *de Droit*, pour la Foi & Ligeance qu'ils gar-
 „ derent au Véritable & Noble Prince le Roi
 „ *Richard II.* de son vivant, & après sa mort
 „ à *Edmond Mortimer* Comte de *Marche*, pre-
 „ mier Héritier dudit Roi *Richard* &c. Et que
 „ dans un Parlement tenu la 1. année de ladite
 „ Usurpation, on auroit donné un Jugement
 „ contre le dit *Rauf* &c. A ces Causes qu'il plai-
 „ se à votre Majesté d'Établir & d'arrêter que
 „ ledit Jugement soit nul, &c. ce qui fut exe-
 „ cuté, après que la Requête eut été lue en plein
 „ Parlement & approuvée par le Roi avec l'a-
 „ grément des Seigneurs & des Communes. Je
 „ suis persuadé que si le Docteur avoit fait attention
 „ à ces Passages de nos Roles, il se seroit formé une
 „ idée de notre Constitution bien différente de cel-
 „ le, dont il a fait part au Public.

C'est une * Maxime établie selon les Loix
 d'Angleterre, Que la Condition d'un Roi ne peut
 être pire que celle d'un sujet particulier, c'est à
 dire qu'on ne peut pas croire que la Loi ait pris
 moins de soin de ses Droits que de ceux de ses
 sujets. Quant aux Particuliers, nos Loix ont
 pris un soin très remarquable pour la sûreté de
 leurs Biens en propre, & pour leur procurer jus-
 tice quand ils ont reçu quelque tort; d'où vient
 qu'il

qu'il n'y a point dans toutes les procédures juridiques de règle plus constante que celle-ci. *Que la Loi est pour le Droit avant même la Possession*; sur quoi une Personne d'un savoir eminent dans la Profession nous a laissé la Glose suivante. *Lorsque deux Personnes sont dans une Maison ou sur quelque terre; & que l'un y prétend par un Titre & le second par un autre, la Loi juge la Possession à celui qui a Droit à la Maison ou à la Terre.* Nous sommes donc obligés en Justice de croire que le Droit des Rois est au moins estimé aussi sacré par la Loi que les propres Biens des sujets; & que par conséquent la Loi ne peut favoriser les sentimens du Docteur, qui prend manifestement le parti de l'injustice contre celui du Droit & de l'Équité.

Il semble que si l'Opinion du Docteur avoit été quelques fois en vogue nous en deverions trouver quelque témoignage dans les Régnes d'*Henri VI.* & d'*Edouard IV.* où il y eut de si grandes révolutions, & où les affaires changèrent si souvent de Face, C'étoit alors que les sujets auroient pu se servir d'une opinion si favorable; Cependant jusqu'ici, il ne lui a pas été possible d'en produire aucun de l'Histoire de ce tems là qui servit à son dessein. Au contraire je croi, que nous pouvons assurer que les Rois de *Falst* mêmes; aussi bien que leurs Partis, ont dédaigné & méprisé de pareils sentimens. Lorsqu'*Henri V.* eut recouvré la possession du Roiaume, il traita ceux qui avoient adhéré à *Edouard IV.* comme des Traîtres & des Rebelles; il revoqua tous les Actes de ce Prince, & les déclara contre la Loi & sans Autorité; & en toutes les rencontres qu'il parloit de lui, il ne lui donne point de

de Qualité plus honorable que celle d'un Traître & d'un Usurpateur ; il l'appelle son insigne Rebelle, qui avoit depuis peu possédé la Couronne & la Dignité roiale par Usurpation, & n'étoit seulement qu'un Roi *de Facto* & non *de Jure*. Il fut aussi déclaré par Acte de Parlement sous *Henri VII.* Qu'*Henri VI.* avoit été atteint de Haute Trahison contre l'Allégeance qui lui étoit due. Selon donc l'opinion de ces Rois, il sembleroit qu'*Edouard*, dans le même tems qu'il étoit sur le Trône, devoit l'Allégeance à *Henri VI.* lorsqu'il en fut mis dehors. Sentiment qui est tout à fait opposé à ce que le Docteur nous enseigne. Voions à présent si nous pourons découvrir par le procédé ou les Ecrits de quelques Amis ou des Adherans d'*Henri VI.* qu'ils étoient imbus de ses Principes. Je ferai singulièrement mention du Chevalier *Fortescue*, & du Docteur *Morton*, depuis Archevêque de *Canterbury*, Grand Chancelier & Cardinal ; Personnes qui furent vénérables en leurs jours pour leur sagesse, aussi bien que pour la Grande connoissance qu'ils avoient de notre Constitution. Le Chevalier *Fortescue* étoit le Premier Chef de Justice d'*Angleterre* sous le Regne d'*Henri VI.* dans le tems que ce Prince fut chassé du Trône par *Edouard IV.* Ce désastre ne fut pas plutôt arrivé à son Maître, après que la fatale Bataille de *Towton-Field*, où il avoit été présent, eut assuré la Couronne à *Edouard*, qu'il se retira hors du Roiaume avec la Reine détronée & l'infortuné Prince son Fils. Pendant plusieurs années qu'il resta dans son Exil volontaire, hors de sa Patrie, il étoit si peu convaincu de son devoir à l'égard d'*Edouard*, qui étoit cependant devenu

Roi .

Roi *de Facto*, que non seulement il ne daigna pas rechercher la faveur de ce Prince, ni faire aucune démarche pour en obtenir sa Grace ; mais même il s'appliqua à animer, par les Ecrits séditieux qu'il fit contre son Droit, ceux qui lui étoient opozez. Il est vrai que dans la suite il se crut obligé de se soumettre, & l'on voit, dans les * Roles de Parlement, l'humble Requête qu'il presenta, mais il ne pût se résoudre à faire ces soumissions qu'après qu'*Henri VI.* & son Fils furent morts, & que par conséquent la Maison de *Lancastre* eut été éteinte. Que peut-on à present alléguer pour la défense de ce Grand Homme ? Lui, qui étoit si profond dans les Loix de son Pais, ne pouvoit certainement pas ignorer la Constitution du Gouvernement Anglois. Si, comme le Docteur l'assure, il étoit obligé par la Loi à être fidèle à un Roi *de Facto*, le Roi *Edouard* étoit sans doute l'unique Personne qui avoit droit pour cette raison à son Allégeance, puisque lui seul étoit en possession. Disons-nous donc, qu'il fut coupable du crime de Rebellion, pour s'être opozé à son légitime Prince, & ne s'être pas soumis plutôt à son obéissance ? Je crains que le Docteur ne refuse son approbation à cette sentence, par ce qu'il l'a citée, avec beaucoup de vénération, comme un Auteur de Conséquence & favorable à la Cause qu'il défend. Je ne sai toutes fois comment nous pourrions le justifier, quand nous aurons considéré attentivement toutes les Circonstances particulières de son Procédé. Avant que de le faire j'avancerai hardiment, qu'il devoit indispensablement son Allégeance à un des deux Rois, ou à

Edouard

* Rol. Parl. 13. Edou. 4.

Edouard qui étoit en possession, ou à *Henri* qui en étoit dehors. Car un Anglois naturel ne peut pas sortir de la Condition d'un sujet, ni rompre ces obligations de Fidelité & d'obéissance qui sont nées avec lui. Que si les sujets pouvoient le faire, ils pourroient abandonner leur Patrie, & transporter leur Obéissance au Prince qu'ils jugeroient à propos, selon que le tems l'exigeroit, & que leur humeur & leur inclination leur suggereroit. Mais la Loi d'Angleterre n'accorde point cette Liberté. De là vient que lorsque le Docteur *Story* fut cité pour crime de Haute Trahison, du Tems de la Reine *Elisabeth*, & qu'il eut alegué, que les Juges n'avoient point d'autorité sur lui, parce qu'il étoit devenu sujet du Roi d'Espagne par le serment de Fidelité qu'il lui avoit prêté, il fut condamné sur le pié *Nihil dicit*, qui est la formalité ordinaire, pour des raisons, aussi frivoles que celle là étoit. Parce qu'il n'y a point d'homme qui puisse secouer le Joug de sa Patrie, ni abjurer son Pais & son Prince selon les differens mouvemens de sa volonté. Ainsi il souffrit les peines dûes à un Ennemi de l'Etat. Il ne faut donc pas douter que Mr. *Fortescue* ne fût persuadé qu'il restoit encore dans les mêmes obligations d'un sujet Anglois; & puis qu'il est certain, qu'il suivit la Fortune d'*Henri VI.* & s'attacha à ses intérêts, il faut présumer qu'il l'estimoit comme l'unique & légitime Roi, quoi qu'il eût été obligé de quitter le Trône, & non *Edouard*, qui en étoit cependant en pleine possession. L'Histoire nous rend le même témoignage du Doct. *Morton*. „ C'é-
„ toit un Homme, dit un celebre Auteur, qui
„ avoit naturellement beaucoup d'esprit, d'une
„ gran-

„ grande Erudition , & d'une Conduite qui le
 „ faisoit estimer. Il avoit été fermement atâ-
 „ ché aux interêts d'*Henri VI.* pendant que son
 „ Parti prospera , & il ne l'abandonna pas non
 „ plus après qu'il fut dans l'adversité ; mais il
 „ s'ensuit avec la Reine & le Prince hors du
 „ Roiaume , tandis que le Roi *Edouard* rete-
 „ noit le Roi en Prison. Il ne revint dans le
 „ Pais que pour entrer en Campagne , & don-
 „ ner bataille laquelle aiant été perdue sans
 „ ressource , le Roi *Edouard* ne lui offrit pas seu-
 „ lement sa Grace , mais encore l'invita &
 „ l'engagea à son service.

Quelle Apologie peut-on faire de ces Mes-
 sieurs ? Je sçai que leurs Amis estiment qu'ils
 ont agi en Gens d'honneur , d'avoir conservé leur
 fidélité à leur Prince & Bienfaiteur , jusques
 au milieu de ses Adversitez , mais que devien-
 dra donc notre Constitution ? „ C'est cette
 „ raison là , dit le Doct. qui devoit effacer de
 „ l'Esprit de ces Messieurs tous sentiments de
 „ reconnoissance qu'ils auroient pû avoir pour
 „ lui , qui exigeoit d'eux qu'ils abandonnassent
 „ sa cause qui étoit dans un Etat desesperé , &
 „ qui demandoit leur Allégeance pour son plus
 „ grand Enemi , qui , selon leur Opinion , rem-
 „ plissoit son Trône par la violence & l'injusti-
 „ ce. Mais ces deux Amis des plus confide-
 rables d'*Henri VI.* dont on a jusques ici crû ,
 que la Possession étoit le meilleur Titre qu'il
 eût , persevererent dans leur Fidelité envers lui
 pendant près de dix années , quoiqu'il fût en
 Prison la plus grande partie de ce tems là , sans
 la moindre esperance de rétablir ses affaires. Est
 cela un signe qu'on eût , en ces jours , quelque
 no-

notion des Principes du Docteur, qu'il vou-
droit cependant nous persuader avoir été fort
suisvis? Il y a encore quelque chose de plus fort
à dire contre la conduite du Chevalier *Fortescue*.
Non seulement il se retira de son Païs & ne vou-
lut point se soumettre à celui qui en étoit le Pos-
sesseur, mais même il accepta le Titre de Chan-
celier d'*Angleterre* de la part d'un Roi déposé;
& ce qui est encore pire, il soutint publique-
ment, par ses Ecrits, les Droits d'*Henri VI.* &
l'injustice qu'il y avoit d'obéir à *Edouard IV.*
Sa défense de la Maison de Lancastre contre celle
d'York, se voit encore aujourd'hui dans la Bi-
bliothèque de *Cotton*. C'est là qu'il tâche de prou-
ver par plusieurs raisons que le Droit à la Cou-
ronne d'*Angleterre* apartenoit entierement & uni-
quement à *Henri*, tant à cause de la Proximité du
Sang en droite Ligne, qu'à cause de l'Abdica-
tion, que la Maison d'*York* en avoit faite en fa-
veur de celle de *Lancastre*. Il pretend que *Phi-*
lipa, de laquelle les Familles de *Mortimer* &
d'*York*, tiroient leurs prétentions à la Couron-
ne, n'avoit pas été reconnuë par le Duc de *Clare-*
rence pour sa Fille; que la Couronne ne pouvoit
pas, selon les Loix d'*Angleterre*, tomber en Que-
nouille; Enfin il ne donne point au Roi *Henri*
d'autre nom que celui d'un Usurpateur; déclara-
nt expressement qu'il n'avoit gardé la Con-
ronne que par la violence & l'injustice. Peut-
on desirer des raisons plus fortes que celle là
pour montrer que ce Chevalier desaprovoit le
sentiment du Docteur. Car qui est l'homme, per-
suadé que l'Allégeance est due à un Roi de *Fac-*
to, qui voulût se donner tant de peine pour prou-
ver qu'un Prince hors du Trône est son unique

& légitime souverain? D'ailleurs son Livre, où il parle à *la louange des Loix d'Angleterre*, fut composé dans le tems de son Exil, dans la seule vue de servir à l'instruction du jeune Prince *Henri VI.* son Fils unique; afin qu'il pût de bonne heure apprendre les Loix de son País, dont il le considéroit le seul & le légitime Héritier, après le décès de son Pere. Pour cette raison il s'adresse souvent à ce jeune Prince en termes fort respectueux, comme à l'Héritier presomptif de la Couronne; * *Vous, dit-il, très Renommé & Excellent Prince qui devez un jour Gouverner le Roiaume d'Angleterre je vous conjure instamment d'apprendre les Loix du Roiaume de votre Pere à qui vous devez succéder.* Après cela, je ne crois pas qu'il soit possible de concevoir, que l'Auteur de ces expressions ait pu avoir d'autre dessein que de s'en servir pour honorer un Prince qui étoit censé, selon les Loix d'*Angleterre*, avoir droit à la Couronne; car pour quel autre sujet, lui diroit-il, qu'il devoit un jour Gouverner l'*Angleterre*, & succéder à son Pere dans la Possession de son Roiaume? A moins que nous ne supposions que le Chevalier n'a employé ces expressions que pour signifier seulement, par un Esprit prophétique, ce qui devoit certainement arriver, sans avoir aucun égard au Droit qu'il pouvoit alors avoir. Mais de tout ceci je conclus que la contrariété entre ses Notions de notre Constitution & celle du Doct. paroît dans toute son Evidance. *Mr. Fortescue* croit qu'il est de son devoir d'adhérer à un Roi déposé, au préjudice du Possesseur de son Trône. Dans les Combats, il défend le Droit de son

* *Fortescue de Land. Lig. Aug.*

son Prince à la pointe de son Epée, & dans son Bannissement avec sa Plume; & il interprete les Loix de son Pais en faveur d'un Roi de *Jure* contre un Roi de *Faëto*. Ajoutons à tout ceci, que l'orsqu'il eut fait la paix avec le Roi *Edouard*, il se retracta de tout ce qu'il avoit dit contre son Droit, & le defendit avec le même Zèle & la même force, qu'il avoit fait auparavant celui du Roi *Henri VI*; en quoi le Chef de Justice *Mr. Coxe* le louë extrêmement, comme d'une marque de sa sincérité & de son amour pour la vérité. C'étoit alors qu'il avoit une belle occasion, s'il en fut jamais, de reconnoître l'erreur où il avoit été de rester fidele à un Roi qui étoit hors de possession; & il ne pouvoit en même tems éviter avec justice de defendre l'autorité des Rois de *Faëto*, s'il y avoit eu le moindre fondement dans la Loi pour cette defense, ou s'il avoit été persuadé qu'il fût raisonnable de le faire. Mais, ce qui nous doit paroître surprenant, nous ne trouvons rien de cela dans sa Retraction. Elle se trouve encore, & les Curieux peuvent la voir dans la Bibliothèque de *Cotton*; Quiconque se donnera cette peine sera pleinement convaincu, que tout le dessein de ce Livre est de prouver le Droit d'*Edouard IV.* sur ce qu'il descendoit en droite ligne de *Richard II.* sans aucun égard à sa Possession. Cette Retraction est aussi couchée sur les * Roles.

Il ne faut pas oublier ici quelle fut l'opinion des Juges aussi bien que des Chevaliers *Palmer, Héneage, Finch, Turner, & Mr. Wadham Wyndham*, à l'occasion du Procès criminel fait aux Parricides de *Charles I.* ils aréterent que l'accusa-

tion pour le Meurtre commis en la Personne du Roi porteroit, *Contra pacem nuper Domini nostri Regis Coron. & Dignitat. suas, nec non contra pacem Domini Regis nunc Caron. & Dignitat. suas.* Et ils convinrent de même, que quoique le Roi Charles II. fut actuellement empêché d'exercer ses fonctions Roiales, par des Traîtres & des Rebelles, il étoit cependant Roi tant de Fait que de Droit. C'est ce que nous apprend le Chevalier *Keling* dans ses Rapports, mis au jour avec la permission & l'approbation du Chef de Justice *Holt*, du Juge *Rowell*, des Chevaliers *Rowys* & *Henri Gould* : Marques évidentes que ni le Titre de Roi ni l'Allégeance des sujets ne sont dûs à un Usurpateur pour quelque raison que ce soit. De cette manière nous avons clairement démontré contre le Doct. tant par des Passages tirez de nos Loix, que des Témoignages des anciens Jurisconsultes, que les Rois *de Facto* n'ont jamais été considerez dans notre Constitution comme de justes & de légitimes Propriétaires des Roiaumes qu'ils possédoient.

Il ne restoit plus rien à Mr. *Hidgen*, après avoir exécuté son grand Dessein, sinon de se reposer pour réfléchir avec plaisir sur les productions de son Esprit. Mais quoiqu'il eût pleinement satisfait à son devoir aussi bien qu'à sa Conscience, il a cependant été bien aisé pour la satisfaction des Lecteurs d'y ajouter quelques nouvelles Observations. Porté d'un si juste motif, voici qu'il entreprend de prouver, que les saintes Ecritures parlent conformément aux Loix de notre País, & que le plan qu'il s'est formé de la Constitution de notre Gouvernement y est hautement approuvé. Je ne saurois tout à fait con-

con-

convenir avec lui sur cet Article; mais je ne laisserai pas de lui accorder volontiers, que pour certain son opinion doit se rencontrer dans l'Ecriture, & qu'en deux rencontres elle a rendu des services très considérables; car ce fut ce que *Scimbi*, aléqua quand il maudit David; l'Eternel, dit-il, *a mis le Royaume entre les mains de ton Fils Absalon*; c'est-à-dire *Absalon* est à présent en pleine possession de ton Trône, & par conséquent Dieu t'a rejeté & déposé. C'est là une Preuve bien claire que le Principe de *M. Hidgen* est d'une Autorité très-Ancienne; Autorité que ses Adversaires ne lui disputeront jamais. L'autre est celle de *Cuscai*: *Absalon*, lui faisant des Reproches de ce qu'il abandonnoit *David* son Ami, il justifia sa desertion du même motif. Non, répondit-il, *mais je serai à celui que l'Eternel a choisi, & ce Peuple ici & tous les Personnages d'Israel, & demurerai avec lui*; à la faveur d'une réponse si honnête *Cuscai*, fut incontinent admis au Conseil d'*Absalon*. Ce Prince faussement prévenu ne pouvoit pas soupçonner la Fidelité d'un Homme qui s'engageoit dans les intérêts par un motif si religieux. Mais le Doct. ne tombera pas d'accord que *Cuscai* erra dans son Principe; car il tient pour assuré, que Dieu a toujours ordonné l'Obéissance comme un devoir indispensable à l'égard de ceux qui ont l'autorité en main; & que les Ecritures nous fournissent sur ce Sujet plusieurs exemples.

Le premier qu'il rapporte, est celui des Juifs, lesquels, dit-il, *vécurent soumis à l'Obéissance des Madianites, Moabites & autres Nations, après qu'ils en eurent été vaincus*. La difficulté est de savoir quel avantage le Doct. prétend tirer de là. Qui doute, que la Soumission à l'égard des Con-

querans injustes, ne soit légitime, lors qu'une fois ils ont acquis sur un Peuple une autorité absolue, & que la Résistance est tout-à-fait inutile; Mais se soumettre à leur Puissance & reconnaître leur Droit, sont deux Points bien différens. Le dernier peut-être souvent illégitime, pendant que l'autre est manifestement juste & raisonnable. Ce fut ainsi que les Royalistes se soumirent à *Cromwell*; qu'ils lui payèrent les Taxes, & supportèrent sa Tirannie & son Oppression, parce qu'ils n'y voioient point d'autre Remède; mais pour certain ils ne reconnurent pas que son Gouvernement fût légitime, ni ne confessèrent pas qu'il eût Droit à leur Allegéance. Par la même Raison, pourquoi les Juifs n'auroient-ils pas vécu soumis à l'Obéissance des *Madianites* & des *Moabites*; n'avoient-ils pas été vaincus par ces Peuples, n'est-ce pas ce dont le Docteur tombe d'accord?

En second lieu en suposant, comme fait le Docteur, que les *Madianites*, & les *Moabites* furent les Agresseurs, & qu'ils reduisirent les Juifs à leur Obéissance par une Guerre injuste; il étoit non-seulement permis aux Juifs de vivre sous leur Domination, mais encore de leur rendre une entière Obéissance, comme à leur légitimes Gouverneurs; car peut-être étoient-ils maîtres de disposer d'eux-mêmes, & de céder leurs Droits & Libertez, selon qu'ils y voyoient leur intérêt; lors donc qu'ils se virent dans ces extrémités, il étoit raisonnable qu'ils le fissent par les avantages considérables qu'ils en pouvoient tirer pour eux-mêmes, sans que cela fit tort à d'autres. Et peut-être, que leur Prince ou Gouverneur se trouvant aussi dans de fâcheuses circonstances, se joignit à eux dans

dans cette Abdication & cession de leurs Droits; alors la conduite des Sujets étoit entièrement justifiée par le consentement de leur Souverain. Mais si le fait avoit été autrement, & que le Roi des Juifs, après avoir été vaincu, eût refusé de céder son Droit, & que Dieu n'eût en aucune manière interpolé son Autorité dans cette affaire, auroit-il été permis aux Juifs d'offrir leur Allegéance aux *Madianites* & *Mohabites* contre la volonté de leur Prince? C'est-là le nœud de la difficulté, dont les Adversaires du Docteur demandent la solution. Mais il est à craindre que c'est-ce qu'ils n'obtiendront jamais. Car que le Docteur expose le Fait comme il voudra: Quelle marque a-t-on que leur Procédé fût juste & honête? L'Ecriture nous en donne-t-elle quelque assurance formelle? Personne ne le soutient. Le Docteur nous dit seulement, que l'Ecriture ne marque pas le contraire. Sur ce pié, toutes les fois que l'Ecriture ne condamne pas quelque Action, nous sommes en liberté de l'estimer juste & digne d'être imitée; C'est ainsi qu'il sera permis de jouer un Père, & de tromper un Frere comme *Jacob* fit à l'égard d'*Isac* & d'*Esaü*. Nous pourrions par un motif de compassion soutenir un Mensonge, à l'imitation des sages femmes Egyptiennes, qui imposèrent à *Pharaon*. Et cela parce que ces differens Faits, n'ont point été censurés par l'Ecriture. Ce qui a été dit à la défense des Juifs pour leur Conduite pacifique, sous la Domination des *Madianites* & des *Mohabites*, doit servir pour justifier leur Obéissance envers les Egyptiens, & les autres Conquerans, sans avoir recours aux Principes du Doct.

Mais pour ce qui est de leur sujettion aux

Rois de *Babilone*, nous avons quelque chose de plus pour les défendre; je veux dire le Commandement exprès du Dieu tout puissant, en vertu de quoi ils étoient obligez de *soumettre* * *leurs cœurs au joug de ces Princes*, & de les servir eux & leurs Peuples. Car à moins de nier l'Autorité suprême de Dieu sur tout le monde; nous devons croire que sa seule volonté suffit pour transporter un Droit aux Princes qu'il choisit; & rendre justes toutes Aquisations. Par rapport à cela il nous faut rendre cette justice au Docteur, qu'il ne doute point du pouvoir que Dieu a de disposer des Royaumes en cette manière; mais il paroît nier que cette considération fût la règle de leur conduite dans leur Captivité chez les *Babyloniens*. Il assure premièrement, que les Juifs se soumirent au Roi de *Babilone*, avant que Dieu leur eût ordonné de le faire; ce qui ne devoit être que sous le Règne de *Zedecias*. Mais il est certain que le Prophète *Jeremie*, avoit donné des avertissemens Publics, dans la 40. année du Règne de *Jehojakim*, que Dieu les livreroit entre les mains du Roi de *Babilone*, & qu'il les avoit condamnez à un Etat de servitude, qui devoit durer 70. ans. Quand cette Déclaration n'auroit pas été accompagnée d'un Ordre exprès d'obéir, elle suffisoit seule pour persuader les Juifs, que le meilleur parti qu'ils pussent prendre, étoit de vivre tranquillement sous la domination de leurs nouveaux Maîtres. En effet, puisque Dieu les avoit averti d'avance que toute leur Résistance seroit inutile, ils n'auroient pû, après des assurances si positives, en prendre la résolution, sans posséder l'ex-

tra-

* *Jerem.* 27. 12.

travagance & la folie jusques où elle peut aller. De plus, ce fut au commencement du Règne de *Jehojakim*, que le Prophète reçût la Commission d'avertir *Zedecias* d'aporter son cou sous le Joug du Roi de *Babylone*, & *Jeremias* aquita alors publiquement de sa Commission, par l'Action qu'il fit de mettre sur son cou des Liens & des Jongs, selon le Commandement qu'il en avoit eu. De sorte que les Juifs eurent avant le Règne de *Zedecias* des avertissemens, que c'étoit la volonté de Dieu qu'ils préparassent leurs Cous au Joug des *Babyloniens*. Mais quelle fut la Conduite des Juifs? Il est vrai qu'ils donnerent à *Nabucadnesar*, des signes extérieurs d'une parfaite Obéissance; que deux de leurs Rois avec leurs principaux Sujets furent ses Prisonniers à *Babylone*, où crurent qu'il étoit nécessaire de se comporter avec toutes les Démonstrations aparentes d'humilité, & que *Zedecias*, Gouverna là *Juda* & *Jerusalem*, en vertu seulement d'une Commission de la part du Conquérant, auquel il avoit juré Allegéance; mais tout cela n'empêcha point que celui qui fonde les Cœurs, ne connût bien, que leur prétendue soumission n'étoit qu'Hypocrisie, & qu'ils ne faisoient qu'attendre une occasion favorable pour secouer le Joug, qu'ils étoient résolus de ne jamais plus porter, malgré les engagements publics où ils étoient du contraire. C'est la raison pourquoi Dieu envoya par *Jeremie* plusieurs Messages aux *Juifs* pour les obliger de servir le Roi de *Babylone*, les menaçant de les abandonner entièrement à la discretion de leurs Ennemis, s'ils renonçoient à son Obéissance. D'où il est évident, que quelque humble & respectueux que

fut leur langage & leurs déportemens, leur Cœur ne respiroit que sédition & Revolte, dont la fin auroit été inmanquablement leur Perte & leur Destruction. Tout le résultat donc de ce procédé des Juifs se termine à ceci, que toutes les fois que les Peuples conquis se trouvent dans les mêmes circonstances, où étoient les Juifs; quand leurs Rois sont chargez de Chaines & leurs Grands de Liens, & que les Héritiers du Royaume qui restent ont ouvertement renoncé à toutes leurs Prétentions, par des engagemens les plus sacrés; en un mot lorsque tous les efforts pour le recouvrement de leur Liberté paroissent vains & inutiles, & que la voix de Dieu a de plus déclaré que la Résistance deviendrait leur Ruine; lorsque les affaires, dis-je, sont dans cette situation, non seulement il est juste de demeurer dans un état tranquille & soumis, mais même c'est agir en insensé que de garder une autre conduite. Après quoi si le Docteur peut trouver dans aucune Révolution arrivée de memoire d'homme, quelque événement pour mettre en parallèle à celui-ci, il lui est permis d'en tirer tout l'avantage qu'il pourra.

De l'ancien Testament il nous faut accompagner le Doc. *Hidgen* dans le Nouveau, auquel il nous assure que son sentiment est conforme; „ comme il paroît, dit-il, dans la Résolution „ que le Sauveur donna du Cas qui lui fut pro- „ posé, savoir s'il étoit permis ou non de payer „ le Tribut à Cesar: Là-dessus il leur dit *apor- „ tez moi un Denier que je le voie*, & leur de- „ manda seulement *de qui est cette image & cette „ inscription*, c'est-à-dire qui est en possession du „ Gouvernement, & quand ils lui eurent répon- „ du

„ du *Cesar*, il prononça incontinent ce juge-
„ gement, rendez donc à *Cesar* les choses qui
„ appartiennent à *Cesar* &c. Mon esprit est ici
dans la confusion, & j'ai beau chercher les con-
séquences qu'on prétend tirer de ces paroles. Je
ne vois aucune apparence de réussir. Le Doc-
teur l'a-t-il enfin trouvé lui-même ? N'y-a-t-il
plus de doute que quiconque à le pouvoir de
battre Monnoie, est pleinement & légitimement
en possession, & qu'on doit le regarder comme
le subdélégué du tout-puissant ? Il s'ensuivra
donc que *Cromwell*, avoit droit à l'Allegéance
des Peuples d'*Angleterre*; car on ne sçauroit
nier qu'il ne pût montrer aux Royalistes de la
monnoie frappée à son coin, & leur proposer la
même Question que les Pharisiens firent au Sau-
veur. De qui est cette image & cette inscription ?
c'est une nécessité que le Docteur reconnoisse la
justesse de cette conséquence, à moins qu'il ne re-
jette l'autorité de *Grotius*, à qui il s'en est ra-
porté pour la véritable intelligence de cet en-
droit de l'Ecriture. En effet *Grotius*, dans le
même lieu cité par le Docteur, assure qu'il devoit
Allegéance seulement aux Etats de *Hollande* & de
Westfrise, & non pas aux Etats-Généraux;
„ Je n'ai fait serment, dit-il qu'aux Premiers
„ non aux autres, auxquels il n'y a que les gens
„ de Guerre qui prêtent serment d'Obéissance, &
„ la raison pourquoi il reconnoit sa sujettion aux
„ Etats de *Hollande* & de *Westfrise* est, si,
„ poursuit-il, quelcun de nos jours monstroît
„ notre Monnoie, & qu'on lui demandât, de qui
„ est cette image ? tout Homme, quel qu'il fût,
„ éclairé ou ignorant répondroit aussi-tôt; des
„ Etats de *Hollande*. Par le même raisonne-
ment,

ment, il paroît enfin, que notre Etat Républicain, qui fut il n'y à gueres, ni même *Cromwell*, ne peuvent-êtré taxés d'Usurpation. Mais pourquoi le Doct. est-il si en colere, lorsque ses Adversaires lui représentent que ses raisonnemens sont aussi favorables à ce Tiran qu'à aucun de ses Rois *de Facto*? N'a-t-il pas assez marqué l'extrême aversion qu'il avoit de ce qu'ils lui reprochent de defendre la Cause de *Cromwell*; qui est de toutes leurs objections celle dont il se sent le plus offensé? ne leur a-t-il pas repeté plusieurs fois que *Cromwell n'avoit point le Pouvoir suprême ni l'Autorité Souveraine en Angleterre*. Je le veux, mais est-il possible que le Doct. se soit si fort oublié? n'est-ce pas un Principe qui passe chez lui pour certain, que le pouvoir de Fabriquer Monnoie est une marque infailible de Souveraineté? que quiconque a ce pouvoir doit être obéi selon le commandement exprès de notre Seigneur? Et n'est-ce pas-là une bonne Preuve de l'Autorité de *Cromwell*? Il nous dit là-dessus que notre Constitution est aussi une chose sacrée, & pour cette raison il assure que *Cromwell ne pouvoit exercer légitimement aucune sorte d'autorité, parce qu'il n'avoit pas le Titre de Roi, auquel seul l'Office de Souverain, est par nos Loix attaché; de plus il n'avoit jamais été reconnu par les Etats*. Sur ce pié donc, il est évident, que notre Constitution nous enseigne une Doctrine & l'Evangile une autre. Comment donc peut-il être vrai qu'elles s'accordent ensemble dans l'obligation qu'elles imposent l'une & l'autre aux Sujets, d'obéir à ceux qui sont en possession du Gouvernement, comme le Doct. l'assure en termes exprès? pour conclure en peu de mots,

si le Pouvoir de battre Monoye est un témoignage suffisant, que la Personne qui est revêtuë de ce pouvoir & autorité par commissions Divine pour Gouverner, il s'ensuivra non-seulement, que le Gouvernement de *Cromwell* étoit légitime, mais même qu'on en peut dire autant de cent autres que nous avons eu en *Angleterre* du tems du Roi *Etienne*, * car nous sommes assurés par un bon Auteur, „ que dans ces tems. „ les Grands du Royaume construisirent en chascun „ que Comté quantité de Châteaux; qu'à lors „ tous les Seigneurs de ces Châteaux, devinrent „ comme autant de Rois ou plutôt de Tirans, „ Chacun desquels fabriquoit sa propre Monoye „ & administroit la Justice à ses propres Sujets.

Le Lecteur aura la bonté de m'excuser en cette occasion, si je le retiens un peu long-tems, au sujet de l'autorité de *Cromwell*, mais les particularitez que j'ai à ajouter meritent bien que j'en fasse mention, pour convaincre le Docteur qu'il lui sera presque impossible de prouver que *Cromwell* fût un Usurpateur. La première preuve dont il se sert pour le faire est celle-ci: *Cromwell* n'avoit point le Pouvoir suprême ni la souveraine Autorité d'*Angleterre*. Voilà une Proposition surprenante! comme s'il n'exerça pas une Autorité absolüe; comme si toutes les Nations étrangères ne lui firent pas la Cour avec crainte & en tremblant, & que les Peuples d'*Angleterre*, sans aucune Distinction ne jugerent pas qu'il étoit nécessaire de supporter sa Tyrannie avec patience & résignation. „ Il y avoit, dit le „ Chancelier *Finck*, tant de personnes comprises „ ses

* *Guilliel. Neobrigens. Rerum Angl. Lib. 1. c. 22.*

„ ses dans les desordres des douze années pré-
 „ cedentes, qu'à peine on pourroit trouver un
 „ Homme qui n'eût pas besoin de la Clemence
 „ du Roi. Et un autre Celebre Auteur, c'est
 „ le dernier Evêque de *Rocheſter*, nous aſſure,
 „ que toutes les Dependances de la Couronne aſſi-
 „ bien que le Clergé & la plus grande partie de
 „ la Grande & Petite Nobleſſe, & pour dire
 „ la verité, preſque toute la Nation, étoient
 „ alors à la diſpoſition de l'Uſurpateur.

Mr. *Hidgen* ſoutient en ſecond lieu, *Que le*
Gouvernement de Cromwell ne pouvoit pas être lé-
gitime, parcequ'il n'avoit pas le Titre de Roi, au-
quel ſeul l'exercice de l'Autorité Roiale eſt par nos
Loix atachée. Mais ce n'eſt encore là qu'une
 vaine imagination: En effet l'Histoire de notre
 Pais nous fournit pluſieurs exemples, qui mon-
 trent que l'Autorité Roiale a été quelquefois lé-
 gitimement exercée independamment du Titre
 de Roi, comme je l'ai ci-devant obſervé à l'oca-
 ſion de l'Impératrice *Mathilde*; & nous ſom-
 mes aſſurez que nos Loix ont conſéré le Titre de
 Roi, ſans le y avoir ataché le Pouvoir ſouverain:
 Ce fut ainſi que le Fils ainé d'*Henri II.* fut cou-
 ronné Roi d'*Angleterre* du vivant de ſon Pere, &
 qu'il reſta cependant dans la Condition de ſujet:
 „ *Robert* Comte d'*Oxford*, qui étoit aſſi Mar-
 „ quie de *Dublin* & Duc d'*Irlande*, fut crée Roi
 „ de cette Iſle, ſelon qu'il fut déterminé par *Ri-*
 „ *chard II.* qui ne doutoit pas pour cela, qu'il
 „ n'en fût à bon titre le poſſeſſeur, quoiqu'il ne
 „ ſe qualiſiât que de Seigneur de la dite Iſle:
 „ ce ſont les propres termes dont M. *Selden* s'eſt
 „ ſervi dans ſon * *Mare Clausum*, Le même

Am

Auteur assure que lors qu'*Henri VI.* eût fait *Henri Beaucham*, qui étoit Duc de *Warwick*, Roi des Isles de *Wight*, *Guernsey* & de *Jersey*, on ne revoqua jamais en doute qu'il n'eût conservé sur ces Isles une suprême Autorité.

La troisième Proposition du Doct. est que *Cromwell* n'avoit jamais été reconnu par les Etats du Royaume. Il est vrai; & s'ils l'avoient reconnu, il auroit alors été un Légitime Monarque; mais que résulte-il de là, sinon que c'est attribuer aux trois Etats le Pouvoir de déposer les Rois, comme je l'ai déjà prouvé suffisamment? Après l'aveu qu'on est obligé d'en faire le Doct. il peut tant qu'il voudra invektiver contre les Principes Républicains, il ne laisse pas d'être certain, qu'il a assujettis les Droits de nos Rois à la volonté du Peuple.

Que le Doct. ne s'offense pas, si je donne le Nom de Peuple aux Etats du Royaume. Car quelque haut que soient leurs Emplois, ils ne sont que les Représentans du Peuple; & après tout, le plus grand entre les Pairs n'est que le plus grand entre les Sujets. Cela étant, Je voudrois bien que le Doct. me fit voir en aucun endroit de notre Constitution, que les Sujets peuvent transporter leur Allégeance toutes les fois qu'ils le jugent à propos. Pour réduire cette matière à un point, je serois fort aise d'apprendre du Docteur, si le Parlement, qui déclara le Trône de *Richard II.* vacant, pour y placer *Henri IV.* étoit une assemblée de Sujets ou non. Il ne peut pas douter que le Pouvoir, qu'il attribue aux Etats du Royaume, ne dépende de la solution de cette difficulté; ce qui fait espérer qu'il y fera réflexion. Il faut avouer qu'il trouvera son Opinion

nion défenduë avec beaucoup d'artifice dans les favans ouvrages de *Buchanam*, *Milton*, & *Johnson*. Cependant je dois l'avertir, que c'est à la Chambre des Communes de 1642. que l'Honneur est justement dû d'avoir, pour la première fois, mis cette Doctrine dans son véritable jour, par les preuves qu'ils ont tirées de l'Acte fait la neuvième année d'*Henri VII.* Pour tâcher à l'établir; J'exposerai tout le Fait, comme je le trouve dans les Recueils de *Rusworth*, sur quoi le Doct. pourra speculer à loisir. Le Roi *Charles I.*, dans sa Réponse du 4. Mai 1642. à la Déclaration du Parlement, recommande à ses Fideles Sujets de lire soigneusement ce Statut d'*Henri VII.* afin de s'instruire des obligations où ils étoient à son égard dans les fâcheuses circonstances de ce tems-là. *Henri VIII.* par ce Statut requeroit de ses Sujets qu'ils le suivissent dans ses Armées; en quoi il faisoit en partie consister les devoirs de leur Allégeance; & *Charles I.*, fit en sorte que ce Statut fut réimprimé à part & dispersé par tout le Royaume. La Chambre des Communes se trouva alors engagée de prévenir les dangereuses Conséquences de cet Acte de Parlement. Là-dessus elle prit la Résolution de se justifier par leurs Remonstrances, & donna avis en particulier aux Amis du Parti d'observer, comme il falloit, la teneur de ce Statut pour servir de Règle à la Conduite qu'ils devoient tenir, conformément à l'explication qu'elles donnerent de cet Acte en la manière qui suit,

„ Afin que tout le Monde puisse mieux con-
 „ noître son Devoir dans des Sujets de cette na-
 „ ture; & sur quels solides fondemens ceux-là
 „ établissent leur conduite, qui la reglent selon
 „ l'or-

„ l'ordre prescrit par le Parlement ; nous sou-
 „ haittons , qu'on considère avec réflexion quel
 „ est le véritable sens & la principale raison de
 „ ce statut, fait la 11. année du Règne d'*Hen-*
 „ *ri VII.* & qui a été imprimé tout de son long
 „ à la fin du Message de Sa Majesté du 4. Mai.
 „ Ce Statut porte, que Personne, qui suivra
 „ le Roi, & qui le servira avec fidélité, ne pour-
 „ ra-êtré atteint de Trahison ni encourir aucu-
 „ ne sorte de Confiscation. A quelle intention ce
 „ Statut a-t'il été fait ? Est ce pour empêcher, que
 „ quelcun ne souffre les peines portées contre les
 „ Ennemis de l'Etat, pour avoir servi le Roi dans
 „ ses Armées, selon que le devoir de leur Allégean-
 „ ce les y engage ? Si s'en avoit été là tout le mo-
 „ tif, c'auroit été un Acte très inutile & ridicule.
 „ Etoit-ce dans le même dessein que se le sont
 „ imaginé ceux qui l'ont fait imprimer à la suite
 „ du Message de S. M. cet Acte dont ils croient
 „ que le sens est que ceux-là seroient sans cri-
 „ me aussi-bien que sans punition, qui sui-
 „ vroient le Roi, & le serviroient à faire la Guer-
 „ re pour quelque sujet que ce puisse-êtré ; soit
 „ pour ou contre le Royaume & les Loix ? Cè-
 „ la est impossible, parce qu'il est incompati-
 „ le avec l'obligation de leur Allégeance ; la-
 „ quelle, comme il est exprimé au commence-
 „ ment de cet Acte, consiste à servir le Roi a
 „ lors régnant, dans les Guerres qu'il fait, tant
 „ pour la defence de sa Personne que de son
 „ Pais. C'est pourquoi si c'est agir contre le
 „ Pais, que d'agir contre le Parlement, qui est
 „ un Corps qui représente le Royaume, se
 „ comporter de la manière sus-dite c'est, s'écarter
 „ du Devoir d'Allégeance, selon cet Acte

Tou. II. G „ même

„ même qui suppose qu'on peut très-bien s'en
 „ acquiter, quoi qu'on suive la Personne du Roi
 „ dans les Guerres qu'il entreprend. Autre-
 „ ment il auroit été inutile d'insérer à la fin du
 „ Statut cette Clause, pourvû que Personne
 „ n'en tire avantage pour se soustraire du devoir
 „ de son Allégeance. Par conséquent l'essentiel
 „ de ce statut est de servir le Roi tout le tems
 „ qu'il est revêtu de cette qualité; Condition,
 „ qu'on ne peut entendre d'un *Perkin Warbeck*,
 „ ou d'aucun autre qui se qualifiéroit Roi,
 „ mais de celui, qui, quelque Droit qu'il pût
 „ avoir de lui-même ou de la part de ses Ancê-
 „ tres, auroit été reçu & reconnu pour tel par
 „ le Royaume. Consentement du quel ne peut
 „ se manifester que le Parlement dont l'Acte
 „ est l'Acte, de tout le Royaume, à cause du
 „ suffrage des Pairs, en Personne ou des Com-
 „ munes d'*Angleterre*, par leurs députez. Dans
 „ ces vues *Henri VII.* considérant comme un
 „ Roi sage, qu'il pouvoit éprouver par le sort
 „ d'une Bataille, le même revers de Fortune
 „ qui étoit arrivé à son Prédécesseur *Richard*
 „ *III.*, voulut pourvoir tout d'un coup par un
 „ Acte comme celui-ci, à la satisfaction de ceux
 „ qui avoient porté les Armes au service de son
 „ Prédécesseur, de même qu'à la sûreté de ceux
 „ qui en feroient de même pour lui. Autrement
 „ ils auroient pû en être empêchez, par la crainte
 „ qu'un Duc d'*York* ne se déclarât son Rival,
 „ ainsi qu'il étoit arrivé à *Richard III.*, & qu'il
 „ n'eût l'avantage contre lui; C'est pour cela
 „ qu'il fit faire cet Acte par lequel Personne ne
 „ seroit réputé Ennemi de l'État, pour avoir
 „ porté les Armes au service du Roi d'alors.
 „ c'est-

„ c'est-à-dire, pour le Roi qui étoit actuelle-
 „ ment approuvé, & reçû par le Parlement au
 „ nom du Royaume. Pour cet effet on a pris soin,
 „ dans les Lignes qui précèdent le Statut, de faire
 „ entendre, qu'il n'étoit, ni selon la raison, ni se-
 „ lon la Conscience, d'avoir un autre sentiment,
 „ puisque les Hommes seroient réduits dans
 „ l'impossibilité de savoir leur devoir, si le Ju-
 „ gement de la Cour Souveraine ne leur servoît
 „ pas de Règle & de Guide. Et si ses décisions
 „ doivent être suivies, lorsqu'on doute qui est
 „ le Roi ? à plus forte raison le doit-on faire
 „ pour connoître ce qui peut rendre plus de
 „ service au Roi, aussi-bien qu'au Royaume.
 „ De sorte que ceux qui se guideront selon les
 „ Résolutions du Parlement, doivent être,
 „ quoiqu'il arrive, à couvert & en sûreté con-
 „ tre toutes sortes d'accusations, & de peines à
 „ la faveur de cet équitable Statut. C'étoit pour
 „ prouver la même chose que les Communes
 „ apportèrent tant de raisons contre le Roi, &
 „ qu'elles soutinrent cette explication de l'Acte
 „ d'*Henri VII.* dans leur Remontrance du 2. de
 „ Novembre 1642., conçûe en ces termes. „ Gra-
 „ ces à Dieu, la situation des affaires est au-
 „ jourd'hui bien différente de ce qu'elle étoit
 „ dans le tems que ce Statut, fut fait par *Hen-*
 „ *ri VII.* pour assurer ses Sujets contre le dan-
 „ ger continuel, auquel l'incertitude des affai-
 „ res de ce tems-là les exposoit, par rapport aux
 „ Droits que ceux d'*York* & de *Lancastre*, for-
 „ doient sur différens Titres ; d'où il arrivoit
 „ que les premiers avoient un tems le dessus, &
 „ les seconds un autre. Pour pourvoir à cela,
 „ il fut arrêté par cet Acte, que quiconque ser-

„ viroit le Roi alors régnant sous quelques Titres
 „ que ce pût-être , seroit censé exempt de tout Cri-
 „ me & de toute Punition. De manière que ce-
 „ lui que le Parlement avoit en ce tems-là reçu
 „ au nom du Royaume, devoit-être estimé, le
 „ Roi d'alors , & ceux qui avoient suivi son
 „ Parti , étoient à couvert de toutes sortes de
 „ poursuites, quoique peut-être il y eût quel-
 „ que autre qui lui fut opposé, dont le Droit
 „ étoit fondé sur un meilleur Titre; comme si
 „ par exemple il y eut eu un véritable Duc
 „ d'*York* en vie, il auroit pû opposer à *Henri*
 „ VII., un Titre meilleur que le sien : Nous
 „ disons donc, comme nous avons dit ci-devant
 „ que si c'est contre la Raison & la Conscience
 „ de faire souffrir des Personnes qui réglent leur
 „ conduite sur le Jugement de la Cour souve-
 „ raine, qui est un Corps représentant tout le
 „ Royaume, & si ce Statut donne au Parle-
 „ ment le pouvoir de juger, qui est le Roi,
 „ lorsqu'on en doute; à plus forte raison est-ce
 „ au Parlement à déterminer quel est le plus
 „ grand service qu'on puisse rendre au Roi,
 „ aussi-bien qu'au Royaume? Et ceux qui se
 „ réglent sur ce jugement, doivent être exempts
 „ de tous Crime, & de toutes Peine pour les
 „ mêmes raisons comprises dans cet Acte; dont
 „ nous convenons que la lecture peut causer be-
 „ aucoup de satisfaction aux Sujets de Sa Ma-
 „ jesté, parce qu'il est fondé sur un Principe qui
 „ les délivre de l'incertitude de leur Obéissance
 „ dans les cas les plus difficiles, & les plus im-
 „ portans qui puissent se rencontrer.

Les Remarques qu'on peut faire sur ces Ex-
 traits sautent aux yeux. La première est, qu'il
 n'y

n'ya rien de nouveau dans le tour qui a été donné après la Révolution, au Statut d'*Henri VII.* par un grand nombre de célèbres Ecrivains, & depuis peu par le Doct. *Higdex*; ils ont tous insisté sur la même explication, & l'ont publié comme une Loi, de la même manière qu'il l'avoit été par le Parlement qui prit les Armes contre le Roi. Je ne dirai pas qu'ils aient été les premiers qui ont expliqué ce Statut en faveur des Rois *de Facto*; car il semble que Milord *Bacon*, avoit autrefois déclaré son opinion sur ce Sujet. Mais je puis avancer hardiment que jamais personne n'avoit pris tant de peines pour en mettre aujour, & en établir le véritable sens avec autant de force & de solidité, que ces braves Défenseurs des Droits & des Libertés, du Peuple d'*Angleterre* ont fait.

La seconde remarque qu'il y a à faire est l'assurance avec laquelle les Communes déclarent comme un Point essentiel de notre Constitution, que „ Quiconque est établi & reconnu par le „ Parlement en qualité de Roi, doit, en vertu „ de cet Acte, être censé le Roi de ce tems-là „ quoi qu'on lui puisse peut-être opposer un Titre meilleur que le sien; ainsi, qu'il auroit pu „ arriver à *Henri VII.* dans le cas que le véritable Duc d'*York* eût été en vie: Et la raison qu'elles en donnent mérite d'être observée; „ C'est que la Raison ni la Conscience ne permet „ pas d'avoir un autre sentiment, puisqu'on seroit réduit dans l'impossibilité de connoître son „ devoir, si le Jugement de la Cour Souveraine ne suffisoit pas pour leur servir de Règle „ &c. Il n'en faut pas d'avantage pour voir évidemment, qu'il y a long-tems que tous ces

importans Points défendus par le Docteur, sur le pié de Loix, ont été avancez & soutenus avant lui par cette assemblée de savans, & de véritables Compatriôtes qui commencerent une Guerre civile contre le Roi *Charles I.* La véritable signification du Statut d'*Henri VII.* ne pouvoit pas échaper à la Pénétration d'un Corps si judicieux; & l'ayant trouvée, il prit soin de publier le sentiment qu'il en avoit, de la maniere que je viens de le transcrire fort fidèlement, pour que chacun en fassé son profit. Là nous avons vû le Principe du Doct. embrassé par les Représentans de la Nation. L'Allegéance y est déclarée en faveur des Rois *de Facto*, en conséquence de l'Acte d'*Henri VII.*, non pas à tous en général, mais seulement à ceux que le Parlement aura reçûs & acceptez, ou comme s'exprime le Doct., qui seront *reconnus par les Etats du Royaume.* Il faut pourtant avouer, que ce sentiment est Sujet à des difficultez, sur quoi il est à propos qu'il nous donne quelque éclaircissement; c'est pourquoi il me permettra de les lui proposer.

Il se peut objecter, que dans la Réponse que le Roi *Charles I.* dressa à la Rémontrance de la Chambre des Communes, où elle avoit exposé son sentiment sur l'acte d'*Henri VII.*, ce Prince en fit mention comme d'un sentiment nouveau & singulier, & dont on n'avoit jamais ci-devant entendu parler. „ On continuë, dit le „ Roi, à se donner la liberté de faire des Décla- „ rations, afin de fortifier nos Sujets dans de „ fausses idées, à l'égard de l'opinion, qu'on „ a eüe pendant près de 150. ans du Statut „ d'*Henri VII.*, Statut que nos Sujets ne sau- „ roient

„ roient lire qu'avec beaucoup de satisfaction :
„ Et on leur dit que le service dû au Roi Ré-
„ gnant, ne peut-être compris de *Perking War-*
„ *beck*, ni d'aucun autre qui se qualifiera de
„ Roi, mais de celui qui est accepté & reçu par
„ le Parlement au nom du Royaume, &c. Par
là on voit clairement, que le bon Roi, qui ne
faisoit rien sans l'avis & le consentement de son
Conseil, s'étonne de l'explication que les Com-
munes avoient données à ce Statut ; il ne la rapor-
te, que pour en exposer le mauvais tour & croit
que pour la refuter, il suffit de dire que l'opinion
qu'on avoit universellement eüe de ce Statut,
depuis qu'il avoit été fait, étoit tout à fait dif-
férente de la leur. Je m'imagine à présent, que
le Docteur ne doit pas être peu surpris, devoir
qu'un Prince si judicieux ait tellement ignoré
notre Constitution, que de traiter avec Mépris,
cette même opinion qui lui a coûté tant de pei-
nes, dans le dessein qu'il avoit de prouver,
qu'elle procure un très-grand honneur à la Na-
tion, qui a en cela donné une marque éclatante
de sa sagesse.

On peut de plus opposer contre le sentiment
de la Chambre des Communes le Témoinage,
qu'un très-habile Jurisconsulte rendit dans une
Cour de Justice, au Jugement qui se fit d'un des
Parricides. Il y en eut plusieurs qui alléguè-
rent pour leur défense le Statut d'*Henri VII.*
& singulièrement le Colonel *Martin* conçût une
si bonne opinion de la valeur de cet Acte, pris
selon l'explication que le Parlement ci-dessus
mentionné en avoit donné, qu'il fit entendre
ouvertement que le meilleur Droit, qu'eût

Charles second, étoit celui qu'il recevoit du Parlement. Le Solliciteur General M. *Finche*, depuis grand Chancelier fut si piqué de la Hardiesse de sa proposition, qu'il fit la Réponse suivante, " Mylord, ce Monfr. qui est le Prisonnier cité pour comparoître, c'est engagé dans un Discours dont je crains bien qu'il ne lui faille répondre devant le Parlement. Il a reconnu le Roi, mais il prétend que le meilleur droit qu'il ait, lui vient du Peuple qui le reconnoît, & que ce lui qui en est ainsi reconnu, a, quel qu'il puisse être, le meilleur Droit. Or ce sentiment est directement opposé à celui de M. *Hidgen*; car il est manifeste, que ce grand Homme fut extrêmement offensé de cette Proposition, *que le Droit, qui vient par voie de Parlement est le meilleur qu'un Roi d'Angleterre, puisse avoir.* C'est cependant ce que le Doct. *Hidgen*, soutient; puis qu'il assure, que la Reconnoissance des Etats du Roïaume suffit pour faire un légitime Roi, elle est donc suffisante pour exclure un Droit de Naissance, & par conséquent c'est le meilleur Titre qu'un Roi puisse avoir.

Je reviens maintenant à la preuve que M. *Hidgen* a tiré de la Réponse du Sauveur aux Pharisiens, sur la Monoie qui servoit à payer le Tribut. Je lui ai montré la pernicieuse conséquence de l'exposition que *Grotius* a fait de ce Passage, & j'ai à présent quelques difficultez à lui faire remarquer sur plusieurs Objections contre l'opinion de ce Savant Homme. Pour dire la vérité, lors qu'un Texte est susceptible de différentes interprétations, & que plusieurs ha-

biles

biles Commentateurs sont partagez entre eux pour en découvrir le véritable sens ; s'est avoir un peu trop de présomption , (liberté qui n'est pas même pardonnable au plus capable de tous) que de vouloir assujettir son Lecteur à ses propres Conjectures , avant de lui faire voir que les autres n'ont pas été heureux dans les leurs ; C'est la faute que *Grotius* a commise ; il s'attache à son propre sentiment dans l'explication du Passage en Question , sans se mettre en peine de refuter les différentes solutions qui ont paru plausibles au jugement des autres. J'en appelle même au Doct. *Hidgen* si cet habile Interprète , a , dans le sujet dont il s'agit , produit une seule preuve qui rende son exposition plus raisonnable que celles qu'on lit dans les autres Auteurs , qui suivent un sentiment contraire. Pour approfondir d'avantage ce Point il faut savoir.

Premièrement , que quelques-uns ont été d'Opinion , que notre Seigneur n'a pas enseigné dans cet Endroit que le Tribut dût être payé à *Cesar* ; c'est seulement , disent-ils , un Précepte en général de rendre à Dieu & à *Cesar* ce qui leur est dû , sans déterminer en particulier , en quoi consistoit leurs Droits. Il est vrai qu'on pourroit objecter , que le Sauveur alors auroit biaisé dans sa réponse , & qu'il n'auroit point du tout satisfait à la Question ; mais ceci ne leur fait point de peine ; car eu égard à l'intention frauduleuse , qui animoit les Juifs à lui faire une pareille demande , ils estiment que c'étoit un trait de grande prudence de leur faire une repartie qui fût plus propre à leur fermer la bouche qu'à éclaircir leur difficulté ; & c'est l'i-

dée qu'en a eu ; à ce qu'on dit , *M. Calvin*. Pour appuyer leur sentiment ils ajoutent , que si notre Sauveur avoit eu dessein de commander le payement du Tribut dû à César , dans la Réponse qu'il fit publiquement dans le Temple , en présence d'une grande multitude de Monde ; ses Ennemis n'auroient pas eu l'impudence , quelques jours après , de l'accuser devant *Pilate* qu'il renversoit l'ordre de la Nation en défendant de payer le Tribut à César. Car quoi qu'il n'y eût point d'infamie que leur malice ne leur suggerât pour le détruire ; cependant l'égard qu'ils devoient avoir à leur propre intérêt & à leur conservation , les auroit empêché de l'accuser d'une chose que tant de Témoins auroient rejeté comme une Calomnie manifeste.

Le sentiment de plusieurs autres , est que notre Sauveur répondit directement à la Question des Pharisiens , mais ils assurent qu'il ne s'entend pas qu'il enjoignit de rendre obéissance aux Puissances illégitimes , & qui n'ont qu'un Pouvoir usurpé ; car son Commandement ne s'étendoit pas plus loin que le payement du Tribut ; devoir , dont on peut s'aquiter envers des Voisins que l'Ambition & une humeur guerrière rend redoutables , mais à dessein de prévenir une Domination absolue plutôt que de reconnoître leur autorité Souveraine. Dans un pareil Cas , il n'importe que le Prince qui exige le Tribut y ait droit ou non ; parce qu'on est bien persuadé , que ceux qui le payent , considèrent seulement le pouvoir qu'il a de les opprimer sans pouvoir lui faire de résistance ; & que pour cette raison il leur est permis , pour leur propre conservation de composer , en offrant une Par-

tie ,

tie , à dessein de sauver le reste. Quant aux Juifs du tems que nous parlons , ils étoient véritablement un Peuple Conquis. Leur País avoit été réduit par *Auguste* , en Province de l'Empire Romain ; laquelle étoit entièrement à sa disposition. Mais il eut pour eux beaucoup d'indulgence. Non seulement il leur permit de se gouverner selon leurs propres Loix , mais encore il leur accorda des Privileges , dont on gratifie rarement une Nation vaincue. Pour retour de toutes ces faveurs , il se contentoit d'un Tribut annuel , à quoi ils avoient toutes les raisons du Monde de se soumettre. Ils devoient se ressouvenir , qu'ils avoient autrefois payé le Tribut aux *Egyptiens* , aux *Persiens* , & aux *Macedoniens* : quel scrupule donc auroient-ils pu avoir de s'aquiter de ce devoir à l'égard des Romains , qui le demandoient d'eux d'une manière si obligeante.

Une troisième raison , qu'on apporte pourquoi le Sauveur enjoignit de payer le Tribut à *Cesar* ; est , parce qu'il avoit un juste Droit sur l'obéissance des Juifs , en vertu de leur entière soumission aux Romains , & de l'abdication qu'ils leur avoient faite de leur propre Gouvernement. C'étoit l'Opinion de *M. Selden* * aussi-bien que du Doct. *Hammond*. Ils étoient persuadés que les Juifs avoient eu recours à la Protection de l'Empire Romain , & qu'ils s'étoient engagez eux mêmes à payer le Tribut , & à subir d'autres Droits , que des Etats subordonnez ont coutume de payer à leurs Souverains. Que pour cette raison , le Sauveur se fit montrer un Denier , afin que par la vue de l'image

* *De jure nat. Sec. Hebraeos.*

mage & de l'inscription ils pussent-être convaincus du peu de raison qu'ils avoient de prétendre à la Liberté, après en avoir fait une Renonciation si manifeste, dont la vuë du Denier étoit une marque certaine. En effet selon l'opinion des Interprètes, cette pièce de Monoye fournissoit des Témoignages indubitables de l'Autorité que les Romains avoient sur eux, & decidoit d'une maniere bien claire la Question qu'ils avoient faite. Voici donc trois expositions de la Réponse du Sauveur, bien différentes de celles de *Grotius*. Car il suppose que *Cesar* fût un Usurpateur, & que notre Seigneur reprit les Juifs de ce qu'ils ne se soumettoient pas à son Autorité, quoi qu'elle ne fût qu'une Usurpation & rien autre chose. Mais des deux explications que je viens de rapporter, il y en a deux qui n'ont nul rapport au Droit de l'Empire Romain, & la dernière lui en attribue un légitime & incontestable. Cela étant, si ces Opinions sont véritablement absurdes & insoutenables, ou qu'elles ne méritent pas d'être suivies préférablement à celle de *Grotius*, Je consens qu'elles soient rejetées comme elles méritent de l'être; mais pour tant nous leur devons cette justice de ne pas les condamner avant que de les avoir examinées.

D'un autre côté, il est très-certain que l'Opinion de *Grotius* renferme de grandes difficultez que je vais proposer. Il est clair par la réponse du Sauveur, qu'il n'exigeoit pas des Juifs qu'ils rendissent à *Cesar*, plus qu'ils ne devoient selon les Principes communs du Droit & de l'équité; il leur ordonne de donner à *Cesar* les choses qui apartenoient à *Cesar*; c'est comme s'il leur avoit

avoit dit, donnez lui ce qui lui est dû, ce qu'il peut légitimement prétendre, & ce que vous même confessiez lui appartenir conformément aux Principes & aux Régles d'équité, dont vous ne pouvez disconvenir. Son intention n'étoit pas de leur donner aucune Loi qui leur servissent à juger du Droit des Princes; mais il les renvoye ouvertement à celles qui étoient déjà en usage parmi eux. Quelle apparence donc de pouvoir expliquer la pensée de notre Seigneur, selon que *Grotius* se l'est imaginé. Ou trouverons-nous dans le nouveau Testament le moindre témoignage que Dieu ait obligé les Peuples à s'assujettir à des Usurpateurs? Ou peut-on donner quelques preuves qu'ils y fussent obligés par la Loi de Nature? Il est vrai, qu'on a fait de grands efforts pour entretenir le Monde dans cette erreur; & *M. Hidgen* a crû faire un grand coup de transcrire quelques-unes des raisons, dont on s'est déjà le plus servi à ce sujet; mais dont la fausseté est aisément découverte, comme on l'a fait voir d'une manière assez forte, pour en convaincre toutes Personnes raisonnables. Si le Sauveur avoit établi les Droits des Princes sur un fondement différent de celui qu'ils avoient auparavant, il se seroit clairement expliqué sur une matière d'une si grande importance; & les Saints Evangiles auroient rendu témoignage à cette Vérité en termes qu'on n'auroit pu contredire. Mais la présomption, qu'on a eue, de croire qu'on avoit fait cette découverte, a été jusqu'ici mal fondée; que si l'Evangile avoit introduit une pareille innovation; les Droits civils auroient par conséquent changé de nature; & il ne seroit pas vrai ce que le Doct. lui même

con-

confesse, *Que notre Seigneur n'a point fait d'altération en matière de Gouvernement, mais qu'il a laissé tous les Gouvernemens du Monde comme il les avoit trouvez*: Il paroît clairement que *Grotius* n'a pas bien pris le Fait, sur lequel il fonde son raisonnement. Il voudroit nous persuader que le Tribut étoit dû *Cesar*, parce qu'il étoit en possession de la *Judée*; & pour prouver cette possession, il allégué le pouvoir qu'il avoit d'y faire battre Monoye, comme si c'en étoit une marque indubitable. Mais il auroit dû considérer, que malgré les grands changemens qui arrivèrent dans le Gouvernement des Juifs, ils retinrent toujours le pouvoir de fabriquer leur propre Monoye; & qu'ils n'en furent jamais privés qu'à la destruction entière de leur Ville, sous *Vespasien*. Ce ne furent pas seulement les Juifs à qui cette faveur fut accordée, il n'y avoit presque point de Ville considérable qui ne jouit du même Privilege, comme ceux qui sont un peu versés dans cette sorte de connoissance peuvent en rendre témoignage. Une légère inspection sur les Medailles qui se trouvent dans le Cabinet des Curieux, apprendra que les Empereurs Romains, souffroient assez volontiers que leurs Sujets conquis fabricassent leur propre Monoye à leur fantaisie, quand particulièrement ils prenoient soin de l'embellir de leur Figure, & qu'ils n'oublioient pas de les flater, à l'occasion de quelque avantage extraordinaire, par des inscriptions à leur Honneur. De manière que, si on jugeoit de l'étendue du pouvoir & de la Domination des Romains, par le nombre des Lieux où leur Monoye étoit fabriquée, sous la conduite de leurs propres

Off.

Officiers, on devroit s'en former une très-petite idée. Outre que la Réponse du Sauveur, au lieu de prouver que le Tribut étoit dû à *Cesar*, serviroit au contraire à faire voir que les Juifs étoient un Peuple libre, qui n'étoit soumis à l'Obéissance d'aucun Souverain étranger.

Que si on objectoit, que la Monoye du Tribut, qui portoit l'image de *Cesar*, ne pouvoit-être Fabriquée par les Juifs, à qui il étoit, par leur Loi expressement défendu de s'employer à des Ouvrages de cette sorte; je répons avec M. *Selden*, * qu'il ne faut pas inférer de là, que les Romains fissent Fabriquer en *Judée* la Monoye qui servoit à payer leur Tribut; car les Juifs pouvoient se pourvoir assez de cet argent, pour ce Sujet, par le moyen du Change & du Commerce, aussi-bien que s'ils avoient eu une Monoye établie à *Jerusalem*, pour la Fabrique des espèces Romaines. Outre que chacun des Juifs, qui étoient dispersés dans tout l'Empire Romain, étant obligés par la Loi de payer tous les ans une Pièce d'Argent au Temple; la plus grande Partie de cet Argent étoit sans doute échangée en Monoye Romaine, dont il y en avoit une assez grande quantité pour le payement de leur Tribut, & peut-être que c'étoit en cela principalement, que consistoit l'Emploi des Changeurs de Monoye, que notre Seigneur chassa du Temple. †

En troisième lieu, *Gratins* n'a pas toujours été de ce sentiment. Il y paroît véritablement fort attaché dans ces Annotations sur les Evangeliques, mais dans son fameux Livre *Jure de Belli &*

Pacis

* De *Jure Nat. juxta Haebreos.*

† *Mat.* 21. 12.

Pacis, au même endroit cité par M. *Hidgen*, il prétend seulement que la Possession transporte un Droit dans les Cas qui sont douteux & en dispute ; & pour le prouver il insiste sur la Réponse du Sauveur. C'est en effet un point qui ne sera jamais contesté par une Personne raisonnable ; puiſque c'est une Maxime universellement reçue, que *in rebus dubiis melior est conditio possidentis*. Mais pour savoir la dernière résolution finale de ce grand Homme, à l'égard de plusieurs sentimens, il faut particulièrement consulter ses remarques sur le vieux Testament, où il désapprouvait manifestement cette Opinion, que le Droit est inséparable de la Possession, dont il fait voir le Contraire sur ces Paroles de *Jérémie*. Quant aux Enfans de *Hammon*, ainsi a dit l'Eternel, *Israël n'a-t-il point d'Enfans, ou n'a-t-il point d'Héritier ? Pourquoi donc Malcam a-t-il Hérité Gad ? & pourquoi son Peuple demeure-t-il en ses Villes ?* Là-dessus, *Grotius* remarque que c'est une décision manifeste en faveur du Droit Hérititaire contre la Possession. „ C'est une „ Opinion commune, dit-il, que quiconques „ rend maître d'un Pais par la force des Armes, „ en devient, selon le Droit des Gens, le Seigneur „ & le Propriétaire ; Cependant nous aprenons „ par ces Paroles de *Jérémie*, que si la Guerre „ est injuste, ni le Conquérant, ni ceux qui „ agissent sous lui ne sont pas justifiés devant „ Dieu. Que peuvent demander d'avantage les Adversaires du Docteur, que cette déclaration de *Grotius* ; n'est-il pas évident par là que la Possession ne peut pas former un Droit au préjudice d'un autre qui étoit Antérieur. Tout le dessein de leur Dispute se termine à cette unique vérité. En

En quatrième lieu , cette Opinion , qu'une Personne est le légitime Possesseur de tous les Lieux, où il a le pouvoir de battre Monoye, auroit été d'une conséquence si fatale à l'Empire Romain que si ç'avoit été un point de Doctrine parmi les Chrétiens, cela seul auroit suffi pour les faire traiter avec la dernière rigueur : Parce qu'on les auroit regardez comme les Ennemis de *Cesar*, & des Gens capables d'exciter de grandes séditions. En effet si l'on considère la multitude des Monoyes établies par tout l'Empire, il étoit presque impossible, que quelque Rebelles manquât à se rendre Maître d'une Ville où il y en eût eu une ; après quoi il n'auroit plus eu rien à faire, pour en devenir le légitime Propriétaire, que de marquer son Image sur les espèces de sa Fabrique. Cependant entre tous les crimes, dont on accusa autre-fois les Chrétiens, & que leurs Apologistes ont eu soin de réfuter, nous ne trouvons rien touchant cet Article. Bien au contraire, *Tertulien* nous assure, à la grande confusion de ceux qui avancent ces maximes, que les Chrétiens avoient en horreur une telle Doctrine : C'est dans sa Rémontrance à *Scapula*, Gouverneur Romain, où il lui représente, que pour preuve de la Fidélité des Chrétiens on ne pouvoit accuser ses Freres d'être *Albiniens*, *Nigriens*, ou *Cassiens* ; voulant dire qu'ils n'avoient point pris le parti de *Clodius Albinus*, de *Pescennius Niger*, ni d'*Avidius Cassius* ; dont les deux premiers étoient Gouverneurs de plusieurs grandes Provinces, & avoient sur pied des Armées nombreuses, qui étoient à leur commandement, & qui les élurent Empereurs. De tous les trois il n'y en eut pas un, qui ne fit battre Monoye

marquée à son Image, & avec l'Inscription de *Imperatores & Augusti*, comme on le peut voir dans *Mediobarbus* & autres Auteurs qui traitent des Medailles. Ne paroît-il donc pas évidemment, que les Chrétiens de ces tems-là n'avoient pas appris que, l'Allegiance fût due à ceux qui se trouvoient en Possession, & qui pouvoient montrer leur Image sur leur Monbye; S'ils avoient ainsi intreprété la volonté & le Commandement de notre Sauveur, ils n'auroient pas pû être si stupides que de se glorifier de n'avoir pas reconnu l'Autorité de *Besennius* & d'*Albinus*, qui étoient autant en possession de deux grandes parties de l'Empire, que *Septimius Severus* l'étoit du reste. Mais après que le Sénat se fut déclaré en faveur du dernier, & qu'il eût signifié aux autres de lui obéir comme à leur Empereur, ils ne pouvoient plus être regardez selon les Constitutions de l'Empire, que sous le Titre d'Usurpateur & de Rebelles, au jugement même de *Grotius* qui les appelle * ainsi. C'est le même sentiment qu'on doit avoir de plusieurs autres Généraux & Gouverneurs de Provinces, lesquels secoururent le joug de l'Obéissance. *Cassius* & *Allectus*, qui furent successivement les Maîtres de notre Ile, furent proclamez Empereurs par leurs Armées, & prirent le Titre de *Augusti*; dont on voit l'inscription dans les Pièces de Monoye, qu'on trouve assez fréquemment, dans ce Royaume, en fouillant la terre: Mais, selon les Loix de l'Empire Romain, ils en étoient regardez les Ennemis, & tous les honnêtes Gens n'en avoient point d'autre sentiment. Il s'agit à présent de savoir quelle fut la

Con-

* *Grotius de jure Belli & Pacis l. 2. c. 9. sect. 11.*

Conduite des Chrétiens, sous ces prétendus Empereurs. Par les Loix du Sauveur, le Docteur assure qu'ils devoient obéir à *Carausius & Allénius*, parce que tous les deux étoient en possession de la *Bretagne*, & qu'ils pouvoient montrer de la Monoye marquée de leur Image, & de leur Inscription; ce qui étoit une marque suffisante de leur Droit: En vertu toutes-fois de la Constitution du Gouvernement Romain, ils n'étoient que des Rebelles, & tous ceux qui leur prêtoient assistance, étoient complices du même crime; sur le pié que le Docteur raisonne, il faisoit que les Chrétiens de cet âge fussent les plus misérables de tous les Hommes du monde. Les Loix de leur Sauveur leur imposoit un Commandement, & celles de l'Empire un autre. Quel expedient le Doct. pourra-t-il imaginer pour nous tirer de cet embarras. Où nous devons nous Gouverner selon les Loix de Jesus-Christ, ou bien nous sommes obligez d'obéir aux Constitutions du Païs où nous vivons. Si le premier sentiment est véritable, il semble donc que nous soions obligez de nous soumettre, & de jurer Allegiance à quiconque qui peut montrer son Image sur sa Monoye; mais alors il s'ensuivra, qu'il n'y a pû avoir aucun Usurpateur pendant tout le tems que l'Empire Romain a subsisté; de plus il sera faux, que notre Seigneur n'ait pas eu intention d'apporter du changement dans les Gouvernemens du Monde, qui est une Vérité dont le Doct. fait grand cas; & enfin il faudra confesser à la honte éternelle de ceux qui ont embrassé son Evangile, qu'il se trouve une de ses Loix, dont il n'y a pas une seule Nation Chrétienne qui fasse la moindre estime.

Que s'il nous faut régler selon la Constitution de notre País, & que le dessein du Sauveur n'ait jamais été d'en détruire l'obligation; Pour quelle raison donc auroit-il donné à ses Disciples une Loi, qu'il savoit ne pouvoir être jamais observée? & à quelle fin le Doct. insiste-t-il dessus; puis qu'elle est contre l'usage de ce Royaume, aussi-bien que de l'Empire Romain? Car les Procédures qui ont été faites contre les Régicides & les Adhérens de *Cromwell*, sont des preuves certaines qu'on n'a jamais crû, que la Doctrine de notre Seigneur dût être reçûe en *Angleterre*, & les raisons que j'ai rapportées ci-dessus montrent assez qu'on y a eu aussi peu d'égard par tout ailleurs. Mais pour mettre cette matière hors de doute par rapport à l'Empire Romain, je ferai part au Lecteur d'un trait d'Histoire qui regarde le Tiran *Maxime*, & * cela de la manière qu'il a été d'écrit par un Auteur fort savant & fort judicieux en ces propres Termes.

„ *Maxime*, après le meurtre qu'il commit
 „ en la Personne de *Gratien*, fut en pline Posses-
 „ sion de l'Empire d'Occident; Car *Valentinien*,
 „ quitta l'*Italie*, pour s'enfuir en *Thesalonique*,
 „ avec sa Mere, & *Probus* le *Præfectus Prætorii*;
 „ de sorte que *Maxime*, avoit tout l'Occident
 „ en son pouvoir. Dans le même tems St. *Ambroise*, étoit per secuté par l'Imperatrice *Justine*,
 „ qui étoit Arienne; & ce fut sous prétexte de
 „ favoriser cet Evêque que *Maxime*, fit la
 „ Guerre à son Fils *Valentinien*: Cependant
 „ personne ne s'opposa plus au procédé de
 „ *Maxime*, que St. *Ambroise*. Dans les Ne-

„ 60-

* Le Doct. *Sherlock*.

„ gociations où il entra deux fois avec lui , il
„ maintint toujours la Cause de *Valentinien*,
„ avec toute la Liberté, & le Courage qui con-
„ venoient à un Evêque Chrétien. Je sai qu'on
„ prétend que tous les Evêques d'Occident, à
„ la reserve du Grand St. *Martin*, qui a été
„ appelé l'Apôtre de la *France*, s'attachèrent à
„ *Maxime*, & qu'ils suivirent sa Cour avec au-
„ tant, pour ne pas dire plus, d'affiduité qu'ils
„ ne firent à l'égard d'aucun Prince de ce Siè-
„ cle. Mais il faut prendre garde que ces Evê-
„ ques en ont été fort blâmés par *Sulpicius Se-*
„ *verus*. Il dit, qu'ils se rendirent méprisa-
„ bles par leur bassesse & leur flatterie servile;
„ & il donne un tel Caractère d'un certain
„ *Jthacius*, un des principaux d'entre eux,
„ que je souhaite qu'aucun autre Evêque, n'en
„ puisse jamais mériter un semblable. Pour St.
„ *Martin*, son Esprit étoit bien différent. Il
„ refusa souvent l'Honneur qu'il lui fit de l'in-
„ viter à sa Table; parce qu'il avoit ôté la vie
„ à un Empereur, & le Royaume à un autre;
„ jusques à ce qu'enfin, sur les excuses qu'il lui
„ fit d'avoir été forcé par les Soldats de se Char-
„ ger de l'Empire, lui insinuant aussi qu'il y
„ avoit eu quelque chose en cela qui paroissoit
„ de surnaturel, il consentit de manger à ta-
„ ble avec lui. En toutes les occasions qui se
„ presenterent, il l'empêcha autant qu'il pût de
„ faire rien de criminel & d'empiéter sur les Pri-
„ vileges de l'Eglise; laquelle ne reconnoissoit
„ pas son Autorité; car comme *Sulpicius Seve-*
„ *rus* nous apprend il lui demandoit les choses
„ de manière, qu'il s'embloit qu'il dût les lui
„ accorder plutôt par obligation que par faveur.

„ Après tout , le même Auteur nous représente
 „ *Maxime* , comme s'il ne lui avoit rien man-
 „ qué que le Droit pour en faire un excellent
 „ Empereur , & l'intention de St. *Martin* , étoit
 „ d'en tirer le plus d'avantage qu'il pouroit pour
 „ le bien de l'Eglise. *Maxime* & *Eugene* , étant
 „ morts , St. *Ambroise* , en eût ce sentiment ,
 „ qu'ils étoient tous deux en Enfer , & que
 „ leur état pitoiable serroit d'exemple , pour voir
 „ quel malheur c'est à des Sujets de prendre les
 „ Armes contre leur Prince ; sur lequel Sujet
 „ il raporte ces paroles , *J'ai vu le méchant élevé*
 „ *& exalté par dessus les Cedres du Liban ; J'ai*
 „ *passé auprès , & voici que je ne l'ai plus vu ;*
 „ *car le juste* , sçavoir Theodose & Gratien , ont
 „ *passé de l'obscurité de ce Monde à la Lumière*
 „ *éternelle ; & le méchant n'étoit plus parce qu'il*
 „ *avoit cessé d'être injuste*. Ce raisonnement sup-
 „ pose que *Maxime* & *Eugene* , furent autant
 „ criminels dans la conservation , que dans l'a-
 „ quisition de leurs injustes Possessions , & qu'ils
 „ n'ont cessé d'être injustes qu'après qu'ils ont
 „ été morts , & qu'ils n'étoient plus en ce mon-
 „ de. C'auroit été beaucoup manquer de Cha-
 „ rité , que d'avoir dit qu'ils étoient tous deux
 „ certainement damnez à cause de leur Rebellion ,
 „ qui étoit arrivée plusieurs années avant leur
 „ mort , si dans la suite ils fussent devenus Em-
 „ pereurs légitimes , & eussent ainsi eu assez de
 „ tems pour se repentir ; Mais St. *Ambroise* ,
 „ présuppose qu'ils sont morts , comme ils
 „ avoient vécu , dans l'Usurpation , & que par
 „ conséquent ils devoient après leur mort souf-
 „ frir dans les Enfers comme des Usurpateurs *

„ &

„ & des Rebelles. Dans la Description que
 „ *Gildas* fait aussi de *Maxime*, il ne le Traite
 „ pas autrement que d'Usurpateur, depuis le
 „ commencement jusques à la fin de son Gou-
 „ vernement; voici le jugement qu'il en fait,
 „ *il s'avança par des voies illégitimes, sans aucun*
 „ *Droit & en la manière des Tirans: Il s'affer-*
 „ *mit à la faveur du Mensonge & du Parjure;*
 „ *& continua dans son Usurpation par le meurtre de*
 „ *Gratien, aussi-bien que par le bannissement de*
 „ *Valentinien, & il persévéra jusques à la mort*
 „ *dans son injustice.* Il est vrai que *Zozime* assu-
 „ re que *Theodose* avoit consenti que *Maxime*,
 „ fût reconnu Empereur; & commandé qu'on
 „ lui érigeât des Statuës, afin que sous cette
 „ apparence d'amitié il pût le perdre plus aisé-
 „ ment; mais il avance ceci contre le témoi-
 „ gnage de tous les autres Historiens, & sa cou-
 „ tume est de n'omettre aucune occasion de dif-
 „ famer les Empereurs Chrétiens, & singulié-
 „ rement *Theodose*. Outre sa haine contre le
 „ Christianisme, qu'il a fait éclater, à l'imita-
 „ tion d'*Eanepins*, dans son Histoire, qu'on
 „ dit n'être qu'un abrégé de celui-ci, il s'écartere encore du sentiment de tous les autres, en
 „ d'autres circonstances qui ont du rapport à cette
 „ même Histoire.

„ Mais ce qui merite le plus d'être observé, est
 „ que *Theodose* déclara toutes les Loix & les
 „ Edits de *Maxime* n'être d'aucune valeur ni
 „ autorité; en quoi il ne fit rien que ce que les
 „ Empereurs Chrétiens avoient coutume de
 „ pratiquer en semblables occasions. D'où il
 „ résulte que les Chrétiens n'estimoient pas,
 „ que les Tirans, & les Usurpateurs reçussent

„ de Dieu aucun pouvoir. Autrement tous
 „ leurs Statuts qui auroient été justes & légi-
 „ times, auroient dû être censez valides, ayant
 „ été faits par des Personnes revêtues d'une au-
 „ torité divine pour établir des Loix, & admi-
 „ nistrer la Justice, de cette manière ç'auroit
 „ été un Péché, que de les déclarer nuls *ab ini-*
 „ *tio*, & d'empêcher qu'ils n'eussent lieu. Car
 „ si Dieu les avoit autorisez d'agir en qualité
 „ d'Empereurs contre les Loix établies & les
 „ Constitutions de l'Empire, il leur auroit
 „ donné le pouvoir de publier des Edits & des
 „ Decrêts, qui auroient autant obligé en con-
 „ science, que ceux des Empereurs légitimes.
 „ Que s'ils avoient été défectueux en quelque
 „ formalitez de la Loi, il auroit suffi que les
 „ légitimes Empereurs y eussent suppléé; sans
 „ qu'il eût falu déclarer que tous leurs Ac-
 „ tes étoient invalides, & qu'ils n'avoient ja-
 „ mais été d'aucune autorité ni obligation. St.
 „ *Ambroise*, n'étoit pas un Evêque, capa-
 „ ble d'une si grande lâcheté, que de voir
 „ de sang froid l'autorité de Dieu, ainsi mépri-
 „ sée en la Personne de ceux qu'il a comme établis
 „ ses Lieutenans en terre; mais *Théodose* l'au-
 „ roit trouvé, de la fermeté qu'il l'avoit éprou-
 „ vé, en quelques autres occasions, si cette Doc-
 „ trine avoit été celle de l'Eglise. On voit par
 „ le recit exact de ce digne Auteur, que les
 „ Chrétiens n'ont considéré *Maxime*, que comme
 „ un Usurpateur, malgré l'étendue de son Gouver-
 „ nement, & la grandeur de sa Puissance: Il passe
 „ à *Eugene*, dont il prouve qu'ils n'avoient pas
 „ une meilleure Opinion, quoique son Pouvoir,
 „ fût de beaucoup supérieur à celui de *Theodose*.

C'est

C'est avec toute la soumission imaginable que je propose ici , si la Réponse que le Sauveur fit aux Pharisiens ne seroit pas plus intelligible , &c la force de son raisonnement mieux conçue , en disant que le Denier qu'il se fit montrer étoit de la propre Fabrique des Juifs ? car alors nous aurions lieu de croire qu'il raisonna avec eux de la manière qui suit , *Pretendez-vous révoquer en doute , qu'il vous soit permis de payer le Tribut à Cesar , vous même qui avez pour ce Sujet marqué son Image sur votre Monoye , selon la Coutume des Païs conquis ? Vous , qui avez fait scrupule de donner ce témoignage de votre respect au meilleur de vos Princes , & cependant qui à présent êtes par votre lâcheté réduits à une plus vile soumission , qu'aucuns autres des Sujets Romains aient jusques ici soufferte. Considérez votre propre ouvrage , Votre propre Monoye porte témoignage contre vous , & décide la Question que vous proposez ; car d'où vient que l'Image de Cesar , paroît sur votre Monoye , si vous ne l'avez pas reconnu pour votre Souverain ? & s'il est votre Souverain , pourquoi faites-vous scrupule de lui payer le Tribut. Rendez donc à Cesar , les choses qui apartiennent à Cesar. Pour favoriser cette conjecture j'ai déjà rapporté l'opinion de très-habiles Gens qui n'ont pas fait difficulté d'avouer , que les Romains avoient accordé aux Juifs de battre leur propre Monoye ; mais ils faut dire aussi , qu'ils sont fort prévenus qu'il étoit contraire à leur Loi , d'y représenter aucune Figure humaine ; ce qui les porte à croire qu'il falloit nécessairement que les Romains Fabriquassent eux-mêmes la Monoye qui étoit destinée pour le Tribut. Avec tout le respect dû à ceux qui en jugeront mieux*

je ne vois point de raison évidente pour soutenir ce sentiment.

En effet si leur Loi, qui défend de faire aucune Image gravée, ni ressemblance d'aucune chose qui soit là haut aux Cieux ou ici bas en la Terre, ni aux eaux sous la Terre, si cette, Loi, dis-je, doit être entendue absolument, & sans aucune limitation; il faudroit donc que la Verge d'Aaron, le Pot de Manne, ou d'encens qu'on trouve sur leurs ficles fussent des Images défendues. Que s'ils ont pû se dispenser eux-mêmes de ce point de Loi, pourquoi ne se seroient-ils pas attribué la même liberté à l'égard de l'Image de *Cesar* sur leur Monoye? De plus, si nous considérons la fin pour laquelle il étoit défendu aux Juifs de faire aucune Image gravée, il s'ensuivra, qu'il leur étoit aussi peu permis de se faire faire par les autres des Images, ou de les garder après qu'elles avoient été faites. Car pourquoi leur avoit-on fait la défense de faire aucune Image gravée, sinon pour empêcher qu'ils ne les adorassent comme faisoient les Païens? Or peut-on nier qu'il ne fût d'une conséquence aussi dangereuse, de leur permettre d'avoir & de retenir dans leurs maisons, celles qui étoient de la façon des Etrangers? Joignez à cela que Dieu avoit aussi étroitement défendu de garder des Images, que de les faire. Les Commandemens sont manifestes, que dans toutes les Conquêtes qu'ils feroient sur les Payens, ils devoient brûler tous leurs * Tableaux, & d'étruire toutes leurs Images gravées. Que dirons-nous donc au Sujet de la Monoye du Tribut, marquée à l'Image de *Cesar*, & qui cependant avoit autant de cours,

&c

Exod. 34. 13. *Num.* 33. 52. *Deut.* 7. 5.

& étoit aussi en usage parmi les Juifs, que leurs Propres sicles ? n'est-il pas clair qu'ils la portoient par tout avec eux sans aucun scrupule ? Et pourquoi leur auroit-il été plus défendu de faire usage des mêmes Especes qu'ils auroient eux-mêmes Monoyées ?

D'ailleurs ce qui nous doit confirmer dans notre Opinion, c'est le témoignage des Docteurs Juifs, au Sujet même des Statuës, qui souffrent plus de difficulté que de simples Têtes représentées de Profil sur du Metal : ils conviennent tous, qu'il étoit permis d'en avoir dans les Maisons, pourvu qu'on ne les gardât que comme des Meubles & des Ornemens, sans que la Religion y eût part. Pour cette raison, nous avons un Auteur, fort versé dans la connoissance des Coutumes Judaïques, qui justifie la marque d'une Image sur leur Monoye. Il nous apprend que les Rabins, qui défendoient l'usage des Statuës entieres, souffroient cependant qu'on représentât en sculpture une Tête ou un Visage.

Il paroît néanmoins que *Joséph* a été d'un avis contraire, comme si la Loi de Dieu eût défendu toutes sortes d'Images sans distinction, & qu'il ne fût pas permis à un Juif d'en avoir en son propre ou en sa possession. Mais *M. Selden* * a observé que *Joséph* diffère en cela, aussi-bien qu'en d'autres occasions, des *Talmudistes*, & que par conséquent son Autorité n'est pas fort grande parmi les Juifs. De plus, si on considère, comme il faut, les endroits de son Histoire, qu'on fait servir sur le sujet en dispute, on trouvera qu'ils prouvent seulement qu'on interdisoit du Gouvernement des Juifs, les Images qui ten-

doient

* *De jure Nat. & Gent. l. 2. c. 3.*

doient principalement à un Usage idolâtre , ou qui étoient faites & érigées au deshonneur du Dieu d'*Israël*. C'est dequoi nous avons un exemple en cet † Auteur, qui rapporte que lorsque *Pilate* fit marcher à *Jerusalem* des Soldats Romains, avec leurs Enseignes, où le Buste de *Cesar* étoit en Broderie, les Juifs en tumulte se recrierent contre un tel procédé, qui alloit à la subversion de leurs Loix, & il ne pût les calmer qu'après avoir retiré hors de leur vuë ce Spectacle scandaleux. La raison en étoit bien claire. Les Romains rendoient un Culte Religieux à leurs Drapeaux. Le premier Etandart de leurs Legions étoit terminé par le haut d'un Aigle, renfermé dans une petite Chasse, & il étoit sans doute regardé avec plus de vénération par ces Idolâtres, lorsque l'Image de leurs Empereurs y paroissoit avec plus d'éclat. De sorte que quand nous assûrerions, que la seule représentation des Têtes de leurs Empereurs, sans avoir égard aux Honneurs Divins, qui leur pouvoient être rendus, caufoit la même aversion dans les Juifs, il nous sera encore impossible de donner une raison pourquoi celles qui paroissent sur la Monnoie Romaine, ne leur en donnoit aucune. Le même Historien nous informe aussi qu'*Hérode* érigea une Aigle d'Or, vis-à-vis la grande Porte du Temple ; ce que les Juifs regarderent comme un affront à leur loix, & ne furent point satisfaits qu'ils ne l'eussent mis par Terre, mais ceci ne sert pareillement qu'à montrer qu'ils croyoient que leur Temple étoit profané par le voisinage d'une semblable figure, & ne prouve nullement qu'il fût défendu, d'avoir en sa Possession

session des Pièces de Sculpture, quand elles n'étoient que pour la garniture & l'embellissement des Maisons particulières. J'ajouterai seulement, que, si ç'avoit été un si grand crime en un Juif, de marquer sa Monoye de son image; *Agrippa le grand*, qui nous est représenté par *Philon & Joseph*, comme un zélé Observateur des Loix de sa Religion, n'auroit pas voulu le faire; ou bien *Joseph* qui est fort exact à remarquer toutes les fausses démarches des Princes Juifs, n'auroit pas manqué de le censurer dans ses Ecrits. La Conclusion que je prétens tirer de ces Observations est, que la Conjecture que j'ai proposée à en soi, quelque apparence de probabilité; mais rien ne peut mieux l'appuyer, que la comparaison qu'on en peut faire, avec celle de ceux qui soutiennent que les Romains fabriquoient eux-mêmes la Monoye du Tribut; Voyons si leur conjecture est meilleure que la notre.

Selon le dernier sentiment, *Jesus Christ* auroit ainsi raisonné, *Cesar fait battre actuellement Monoye en Judée, il est donc en Possession du Pays, & par conséquent il en est le légitime Gouverneur.* Ces Propositions se suivent dans leur ordre Naturel, & exposent tout de suite le Raisonnement du Sauveur. Mais si c'est ici le véritable état de la Question, il s'ensuivra que le Fils de Dieu employa beaucoup d'art & de finesse, pour prouver ce qui n'étoit point en dispute; car il demande qu'on lui fasse voir un Denier, & s'informe de qui en étoit l'Image & l'Inscription, dans le seul dessein de prouver que *Cesar* étoit en possession de la *Juée*, dont personne du Pais ne pouvoit avoir aucun doute. On confesse dans la 2. Proposition que la demande des
Pha-

Pharisiens regardoit le Droit des Gouverneurs du Païs , pour savoir , s'ils avoient l'autorité d'exiger l'Obéissance en qualité de légitimes Souverains. A l'égard de cela, on ne peut pas dire, selon *Grotius* , & ceux qui le suivent , que la Réponse du Sauveur fût suffisante ; car vouloir assurer, qu'il inferât le Droit de *Cesar* de ce qu'il étoit en Possession ; c'est faire croire au monde, qu'il soutenoit des Conséquences mal tirées, & qu'il introduisoit une nouvelle Logique, aussi-bien qu'une nouvelle Loi. On s'appuye d'une autre conjecture, secondée par de très excellens Auteurs, qui est que l'Inscription marquée sur la Monoye du Tribut étoit, selon toutes les apparences, *Judaea Capta* , & qu'ainsi puisque les Juifs payoient leurs Taxes en pareille Monoye , ils reconnoissoient en effet qu'ils étoient un Peuple conquis , & par conséquent obligé de se soumettre à la volonté des Victorieux , autant qu'il étoit nécessaire , tant pour la conservation de leur vie que pour le reste de leurs Libertez ; car on ne pouvoit reconnoître la Conquête des Romains , quelque injuste qu'elle pût être , qu'on ne crût en même tems qu'il étoit permis de leur payer le Tribut, qui étoit le Point sur lequel les Pharisiens faisoient les Scrupuleux. Mais par malheur cette Opinion n'a point de fondement pour la soutenir. De l'aveu de tous les habiles Gens, on n'a point vû de telle Monoye avec l'Inscription de *Judaea Capta* , que jusqu'au tems de *Vespasien*.

Il est vrai qu'*Occo* , * fait mention d'une Pièce du tems d'Auguste, qui portoit cette Inscription, qu'il croit avoir été une Monoye au Su-

jet

* *Numism.* p. 52.

jet de la prise de *Jerusalem* par *Sofius* : Mais il est important de remarquer, qu'il ne l'a jamais vûë ; En effet il ne nous marque point, de quel Métal étoit cette Pièce ; circonstance qu'il ne manque jamais de rapporter, quand il parle des Medailles qu'il a vuës, ou dont il est bien informé. M. *Selden*, confesse qu'il n'a jamais entendu parler de telles espèces ; & il n'y a pas un seul Antiquaire qui depuis lui aient pû faire une si curieuse découverte. De plus, le moyen de s'imaginer qu'*Auguste* eût fait fabriquer de pareilles Pièces, ou qu'on eût prétendu lui en faire un Honneur ; puisque ce ne fut point lui ni aucun de ses Généraux qui prirent *Jerusalem*. Je n'ignore pas que du tems du Triumvirat, les parties Orientales de l'Empire Romain échûtrent en partage à M. *Antoine* ; lequel donna ordre à *Sofius*, un de ses Lieutenans, de mettre le Siège devant *Jerusalem*, dont il se rendit bien-tôt Maître ; après quoi il plaça *Herode* sur le Trône : Mais toute la Gloire de cette Action est entièrement due à M. *Antoine*, aussi bien qu'à *Sofius*, sans qu'*Auguste* y eût aucune part. Il n'y a donc nulle apparence de croire qu'il eût été capable de s'attribuer l'honneur d'une Victoire, qui ne lui appartenoit par aucun endroit.

Je me joins au Docteur *Hidgen* ; qui est résolu de contester à ses Adversaires tout ce qu'ils soutiennent ; dans cet Esprit, il revôque en doute l'Autorité des *Cesars*, & en particulier celle de *Tibère*. Il ne veut pas avouer qu'il eut droit de Gouverner les Romains non plus que les Juifs. „ Quand nous acorderions, dit-il, que la *Lex Régia* est véritable, laquelle a été niée, dans un Traité de *Filione Legis Regia*, qu'en

con-

„ conclure de favorable pour *Tibère* ? La *Lex*
 „ *Regia* ne substituoit pas l'Empire en faveur de
 „ la Postérité d'*Auguste* ; & posez le cas que ce-
 „ la fût, *Tibère* n'en decendoit pas. Voici que
 le Doct. doute de l'Autorité *Legis Regia*, &
 qu'il avance positivement que *Tibère* ne pouvoit
 en tirer aucun avantage. Mais quel sujet a-il de
 soubçonner que *Lex Regia* est une fausseté ? La rai-
 son sans doute en est admirable, c'est parce qu'un
 certain Auteur *Hollandois* a soutenu cette Opi-
 nion, dans un Traité sur ce sujet. Mr. *Hidgen*
 n'auroit pas dû, ce me semble, avoir oublié
 dans cette occasion *Bachanon*, qui dans son Li-
 vre de *Jure Régni apud Scotos* a fait les premières
 objections contre la Validité de cette Loi, mais
 il voudra bien que je l'avertisse, que ce n'étoit
 pas là le sentiment de l'Archevêque *Usher*, de
 Mr. *Seden* & de Mr. *Thomdikel*, dont le jugement
 méritera toujours d'être autant considéré que
 celui de l'Auteur à qui il nous renvoie. Leur
 Opinion est que „ *Lex Regia* fût faite au com-
 „ mencement de l'Empire Romain, par la-
 „ quelle Loi, le Peuple conféroit au Prince
 „ toute sorte de pouvoir & d'autorité. Et
 pour plus grande assurance, ils nous disent que
 la même chose est attestée par *Ulpien*, comme
 aussi par Justinien dans ses Instituts. Outre ce-
 la on voit encore aujourd'hui dans le Capitole
 un Fragment de cette Loi, où sont recitez tous
 les Pouvoirs acordez par le Senat à *Vespasien* ; &
 il y est marqué que ses Prédécesseurs avoient
 joui des mêmes. Il s'agit à présent de savoir la-
 quelle de ces deux Loix, le Doct., ou son Au-
 teur fera passer pour une Fiction ? Est-ce celle dont
Ulpien fait mention ? cela paroît impossible ;
 Quel-

Quelle aparence qu'un Homme d'un merite si Eminent voulût imposer aux Romains, sur un sujet dont ils avoient autant de conoissance que lui-même. Disons-nous donc, que les Fragmens qui regardent *Vespasien* eût une supercherie? Mais cela ne feroit aucun bien à la Cause du Docteur, quand cela seroit vrai. Nous sommes de plus bien informez du contraire; Car Mr. *Bianchini*, personne qui ne fait pas une petite figure dans la Republique des Lettres, a rendu un Témoignage signé de sa main, comme après avoir, avec la dernière exactitude, examiné cet ancien Monument, il y a observé toutes les Marques & tous les Signes d'Antiquité; & s'étonne qu'il se trouve des Gens qui le soubonnent d'être une Pièce contrefaite. Le Doct. ne laisse pas de demander, qu'en inferer de favorable pour le Droit de *Tibère*? C'est à quoi il est répondu dans ce même Fragment *Legis Régia*, car nous y trouvons, outre le pouvoir d'entrer en quelques Lignes où Traitez qu'il lui plaira, la Ratification de cette importante Prérogative, *qu'à l'égard de toutes les Loix quelconques, tant du Senat que du Peuple, auxquelles, il avoit été arrêté, que les Empereurs Auguste, Tibère, & Claude ne seroient point liez, il sera aussi délié de mêmes*; ce qui est exposé ainsi par les Docteurs en Droit civil; *Ils sont déliez des Loix* (selon la Dialecte Romaine) c'est à dire, ils ne peuvent être forcez d'y obéir, & ne sont obligez à aucune des Ordonnances écrites. D'où il paroît manifestement que *Vespasien* devoit jouir des mêmes Privilèges & Prérogatives qu'*Auguste* & *Tibère* avoient fait; & qu'ils n'avoient aucune Prérogative qu'ils n'eussent reçu

du Senat aussi bien que du Peuple ; Comme donc tous les differens points qui regardoient l'autorité Imperiale, étoient spécifiés dans le statut qu'ils en avoient fait, les Jurisconsultes lui ont donné le nom de *Lex Régia*. Mais je ne m'arrêterai pas à pointiller là dessus avec le Doct. Je ne crois pas que ce soit une chose bien essentielle de savoir quel nom on a donné à la Loi qui revêtit *Tibère* de l'Autorité souveraine ; pourveu qu'on prouve par quelque Acte public, que c'est un Fait constant, que les Romains se dépouillerent véritablement de leurs Libertez, & renoncèrent à tout leur Pouvoir en faveur de cet Empereur. C'est ce que je crois qu'on peut montrer sans contredit, non seulement par le Titre qu'on a donné à cette Loi, mais encore par une quantité de Témoignages que nous en pouvons tirer de l'Histoire des Romains.

Après la mort d'*Auguste*, il s'éleva entre le Peuple de Rome & *Tibère* une dispute des plus remarquables ; le Premier faisoit tous ses efforts pour charger le Second de l'Empire, & lui tous les siens pour s'en dispenser. Le Senat se jeta à ses Pieds pour ce sujet, & les plus habiles Orateurs le sollicitèrent de la maniere du monde la plus forte, d'accepter le Gouvernement ; de sorte qu'à la fin il fut plutôt contraint que persuadé de le prendre ; & il sembloit qu'il reçut la Dignité Imperiale plutôt pour les obliger que pour se faire plaisir à * lui-même. C'étoit une chose surprenante de voir avec quel empressement & précipitation, les Personnes du plus haut Rang & de la plus grande Qualité se hâtoient de se défaire de leurs Libertez. Le Consul commen-

* *Tacit. Annal. lib. 1. c. 7. 11. &c.*

mença le premier à lui preter le serment. Peu de tems après le Senat, les Soldats, & le Peuple suivirent son Exemple ; Ils firent toutes ces avances, avant qu'il parut disposé à leur faire la grace d'être leur Empereur. A peine fut-il sur le Trône que le Senat lui défera toutes sortes d'Honneurs, de Titres & de Pouvoirs. En un mot il ne faisoit point d'Acte Public qui n'eut toute la force & la validité que l'Autorité de Tribun, de Consul, de Proconsul, & de Pontife étoit capable de donner, aussi bien que celle de plusieurs autres Offices dont il avoit été revêtu par des * Decrets du Senat. De sorte que ce sera un rude ouvrage à Mr. *Hidgen* de prouver, que le Sénat ait acordé plus d'Autorité à *Auguste* qu'il n'a fait à *Tibère* : En effet nous pouvons avancer hardiment, que le Senat ne fut jamais plus prodigue de ses ofres de service à l'égard d'aucun Empereur qu'il le fut envers *Tibère*, si donc le consentement & l'approbation du Senat suffisoient pour le rendre un Empereur légitime, certainement il le fut à aussi juste Titre que son Prédecesseur, qui ne se pût pas glorifier d'avoir été élevé à l'Empire avec plus d'honneur & de distinction qu'il le fût lui même. Le Doct., après cela, a bonne grace de nous dire, que *Tibère*, se poussa lui-même dans le Gouvernement, & que la Soumission des Romains, quelle qu'elle fut, étoit le seul Droit qu'il avoit ? comme si les Romains se fussent devouëz à aucun autre Empereur avec plus de soumission, & que cette soumission d'un Peuple qui étoit Maître absolu de ses Libertez pour en disposer com-

* *Dion. Cassius Lib. 53. 57. & 58.*

me il vouloit , ne suffisoit pas pour rendre un Droit légitime.

L'Autre Question agitée par M. *Hidgen* est, si les Romains étoient eux-mêmes les Gouverneurs légitimes de la *Judée*? Le Sujet de son doute est qu'il ne paroît point d'Acte dans les formes de la Rénonciation , faite de l'Autorité Souveraine en faveur des Romains ; comme celui de *Legis Regia*, qu'on produit à l'égard d'*Auguste*. Que si le Doct. *Hidgen* , ne peut être satisfait que par un semblable Acte d'Abdication , ce n'est pas ma faute : Mais il y a dans le monde d'autres Personnes savantes & Judicieuses , qui se contenteront , en cette occasion, de l'Autorité de *Joséph*. Je ne dois pas ennuyer mon Lecteur des particularités qui regardent cet endroit de l'Histoire ; en l'informant qu'elles furent les motifs de *Pompée* , pour assiéger *Jérusalem* & la prendre , & par quelles voies les Juifs commencèrent à s'assujettir aux Romains. Ce qu'il y a de certain est qu'*Hircanus* , leur Roi légitime , servit beaucoup à les soumettre à ce joug ; car ce fut son Parti qui livra *Jérusalem* entre les mains de *Pompée* ; & lui-même , se contentant du Titre de Roi sous la Protection des Romains , consentit qu'ils fussent admis à partager avec lui le Gouvernement de ce País. C'est pour cela que plusieurs habiles Gens ont assuré , que les Juifs , firent dès ce tems là une Abdication d'eux mêmes , & ont toujours été après obligez , par cette renonciation volontaire , de rendre Obéissance aux Romains comme à leurs Maîtres , & Gouverneurs légitimes. Ce fut en vertu de ce Pouvoir , & de cette Autorité qu'*Auguste* , établit *Herode* , Roi de *Judée* , & ensuite son Fils *Arché-*

Archelaüs ; mais peu de tems après , *Archelaüs* , aiant été dépouillé de son Royaume , & envoié en Exil , la *Judée* , fût pour la premiere fois réduite par *Auguste* , en forme d'une Province de l'Empire ; & il en donna le Gouvernement à un Subdélégué du Président de *Sirie*. Tel étoit l'état où se trouvoient le Juifs , autems de la Mort du Sauveur , aussi-bien que quelques années auparavant ; & quoi qu'en puisse dire le Doct. il n'y avoit point de bon Juif , qui ne pût , en sûreté de Conscience , jurer fidélité aux Empereurs Romains. Où étoit le Prince , où étoit la Famille qui en reçût quelque préjudice ? Y avoit-il aucune Personne vivante qui prétendit avoir plus de Droit qu'eux à la Souveraine Autorité sur la Nation Juive ? Les Enfans d'*Hérode* , dépendoient absolument des *Cesars* , & ils ne pouvoient , à cause de cela , former aucune prétentions à cette Monarchie ; & la Race des Anciens Rois qui avoient un Droit Héréditaire à cette Couronne étoit entièrement éteinte. Il étoit donc impossible que les Romains fussent des Usurpateurs ; puisque leur droit ne pouvoit-être disputé par aucun autre , & pour cette seule raison leur Possession étoit légitime ; parce qu'il n'y avoit aucun Propriétaire en vie qui pût les Accuser de lui faire injustice. En ce cas là , les Juifs , pour leur propre conservation , & le bien public , qui sont des Principes , dont on abuse si souvent en d'autres occasions , étoient obligez de se soumettre aux Romains , & de reconnoître leur Autorité , quand ils ne se seroient pas auparavant rendus d'eux-mêmes sous leur Obéissance car quoi qu'après qu'une Famille Royale est éteinte , les Sujets , soient en

liberté de choisir le Successeur , qui doit régner sur eux, cependant si quelcun, dans une semblable conjoncture, se mêt en possession du Trône vacant, je veux même qu'il le fasse par la force & la violence, il est autant de leur intérêt que de leur devoir de s'accommoder au tems, & de souffrir pour leur Roi celui qu'il leur est impossible de déposer, sans s'exposer au danger de perdre leur vie & leur Biens. Par là le Docteur voit, que ses Adversaires veulent bien lui accorder, que la Possession donne Droit en de certaines rencontres, comme quand les Sujets pourvoient à leur conservation par l'Obéissance, que la nécessité des affaires les oblige de rendre à un Roi *de Facto*, sans violer le Droit d'une Tierce Personne. Mais ce que nous lui accordons, n'est d'aucun avantage à sa principale Question, & fait beaucoup de tort à celle qui concerne l'autorité des Empereurs Romains à l'égard des Juifs, car de la manière que je le viens de proposer, il étoit permis à ceux-ci de devenir les Sujets des autres; & même toutes chose bien considérées leur devoir les y engageoit.

D'uncôté si les Romains avoient rapellé leurs Legions, & qu'ils eussent, à la mort d'*Herode*, cessé de donner leur Protection aux Juifs, en les abandonnant à leur propre conduite, les Enfans d'*Herode*, auroient bien-tôt déchiré en Pièces, leur Pais, par les divisions qu'ils y auroient causées, & celui qui auroit eu le dessus les auroit Gouvernez avec la dernière Tirannie. D'ailleurs ils avoyent eu une longue expérience de la Douceur, & de l'Humanité des Romains envers eux,

par

par une quantité de Decrèt, * qui avoient été faits en leur faveur. *Philon* † *Juif* nous a donné un ample recit des bontez particulieres qu'*Auguste* & *Tibere* eurent pour eux ; en sorte que quand on les auroit mis en liberté de prendre tel Parti qu'ils auroient voulu , ils n'auroient pû faire un choix plus prudent que de vivre sous le Gouvernement de ces Empereurs. Le Doct. s' imagine avoir trouvé une bonne ressource, en disant que la neccessité obligea les Juifs , de se soumettre ainsi à cette Puissance superieure : Mais j'ai déjà montré que c'étoit leur intérêts de le faire ; & certainement *c'est une violence bien agréable , & très obligeante , quand on force les Gens , à faire des choses qui leur sont d'un singulier avantage , c'est-a-dire , autant que des Personnes raisonnables peuvent le souhaiter.* Mais je veux qu'il soit vrai , que cette soumission des Juifs , fût forcée , cela ne favorise point l'opinion du Doct. Dira-il que les Promesses , & les sermens procurés par violence de la part d'un Peuple , qui avoit le pouvoir de les faire , ne sont point d'obligation ? De quelle autorité donc feront , les liguez , & les Traitez , lorsqu'après une longue & sanglante Guerre , le Parti malheureux est obligé de faire la Paix à des conditions desavantageuses , lesquelles il est forcé d'accepter à moins de continuer la Guerre , qui achevera de le ruiner ? Le Doct. soutiendra-il que ces Traitez sont nuls , & ne doivent avoir aucun effet , & que les Princes qui ont été contraints de subir ces Conditions , peuvent légitimement

* *Vide de creta Romana &c. pro Judais nuper à Gronovio edita.*

† *In Legat. ad Cajum.*

avoir recours aux Armes, toutes les fois qu'ils trouveront une occasion favorable pour le faire? Il fait très-bien que *Grotius & Sanderson & les meilleurs Casuistes* sont d'une Opinion différente, & il ne lui sera pas aisé de refuter leurs Preuves. Qu'il ait seulement la bonté de souffrir, que je lui représente qu'elle a été le sentiment de deux Célèbres Historiens sur quelques Faits, qui ont du rapport à notre Sujet. *François I.*, Roi de *France*, après avoir été fait Prisonnier par l'Empereur *Charles V.*, fût mis en liberté, sur la parole qu'il donna de se remettre entre les mains de l'Empereur, si les Conditions sous lesquelles il avoit été relaché, n'étoient pas exécutées. Mais lorsque *François*, eût été une fois en liberté, il prétendit n'être pas obligé aux Promesses qu'il avoit faites, du tems de sa Detention, *assurant que Personne détenu sous la Garde d'Autrui, ne pouvoit engager sa Parole.* Là-dessus voici la Réflexion, que fait *Mylord Herber.* „ Néanmoins je ne puis m'empêcher de „ dire que l'excuse de *François*, ne fut pas gé- „ néralement aprouvée, & qu'on n'estima pas „ son Cartel Juste; car si un Prisonnier de Guer- „ re, peut s'excuser de sa Promesse, parce qu'il „ l'a faite dans un Etat contraint, il s'ensui- „ vroit qu'on feroit peu ou point du tout de Pri- „ sonniers, mais qu'on les tueroit sur le Champ; „ Ce qui rendroit la Guerre, non-seulement „ plus sanglante & plus barbare, mais détrui- „ roit le principal devoir du Droit des Gens, „ dont on s'est toujours en pareilles occasions „ si religieusement aquité.

L'Autre Historien est l'Evêque de *Salisbury*, qui nous dit qu'*Henri VIII.* fit en sorte que la
Con-

Convocation où l'Assemblée du Clergé, cassa son Mariage, avec la Lady *Anne de Cleves*, & qu'une des raisons qui portèrent cette Assemblée, à prendre cette Résolution fût, „ que le „ Roi l'ayant épousée, contre sa Volonté, il n'y „ avoit pas véritablement, interieurement, & „ parfaitement consenti; & que puisque tout „ Acte raisonnable consiste, dans un mouve- „ ment interne de la Volonté de l'Homme, „ toutes les Promesses extorquées, & contrain- „ tes ne sont point d'obligation. Mais la Cen- „ sure de l'Evêque merite d'être remarquée. Ce fut là, dit il, le plus grand témoignage que le Clergé donnât jamais au Roi de sa complaisance; car comme toute l'Assemblée favoit très-bien qu'il n'y avoit rien de considérable, dans le Contract Anterieur, aussi établit-elle une Maxi- me, d'une très. pernicieuse conséquence pour annuler tous les Traitez & Contracts publics: Puisque, si un homme, qui voudroit renoncer à son engagement, sous prétexte qu'il n'y a pas consenti par un Acte interne de sa Volonté, en étoit effectivement déchargé, il n'y auroit plus de sûreté parmi les Hommes; car il n'y a point d'Homme qui puisse connoître si un autre consent intérieurement à ce qu'il fait; & inferer de la grande averfion, qu'une Personne a pour quelque chose, qu'il n'a pas intérieurement la volonté d'y consentir, c'est fournir à un chacun un Pretexte de rompre impunément toutes sortes d'engagement; assurant qu'il ne l'a pas fait volontairement.

En dernier lieu *M. Hidgen*, a reconnu que *Zedecias* & les Juifs, s'étoient soumis au Roi de Babilone, & avoient juré de lui être fidèles, avant que Dieu leur eût commandé de le faire.

Mais

Mais il est certain que cette soumission ne fût point volontaire; puisque c'étoit un effet de la force, & de la violence à laquelle il avoit falu céder ou être exposé à tout perdre. Ne pouvons-nous donc pas dire, avec le Docteur, que leurs sermens, & autres engagements ne servoient de rien, & ne pouvoient les obliger à garder des Promesses faites contre l'intérêt de leur País. Mais le Prophète nous a enseigné une autre * Doctrine; il nous assure, que Dieu fût extrêmement irrité de ce qu'ils avoient violé le serment fait au Roi de *Babylone*, aussi-bien que les conditions dont ils étoient convenus avec lui; & les menaça qu'il en tireroit une rigoureuse Vengeance. Les Paroles du Prophète sont dignes d'attention; c'est pourquoi je les coucherai ici, pour faire la Conclusion de cet Ouvrage? *Celui qui a fait telles choses, prosperera-t-il? échapera-t-il? & ayant enfreint l'alliance échapera-t-il? Je suis vivant, dit le Seigneur l'Eternel, si celui-ci ne meurt au País du Roi, qui l'a établi pour Roi, duquel il a méprisé le serment d'exécration, & duquel il a enfreint l'alliance, étant par devers lui au País de Babylone.... Car il a méprisé le serment d'exécration, enfreignant l'alliance: Et néanmoins voici, ayant donné sa main, il a fait toutes ces choses là, il n'échappera point.*

C'est ainsi que conclut l'Auteur du DROIT HEREDITAIRE &c. qui ne peut pas me reprocher d'avoir omis ou supprimé rien d'essentiel, dans les Faits, les Propositions, & les Raisonnemens, que J'ai extraits de lui; & que je me propose de refuter dans les Remarques suivantes.

* *Ezech. 17. 15. &c.*

F I N.



